

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COMMUNAUTÉ ET RÉSISTANCE. LA GESTION COMMUNALE DES RESSOURCES
NATURELLES FACE À LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE : LE CAS DE
CAPULÁLPAM DE MÉNDEZ, OAXACA, MEXIQUE.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR

MATTHIEU ROY

AVRIL 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Dans un premier temps, j'aimerais remercier les autorités de Capulálpam de Méndez de m'avoir ouvert à leur communauté, spécialement au commissaire des biens communs Javier García Juárez pour m'avoir donné sa confiance. Un merci également à tous les membres de la communauté qui ont été généreux de leurs temps et de leurs paroles.

Mes remerciements vont également à l'Universidad de la Sierra Juárez (UNSIJ) qui m'a reçu dans ses locaux durant mon séjour et a facilité les premiers contacts avec les Autorités de Capulálpam de Méndez. Au professeur Yuri Quiroz Ortuño, qui a participé à la conception de la maquette participative, en plus de m'introduire à certaines personnes clés de la Sierra, merci pour ta générosité et ton ouverture d'esprit. Au professeur Mario Fuente Carasco, pour m'avoir ouvert à sa bibliothèque et à ses foisonnantes idées, merci également.

Je me dois également de remercier Alejandro Velazquez Montes du Centro de Investigaciones en Geografía Ambiental (CIGA) de l'UNAM pour m'avoir mis en contact avec la UNSIJ et pour avoir conçu une première ébauche de projet de recherche.

Des remerciements particuliers vont également à Andrés Herrera A., professeur d'espagnol, partenaire de *caminetas* nocturnes, main-d'œuvre appliquée dans la réalisation de la maquette, compagnon de terrain, merci pour ton amitié et ton inestimable participation au projet.

Un merci à mon directeur de recherche Juan-Luis Klein, pour son appui aux moments critiques de la recherche, pour les nombreux autres projets qu'il m'aura proposés et qui auront alimentés et enrichis la réflexion du présent mémoire. Merci à tous les membres du personnel du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), qui m'ont, dans les mois de rédaction, été d'un grand support moral.

À mes parents et ma famille, pour leur support indéfectible dans ce projet comme dans d'autres, merci.

À Martine, ma compagne de vie, avec qui l'aventure a été partagée dans son entièreté, merci de ton support et de ta tolérance, merci d'avoir partagé mes doutes, mes inquiétudes et mes joies, merci pour la touche d'amour que tu auras ajoutée à mon travail.

À tous ceux qui de près ou de loin ont nourrit cette aventure, merci encore.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES FIGURES.....	ix
TABLE DES ACRONYMES	xi
RÉSUMÉ	xiv
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE ET SPÉCIFICITÉ COMMUNAUTAIRE.....	6
1.1 Libéralisme, territoire et développement	6
1.1.1 Les dernières mutations: essor du néolibéralisme, mondialisation économique et nouveaux acteurs.....	7
1.1.2. Les assises théoriques du néolibéralisme: les néoclassiques	12
1.1.3 Acteurs et rapport de force	15
1.2 Les institutions.....	20
1.2.1 Le problème de l'action collective et la tragédie des communs.....	21
1.2.2 Les règles et les communs.....	22
1.2.3 Les modes de tenures, conservation et développement	24
1.2.4 Institutions locales, histoire et évolution	25
1.2.5 Communauté et développement	27
1.3. Objectifs et questions de recherche.....	29
CHAPITRE II	
CADRE OPÉRATOIRE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	31
2.1 Cadre théorique.....	31
2.1.1 Les communs et l'analyse institutionnelle d'Ostrom.....	31
2.1.2 Le développement communautaire.....	33

2.1.3 L'analyse culturelle de Douglas	37
2.1.4 La <i>comunalidad</i>	37
2.2 Cadre opératoire : développement communautaire, arrangement institutionnel auto-organisé et vibrance culturelle.....	39
2.3 L'étude de cas	44
2.3.1 Cadre spatio-temporel et spatial de la recherche	44
2.3.2. Le choix de la communauté de Capulálpam de Méndez	44
2.3.3 Collecte d'information	45
2.3.4 Traitement de l'information	51
CHAPITRE III	
ENTRE RÉFORME AGRAIRE ET RÉFORME NÉOLIBÉRALE, CONTEXTUALISATION DE LA GESTION DU TERRITOIRE ET DES RESSOURCES NATURELLES AU MEXIQUE.....	52
3.1 Le système agraire mexicain, un héritage de la révolution	52
3.1.1. La réforme agraire, base de la structure de gouvernance locale	54
3.1.2. Implication des réformes sur le cadre légal d'exploitation des ressources naturelles.....	61
3.1.3. Lutttes pour la gestion locale des ressources : le cas des forêts et de la Sierra Norte.....	64
3.2. Caractéristiques géographiques du Mexique, de Oaxaca et de Capulálpam de Méndez.....	66
3.2.1 Un contexte national et régional marqué par les inégalités	66
3.2.2. Oaxaca, une terre de multitudes.....	68
3.2.3. Géographie de Capulálpam de Méndez.....	72
Conclusion	79
CHAPITRE IV	
LE CAS DE CAPULÁLPAM DE MÉNDEZ : TERRITOIRE, INSTITUTIONS LOCALES, CULTURE ET ACTEURS	80
4.1 Le territoire communal, base de la gouvernance locale	80
4.1.1. Prélude au contrôle local des ressources sylvicoles : la lutte collective	81
4.1. 2. Titularisation et conflits territoriaux.....	82
4.1.3. Deux particularités territoriales : San Pedro et la Natividad.....	84
4.2 La gouvernance locale, réglementation et mécanisme.....	89

4.2.1 La réglementation locale et les organes de représentation.....	89
4.2.2 Mode d'organisation local et le régime des Usos y Costumbre.....	97
4.3 Structure organisationnelle et acteurs collectifs.....	108
4.3.1 Les organisations locales intégrées au système de charge communautaire	108
4.3.2. Les organisations économiques locales	117
4.3.3. Les organisations d'échelle régionale, nationale et internationale	127
4.4. Financement des organisations, des sources plurielles	132
4.4.1. Financement des autorités	132
4.4.2. Financement des organisations sociales	133
4.4.4 Financement de l'UZACHI.....	136
4.4.5 Financement des entreprises communautaires.....	136
4.5. Inflexions récentes du développement; quelques faits marquants.	137
4.5.1 Consolidation du secteur touristique : Capualapam, un village magique	137
4.5.2 Épidémie de dendroctone, des ravages dans la forêt	138
4.5.3 Nouveau cycle de lutte; la communauté confrontée à l'industrie minière.....	140
Conclusion	143
 CHAPITRE V	
LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CAPULAPAM DE MÉNDEZ À TRAVERS LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.....	144
5.1 Nature du développement	144
5.1.1 Développement institutionnel et social.....	145
5.1.2 Développement et évolution des tâches.....	150
5.1.3 Développement des activités productives.....	151
5.1.4 Développement et domaine environnemental.....	154
5.2. L'importance de la culture dans l'orientation du développement.....	155
5.2.1 Le collectivisme.....	156
5.2.2. La résistance	157
5.2.3. La célébration	158

5.3. Dynamisme communautaire, entre règles et organisations	159
5.3.1. Imbrication multiscalaire des institutions	160
5.3.2. La capacitation institutionnelle	163
5.3.3. Règles de délimitation	168
5.3.4. Conflictualité et délimitation	171
5.4 Mécanismes de croisement, apports et limites	174
5.4.1. Autonomie politique et ressources du sous-sol; une brèche dans la gouvernance locale des ressources naturelles.....	176
5.4.2. Système de charge, classes et inégalités de représentation	177
5.5. En aval du développement	178
5.5.1. Retour sur le système de charge	178
5.5.2. Retour sur le <i>tequio</i>	180
5.5.3. Collectivisme et montée des intérêts individuels.....	181
5.5.4. Tertiarisation des activités	181
5.5.5. Échange marchand et transformation de l'organisation communautaire	183
Conclusion	185
CONCLUSION	187
APPENDICE A	
LES FESTIVITÉS DE SAN MATEO	197
APPENDICE B	
QUESTIONNAIRES DE RECHERCHE	201
APPENDICE C	
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	213
LEXIQUE DES TERMES EN ESPAGNOL ET ZAPOTÈQUE	218
BIBLIOGRAPHIE	221

LISTE DES TABLEAUX

Tableau

2.1	Domaines existentiels : variables et indicateurs	40
2.2	Institution : variables et indicateurs	42
2.3	Valeur culturelle : variables et indicateurs	43
2.4	Index des personnes interviewées.....	47
3.1	Distribution des terres en fonction du régime de propriété.....	54
4.1	Superficie des différents types d'aires contenues dans le plan d'aménagement du territoire	88
4.2	Les postes communaux.....	112
4.3	Les postes municipaux	117
4.4	Budgets de différentes organisations sociales	135
5.1	Interactions et limites des éléments de la <i>comunalidad</i>	175

LISTE DES FIGURES

Figure

1.1	Carte du PIB par habitant selon les États mexicains et les principales agglomérations (2005)	11
2.1	Évolution de la construction de la maquette.....	49
2.2	La maquette avant les ateliers participatifs.....	50
2.3	Atelier avec des membres de la communauté utilisant la maquette pour identifier les points d'intérêt du territoire.....	50
3.1	Distribution des terres en possession sociale au Mexique en fonction des présidences	53
3.2	Carte des pourcentages des terres en propriété sociale certifiées à travers le PROCDE en fonction des États	59
3.3	Carte administrative du Mexique	68
3.4	Carte 3D de la Vallée centrale de Oaxaca et des Sierra Madre localisant Oaxaca (ville), Capulálpam de Méndez et Tuxtepec.....	70
3.5	Photographies de Capulálpam de Méndez prises de Santiago Xiacuí; vue d'ensemble et zoom sur le centre du village.....	75
3.6	Pyramide des âges de Capulálpam de Méndez (2010)	76
4.1	Cartes des zones titularisées et des zones en conflits du territoire communal de Capulálpam de Méndez	83
4.2	Carte des zonages issus du plan d'aménagement du territoire de Capulálpam de Méndez	87
4.3	Assemblée générale à la salle communautaire de Capulálpam de Méndez	93
4.4	Convocation à une assemblée générale de comuneros tenue le 10 mars 2011 épinglée sur un poteau électrique au centre du village.	94
4.5	Haut-parleur juché sur le toit de l'hôtel de ville servant à la diffusion de messages d'intérêt public.....	95

4.6	Échelle de responsabilité du système local de charge	100
4.7	<i>Tequio</i> général de canalisation des eaux résiduelles.....	103
4.8	<i>Calenda</i> dans le cadre de la fête du Pueblo Magico (février 2011).....	107
4.9	Organigramme de la communauté de Capulálpam de Méndez	109
4.10	Chargement de troncs d'arbre à destination du moulin à scie	119
4.11	Déchargement de camion	119
4.12	Employés travaillant au moulin à scie communautaire	120
4.13	Concasseuse de pierre de la Triple S	122
4.14	Carrière.....	122
4.15	Le centre récréatif Los Molinos vu à partir du site de lancement de la tyrolienne	124
4.16	Usine de filtration et d'embouteillage d'eau.....	126
4.17	Organigramme de l'UZACHI.....	128
4.18	Effets du dendroctone sur la matière ligneuse	139
4.19	Bassin versant de la « Y » et sites de disparition de sources d'eau	142

TABLE DES ACRONYMES

ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
CDI	<i>Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblo Indígenas</i>
CCMSS	<i>Consejo Civil Mexicano para la Silvicultura Sostenible</i>
CEPCO	<i>Coordinadora Estatal de Productores de Café de Oaxaca, A.C.</i>
COINBIO	<i>Proyecto de Conservación Comunitaria de la Biodiversidad</i>
CONABIO	<i>Comisión Nacional para el conocimiento y uso de la Biodiversidad</i>
CONAFOR	<i>Comisión Nacional Forestal</i>
CONANP	<i>Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas</i>
DICONSA	<i>Distribuidora Canasupo</i>
ERA	<i>Estudios Rurales y Asesoría Campesina</i>
EZLN	<i>Ejército Zapatista de Liberación Nacional</i>
FAO	<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i>
FAPATUX	<i>Fábrica de Papel Tuxtepec S. A.</i>
FIFOMI	<i>Fideicomiso de Fomento Minero</i>
FMI	Fond monétaire international
FONAES	<i>Fondo Nacional de Apoyo a las Empresas de Solidaridad</i>
FSC	<i>Forest Stewardship Council</i>

GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i>
IFE	<i>Instituto Federal Electoral</i>
IFRI	<i>International Forestry Institutions and Resources Research Program</i>
INEGI	<i>Instituto Nacional de Estadística y Geografía</i>
IXCAXIT	Nom donné à une entreprise qui géra un moulin à scie dans la communauté de Ixtlán entre 1975 et 1982 et qui est formé des premières lettres des quatre communautés membres (Ixtlán, Capulálpam, Xiacuí, Trinidad).
IXETO	<i>Unión de Comunidades Forestales de Ixtlán – Etila, Oaxaca</i>
Mercosur	<i>Mercado Común del Sur</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ODRENASIJ	<i>Organización para la Defensa de los Recursos Naturales y el Desarrollo Social de la Sierra Juárez</i>
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PAN	<i>Partido Acción Nacional</i>
PRI	<i>Partido Revolucionario Institucional</i>
PROÁRBOL	Programme d'aide au développement de la CONAFOR
PROCEDE	<i>Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares</i>
PROCYMAF	<i>Programa para la Conservación y el Manejo Forestal</i>
PRODEFOR	<i>Programa de Desarrollo Forestal</i>
PRONASOL	<i>Programa Nacional de Solidaridad</i>
PRO-NATURA	Organisation civile mexicaine se dédiant à la conservation environnementale

SAO	<i>Servicios Ambientales de Oaxaca</i>
SECTUR	<i>Secretaría de Turismo</i>
SEDAF	<i>Secretaría de Desarrollo Agropecuario y Forestal</i>
SEDER	<i>Secretaría de Desarrollo Rural</i>
SEDESOL	<i>Secretaría de Desarrollo Social</i>
SEGARPA	<i>Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación</i>
SEMARNAT	<i>Secretaría del Medio Ambiente, Recursos Naturales, y Pesca</i>
UCIRI	<i>Unión de Comunidades Indígenas de la Región del Istmo</i>
UCOSIJ	<i>Unión de comunidades de la Sierra Juárez A.C.</i>
UE	<i>Union européenne</i>
UESCO	<i>Unión Estatal Silvicultores Comunitarios de Oaxaca A.C</i>
UNSIJ	<i>Universidad de la Sierra Juárez</i>
UyC	<i>Usos y Costumbres</i>
UZACHI	<i>Unión de Comunidades Productoras Forestales Zapotecas-Chinantecas</i>

RÉSUMÉ

Des communautés, isolées dans les recourbures de la Sierra Norte oaxaquénienne, au Mexique, misant sur un mode d'organisation traditionnel et sur les acquis de la réforme agraire, mettent sur pied des entreprises contrôlées par des assemblées générales d'usufruitiers de terres communales. Alors que la mondialisation, lorsque propulsée par les politiques néolibérales, rend orphelines plusieurs régions excentrées du globe, ces communautés font acte de résistance et proposent ainsi des contre-exemples.

Le présent mémoire rend compte de l'étude d'une de ces communautés ayant connu un des dénouements les plus heureux, celle de Capulálpam de Méndez. Depuis le début des années 1980, cette communauté s'est dotée de quatre entreprises communautaires œuvrant respectivement dans les secteurs de la sylviculture, de l'extraction de matériaux de surface, de l'écotourisme et de l'embouteillage d'eau. Ce mémoire vise à comprendre la spécificité des acteurs et des mécanismes qui permirent ce développement, notamment en dégagant la façon dont se sont encastrées, dans la communauté, les dynamiques sociales et économiques, de sorte à faciliter la satisfaction des besoins locaux. Notre démarche est basée sur l'analyse des interactions entre les cadres institutionnel et organisationnel de la communauté.

En définitive, ce mémoire démontre que la dotation de nouvelles capacités productives de Capulálpam de Méndez, toute relative soit-elle, ne s'est pas réalisée au détriment de l'équilibre environnemental ou du maintien du tissu social, ni d'une perte de contrôle local du politique. Ce mémoire expose également comment les mécanismes de reproduction sociale issus de la tradition ont permis un développement intégré de la communauté. Il fait aussi ressortir l'importance de la culture locale dans la détermination des objectifs de développement. Notre démarche montre que le développement s'inscrit dans une trajectoire historique où se cristallisent dans des institutions les stratégies passées, cristallisation qui circonscrit les nouvelles options à disposition. En ce sens, certains moments forts infléchissent le mouvement dans certaines directions. Ce mémoire démontre, en ce sens, que les moments de lutte forestière des années 1980 ont été, pour Capulálpam, foisonnants. C'est là que les acteurs du développement, principalement collectifs, se sont organisés et dotés en capacité. En plus d'expliquer comment les différents acteurs ont évolué dans leurs rôles et leurs demandes, nous identifions dans ce mémoire certains facteurs de réussite, comme la présence d'organisations régionales au grand pouvoir de réseautage ou la construction d'une identité locale riche, mais aussi certaines limites, comme la différenciation des rôles par le genre ou la présence d'une brèche dans la gouvernance locale au niveau de la gestion des ressources du sous-sol.

Mots clés : *comunalidad*, institution, culture, développement communautaire, résistance, ressources naturelles, néolibéralisme.

Les sociétés, les classes et les groupes sociaux sont tous détenteurs [...] d'une connaissance pratique de leur territoire [...] et de la façon dont ils peuvent agir pour créer des valeurs d'usage répondant à leurs besoins propres.

(David Harvey, 2010 :36)

INTRODUCTION

Un processus profond de libéralisation économique prend place au Mexique à partir des années 1980. Durant le septennat de Portillo (1976-1982), une première phase de crise économique se fait sentir et demande des modifications au modèle de développement protectionniste qui avait soutenu la substitution des importations qui prévalait jusque-là au Mexique. La mauvaise planification des politiques d'industrialisation et de modernisation du pays, combinée à une corruption qui minait le système de gouverne du pays ont eu comme conséquences l'endettement national. À cette situation s'ajoute l'affaiblissement de la position des pays producteurs de pétrole sur l'échiquier international en 1981. L'ensemble de ces facteurs a contribué à la réorientation du pays vers le néolibéralisme (Hiernaux, 1995).

Ce processus commença avec la signature de l'*Uruguay Round* en 1986 qui faisait entrer le Mexique dans le GATT. Le désengagement de l'État, la privatisation d'une partie de ses actifs de même que l'ouverture des frontières par l'abolition des mesures protectionnistes furent alors préconisés. Ces mesures devaient dynamiser l'économie (Thiébaud, 2009). Le résultat fut la réduction drastique des effectifs de la fonction publique, la stagnation des salaires et le frein aux investissements publics, et ce sans dialogue avec la société civile : « le glissement vers les politiques néolibérales se fit de façon brutale, sans consensus de la population ni discussion démocratique sur les mesures appliquées » (Hiernaux, 1995 : 153)¹.

La prise du pouvoir de Salinas De Gortari en 1988 a intensifié ce processus. Un ensemble de réformes a alors été mis en branle pour préparer la signature, en 1994, de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) avec les États-Unis et le Canada. La réforme, en 1992, de l'article 27 de la constitution fut certainement la plus importante du groupe : elle mettait fin à la réforme agraire en stoppant la distribution de terres en propriété sociale et ouvrait la porte à leur privatisation. Des changements importants dans la régulation économique ont alors été introduits au profit du rôle du marché dans le but de moderniser la ruralité mexicaine. Cette

¹ Traduction libre

campagne devait être restructurée de sorte de « réorganiser les cadres juridiques et les structures institutionnelles pour assurer la compatibilité avec les libres marchés et en particulier établir des droits de propriété bien définis applicables dans le système juridique » (Hindley, 2002)². L'accord de libre-échange devait aussi permettre l'ouverture de l'économie mexicaine au marché nord-américain, et donc, favoriser un développement économique soutenu qui éliminerait les mouvements de migration vers les États-Unis (Thiébaud, 2009).

Les résultats n'auront cependant pas été à la hauteur des attentes, du moins du côté mexicain : ce sont surtout les exportations étasuniennes vers le Mexique qui en bénéficièrent (Thiébaud, 2009)³. L'arrivée de ces produits à bas prix au Mexique a provoqué la baisse des prix de plusieurs produits nationaux, ce qui, combiné à une diminution des investissements publics dans le secteur alimentaire, a rendu beaucoup d'exploitations de petite dimension moins rentables et a entraîné la diminution du nombre d'exploitants et l'exode rural vers la zone de la maquiladora, qui, parallèlement, connaissait une forte croissance (Thiébaud, 2009)⁴. Cette ouverture du gouvernement mexicain au commerce international s'est donc traduite « par une insertion économique de plus en plus intense, mais déséquilibrée et dépendante, dans une division internationale du travail à base régionale qui [a transformé] le Mexique en annexe productive du marché des États-Unis » (Carroué, 2002 : 225).

Dès le départ, les politiques néolibérales créèrent un mécontentement social important qui aurait pu contrecarrer les plans d'application du modèle. C'est dans ce contexte que fut développé par les autorités gouvernementales un programme de lutte à la pauvreté, le

² Traduction libre

³ Les exportations américaines de maïs, produit à la base de l'alimentation nationale, ont augmenté de 542 % pour la période de 1991-1993 à 2003-2005 (Thiébaud, 2009)

⁴ Certains acteurs ont tout de même su tirer leur épingle du jeu. C'est le cas des cultures d'exportation à forte valeur ajoutée, secteur où la main-d'œuvre n'est pas complètement mécanisable et où son bas coût au Mexique est un avantage. Ce secteur a su profiter des avantages comparatifs du Mexique dû à son climat favorable pour la croissance des fruits et légumes, notamment en s'intégrant au marché international. Pour la période de 1991-1993 à 2003-2005, les exportations du Mexique vers les États-Unis ont augmenté de 251 % pour les fruits frais et de 191 % pour les légumes frais. Mais les avantages liés à la croissance de ce secteur semblent avoir été concentrés entre les mains de quelques importants agroindustriels capables de se permettre les investissements nécessaires (Thiébaud, 2009). La libéralisation des campagnes mexicaines aura donc exacerbé les écarts entre les régions pauvres et les régions productives.

Programa Nacional de Solidaridad (PRONASOL), financé avec une partie du produit de la vente des entreprises publiques, les fonds fédéraux destinés aux États et des bailleurs internationaux.

Malgré cela, la contre-réforme agraire n'aura pas percolé aussi facilement dans les campagnes mexicaines que ne l'auraient souhaité les gouvernements d'alors. Le monde indigène mexicain y vit plutôt une attaque directe à la reproduction de son mode de vie, ancré dans une tradition et une normativité différente de celle des réformateurs et vieille de plusieurs dizaines de siècles. « Aujourd'hui nous disons assez! »⁵ fut la réponse envoyée à partir des montagnes du Chiapas par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Après quatre décennies d'application de politiques d'inspiration néolibérale à l'échelle de la planète, de plus en plus de voix s'élèvent pour émettre des réserves à leurs endroits. En témoignent par exemple Joseph Stiglitz (2003), et de sa remise en cause des politiques d'ajustement structurel, certains pays du Sud, dans leur refus d'avaliser la libéralisation des services dans le cycle de négociation de Doha en 2003, ou récemment, le FMI lui-même, par un *mea-culpa* public pour les piètres retombées économiques de ses politiques d'austérité menées en Grèce (Thibodeau, 2013 ; FMI, 2013). Plutôt que d'avoir solutionné la stagnation des années 1970, le modèle néolibéral semble plutôt avoir été catalyseur d'une crise se démultipliant (Klein et Roy, 2013), d'une crise qui n'est maintenant plus uniquement financière, mais aussi économique, sociale, politique et écologique, toutes ces dimensions étant « interdépendantes, emboîtées ou entremêlées » (Lévesque, 2011, 159-160).

La mondialisation de la normativité néolibérale, si elle a favorisé une domination du monde de la finance sur l'économie et la société, a également participé, par la mise à mal de certains équilibres, à l'émergence d'une « conscience plus nette de l'unité solidaire de l'humanité et d'une communauté de destin sur cette planète » (Lévesque, 2011 : 167), notamment à travers la problématique de l'environnement et de la gestion de certains biens mondiaux. Ceci fait dire à certains chercheurs de la nécessité, non seulement de développer une économie verte (où le coût de maintien des équilibres environnementaux serait comptabilisé dans le prix d'échange marchand), mais de développer une économie écologique où s'opérerait « une

⁵ « Hoy decimos ¡Basta! » est le nom donné à la première déclaration de l'EZLN (1993).

rupture idéologique, politique et épistémologique d'avec les cadres imposés par la rationalité économique [standard] »⁶ (Fuente Carrasco, 2009 : 42) et où le système marchand ne serait plus le seul système de valorisation. Une des solutions pour concrétiser cette rupture serait de s'inspirer des connaissances déployées par certaines pratiques rurales communautaires (Fuente Carrasco, 2009 : 42). Ainsi, si la question environnementale démontre la nécessité d'une nouvelle conscience mondiale, la recherche d'une normativité en rupture avec l'orthodoxie appellerait à une analyse de la spécificité de certaines dynamiques locales. La construction d'un mode de développement tenant plus en compte de l'ensemble des dynamiques humaines passerait ainsi à la fois « par le haut » et « par le bas » (Lévesque 2011).

Si les difficultés générées par le défi d'un vivre ensemble harmonieux semblent multiples aujourd'hui, le problème n'est pas l'apanage de notre temps. L'orthodoxie économique actuelle repose en partie sur l'idée que toutes les dimensions des activités humaines profiteront, à rebours, d'une croissance de la production et des avoirs matériels. Elle ne nous dit pas cependant combien de temps il faudra attendre pour que ces bienfaits se fassent sentir dans les autres domaines de la vie sociale (Robichaud et Turmel, 2012). Pourtant, à l'égard du problème du vivre-ensemble, toute une gamme de solutions a été formulée historiquement à travers l'érection de systèmes de règles venant encadrer les activités humaines. Ces règles ont orienté, à travers le temps, l'évolution des différentes sociétés en donnant un cadre aux acteurs y évoluant. Le tout-au-marché n'est qu'une des solutions s'étant ainsi concrétisée. Notre recherche se propose d'en étudier une autre.

Ce mémoire de maîtrise est une étude de cas, celui de Capulálpam de Méndez, une communauté mexicaine d'origine zapotèque s'étant développée dans la Sierra Juárez oaxaquénienne. Forte d'une mobilisation qui entraîna plusieurs communautés des environs dans une lutte pour l'autonomie dans la gestion des ressources sylvicoles dans les années 1980, Capulálpam n'a pas appliqué sur son territoire la contre-réforme agraire, ni n'a permis à des investisseurs étrangers de s'ingérer dans la politique locale. Elle a au contraire opté pour un développement communautaire, en mettant sur pied quatre entreprises collectives gérées à partir des modes de gouvernances traditionnels déjà existants. Ceci a pour résultat

⁶ Traduction libre

qu'une part importante des activités économiques y est encastrée dans la dynamique sociale générale, et que le marché n'est pas le seul mécanisme de coordination des acteurs. Le présent mémoire tente de comprendre la trajectoire de développement de Capulálpam, soit sa dynamique institutionnelle et culturelle. Pour documenter la démarche, un séjour de recherche de six mois a été effectué en 2010-2011.

Ce mémoire de maîtrise est constitué de cinq chapitres. Le premier chapitre décortique le modèle néolibéral en comparant ce dernier à des approches qui font primer l'institution et les effets de proximité géographique. Le second chapitre présente le cadre conceptuel et opératoire mobilisé dans notre analyse et détaille la méthodologie de l'étude de cas. Le troisième chapitre caractérise les contextes national, régional et local dans lesquels le développement de Capulálpam a pris forme. Le chapitre quatre présente nos données de terrain, en identifiant notamment les acteurs et mécanismes du développement spécifiques à la localité étudiée. Un cinquième chapitre analyse ces données sur la base des concepts dégagés au chapitre deux. Enfin, une conclusion propose une synthèse des résultats d'analyse et présente les apports et les limites de notre recherche.

CHAPITRE I

MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE ET SPÉCIFICITÉ COMMUNAUTAIRE

Dans ce premier chapitre, nous situons la logique de développement communautaire par rapport à la mondialisation économique actuelle. Pour ce faire, ce chapitre est construit en trois parties. Une première partie expose les caractéristiques du système économique néolibéral qui s'impose dans la majorité des nations au début du 21^e siècle. Nous faisons ainsi état des liens entre la normativité qu'il véhicule et le type de développement qu'il inspire, les acteurs qu'il met en action tout comme les assises théoriques sur lesquelles il se base. Une deuxième section s'intéresse aux modèles proposant des alternatives au néolibéralisme et s'étant construit autour de la notion d'institution. Nous essayons, dans cette section, de mettre à jour les liens existant entre la mise en place de règles, la gestion des ressources naturelles et les spécificités portées par un milieu. Ces parties sont contextualisées par le cas du Mexique, nation où se situe le village de Capulálpam de Méndez, lieu de notre terrain d'étude. Enfin, le chapitre se clôt avec une présentation de nos objectifs et questions de recherche.

1.1 Libéralisme, territoire et développement

Les postulats néolibéraux forment aujourd'hui la base de l'orthodoxie développementale à l'échelle mondiale. Après trois décennies d'application, ces postulats ont acquis ce que Godbout (2005) appelle un privilège paradigmatique: on réfère spontanément à leur schéma explicatif, toute autre hypothèse paraissant illégitime et demandant démonstration. La section suivante s'attardera à décortiquer l'origine et la logique d'articulation du néolibéralisme. Ceci

nous permettra également de contextualiser les réactions de certaines communautés locales à l'égard de ce type de développement.

1.1.1 Les dernières mutations: essor du néolibéralisme, mondialisation économique et nouveaux acteurs

La Grande Récession de 2008 a fait ressurgir le thème de la crise économique. Les interprétations à son endroit dépendent en général du cadre théorique emprunté par ses analystes, entre autres de la place consentie aux institutions dans la compréhension des dynamiques économiques. Ainsi, relativement aux événements de 2008, les positions d'inspiration libérales (Hayek, Friedman, Barro) auront plutôt tendance à parler d'une crise contingente, tandis que les partisans de la régulation (Lipietz, Aglieta, Boyer), d'une crise structurelle ou majeure.

Rappelons, que le modèle keynésien de l'État-Providence a été progressivement mis en place dans l'après-guerre dans l'optique de contenir les dangers d'une économie de marché fortement dérégulée que la crise de 1929 avait spectaculairement donnée à voir. Régulation par l'État du niveau d'emploi, planification territoriale, péréquation interrégionale, tels furent quelques-uns des remèdes alors appliqués.

Le choc pétrolier de 1973 et l'hyperinflation qu'il engendra, de pair avec l'ébranlement du système monétaire international causé par la suspension de la convertibilité en or du dollar instaurée en 1971 (qui causa par la suite un flottement des monnaies), annoncèrent le déclin du modèle et laissèrent la place à un renouveau des propositions du libéralisme économique et à l'application de nouvelles politiques monétaires (Asselin *et al.*, 2012). C'est dans ce contexte qu'allait être formulé un ensemble de préceptes présenté comme pouvant remédier à ces nouvelles difficultés, connu plus tard sous le vocable de « Consensus de Washington »⁷ et qui allait donner forme au néolibéralisme.

⁷ Ce consensus reprend les idées avancées par John Williamson qui soutenait dix propositions pouvant aider les pays confrontés à une crise de la dette, une récession et une hyperinflation. Voir à ce sujet Berr et Combarnous, 2004.

De façon générale, ce consensus se résume à trois idées principales: la libéralisation (la mise en marché), l'ouverture extérieure (l'ouverture des frontières nationales) et la privatisation des économies nationales. Depuis la fin des années 1990, l'idée de « bonne gouvernance » s'est ajoutée à cette série (Vendryes, 2009). Ainsi, selon le modèle néolibéral, le ralentissement des économies occidentales devait trouver sa cure dans « le retour à un capitalisme libre de toute contrainte, où les gouvernements interviennent peu en matière de régulation de l'économie et de protection des droits sociaux » (Stanford, 2011: 68). En version *soft*, cela signifiait que l'État n'avait plus les moyens de jouer au régulateur et de dispenser des services à la population. En version *hard*, cela signifiait qu'il ne le devait pas. L'application des politiques néolibérales s'est effectuée dans la majorité des économies nationales, à des rythmes différents selon les régions, et sans véritables alternatives organisées depuis la chute du Bloc de l'Est à la fin des années 1980.

À califourchon entre l'Amérique des États-Unis et celle du Sud, la trajectoire suivie par les politiques économiques mexicaines illustre bien l'alternance des deux précédents régimes économiques. Cependant, le choc de 1929 fut précédé au Mexique d'un autre choc, encore plus important pour cette nation, celui de la Révolution mexicaine, qui débuta en 1910. Suite à une concentration importante de la terre entre les mains d'un petit nombre, indigènes et paysans se révoltent alors et prennent les armes sous la direction de Pancho Villa et d'Emiliano Zapata. *Tierra y libertad* demandaient-ils alors. Cette révolution sociale mena à une réforme agraire dont les pourtours furent enchâssés dans une nouvelle constitution en 1917. Une part importante des terres nationales allait ainsi être détenue en propriété sociale par de petits noyaux de population nommés *ejido*⁸ pour qui la vente et revente de terre n'étaient pas permises. Plusieurs organisations ayant participé à la Révolution se rassemblent alors pour former en 1929 le parti connu aujourd'hui sous l'acronyme du PRI (*Partido Revolucionario Institucional*) qui garda le pouvoir pendant 70 ans au Mexique. Ce long « règne » fut, pour une bonne durée, dominé par un modèle protectionniste où l'État jouait un rôle économique important.

⁸ Un lexique regroupant les principaux termes espagnols et zapotèques employés dans le présent mémoire est disponible en fin d'ouvrage (p. 219-221).

Puis, la cure néolibérale fut appliquée au Mexique à partir du septennat de De la Madrid (1982-1988) où, confronté à une imposante dette, on opéra une réduction drastique des dépenses publiques et où l'économie nationale commença à se libéraliser et à s'ouvrir sur l'extérieur. La percolation des politiques néolibérales allait s'accentuer, à partir de 1988, sous la présidence de Gortari et l'élaboration d'une contre-réforme agraire ouvrant la porte à la privatisation des *ejidos* qui constituaient alors le mode de propriété de plus de la moitié du territoire mexicain.

1.1.1.1. Mondialisation et nouveaux acteurs

Concomitante et nourrie par la montée de la pensée néolibérale, une nouvelle phase de la mondialisation économique se déploie à partir des années 1970⁹; en plus de la facilitation des échanges de biens et services par l'abaissement progressif des barrières tarifaires entre les pays du globe, le développement des technologies de l'information et de la communication, combiné à celui des moyens de transport, ont favorisé une augmentation continue des flux d'échanges sur la planète.

C'est dans ce contexte que, impulsé par les institutions financières internationales, le désengagement de l'État des services publics s'est opéré et qu'une nouvelle gouvernance des territoires s'est mise en place. Cette situation récente met en scène un ensemble de nouveaux acteurs. Klein (2011a: 68-70) répertorie ainsi cinq échelles d'acteurs possédant chacune leur logique propre: l'échelle mondiale où certains acteurs régulent l'action des États (ONU, Banque Mondiale, FMI, OMC, Groupe de Davos, mouvement écologique, mouvement des peuples autochtones), l'échelle continentale où se structure la mondialisation des échanges par la formation de blocs économiques (ALENA, UE, Mercosur), l'échelle nationale qui reste au centre des relations de pouvoir entre les acteurs sociaux, l'échelle régionale où s'opère le transfert des responsabilités relatives aux services publics et où émergent de nouvelles formes

⁹ Ce caractère mondial de l'économie n'est cependant pas nouveau. La mondialisation actuelle est à comprendre comme une des étapes d'un phénomène économique plongeant ses racines dans un temps beaucoup plus long correspondant à la formation d'un système-monde. Voir à ce sujet Klein (1999 : 71-75).

de pouvoir décentralisées, enfin, l'échelle locale, lieu de construction des liens sociaux et de création d'identité provoqués par la proximité géographique.

Malgré la multiplication des acteurs et la mise en réseau de plus en plus de territoires s'effectuant à travers la mondialisation, tous les acteurs n'ont pas le même poids dans la mise en œuvre des nouvelles politiques économiques, tous les territoires ne participent pas de la même façon à l'accélération des échanges. Du point de vue des territoires, certains d'entre eux restent tout simplement dans l'angle mort de la mondialisation. Ceci est vrai autant à l'échelle internationale, dans les pays dits pauvres, qu'à l'intérieur même des nations considérées comme riches (où des centres réseautés peuvent tirer profit des nouvelles règles du jeu sans pour autant en faire bénéficier leurs périphéries) ou à l'intérieur d'une même ville (où certains quartiers concentrent la richesse sans en faire profiter d'autres quartiers limitrophes complètement dépourvus en service)¹⁰. Vetz (2005) appelle « économie d'archipel » cette économie mondialisée « où chaque région métropolitaine du monde, tant au Nord qu'au Sud, constitue un ensemble "d'îles" riches et dynamiques dans une sorte "d'océan" d'espaces périphériques pauvres » (Boisvert, 2010: 24-25). Ainsi, dans la mondialisation économique actuelle, il y a des « régions qui gagnent » (Benko et Lipietz, 1992) et des « régions qui perdent » (Côté, Klein, Proulx, 1995). Ce phénomène de développement inégal s'accroît par des effets cumulatifs et autoreinforçants, comme l'économiste Krugman le suggère, car « la baisse des coûts de transport et les relations verticales entre les firmes (forces centripètes) conduisent à une structure "centre-périphérie" et à l'apparition de différentiels de salaires entre les régions [...] étant donnée l'immobilité des travailleurs géographiquement, les firmes vont chercher à profiter des disparités salariales (forces centrifuges) » (Coissard, 2007: 117)¹¹. Ce mécanisme d'agglomération et d'accentuation des inégalités régionales place « les villes et les espaces qui gagnent dans des conditions de

¹⁰ Ces territoires sont qualifiés d'orphelins par Fontan, Klein et Lévesque (2003)

¹¹ L'immobilité des travailleurs est une des hypothèses de travail de Krugman qui utilise la formalisation des économistes; les flux de travailleurs internationaux sont tout à fait présents dans le phénomène de la mondialisation, mais restent fortement contrôlés. Les accords de l'ALENA ne permettent pas, par exemple, à la main-d'œuvre mexicaine de se mouvoir en toute liberté et de profiter du marché de l'emploi américain. La structuration des villes en binômes le long de la frontière mexico-étasunienne est très éloquent à ce sujet (voir Castillo et Santibanez Romellon [2007]).

production et de modes de vie infiniment supérieurs à celles qui prévalent dans les espaces qui perdent » (Hiernaux, 2001: 53).

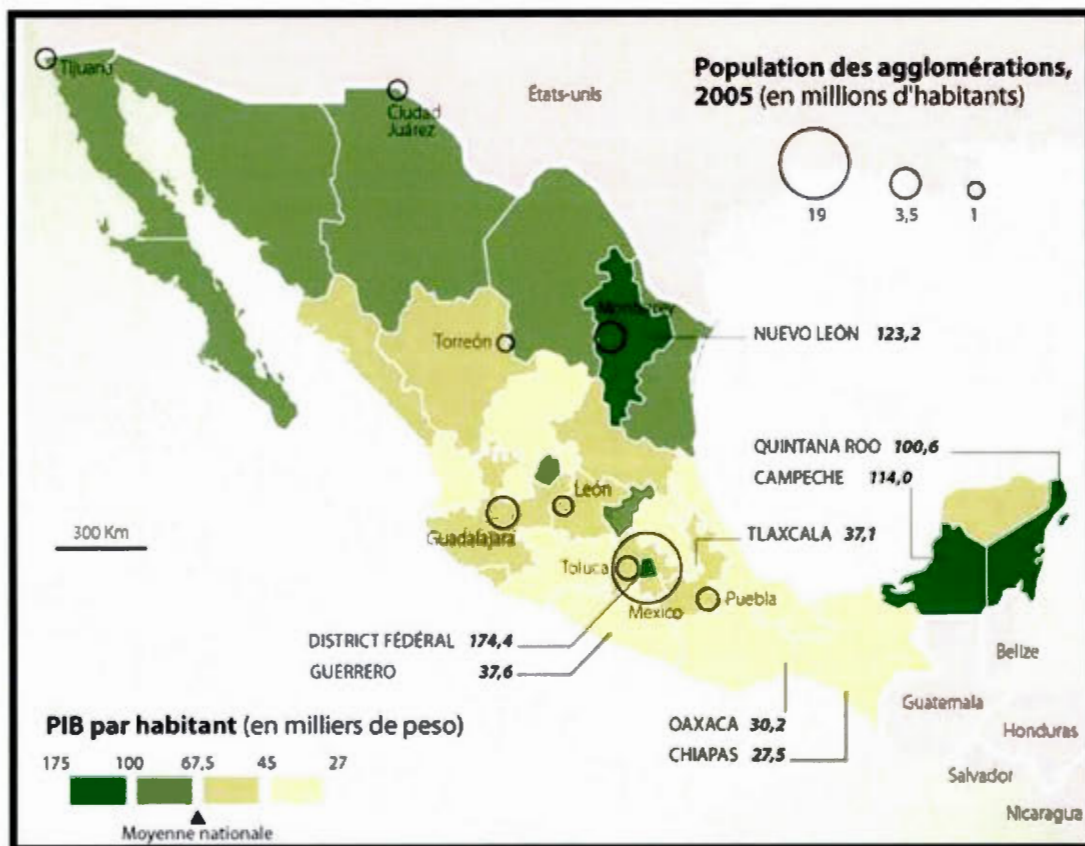


Figure 1.1 Carte du PIB par habitant selon les États mexicains et les principales agglomérations (2005)

(Source : compilation de Dorian Ryser d'après INEGI, atelier de Science Po/CERI, 2008)

Dans le cas du Mexique, ce déséquilibre régional, où les États du Sud (comme l'État de Guerrero, de Oaxaca ou du Chiapas) participent difficilement au développement économique (voir figure 1.1), ressemble plutôt à « une brèche qui s'agrandit à mesure que le système économique mexicain reprend de la vigueur » (Hiernaux, 2001: 54). Un diagnostic rapide concernant la capacité de développement de Capulálpam de Méndez placerait la communauté

dans une situation précaire: l'État de Oaxaca est un des États les plus pauvres du Mexique (voir la figure 1.1.), la région de la Sierra Norte se trouve à environ une heure trente de route de la capitale de l'État où se concentre l'activité économique. Comment la communauté excentrée de Capulálpam pourrait-elle donc prospérer autrement qu'en fermant boutique et en se relocalisant là où les facteurs économiques semblent être plus favorables?

1.1.2. Les assises théoriques du néolibéralisme: les néoclassiques

Le néolibéralisme, et, de façon générale, l'orthodoxie économique, reprend les thèses néoclassiques s'étant développées à la fin du 19^e siècle. Ces dernières « postulent qu'une croissance économique équilibrée et continue ne peut être atteinte que dans le cadre d'un marché libre » (Langlois, 2010: 4). Croissance et développement sont, dans cette vision, des synonymes: l'économie de marché, la concurrence et l'intérêt individuel en sont les principaux moteurs (Fontanel, 2001). Dans ce système, l'économie de marché constitue le principe d'allocation des ressources: « l'allocation efficiente des ressources économiques limitées n'est possible que lorsque les agents économiques, tous égaux et porteur de services, sont totalement libres d'échanger l'un avec l'autre sur un espace purement économique et dénué de toute entrave » (Langlois, 2010:4). Les valeurs d'échange sont fixées par l'ajustement continu du prix de marché en fonction de la rareté de l'offre et de l'utilité marginale caractérisant la demande. Il est ainsi postulé que le marché est le mécanisme qui garantit l'atteinte de la rémunération optimale des facteurs de production (le capital, le travail, la terre), à condition que ces facteurs puissent opérer sans entraves du point de vue de leur mobilité. Le jeu de la libre concurrence assurera ainsi la répartition optimale des ressources (Klein, 2010).

1.1.2.1. La méthode

L'accent mis sur l'intérêt individuel se traduit, pour les néoclassiques, par une méthode, l'individualisme méthodologique: « toute explication des phénomènes économiques (et

sociaux) doit pouvoir être ramenée aux comportements des individus qui forment la société » (Guerrien, 2004: 4). La maximisation de l'utilité (on pourrait aussi dire « l'optimisation de la préférence »), ou la propension des individus à vouloir dépenser le moins possible pour trouver satisfaction, est le seul trait psychologique individuel que les économistes orthodoxes retiennent dans leur modèle (Guerrien, 2004). On appelle l'individu ainsi caractérisé l'*homo oeconomicus*. La théorie néoclassique suppose l'*homo oeconomicus* comme étant rationnel, c'est-à-dire que ce dernier effectue ses choix en fonction d'un calcul des coûts et bénéfices, et que ses critères restent cohérents. On ne cherche pas dans ce modèle à savoir comment les individus déterminent leurs préférences¹², mais on tente plutôt de saisir comment ils prennent leurs décisions une fois ces préférences posées; on ne prend pas position par rapport aux fins, « la rationalité instrumentale est une rationalité des moyens par rapport aux fins » (Godbout, 2005: 38).

1.1.2.2. L'individualisme

L'intérêt individuel est primordial pour la position libérale classique, car, mobilisant la théorie de la rationalité instrumentale, elle mène au thème de la justice: par l'optimisation de l'intérêt individuel, « les membres d'une société produisent un optimum de bien-être collectif » (Godbout, 2005: 38), car « tout en ne cherchant que son intérêt personnel, [chacun] travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler » (Smith, 1999[1776]). Cette idée touche à la notion d'équilibre chère aux économistes: est en équilibre une collectivité où « personne ne peut améliorer sa situation en changeant de stratégie » (Robichaud et Turmel, 2012: 27). Cet équilibre est dit optimal s'il est mutuellement avantageux. Beaucoup des politiques néolibérales sont construites avec comme visée l'atteinte de ce marché idéal à équilibre optimal. C'est ce que visaient à favoriser les réformes mises en place à l'échelon national au Mexique depuis le milieu des années 1980.

¹² Intérêts, valeurs, fins, besoins, passions, utilités, préférences sont parfois utilisés pour désigner la même chose.

1.1.2.3. Le lien social

Pour que l'individu puisse faire le calcul de ses intérêts, le système d'échange doit permettre la quantification des ressources et la mise en place de rapports contractuels chiffrables. Ceci a des répercussions du point de vue des relations sociales favorisées dans une société. La relation marchande fonctionne selon un principe d'équivalence qui crée selon Godbout (2005: 39) un lien social « qui vise à échapper aux obligations normales inhérentes aux liens sociaux ». Ce lien, qui se termine une fois l'échange effectué, laisse à l'individu la découverte des limites de son action et empêche une autorité sociale d'avoir de l'ascendance sur lui, comme c'est le cas dans les sociétés traditionnelles fortement stratifiées et où les rôles sociaux sont figés dans le droit coutumier. Le libéralisme économique rejoint ici le libéralisme politique qui défend « le caractère indépassable de l'individu comme mesure d'un modèle de société » (Desbons, 2003: 554). Cette neutralité apparente des marchés a cependant un coût, celle de la marchandisation (Godbout, 2005), celle de la substitution des relations sociales à une logique de calcul d'intérêts (Dardot et Laval, 2010).

Ainsi, la solution néoclassique pour dynamiser et développer Capulálpam de Méndez suggérerait d'ouvrir le territoire aux forces du marché de sorte qu'une valorisation de ses avantages comparatifs s'opère par la dynamique de l'offre et de la demande et qu'une répartition de ses ressources se produise de façon naturelle. Il s'agirait par exemple d'exploiter le sous-sol riche de Capulálpam à l'aide de capitaux internationaux. Dans le cas où aucune ressource ne pourrait être exploitée de façon concurrentielle, le village se viderait de lui-même de sa population qui irait chercher des sources de valorisations de sa force de travail ailleurs.

1.1.3 Acteurs et rapport de force

La doctrine néolibérale modifie le rôle économique de l'État. Cette modification s'effectue à travers une logique de diffusion des idées néolibérales, diffusion qui repose sur tout un réseau d'acteurs et qui a des répercussions sur plusieurs échelles territoriales.

1.1.3.1 Le rôle de l'État et des institutions dans la dynamique économique

La principale différence entre le régime néolibéral et le régime keynésien est le rôle qui est consenti à l'État. Dans la théorie libérale néoclassique, l'État, ou tout autre pouvoir politique, ne doit pas intervenir par des mécanismes de subvention ou de planification, car il maintiendrait ainsi artificiellement une situation de déséquilibre et empêcherait les lois du marché de s'exprimer. Pour Keynes, l'État doit au contraire intervenir (monétairement, économiquement et socialement) pour réguler les crises inhérentes au marché dérégulé (crises générées par le décalage existant entre la rentabilité anticipée et la rentabilité réelle du capital) et pour atteindre une croissance équilibrée en soutenant la demande effective (Langlois, 2010). Malgré sa filiation théorique libérale qui voudrait voir s'effacer l'État au profit des acteurs privés, l'application des politiques néolibérales fait que l'État n'intervient pas moins dans la chose économique, mais différemment. Pour les tenants de la logique néolibérale, « il ne s'agit pas de limiter, mais en un certain sens d'étendre, ou plutôt de transformer (l'État) pour étendre (la logique de marché) » (Dardot et Laval, 2010: 37).

1.1.3.2 Normativité néolibérale et canaux de diffusion

Cette reconfiguration de l'État et de la gouvernance socioéconomique sous le régime néolibéral se fait en deux temps: un moment de dérégulation, d'attaque des institutions et des centres de pouvoir, puis, une rerégulation orientée en fonction des créneaux du néolibéralisme engendrant un développement socio spatial inégal (Peck, 2013). Cette

rerégulation s'opère à partir de « la diffusion sociale d'un système de normes d'action » (Dardot et Laval, 2010: 36-37) qui, allant au-delà du cadre de l'entreprise, percole dans d'autres institutions, dont l'État. Le propre de la rationalité néolibérale, serait ainsi « l'autonomisation et l'extension de la "logique de marché" en dehors de la sphère marchande » (Dardot et Laval, 2010: 37), ou, autrement dit, que la concurrence devienne « la forme générale des activités de production, en particulier celles qui produisent des services non marchands, et des relations sociales hors même de la sphère productive » (Dardot et Laval, 2010: 37).

Ces normes passent par un système circulaire d'idées rendues vivantes par un réseau d'acteurs, qui, par l'effet de pratiques, de techniques et de discours, « [généralise] ce que le jargon managérial appelle les "bonnes pratiques" et qui, partant, [homogénéise] à l'échelle de la société les manières de faire et d'être » (Dardot et Laval, 2010: 37). Ces bonnes pratiques mènent à la formulation de *fast policies*, des modèles rapidement applicables en tous lieux. Ces *fast policies* présentées comme des solutions optimales, pensées par les spécialistes de l'administration publique, viennent oblitérer la discussion politique locale en dépolitisant et en technocratisant le processus politique (Peck, 2013). Ce qui est en cause dans le néolibéralisme, c'est plus « qu'une idéologie ou une politique économique, c'est l'efficace d'un système de normes opérant d'emblée au plan des pratiques et des conduites » (Dardot et Laval, 2010: 36).

1.1.3.3 Capitalisme et extension dans l'espace

Le système keynésien, tout comme le système néolibéral, opère dans un mode de production capitaliste. Le capitalisme se définit comme « un système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange » (Petit Larousse [Le], 2010) ou le capital cherche à se valoriser par la recherche du profit et de l'accumulation (par la reproduction de son cycle de valorisation)¹³.

¹³ Ainsi, il y a une distinction entre capitalisme et libéralisme : le capitalisme définit le mode de production où certains possèdent les outils de production et les font fructifier par le travail des autres, qui sont dépossédés de ces

Cette reproduction du capital a une expression spatiale (Klein, 1978). Selon David Harvey, pour se reproduire, le capital emprunte certains circuits qui viennent structurer l'espace¹⁴. Selon ce dernier, il y a crise dans le système capitaliste lorsque le capital excédentaire ne trouve pas de circuit pour se valoriser. Le capitalisme procède alors à la production d'espace, au renvoi dans l'espace de l'accumulation du capital et à la conquête de nouveaux territoires. L'ouverture des marchés, accélérée par l'application des idées néolibérales, a permis le déplacement de l'accumulation du capital, notamment vers la Chine et les pays d'Europe de l'Est, par l'élaboration de l'impérialisme et par l'extension des capacités d'intervention militaire et économique dans le monde (Albo, 2007)¹⁵. Cette mobilité donnée au capital laisse aux acteurs qui le détiennent la possibilité d'en garder le contrôle sans avoir, comme c'était le cas dans le compromis fordiste de l'époque keynésienne, à partager les gains de productivité avec le salariat. La conquête territoriale du capital opère par deux méthodes: soit par l'aménagement de territoire pas encore capitaliste, soit par la dévalorisation d'actif d'une région et permettant son rachat à bas prix par la suite. Cette tendance à l'expansion du système capitalisme explique le phénomène de la mondialisation comme étant un développement spatio-temporel inégal (Clerval, 2011). La concentration du pouvoir et de la richesse causée par des échanges asymétriques assurent le sous-développement de certaines régions, gardées dans cet état comme zones d'écoulement potentiel du capital. Le capital se nourrit ainsi des inégalités (Clerval, 2011). Grand capital et normativité néolibérale fonctionnent alors de pair: les canaux de valorisation empruntés par le capital des acteurs pouvant s'exprimer à l'échelle internationale seront alors ceux aménagés par les bonnes pratiques, par l'application de la régulation néolibérale.

outils, et qui vendent leur force de travail; le libéralisme est un système de normes qui interprète et justifie ce mode de production selon une certaine perspective (Harribey, 2002).

¹⁴ Trois circuits de roulement du capital sont à la base de sa théorie de production de l'espace. Le circuit primaire est celui de la production de biens et services. Lorsqu'il se sature, le capital investit le second circuit, celui des investissements en infrastructures nécessaires à la reproduction du capital sur le long terme. Ainsi se forment les espaces régionaux, notamment les villes et leur très grande concentration de capital fixe. Le troisième circuit, permettant une accumulation du capital différée, est formé par la recherche et développement et les services sociaux. La métropolisation s'explique ainsi en partie par la concentration dans certains lieux précis du circuit tertiaire (Clerval, 2011).

¹⁵ Patricia Martin (2006 : 52) argue que l'autoritarisme et la violence ont été des bases puissantes pour l'émergence du néolibéralisme en Amérique latine, malgré que cette interprétation politisée ait souvent été tue dans les travaux académiques s'intéressant aux transformations économiques de la région.

Au Mexique, la contre-réforme agraire de 1992 et la signature des trois gouvernements nord-américains de l'accord de libre-échange en 1994 ont préparé le terrain à la venue de capitaux étrangers qui devaient dynamiser les campagnes mexicaines alors jugées atones. L'ouverture à la privatisation des terres communales et l'ouverture aux investisseurs étrangers ont été senties par certains groupes mexicains comme une attaque frontale à leurs modes de vie et à leur pouvoir d'autodétermination, surtout dans les États du sud du pays où les concentrations de population indigène sont importantes. Reprenant le nom d'une des figures emblématiques de la révolution mexicaine, l'Armée zapatiste de libération nationale (*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* [EZLN]) se soulève dans les montagnes du Chiapas le 1^{er} janvier 1994, date de la mise en vigueur de l'ALENA¹⁶. Ce soulèvement marque un tournant dans « les luttes de résistances [...] et fut l'un des éléments déclencheurs du retour de la vague d'opposition à l'injustice qui s'était essouffée partout sur la planète après l'effondrement des systèmes communistes » (Guimont Marceau, 2006: 11).

L'agitation se propage alors jusque dans les montagnes de l'État voisin, celui de Oaxaca. La révolte des zapatistes avait mis en lumière le danger d'une perte de diversité culturelle. Le Mexique comptant 63 différentes ethnies, dont certaines étaient mises en danger par la déstructuration des liens sociaux communautaires, au nom des rapports marchands, et la dépossession potentielle du contrôle des ressources naturelles, socle de la reproduction de leur mode de vie. Pour éviter que pareil scénario ne se reproduise sur son territoire, l'État oaxaquénien a accordé, par le régime des *Usos y costumbres*, une certaine autonomie politique aux communautés qui le désiraient en reconnaissant en droit les coutumes et usages locaux.

¹⁶ Dans la Quatrième déclaration de la jungle lacandone (*Cuarta Declaración de la Selva Lacandona*) diffusée en 1996 par l'EZLN, sont identifiées ces préoccupations relatives à la préservation de leur mode de vie mis à mal par le gouvernement fédéral : « [...] Notre lutte est pour un toit digne au dessus de nos têtes, alors que le mauvais gouvernement détruit notre maison et notre histoire [...] Notre lutte est pour la terre, alors que le mauvais gouvernement nous offre des cimetières [...] Notre lutte est pour le respect de notre droit à gouverner et à nous gouverner, alors que le mauvais gouvernement impose la loi des quelques-uns [...] » (traduction libre)(EZLN, 1996).

1.1.3.4 Capitalisme, environnement et valorisation

L'expansion du mode de production capitaliste sur le globe a également eu des impacts sur la pérennité des équilibres environnementaux, par l'utilisation instrumentale des systèmes naturels au profit de la logique de croissance. L'augmentation de nos capacités techniques, la multiplication du nombre d'humains sur la planète et le type de valorisation favorisé par la normativité néolibérale (valorisation du capital économique financier au détriment d'autres aspects existentiels qui restent des externalités au système¹⁷) font que ces équilibres sont aujourd'hui menacés.

La situation mondiale des forêts est exemplaire à ce sujet. Les forêts sont en perte de superficie dans une bonne partie des pays du monde, surtout dans ceux dits du Sud. La mise en marche de fronts colonisateurs pour désengorger les zones densément peuplées ou pour arriver à un meilleur contrôle du territoire par les autorités centrales, la pauvreté, les conflits, le développement économique par l'agriculture et l'élevage sont quelques-uns des facteurs couramment présentés pour expliquer la déforestation (Déry, 1996). Ces activités sont favorisées par rapport à la conservation des forêts, car elles ont, sur le court terme, des taux de rendements meilleurs que les activités qui conserveraient le couvert forestier.

L'abattage des forêts a cependant des conséquences nombreuses. Mis à part la perte des produits issus de la forêt et ayant une utilité pour l'homme (bois d'œuvre, plantes médicinales, denrées comestibles, etc.), il met en jeu un ensemble de services écosystémiques (protection des bassins versants, séquestration de carbone, protection de la biodiversité). Le problème de la déforestation est ainsi préoccupant, à la fois par rapport à l'impact qu'il a sur les changements climatiques¹⁸ et la conservation de la biodiversité¹⁹, mais également par

¹⁷ Les tenants de la « croissance verte » affirment que l'intériorisation des écosystèmes dans le système de prix viendrait à régler le problème.

¹⁸ La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) évalue à environ 20% la part de la déforestation dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre (www.fao.org).

¹⁹ La forêt constituerait l'habitat de près des deux tiers de toutes les espèces vivantes de la Terre (www.fao.org). La *Convention sur la diversité biologique* définit la biodiversité comme étant « la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ». Le maintien de la biodiversité est important pour le maintien des écosystèmes et de la productivité biologique. La biodiversité peut être considérée comme une banque

l'importance des répercussions que le processus crée sur les modes de vie de millions de personnes qui dépendent de la forêt de près ou de loin et qui peuvent difficilement faire valoir leurs droits et besoins à travers la dynamique de marché²⁰.

Si on le compare à la tendance générale, le cas de la communauté de Capulálpam fait exception par rapport à la gestion de son territoire forestier et au type de valorisation qu'il met en branle. Malgré l'exploitation des ressources sylvicoles, la communauté a stabilisé l'étendue de son couvert forestier. Suite à des luttes communautaires militant pour plus d'autonomie dans la gestion de leur territoire dans les années 1970 et 1980, s'y est développé un modèle de gouvernance où la gestion des opérations d'exploitation a été intégrée aux structures de gouvernances traditionnelles du village, structures héritées de la révolution agraire et des coutumes locales. Un modèle de développement résistant à l'application transversale des logiques de marché semble capable de s'y déployer sans que l'utilisation de ressources externes à la communauté ne se fasse au prix d'une reddition de la vie politique locale ou d'une dégradation des milieux naturels.

1.2 Les institutions

Essentielle dans plusieurs sciences sociales, la notion d'institution renvoie à la création « d'une norme sociale, d'une loi, d'une structure de pouvoir et d'autorité, d'un rite » (Lussault, 2003: 514), à l'ensemble « d'attributs matériels ou immatériels d'une organisation qui assure à celle-ci légitimité, rigidité et stabilité » (Lussault, 2003: 514). Dans la section suivante, nous verrons comment l'institution joue, contrairement à ce qu'avancent les interprétations

de possibles qui pourra être exploitée à l'avenir ; elle pourrait être la source de découverte médicale ou scientifique servant l'humanité.

²⁰ Selon la FAO, les forêts hébergent 300 millions de personnes dans le monde, et 1,6 milliard de personnes y tirent, à différents niveaux, leurs moyens de subsistance (www.fao.org). D'ailleurs, la diversité humaine est indissociable de la diversité naturelle : 4500 des 6000 cultures que contiendrait notre planète seraient des cultures autochtones, 50% de ces populations vivant à même la forêt tropicale. Le Mexique est, en ce sens, bien pourvu, son territoire comprenant à lui seul 63 différentes ethnies indigènes.

néoclassiques, un rôle clé dans les dynamiques économiques, notamment en tant que lieu de fixation des expériences collectives passées.

1.2.1 Le problème de l'action collective et la tragédie des communs

Pour la pensée néoclassique, la compréhension des phénomènes économiques se fait en dehors de la société, de façon *a priori*. Les lois économiques sont intelligibles de façon a-historiques, sans référence aux contingences sociales et à leurs institutions. Cette position épistémologique place cette pensée à l'abri de la sanction du réel, car des effets économiques concrets contraires aux modèles peuvent s'expliquer par un problème d'application, par des aspérités de terrain qui ne permettent pas aux lois naturelles de bien s'exprimer.

Dans les situations réelles, fréquentes sont pourtant les situations où optimalité et équilibre ne se recoupent pas. Ces situations ébranlent l'idée que la recherche de l'intérêt individuel est suffisante comme stratégie collective (rappelons que les libéraux classiques relient la poursuite de l'intérêt individuel à un optimum collectif du point de vue de la justice) pour l'amélioration du sort de chacun et laissent entendre que certaines situations demandent que les individus ne recherchent pas immédiatement leur intérêt personnel. Du point de vue de la théorie néoclassique, ceci pose le problème de la coopération²¹ (car entrant en tension avec la poursuite de l'intérêt individuel) que Robichaud et Turmel (2012: 29) formulent ainsi: « situation où des individus agissant dans leur propre intérêt produisent une situation qui leur est collectivement désavantageuse ».

Ce problème trouve un terrain d'application intéressant dans la gestion des ressources naturelles. Dans un article ayant fait notoriété, Hardin affirmait (2009[1968]) que, dans une situation où plusieurs personnes exploitent une ressource rare, chaque individu aura tendance à en accaparer la part la plus grande possible, et que la généralisation de ce comportement par tous les utilisateurs mènera à l'épuisement de la ressource qui ne pourra pas se renouveler au

²¹ Le problème de la coopération est souvent formalisé dans la littérature par le dilemme du prisonnier. Notons que la coopération ne constitue pas un problème pour tous les points de vue théoriques, notamment certains penseurs anarchiques, pour qui la coopération est un penchant naturel, pas seulement de l'homme, mais de la vie animale en général (voir à ce sujet Kropotkine, 2001)

rythme de son prélèvement (Hardin, 2009 [1968]). Cette situation particulière de dégradation des ressources communes est appelée la tragédie des communs dans les écrits portant sur le sujet (Ostrom, 1990).

La théorie de Hardin, qui découle de la théorie économique orthodoxe, explique ce comportement par le fait que les utilisateurs mis dans une telle situation touchent directement les bénéfices tirés de l'exploitation, mais ne supportent la détérioration de la ressource que de manière indirecte. Dans une situation où la jouissance des bénéfices d'un bien commun ne peut pas échapper à un individu, une fois ce bien produit, cet individu n'est pas incité à contribuer volontairement à la fourniture de ce bien, même si, rationnellement, l'atteinte de ce but collectif améliorerait le bien-être du groupe dans son entièreté. L'approche de l'action collective utilise le terme de passager clandestin (*free rider*)²² pour désigner ce genre de comportement (Ostrom, 1990). L'interprétation des travaux de Hardin a souvent mené à la construction de politiques favorisant soit la privatisation des ressources, soit l'accaparement et le contrôle des ressources par le pouvoir public, toutes deux à même de solutionner la tragédie des communs.

1.2.2 Les règles et les communs

Les recherches d'Elinor Ostrom sur les *commons pool resources*, qui font partie de la nouvelle économie institutionnelle²³, s'intéressent précisément au rôle des institutions locales dans la gestion des ressources naturelles²⁴. Dans un livre qui a fait école, Ostrom (1990)

²² Le terme « resquillage » est également employé.

²³ Conscient des limites de leur modèle à l'égard de la réalité, divers relâchements par rapport à la théorie néoclassique ont été théorisés à travers le thème de l'institution. Dans les années 1980-1990, tout un corpus de théorie a remis à l'ordre du jour ce thème. Ces théories sont regroupées sous le vocable de la nouvelle économie institutionnelle.

²⁴ Les travaux d'Ostrom utilisent la théorie des biens publics qui a été développée à la base par Richard Musgrave et Paul Samuelson dans les années 1950. Cette théorie affirme que l'État doit produire les biens qui ne pourraient pas être produits par le secteur privé dû à leur nature particulière. Deux caractéristiques des biens permettent leur classement: leur caractère exclusif (on peut empêcher [ou pas] la consommation d'un bien par un utilisateur par un droit de propriété) et leur caractère rival (la consommation d'un bien par un individu empêche [ou pas] sa consommation par un autre). Les biens privés sont exclusifs et rivaux; les biens publics sont non-exclusifs et non-rivaux. Les biens non-exclusifs et rivaux, comme les pâturages ou les forêts, et qui forment des sortes de

démontre, en faisant appel à plusieurs expériences de communautés s'étant déroulées sur une longue période de temps, que les communautés exploitant leurs ressources ne tombent pas toujours dans le piège de la tragédie des communs. La recherche sur les ressources communes a consacré une grande part de ses efforts à tenter de comprendre comment les variations dans les arrangements institutionnels influencent les niveaux de succès et de durabilité des expériences de terrain. Ostrom (2009) trouve réponse à la tragédie des communs en expliquant que les utilisateurs auront tendance à s'organiser et à ériger des codes d'action lorsque les bénéfices envisagés par la gestion commune des ressources dépasseront les coûts attendus relatifs à l'instauration des règles et normes nécessaires à cette gestion. En ce sens, l'analyse d'Ostrom est toujours à rattacher à l'analyse économique orthodoxe, car elle place la maximisation de l'intérêt individuel au centre de la dynamique économique. Cependant, contrairement aux politiques néolibérales qui ont tendance à vouloir appliquer des modèles uniques, Ostrom répète à plusieurs reprises (Ostrom, 1990, 2009; Ostrom, Janssen et Anderies, 2007) que la complexité du réel appelle une multitude de réponses et que la question de la gouvernance des ressources communes ne pourra trouver un heureux dénouement par l'application d'une réponse unique et standardisée. Selon Ostrom, les modes de gouvernance devront donc se construire en concordance avec la réalité humaine et écologique des milieux en question.

La théorie d'Ostrom laisse entendre que la solution au problème de la coopération passe par la régulation institutionnelle, « par l'imposition de normes mutuellement avantageuses et collectivement désirables » (Robichaud et Turmel, 2012: 35). Cette théorie laisse entendre qu'un groupe d'individus peut s'imposer des normes « en [se] mettant d'accord sur une stratégie collective par laquelle chacun accepte de se contraindre » (Robichaud et Turmel, 2012: 38-39). Ces normes, qui prennent forme dans des institutions, fixent des contraintes et des incitatifs et favorisent la coopération en la rendant rationnelle. Le cœur du problème de la coopération consiste ainsi à comprendre comment les institutions viennent à être mises en place, comment elles persistent dans le temps et pourquoi un individu vient à consacrer une partie de ses activités à l'érection ou au maintien des institutions alors qu'il pourrait très bien profiter du travail des autres sans avoir à y investir temps et énergie.

réservoirs de ressources communes, sont appelés dans la littérature les *common pool resources*, ou de façon plus large, les communs. Pour une analyse de cette filiation de la théorie d'Ostrom, voir Laval (2011).

1.2.3 Les modes de tenures, conservation et développement

L'élaboration des politiques entourant la gestion des ressources naturelles a vu la prolifération des recommandations quant aux modes de tenures et aux types de propriété à privilégier pour favoriser leur bonne gestion. Ces législations, appliquées par les différents États, se déclinent en fonction des différentes interprétations relatives à la gestion des ressources communes présentées dans la section précédente. Ainsi, trois types de tenure des terres existent : la tenure étatique, la tenure privée et la tenure communale²⁵. Le système de tenure définit à qui appartient la terre et sous quelles conditions. Actuellement, en ce qui a trait aux ressources sylvicoles, 86% des forêts mondiales sont détenues par les pouvoirs publics, 10% sont du domaine privé et 4% sont détenues par des communautés (Agrawal, Chhatre et Hardin, 2008). Le Mexique a une position atypique à cet égard, puisque, dû à sa réforme agraire, la majorité de ces forêts du pays tombe sous la gestion de communautés qui, par l'entremise de la propriété sociale, ont en usufruit cette ressource naturelle, même si légalement, elles n'en sont pas propriétaires.

À l'enjeu d'identifier le meilleur type de gestion des ressources naturelles en fonction des modes de propriété, on peut associer un débat récurrent qui revient dans la littérature s'intéressant au problème de la conservation des ressources naturelles. Ce débat oppose l'idée de favoriser la conservation des milieux naturels à partir d'une utilisation communautaire organisée des ressources à celle qui, adhérant aux analyses de Hardin, prévoit la détérioration inévitable des écosystèmes si laissés sous l'emprise des communautés et privilégie la mise en place d'aires protégées où aucune activité d'exploitation n'est permise. Aujourd'hui, les positions se sont nuancées. Ainsi, même si officiellement environ 10 % de la forêt mondiale est gérée sous le régime d'aires protégées, beaucoup de ces aires restent des parcs-sur-papier avec aucun pouvoir effectif de contrôle donné sur le terrain pour protéger leurs limites (Nagendra et Ostrom, 2006). Des conflits avec des communautés locales se manifestent dans plusieurs cas où l'accès aux ressources est important pour les communautés, mais interdit par la zone protégée. Il est donc loin d'être évident que la création d'aires

²⁵ À ces trois modes de concession pourrait s'ajouter un quatrième, la tenure traditionnelle déterminée au niveau local et ne reposant souvent que sur des accords tacites.

protégées soit la seule voie à adopter pour protéger la forêt. On a d'ailleurs démontré que sous des conditions de haute pression par la colonisation, les aires protégées sont beaucoup plus vulnérables à la déforestation que ne pourraient l'être les réserves indigènes (Nepstad *et al.*, 2006). Donner le contrôle complet aux communautés ne serait cependant pas une meilleure solution, puisque les communautés n'ont pas toutes le niveau d'organisation permettant une gestion appropriée de la ressource.

L'étude de la situation du Mexique s'avère donc pertinente pour l'examen de ce débat puisque le nombre d'expériences communautaires en gestion des ressources naturelles est élevé et comprend autant des expériences d'échec que de succès. Le retrait de l'État comme principal acteur dans la gestion des forêts, retrait favorisé par les réformes néolibérales, semble également rendre la question du rôle des communautés dans la conservation encore plus pertinente. Les réformes d'inspirations néolibérales de l'appareil d'État mexicain qui ont débuté dans les années 1980 ont directement affecté la législation entourant l'accès aux ressources naturelles. La gestion des secteurs des mines, de l'eau, du tourisme et des forêts a été décentralisée au profit d'acteurs régionaux, locaux et internationaux. Cette ouverture des modèles de gouvernance, qui voulait favoriser la dynamique de marché et l'arrivée d'investissements étrangers, a pu être utilisée à leur avantage par certaines communautés bien organisées, comme dans le cas de Capulálpam.

1.2.4 Institutions locales, histoire et évolution

L'intérêt d'Ostrom pour l'organisation des communautés locales s'inscrit dans un tournant emprunté autant en économie que dans d'autres disciplines, tournant à travers lequel l'analyse des dynamiques institutionnelles devient centrale. L'École de la régulation s'inscrit dans cette mouvance. Reprenant les conclusions de Marx sur le caractère structurel des crises économiques²⁶, cette école avance que l'équilibre économique des régimes d'accumulation est garanti, non pas par les qualités naturelles d'un système de marché laissé à lui-même, mais

²⁶ Marx affirme que la distance des actes d'offre et de demande dans le système capitaliste mène à des désajustements et des déséquilibres dans l'accumulation capitaliste (Langlois, 2010).

par d'autres mécanismes institutionnels. L'intérêt pour l'institution est aussi présent en géographie (Klein, 2008). Ainsi, la géographie économique voit les différents agencements institutionnels comme participant au développement économique spatialement différencié; les institutions ayant la capacité de permettre, contraindre, et réfracter le développement. L'approche institutionnelle en géographie ajoute aux institutions macroéconomiques dégagées par la théorie de la régulation la pléthore d'institutions spécifiques à la région ou la localité dans le régime institutionnel à considérer dans la coordination, la stabilisation, et la reproduction des relations socioéconomiques (Martin, 2000a). Selon cette approche, le marché n'est plus le seul élément du système de coordination, les institutions locales y jouent également un rôle de premier plan.

La version géographique du tournant institutionnel s'intéresse à la spécificité du lieu comme facteur économique à considérer (Klein et Roy, 2013 [à paraître]). Ainsi, dans cette perspective, le dynamisme d'un milieu ne dépend pas uniquement d'acteurs individuels entrant en contact sur un marché, mais aussi d'effets de proximité et d'effets d'ensemble dont les dynamiques d'articulation plus larges ne se résument pas à la loi de l'offre et la demande. Selon leur capacité à se coordonner en fonction des réalités de leur environnement naturel, économique et social, les membres d'une collectivité pourront mobiliser les ressources nécessaires à la création de nouvelles solutions à l'égard des problèmes qui se posent à eux. Les normes sociales, intériorisées dans les comportements individuels de façon consensuelle et dépendantes d'une longue histoire civilisationnelle, participent à la formulation de ces « solutions qui se sont [...] développées et transformées au cours de l'histoire humaine [et qui] déterminent de façon substantielle [le] contexte, social et matériel » (Robichaud et Turmel, 2012: 52). Au fil du temps, les dynamiques sociales spécifiques à un territoire, elles-mêmes liées à des expériences antérieures de coordination réussie, viendront se figer dans des règles institutionnelles (Klein, 2008). Ces normes, dépendant d'un processus cumulatif, sont le reflet des objectifs collectifs jugés dignes d'être suivis. Une communauté comptant un grand nombre d'individus prêts à mettre de côté leur stratégie purement individuelle au profit d'une norme collective possède un inestimable potentiel de réponses aux besoins locaux (Robichaud et Turmel, 2012).

Ainsi, les institutions ne sont pas que la juxtaposition d'intérêts individuels exclusifs qui se réaliseraient par le calcul et l'intentionnalité, mais sont aussi dues à certains mécanismes d'ajustement mutuel entre les agents, comme les normes sociales, les coutumes et les valeurs culturelles. L'instauration de règles par la discussion démocratique implique par exemple une certaine rationalité systémique où les « décisions actuelles dépendent des décisions passées, concomitantes, et les manières ou préférences historiquement construites » (Hamdouch, 2003 :16). Selon les milieux, ces valeurs communes vont donner un cadre au type de rationalité et vont mettre en place un certain type de justification de l'action. La capacité productive, qui se développe à même l'arrangement institutionnel propre à chaque région, se construit ainsi sur des savoirs et des modes de coordination qui ne sont pas reproductibles simplement, car dus à une trajectoire historique singulière. Les expériences du passé orientent le développement dans des directions particulières. En ce sens, les institutions suivent une certaine trajectoire²⁷.

La normativité néolibérale, qui prétend pouvoir appliquer les mêmes solutions partout, peu importe les spécificités des lieux, propose une table rase institutionnelle. Elle constitue, lorsqu'on la compare à la diversité des réponses construites par les sociétés par rapport au défi de la collaboration, une perte de richesse collective.

1.2.5 Communauté et développement

À travers les stratégies mobilisées par les acteurs d'un territoire particulier s'opère un processus de discrimination délimitant un espace abstrait, par lequel le groupe entre en relation, ainsi qu'un espace concret, délimité par les ressources que ces derniers mobilisent. L'action d'acteurs concertés circonscrit un espace et un groupe d'acteur; il y a un dehors, il y a un dedans (Pecqueur, 2006). La notion de territoire renvoie à cette délimitation de l'espace; celle de communauté à la délimitation des acteurs. Selon Moulaert et Nussbaumer (2013, à paraître), la notion de communauté fait référence à « des intérêts communs et des liens qui

²⁷ On utilise dans la littérature la notion de dépendance du sentier (*path dependency*) pour qualifier les directions de développement imposées par les expériences passées (Martin, 2000b).

font partie du processus de l'organisation des participants dans des groupes plus ou moins formels » et rassemble autant des éléments concrets que symboliques, ce qui inclut les comportements économiques. La notion, qui fait contrepoids à l'approche mécaniste des relations humaines promues par la position économique orthodoxe, veut ainsi reconnaître la causalité multiple des processus sociaux et les inscrire dans le contexte historique de leur création (Moulaert et Nussbaumer, 2013, à paraître). Les membres d'une communauté s'articulent à travers un ensemble de valeurs et de structures socioéconomiques partagées, ensemble qui circonscrit les conflits d'intérêts à l'intérieur de l'intérêt communautaire et agit comme régulateur des différentes entités s'y rencontrant. La notion de communauté renvoie à la nature particulière que revêtent les interactions humaines dans un groupe particulier, à une ontologie qui peut être différente de celle mise de l'avant par le marché (Moulaert et Nussbaumer, 2013, à paraître). Moulaert et Nussbaumer avancent qu'un développement construit sur cette idée de communauté, un développement communautaire, sera plus à même de s'assurer que les différents domaines existentiels (économique, environnemental, social, humain) présents dans une société seront reproduits dans les initiatives de développement mises de l'avant, car ce développement sera défini en fonction d'objectifs de développement tenant compte du cadre institutionnel local et des mécanismes culturels qui l'animent.

Plusieurs communautés au Mexique possédant un territoire en propriété sociale ont mis sur pied des entreprises communautaires à même les structures de gouvernance imposées par la loi agraire. Ces entreprises ont ainsi intégré des modes d'organisation venant du domaine entrepreneurial, mais en étant toujours gouvernées par la communauté et son mode d'organisation communal. Les communautés se sont ainsi faites entrepreneur et producteur. Dans le domaine de la sylviculture, il y aurait au Mexique plus de 2400 initiatives communautaires de la sorte au Mexique (en 2004) (Barton Bray, Merino-Pérez et Barry, 2005 : 9). Fuente Carrasco (2009) appelle « nouvelle communauté rurale » (*nueva ruralidad comunitaria*) ces expériences rurales qui organisent des processus de production excédentaires en dehors de la chaîne de l'accumulation capitaliste standard promue par les politiques d'inspiration néolibérale. Modes d'organisation traditionnelle et « moderne » s'y côtoient et donnent vie à de nouvelles dynamiques.

1.3. Objectifs et questions de recherche

Par ce mémoire, nous aimerions comprendre comment un espace économique situé en marge des pôles de croissances, soit dans une zone rurale d'un pays du Grand Sud, peut réussir à se développer et à augmenter le bien-être de ses habitants tout en gardant son autonomie politique et la vitalité de ses liens sociaux, tous deux mis en tension par l'application de politiques d'inspiration néolibérale largement diffusées. Nous aimerions également expliquer comment les institutions et les organisations locales en lien avec l'exploitation des ressources naturelles ont pu surmonter le problème de la coopération et comment ces organisations et institutions ont mis à profit les mécanismes sociaux animant la communauté. Ces questionnements ouvrent nécessairement sur une perspective beaucoup plus large que celle proposée par les catégories standards de l'économie orthodoxe. Nous aimerions ainsi explorer les avantages et inconvénients qui se présentent aux communautés qui construisent leur dynamisme économique sur la base d'une communauté d'intérêts plutôt que sur leur individualisation.

Afin de réaliser ces objectifs, trois questions de recherche ont été identifiées, une question principale et deux secondaires. Voici leurs libellés ainsi que leurs hypothèses correspondantes :

Question principale: Quels sont les acteurs et les mécanismes qui expliquent la spécificité du développement communautaire à Capulálpam de Méndez²⁸?

Hypothèse principale: Le développement communautaire à Capulálpam repose sur un cadre institutionnel, en partie développé à l'échelon local, qui permet la gestion locale des ressources naturelles. L'organisation institutionnelle priorise la prise de décisions collectives et oriente une partie importante des activités économiques au profit d'un bien commun et de la reproduction des différents domaines existentiels de la communauté.

²⁸ Ci-après, Capulálpam.

Première question secondaire: Quel est le rôle de la culture locale dans l'émergence des institutions et dans les modes d'organisation des acteurs qui sont à la base de la gestion des ressources naturelles?

Hypothèse: La culture locale, caractérisée par le collectivisme, régule une partie des activités économiques sur le territoire à partir des institutions dont la communauté a historiquement héritées. La réaction de résistance face aux multiples envahisseurs a historiquement aidé à consolider le sentiment communautaire des acteurs. Cette culture locale spécifique viendra influencer les objectifs de développement que se donne la communauté et nourrir le développement par ses mécanismes de reproduction.

Deuxième question secondaire: Quels sont les impacts potentiels du développement sur les mécanismes sociaux garantissant la reproduction culturelle?

Hypothèse: Le développement du potentiel productif et la mise en place de structures organisationnelles nécessitant l'apport de nouvelles compétences, tout comme la montée de nouvelles classes d'intérêts, pourraient faire en sorte qu'une partie des mécanismes traditionnels d'articulation des domaines existentiels soient progressivement marchandisés.

CHAPITRE II

CADRE OPÉRATOIRE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre présente le cadre théorique de notre recherche, son opérationnalisation, et de façon générale, la méthodologie que nous avons mise en œuvre lors de notre étude de cas. Le présent chapitre dispose chacun de ces trois éléments dans des sections distinctes.

2.1 Cadre théorique

Notre recherche s'appuie sur différents cadres théoriques. Malgré la difficulté d'unité et de cohérence que constituent les mobilisations théoriques multiples, nous avons cru cet assemblage nécessaire pour rendre justice à la richesse des dynamiques à l'œuvre dans la communauté étudiée. Ainsi, nous aborderons successivement dans cette section de chapitre, en montrant leurs points d'accord et de désaccord, le rôle que joue l'institution dans la théorie des communs d'Elinor Ostrom, le développement communautaire, tel que compris par Frank Moulaert et Jacques Nussbaumer, la fonction que revêt la culture dans l'analyse culturelle de Mary Douglas ainsi que les mécanismes de reproduction sociale tels qu'identifiés dans le concept de *comunalidad* de Floriberto Díaz et Jaime Martínez Luna.

2.1.1 Les communs et l'analyse institutionnelle d'Ostrom

Les travaux d'Elinor Ostrom se sont intéressés à l'auto-organisation communautaire dans la gestion des ressources naturelles à travers la mise en place d'institutions. Ostrom

(1990[2010 :68]) définit l'institution comme « un ensemble de règles opérationnelles utilisées pour déterminer qui est éligible pour prendre les décisions dans une certaine arène, quelles actions sont permises ou prohibées, quelles règles d'agrégation seront utilisées, quelles procédures seront suivies, quelle information doit ou ne doit pas être fournie et quels gains seront attribués aux individus en fonction de leur action ». L'intérêt de l'apport de l'école d'Ostrom pour notre recherche est la démonstration qu'elle fait de la possibilité d'une gouvernance communautaire réussie. Ainsi, voulant comprendre la possibilité pour ces institutions communautaires de perdurer dans le temps et de se développer en équilibre avec leur environnement naturel, Elinor Ostrom (1990) a identifié huit facteurs expliquant leur robustesse. Les huit facteurs sont les suivants: 1. la délimitation du territoire et du groupe d'usagers; 2. la cohérence entre les règles d'approvisionnements et les conditions locales; 3. la participation des différents groupes d'utilisateurs à la définition des règles opérationnelles; 4. le suivi systématique du respect des règles; 5. l'application graduelle de sanctions pour les contrevenants; 6. l'existence de mécanismes de résolution de conflit; 7. la reconnaissance minimale, pour les communautés locales, à concevoir leurs propres institutions; 8. l'organisation multiscalaire des activités de gouvernance.

Les dernières recherches utilisant cette approche ont raffiné leur analyse en examinant un ensemble encore plus large de facteurs expliquant la réussite ou l'échec des différentes expériences rencontrées sur le terrain. Quatre grandes familles de variables ont ainsi été isolées : les caractéristiques du système de ressources, les caractéristiques du groupe d'utilisateurs, les arrangements institutionnels et les variables relatives à l'environnement extérieur (Agrawal, 2007; Gibson, Williams et Ostrom, 2005; Ostrom, 2009a). Ces facteurs affecteraient l'efficacité des efforts collectifs ainsi que la motivation des individus à participer à l'élaboration d'institutions. L'apport de la littérature sur les *common pools* est de tenter de définir la nature des règles nécessaires pour une gestion communautaire durable des ressources naturelles et de souligner l'importance de la coproduction des normes. Par son ancrage dans la rationalité instrumentale de la théorie orthodoxe, elle n'analyse cependant pas bien le caractère construit des communs ni n'expose bien les logiques et les normes d'actions qui pensent l'articulation entre ces règles et les dynamiques communautaires (Laval, 2011).

2.1.2 Le développement communautaire

Le concept du développement communautaire²⁹ pourra illustrer cette dynamique. Ce concept insiste sur l'importance de considérer la logique communautaire dans le développement régional. Il vise par là à penser un développement qui puisse sortir du déterminisme de la globalisation et du « cadre imposé par la machine économique mondiale » (Moulaert et Nussbaumer, 2008: 73).

Le développement communautaire remet en cause l'approche néoclassique qui favorise la préséance des mécanismes de marché et pour qui « il n'y a pas de différence entre le bien-être et la croissance, entre la culture et le climat des affaires » (Moulaert et Nussbaumer, 2013, à paraître). Un développement dit « communautaire » voudra replacer les activités économiques dans le contexte de la dynamique d'une communauté, à travers les institutions dont elle s'est historiquement dotée et les normes et valeurs communes qui s'y sont déployées. Pour le développement communautaire, la compréhension des dynamiques économiques se fait de façon « incarnée ».

2.1.1.1 La théorie des capitaux, les domaines existentiels

Pour définir les différentes composantes qui forment une communauté et qui lui permettent de se reproduire dans le temps, Moulaert mobilise une théorie des capitaux. O'Hara (cité par Moulaert et Nussbaumer, 2008: 77) définit le capital comme « la réserve ou le stock dynamique de structures durables, quelles qu'elles soient ». Si le substantif « capital » fait référence, dans son usage courant, à la possession et aux relations de contrôle des moyens de production et de l'offre, il renvoie dans la théorie d'O'Hara à son utilisation en tant qu'adjectif

²⁹ Moulaert utilise également le terme « région sociale » et « développement territorial intégré » dans ces textes pour désigner des idées semblables. L'avantage du terme « développement communautaire » est de mettre l'emphasis sur la logique propre à la communauté. Au Québec cependant, le terme est équivoque puisqu'il est spécifiquement utilisé pour parler de toutes les structures de médiations économiques mises sur pied par les organismes communautaires depuis les années 1980. L'usage que nous ferons du terme ne fait pas référence à cette particularité du contexte québécois.

et veut désigner ce qui est « essentiel » ou « principal ». Cette dernière acception du terme « capital » élargit son utilisation à d'autres sphères d'activité que la sphère économique, car pour la dynamique communautaire, il y a des « biens » capitaux (entendons « essentiels ») « dans une variété de sphères d'existence » (Moulaert et Nussbaumer, 2013, à paraître). Pour marquer cette différence entre l'utilisation dans l'usage courant et l'utilisation selon O'Hara, nous privilégierons dans notre recherche le terme de « domaine existentiel » pour référer à la notion de « capital » comprise comme ce qui est essentiel (les domaines existentiels ainsi compris sont donc les domaines qui sont essentiels à l'existence de la communauté).

Quatre types de domaines existentiels sont identifiés par O'Hara: le domaine économique (ou d'entreprise), qui est défini comme tout ce qui touche aux structures durables des entreprises et à leur capacité de production; le domaine écologique, qui fait référence aux ressources environnementales; le domaine institutionnel (ou social), qui comprend toutes les normes et les coutumes participant à la formation des liens sociaux; et le domaine humain, soit le bagage de connaissances et de compétences des individus.

L'objectif d'un développement communautaire est de reproduire ces différents types de domaines et de les valoriser par des relations croisées (on pourrait dire « synergiques »). Par exemple, un développement du domaine des connaissances sur l'environnement (domaine humain) peut participer à l'amélioration des écosystèmes (domaine écologique); un développement des structures de gouvernance (domaine social) peut amener le développement de nouvelles compétences (domaine humain) chez les individus qui occupent ces nouvelles responsabilités; un investissement dans une entreprise d'écotourisme (domaine économique) peut fournir les fonds pour une étude d'impact environnemental (domaine écologique), etc. Les exemples mentionnés ci-haut illustrent des situations où les domaines existentiels se « nourrissent » les uns les autres. Ces interrelations peuvent également être négatives ou destructrices les uns envers les autres, comme l'a été, pour plusieurs communautés, la destruction, sur le long terme, du domaine institutionnel (et social) et environnemental au nom du développement du domaine économique.

2.1.1.2 Institution, gouvernance et innovation

À l'égard de l'ensemble des relations croisées entre les domaines existentiels de la communauté, une vision bien définie du développement devra être établie. Cette vision du développement nécessite la définition de normes et d'objectifs pour chacune des quatre dimensions existentielles (Moulaert et Nusbaumer, 2013, à paraître). Ces normes, si on les veut aptes à reproduire la dynamique d'un milieu, ne peuvent être définies dans un vacuum institutionnel.

Le concept d'« innovation sociale » est central dans cette optique (Klein et Harrisson, 2007), car il comprend le développement à partir du jeu des relations sociales d'un milieu et des normes venant les structurer. Par là, l'innovation sociale, étant organisationnelles et institutionnelles³⁰, devient un mécanisme de révélation des besoins car elle s'intéresse aux processus de recomposition des compromis sociaux à partir des projets novateurs portés par certains de ces acteurs.

Le développement communautaire, tel que présenté par Moulaert (Moulaert et Nussbaumer, 2008: 85) adopte par là une « approche qualitative des actifs locaux » qui prend en compte la qualité de l'espace social, espace constitué de l'environnement physique et des liens sociaux s'y déployant. La richesse d'un territoire ne provient pas uniquement des activités économiques et de ses « effets collatéraux » (certains parlent d'une théorie du ruissellement pour désigner l'impact positif des activités économiques sur les autres domaines d'activité), mais découle également de la qualité de « l'appropriation humaine et collective de l'espace » (Moulaert et Nussbaumer, 2008: 89), c'est-à-dire de l'appropriation des liens sociaux existant et permettant l'adaptation de la société à son milieu et la satisfaction des besoins qui y sont spécifiques.

Pour permettre à ces besoins de voir le jour, une gouvernance appropriée doit être en place, tout comme des comportements stratégiques pertinents. Comme les décisions d'investissement dans les différents domaines existentiels ne peuvent pas se prendre

³⁰ Lévesque (1991 :29) distingue ces deux niveaux d'analyse en précisant que « l'une fournit les règles du jeu (la dimension institutionnelle), l'autre renvoie à la partie que jouent les acteurs à partir de ces règles ».

uniquement sur une base individuelle, par des acteurs possédant des actifs dans des domaines spécifiques et ne possédant pas de perspective d'ensemble, la nature des dynamiques institutionnelles devient encore une fois prioritaire pour le développement communautaire, car c'est par les institutions et la mise en place de règles communes qu'une communauté peut assurer un développement basé sur la coopération (Klein, 2011; Klein et Champagne, 2011). C'est par l'existence d'un espace public permettant une coopération entre les intérêts divergents et les différents besoins que l'agencement institutionnel peut engendrer la reproduction des domaines existentiels présents sur le territoire. On parle ici de « capacité de gouvernance ». Dans cette optique, les bonnes pratiques de gouvernance, plutôt que d'être celles permettant une maximisation de l'efficience pure d'une structure desservant le retour sur capital investi, comme c'est le cas des bonnes pratiques néolibérales, sont celles qui permettent d'équilibrer la reproduction des différents domaines existentiels d'un espace. La gouvernance doit permettre les relations entre les acteurs économiques, l'intégration de la société civile dans l'arène politique et l'interaction entre les niveaux institutionnels (Moulaert et Nussbaumer, 2008).

Les dynamiques encouragées par le développement doivent également considérer le contexte d'existence de la communauté elle-même. Ainsi, l'interaction des différents capitaux doit tenir compte de trois composantes: l'histoire de la localité (la trajectoire de développement ou la dépendance du sentier), les relations de pouvoir présentes sur le territoire (les tensions existant entre les rapports de propriété privée, publique et collective) ainsi que l'articulation des échelles spatiales (interaction entre les niveaux institutionnels) (Moulaert et Nussbaumer, 2008).

Considérer le sentier de développement d'une communauté et vouloir valoriser et reproduire ces différents domaines existentiels impliquent que la vision du développement dépend de la normativité propre à la communauté en question et que « les relations sociales et leur régulation au travers de normes, habitudes et institutions sont centrales dans l'analyse du développement » (Moulaert et Nussbaumer, 2008 : 89).

2.1.3 L'analyse culturelle de Douglas

Dans la vision du développement communautaire, la culture a un rôle dans l'analyse des processus sociaux. L'analyse culturelle, développée par l'anthropologue Mary Douglas, définit la culture comme « la collection publiquement partagée de principes et de valeurs utilisés à chaque moment pour justifier les conduites » (Douglas, 1986:67, cité par Calvez, 2006 :3), la culture est le « principe d'organisation et de justification des relations sociales » (Calvez, 2006:3). Selon cette analyse, les individus agissent rationnellement, mais selon différents types de rationalité. Les différentes cultures produisent des perspectives cognitives et axiologiques distinctes. En ce sens, cette théorie constitue une alternative ou un prolongement du paradigme du choix rationnel ou de la rationalité instrumentale (Mamadouh, 1999), car elle affirme que les choix s'opèrent en fonction d'une rationalité, mais que cette dernière n'est justement pas unique, mais bien multiple. Ces rationalités permettent à tous les individus les partageant de comprendre et d'accepter les justifications des actions.

Ces valeurs ne sont pas figées selon Douglas, mais évoluent plutôt dans le temps et sont façonnées par les individus faisant partie de la collectivité qui les porte. Ces valeurs, qui forment un système, sont à comprendre comme un cadre de référence modulable par les individus. L'analyse culturelle « part des individus qui construisent le sens de leurs actions selon les exigences du contexte social dans lequel ils se trouvent » (Calvez, 2006:3). Mais cela n'empêche pas à des « communautés de pensée » de voir le jour et d'échapper à la contrainte du contexte.

2.1.4 La comunalidad

Les travaux théoriques des anthropologues Jaime Martínez Luna et Floriberto Díaz ont tenté de comprendre les processus de reproduction sociale -ce qui comprend le cadre de justification des discours tel que compris par Douglas- des communautés de la Sierra Norte,

au Mexique. Ils ont créé, pour ce faire, le concept de *comunalidad*³¹. Ce concept a émergé des mouvements sociaux des années 1980 qui ont voulu rendre intelligible leur action dans le but d'arriver à contrôler leur développement (Martínez Luna, 2010b). Le concept veut rendre compte du processus historique où des valeurs et des principes se sont consolidés dans la lutte pour la libération et la réaffirmation culturelle : « la *comunalidad* est une expérience historique et un ensemble de comportements actuel et vibrant qui est constamment rénové à l'égard des contradictions sociales et économiques générées par le capitalisme individualiste » (Martínez Luna, 2010b).

Le concept de *comunalidad* caractérise le processus civilisationnel spécifique (qui peut être analysé du point de vue identitaire, mais aussi institutionnel) des cultures zapotèque et mixe³² de la Sierra Norte. Un polythéisme sacralisant la nature, une économie destinée à la satisfaction des besoins et l'absence de propriété privée a amené ces cultures à développer une société à caractère collectiviste. Cette vision s'est construite par opposition à celle d'une religion monothéiste et individualiste, d'une économie de marché et d'un concept privatisé de la nature issues des colonisateurs.

Le concept s'organise autour de quatre éléments (tiré de Martínez Luna [2010b]):

1) La relation au territoire, qui donne sens aux êtres communaux. Cette relation est celle du partage et du soin: «les humains sont reliés à la terre pas seulement pour leur subsistance organique, mais aussi pour leur subsistance spirituelle et symbolique» (Martínez Luna, 2010b). Selon cette conception, ceux qui travaillent la terre, en prennent soin et la partagent sont parties intégrantes de la nature. Le territoire est l'espace où les relations sociales nécessaires à la vie commune s'organisent. Cette organisation, qui découle du respect, est nécessaire à la cohabitation paisible et au maintien des valeurs partagées par le groupe communal;

2) La gouvernance et l'autorité, qui prennent forme à travers les assemblées communales et le système local de charges (appelé *sistema de cargo*), un système où les charges acquièrent une

³¹ Ce concept a été développé par les deux anthropologues dans plusieurs ouvrages et est couramment utilisé dans la recherche pour conceptualiser la spécificité de l'organisation sociale de la région (Díaz, 2007 ; Martínez Luna, 2003;2010a; 2010b; Rendón Monzón, 2003; Fuente Carrasco, 2009).

³² La culture mixe est une des cultures indigènes occupant la région de la Sierra Norte. Ces effectifs y sont moins nombreux que ceux de culture zapotèque.

connotation morale, car n'étant pas distribuées uniquement en fonction de critères économiques d'efficacité ou de rentabilité;

3) Le travail communal, qui vise à satisfaire les besoins communs (à la différence du travail individuel, qui vise lui à combler les satisfactions personnelles). Ce travail n'est pas monétairement rétribué. L'usage de cette force de travail par les communautés leur permet un niveau d'autodétermination à l'égard de leur besoin en main-d'œuvre;

4) La célébration, à travers laquelle, contrairement aux visées du système néolibéral (où la production se destine à répondre aux besoins du marché), « le membre d'une communauté ne travaille pas pour vendre, mais pour la joie qui en dérive » (Martínez Luna, 2010b). Selon Luna, cette manière de faire a à voir avec une façon de comprendre sa relation à la Terre, avec une forme de spiritualité.

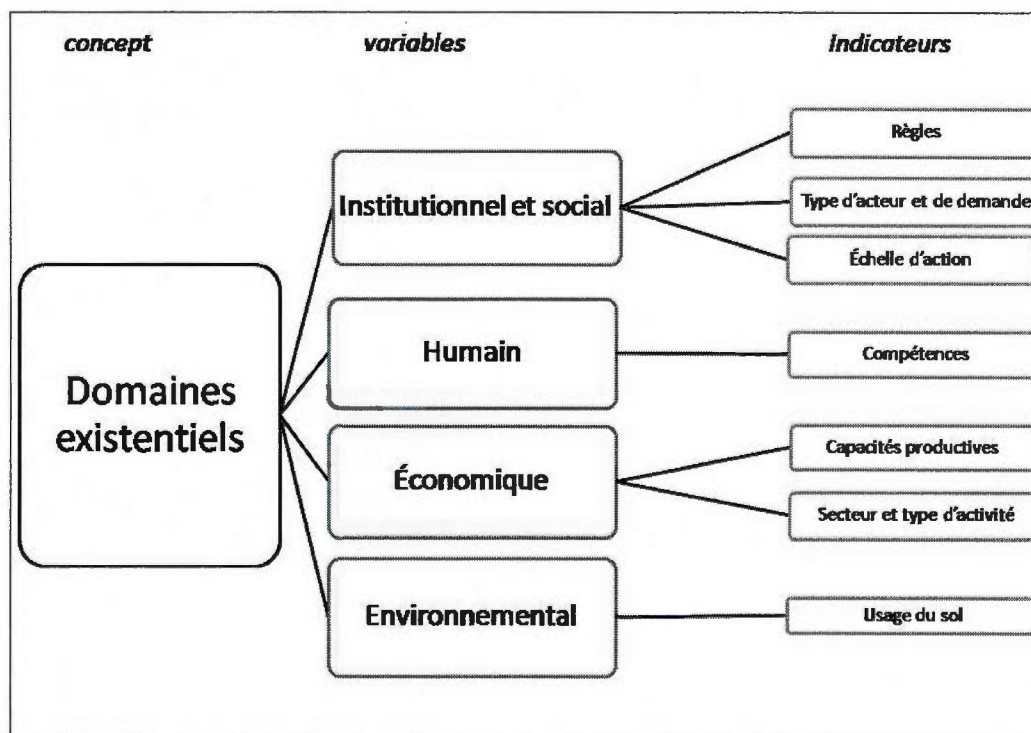
Pour Martínez Luna, le principe de réciprocité articule ces quatre éléments. Ce principe est souvent conceptualisé dans la littérature par le concept de don. Alain Caillé (2007: 124) définit le don comme « toute prestation de biens ou de services effectuée, sans garantie de retour, en vue de créer, entretenir ou régénérer le lien social. Dans la relation de don, le lien importe plus que le bien (ou encore, la valeur de lien y a plus d'importance que la valeur d'usage et que la valeur d'échange) ». Comme l'échange à travers le don n'opère pas selon un principe de stricte équivalence, mais par la qualité des liens sociaux, il « autorise les individus à utiliser et à développer leurs propres savoir-faire et à les valoriser par un échange mutuel » (Moulaert et Nussbaumer, 2008, p. 86). Le don se fait en dehors des échanges monétaires, et peut être générateur de bien-être.

2.2 Cadre opératoire : développement communautaire, arrangement institutionnel auto-organisé et vibrance culturelle

La section suivante nous présente l'utilisation opérationnelle des concepts exposés dans la section précédente.

Pour qualifier le développement de Capulálpam dans toutes ses dimensions, la distinction qu'opère le concept de développement communautaire entre les quatre domaines existentiels sera utilisée. Des indicateurs spécifiques à chaque domaine seront utilisés (Tableau 2.1), à savoir : l'établissement de nouvelles règles, l'émergence d'acteurs, leurs types de demande et leurs échelles d'action pour le domaine institutionnel et social; l'évolution des compétences individuelles pour le domaine humain; l'apparition de nouvelles capacités productives et de nouveaux secteurs et type d'activités pour le domaine économique; l'évolution de l'usage du sol pour le domaine environnemental.

Tableau 2.1 Domaines existentiels : variables et indicateurs



Source : réalisation de l'auteur.

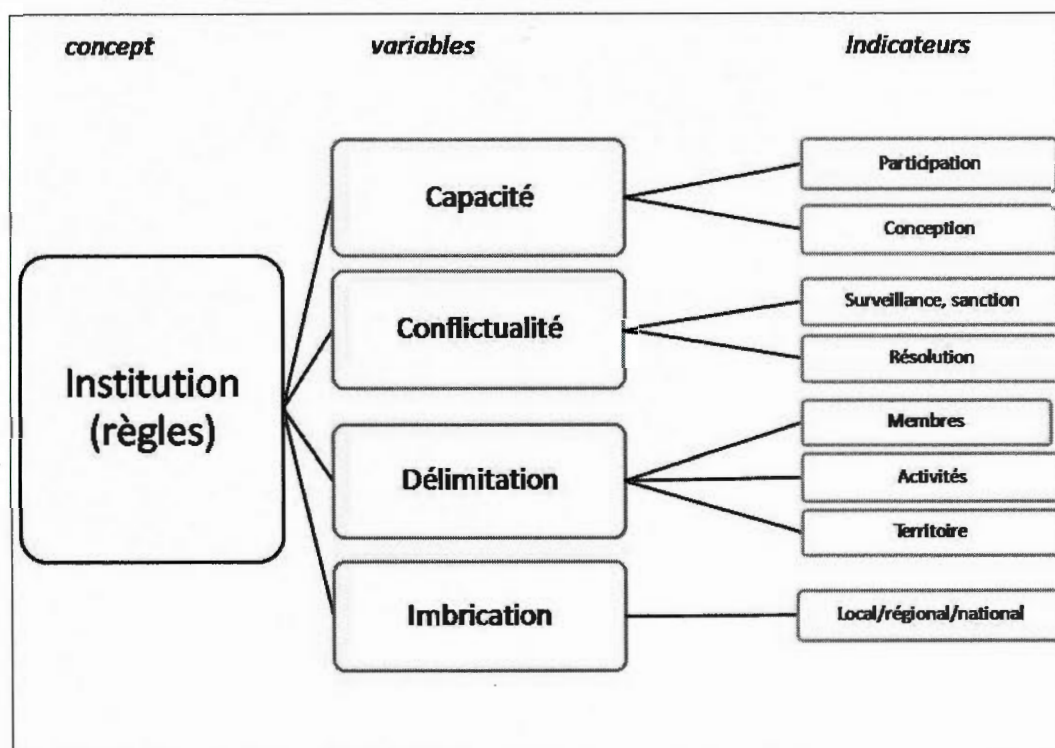
De façon générale, la distinction faite entre les dimensions institutionnelle et organisationnelle du développement de l'innovation sera mise à profit dans l'analyse. Cette distinction nous permettra de saisir comment les acteurs, en tenant compte de leur mode

d'organisation (niveau organisationnel), peuvent utiliser et modifier les règles institutionnelles présentes sur un territoire (niveau institutionnel) dans une optique de développement.

Pour circonscrire l'analyse des règles communes que se sont données les institutions de Capulálpam, nous nous proposons de faire une synthèse des théories d'Ostrom et de Moulaert³³. Nous avons ainsi dégagé quatre variables à partir du concept d'institution entendu comme règle (Tableau 2.2.): 1) la capacitation, qui sera mesurée par les indicateurs de niveau de participation démocratique et la capacité pour les membres de la communauté à participer à la conception et l'application des règles; 2) la conflictualité, mesurée par l'application de règles de surveillance, les sanctions en vigueur et la possibilité de résolution de conflit; 3) la délimitation, telle que définie par les membres, les activités et le territoire de la communauté; et finalement, 4) l'imbrication, indiquée par les interactions existant entre les différents échelons institutionnels.

³³ Certains pourraient remettre en cause la validité logique de cet « assemblage », les deux théories n'utilisant pas tout à fait les mêmes prémisses. Contrairement à Moulaert, qui, à travers la notion de communauté, englobe, de façon large, la « théorisation des processus de prise de décision par les organisations ou les agents individuels, collectifs ou publics qui sont les acteurs de la reproduction et de l'innovation au sein de ces circuits » (Moulaert et Nussbaumer, 2013, à paraître), Ostrom mobilise uniquement la théorie de l'action basée sur la rationalité instrumentale des individus ; ce sont les calculs des coûts et bénéfices de chaque individu qui motivent les actions de ces derniers. Comme le montre Douglas, ces deux approches ne sont pas exclusives, un individu peut en partie penser en dehors de son contexte social (et agir par exemple en fonction de son intérêt personnel, même dans une culture collectiviste) tout en étant en partie construit par ce contexte et en devant y référer lorsqu'il est question de justifier des actions auprès des autres. Pour Moulaert, l'arrangement institutionnel est en partie porté par le dynamisme culturel d'un milieu. Selon ce dernier, l'arrangement doit n'est en moins répondre à certaines caractéristiques minimales pour favoriser l'innovation sociale, la révélation des besoins des différents intérêts et la prise en compte de la logique collective. Les théories de l'action de Moulaert et Ostrom diffèrent; elles se recoupent cependant sur le fait que certaines caractéristiques objectivables des normes soient nécessaires pour qu'un développement adéquat prenne forme. Soulignons également qu'il n'y a pas d'inconsistance logique entre les deux théories de l'action puisqu'il est possible de concevoir dans la théorie d'Ostrom une situation où la force d'adhésion imposée par un groupe rendrait l'option individuelle de ne jamais coopérer comme hautement coûteuse, voire impensable (Garibay, 2007 : 255, note 2 de bas de page).

Tableau 2.2 Institution : variables et indicateurs



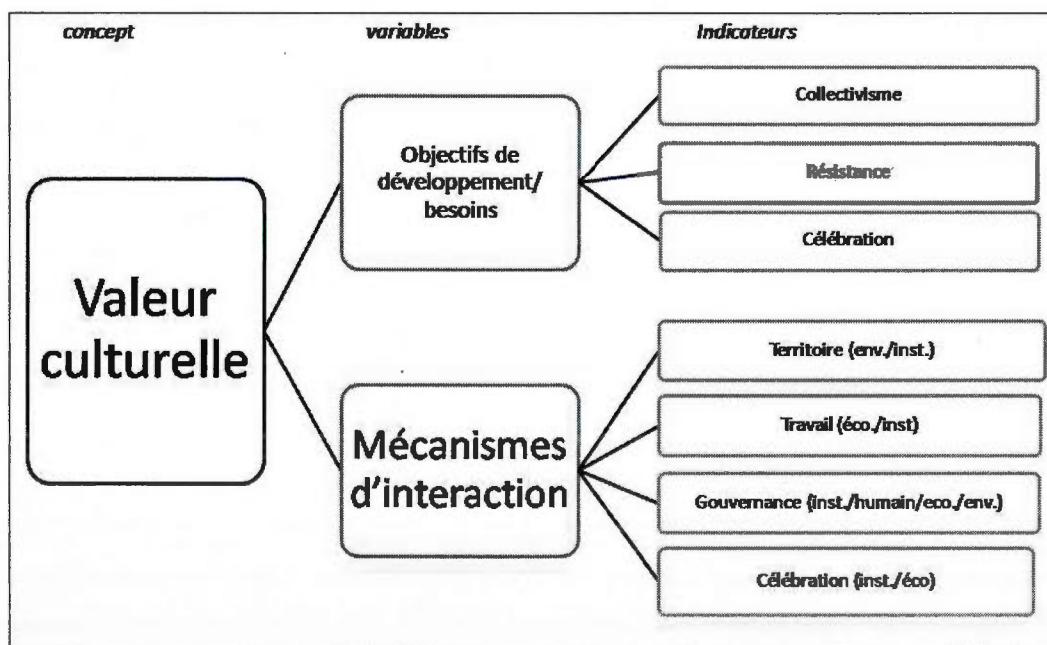
Source : réalisation de l'auteur.

Le concept de *comunalidad* nous permettra d'identifier la dynamique organisationnelle et la façon dont les acteurs ont pu mettre à profit les règles institutionnelles. Comme nous l'avons défendu dans le chapitre précédent, la dynamique d'un groupe d'humain est redevable à des processus sociaux cumulatifs spécifiques à chaque territoire. Notre analyse privilégiera ainsi, pour comprendre la dynamique des acteurs, la dimension culturelle du développement de Capulálpam, et ce en ce qui concerne sa capacité d'orienter les objectifs de développement et les besoins locaux et sa participation en tant que mécanisme d'articulation des différents domaines existentiels. Nous considérons que la culture locale est porteuse, à travers les individus qui se la partagent, d'une rationalité spécifique qui encadre les discours s'y déployant³⁴.

³⁴ Nous reprenons ici le point de vue de Mary Douglas et de l'analyse culturelle.

L'analyse des orientations de développement se fera à partir des valeurs de résistance et de collectivisme et du type de justification qu'ils ont imposé à la communauté. L'analyse s'effectuera à partir de cas précis qui ont eu cours dans la communauté et par de succinctes analyses de discours. Nous analyserons également l'impact de la célébration -un des éléments de la *comunalidad*- dans l'utilisation des surplus et la signification du travail. La mise à profit du cadre institutionnel et la mise en relation des quatre domaines existentiels (rappelons que la capacité à mettre en relation les domaines est une des caractéristiques d'un développement dit « communautaire » selon Moulaert) seront analysées à l'aide des quatre éléments de la *comunalidad* : le territoire comme espace de relation entre les hommes et entre les hommes et l'environnement, la gouvernance à partir du système de *cargos* comme choix collectif des rôles individuels avec connotation morale, le travail communautaire comme outil de satisfaction des besoins collectifs, et la célébration comme finalité de l'activité économique.

Tableau 2.3 Valeur culturelle : variables et indicateurs



Source : réalisation de l'auteur.

Les éléments du concept de *comunalidad*, compris comme des mécanismes d'interaction mobilisés dans le développement, nous permettront de mettre en perspective, dans une analyse qui se veut à rebours, les impacts du développement sur la dynamique sociale. Nous

tenterons ainsi de comprendre si les changements amenés par le développement ont altéré ces mécanismes. L'impact du développement sera également analysé à partir de l'éventuelle émergence de « communautés de pensée » (nous reprenons les termes de Douglas) engendrées par la création de nouvelles classes d'intérêt issues du développement, nouvelles communautés de pensée qui pourraient venir changer les valeurs partagées par le groupe.

2.3 L'étude de cas

La section suivante présente les méthodes de travail utilisées pour mener à bien notre étude de cas. Elle précise le cadre temporel de l'analyse, la raison du choix de Capulálpam comme terrain d'étude, et explique nos méthodes de collecte et de traitement de l'information.

2.3.1 Cadre spatio-temporel et spatial de la recherche

Notre recherche est l'étude du cas de la communauté de Capulálpam de Méndez, située dans la région administrative de la Sierra Norte, dans l'État de Oaxaca, au sud du Mexique. Notre recherche se concentre sur les trois dernières décennies, soit d'aujourd'hui (2013) jusqu'au début des années 1980, alors qu'est mise sur pied l'entreprise communautaire d'exploitation forestière à Capulálpam.

2.3.2. Le choix de la communauté de Capulálpam de Méndez

Le choix de la communauté de Capulálpam de Méndez comme sujet d'étude s'explique par plusieurs facteurs. La source première est notre intérêt pour le Mexique développé à travers plusieurs séjours effectués entre 2005 et 2009. Le soulèvement de la ville de Oaxaca en 2005 avait alors attiré notre attention. Nous nous aperçûmes au courant des rencontres ponctuant ces premiers voyages, et aussi des lectures visant à déterminer notre sujet de recherche, que l'autodétermination des communautés était un fait assez répandu dans l'État. La découverte des articles de David Barton Bray a alors concentré notre attention sur les communautés forestières et sur celles ayant été impliquées dans la mise en place d'entreprises forestières contrôlées par les communautés elles-mêmes. La Sierra Norte a alors été identifiée comme

une région où plusieurs exemples de luttes villageoises pour une plus grande autonomie avaient eu cours, l'organisation de l'UZACHI étant souvent citée comme exemple de réussite. Nous pensions au départ nous intéresser aux quatre communautés formant ce regroupement dont Capulálpam faisait partie. Puis la rencontre d'Alejandro Velázquez à Gatineau au printemps 2010 et la collaboration avec l'Université régionale UNSIJ réorienta notre recherche. Nous avons alors ciblé quatre communautés de la région ayant des indices de développement différents, dont Capulálpam de Méndez. Lors de notre arrivée sur le campus de l'UNSIJ, nous nous aperçûmes des difficultés qu'aurait impliquées l'analyse de quatre communautés, étant donné la durée de notre séjour, les difficultés de transport en terrain accidenté et les défis de contact avec des communautés qui sont parfois méfiantes à l'égard des chercheurs. Nous décidâmes alors de nous consacrer à l'étude d'une seule des quatre communautés, à savoir Capulálpam de Méndez.

2.3.3 Collecte d'information

Plusieurs techniques de collecte de données ont été utilisées dans le cadre de notre recherche. Des recherches documentaires ont ainsi précédé un terrain d'étude, deux étapes qui permirent par suite une analyse de nos résultats.

2.3.3.1 La documentation préliminaire

Une recension documentaire a d'abord été faite à partir du Québec. Il s'agissait dans la plupart des cas de documents de recherche, mais aussi de littérature grise. Cette recension nous a permis de cerner la problématique des communautés forestières mexicaines, nous procurant à la fois des données de terrain, mais aussi un cadre théorique à partir duquel travailler. L'organisation de l'UZACHI a fait l'objet d'une recherche spécifique pendant notre scolarité; dans le cadre de cette recherche effectuée au printemps 2010, monsieur Chapela, directeur de l'organisme ERA (*Estudios Rurales y Asesoría*), organisation directement impliquée dans la mise sur pied de l'UZACHI, a alors été interviewé par courriel. Une autre entrevue informelle d'une heure a été menée peu de temps après avec monsieur Alejandro Velázquez (alors en

séjour de recherche au Canada) à Gatineau; cette rencontre nous a permis de mettre nos connaissances à l'épreuve et d'orienter de façon plus précise nos recherches d'informations.

2.3.3.2 Le terrain d'étude

Un séjour de recherche de six mois à l'Université de la Sierra Juárez (l'UNSIJ) au Mexique (novembre 2010 à avril 2011) a été effectué. En janvier et février 2011, nous nous sommes installés à Ixtlán de Juárez, chef-lieu du district d'Ixtlán et lieu où se situe le campus de la l'UNSIJ, université qui nous a ouvert ses locaux et mis en contact avec ses chercheurs. Enfin, en mars et avril, nous nous sommes établis à Capulálpam même.

Quinze entrevues semi-dirigées ont été réalisées sur le terrain (Tableau 2.4.). Ces entrevues ont été menées à partir d'un guide d'entretien non directif³⁵ qui visait à orienter les discussions et recueillir un certain nombre d'informations jugées nécessaires, tout en nous laissant la liberté d'alimenter les sujets intéressants qui apparaissaient au fil de la discussion. À l'exception d'une entrevue effectuée avec l'anthropologue mexicain Jaime Martinez Luna dans le village de Gelatao, toutes les entrevues se sont faites *in situ* avec des membres de la communauté de Capulálpam de Méndez. Quatre de ces entrevues ont été faites avec plus d'une personne, portant le total de personnes interviewées à 23. Les principaux responsables des entreprises communautaires et de l'administration publique et sociale ont ainsi été rencontrés. Une personne a également été interviewée relativement à ses connaissances dans l'implication communautaire et politique des femmes. La durée moyenne de ces entrevues fut d'une heure.

Les guides d'entrevue ont été partiellement modulés en fonction du type d'intervenant interrogé (comme on peut le voir dans notre questionnaire reproduit dans l'Appendice B). Les principaux thèmes traités dans les entretiens ont été les suivants: les règles d'usage et d'accès des ressources naturelles, les structures d'organisation sociale et de gouvernance en place, l'évolution des structures sociales dans les dernières années, les principales fonctions reliées à l'institution que la personne interrogée représentait, les réseaux de collaborations existants entre la communauté et l'extérieur, le type de valorisation du territoire, de l'autorité, du travail et de la célébration au sein de la communauté. Un formulaire de consentement a été

³⁵ C'est-à-dire que le choix des réponses n'était pas déterminé à l'avance.

signé par chacun des interviewés où étaient décrits les objectifs de recherche (voir Appendice C). Notons que ce formulaire demandait aux interviewés s'ils désiraient expressément conserver l'anonymat lors de la divulgation des résultats de recherche, ce qu'aucune personne n'a jugé nécessaire de faire (ce point du formulaire était également clairement présenté oralement avant le début de chaque entrevue).

Tableau 2.4 Index des personnes interviewées

Secteur d'activités	N° d'entrevue	Fonction de l'interviewé
Administration publique et sociale	8	Commissaire des biens communs
	12	Ex. commissaire des biens communs
	13	Président municipal + deux conseillers
	6	Président du conseil des aînés (conseil des <i>caracterizados</i>)
	1	Président de la fête patronale de San Mateo + secrétaire
	5	Président de la fête de quartier l'Asunción
	2	Président du comité culturel
	9	Président du comité clérical + deux membres
	11	Trésorière municipale
Entreprises communautaires	4	Directeur technique de l'UZACHI
	15	Président du conseil d'administration de la Triple S + trois membres
	3	Responsable des activités opérationnelles de l'entreprise d'écotourisme
	10	Auxiliaire administratif de l'entreprise forestière
Autres	7	Anthropologue
	14	Citoyenne

Le choix des répondants s'est effectué selon la technique de l'échantillonnage non probabiliste. Nous avons préféré cibler des acteurs bien précis de l'organisation sociale et

économique du village qui ont été identifiés, soit avant le terrain, sous les conseils des chercheurs de l'UNSIJ, soit à travers les informations que nous avons peu à peu recueillies sur le terrain et qui nous ont orientés vers certaines organisations précises ou certaines personnes détenant de l'information privilégiée que nous désirions obtenir.

Lors de notre séjour, nous avons également pris part à plusieurs événements organisés sur le territoire de la communauté. Nous avons ainsi assisté, en février 2011, à la rencontre annuelle de la SAO qui s'est étendue sur deux jours. Nous avons aussi assisté à un forum organisé par la CIESAS (Centre de recherche et d'étude supérieure en anthropologie sociale) s'intéressant à la problématique des entreprises minières en terrain communautaire tenu également sur le terrain de la communauté de Capulálpam en février 2011.

Comme toute personne demeurant sur le territoire communautaire (ce fut notre cas pendant un peu plus de deux mois) est invitée à participer à la vie sociale du groupe, par respect pour les coutumes locales, nous avons senti le besoin de nous impliquer dans la vie communautaire. Ainsi, l'observation directe de la vie communautaire s'est bien souvent transformée en observation participative. Nous nous sommes ainsi mêlés aux activités villageoises de plusieurs manières : participation aux festivités entourant le Pueblo Magico, parrainage d'un décès chez la famille nous hébergeant, participation à des corvées, participation au combat d'un feu de broussailles. Les autorités communales nous ont également, à plusieurs reprises, fait pénétrer à l'intérieur du territoire forestier avec leurs véhicules. Une marche d'une journée, en compagnie des autorités, nous a permis de nous rendre jusqu'au sommet le plus haut du territoire communal, le Cerro Pelado, et d'identifier de visu plusieurs enjeux territoriaux.

Nous avons également construit durant notre séjour, grâce à l'aide de Martine Perrier et d'Andrés Herrera A., une maquette en trois dimensions du territoire communal (figure 2.1 et 2.2) que nous avons présentée à la communauté durant trois soirées, sous forme d'ateliers (figure 2.3), sur la place publique donnant sur l'hôtel de ville. Le but de cette démarche était d'identifier de façon participative (avec l'aide des habitants du village) les sites d'intérêts (du point de vue des ressources, du point de vue des symboles) du territoire. Le temps nous a

manqué pour mener à terme toutes les facettes du projet, mais ce dernier nous aura permis de nous forger une idée du niveau de connaissance relative au territoire en fonction des tranches d'âge et des sexes. La maquette a été offerte à la communauté suite à notre départ. Un document retraçant les étapes de construction de la maquette, produit pour le programme de promotion du développement de l'université UNSIJ qui appuya le projet, est disponible (en castillan seulement)³⁶.



Figure 2.1 Évolution de la construction de la maquette

(Source : clichés de l'auteur, 2011)

³⁶ Pour une copie de ce document, contactez l'auteur : roy.matthieu@courrier.uqam.ca

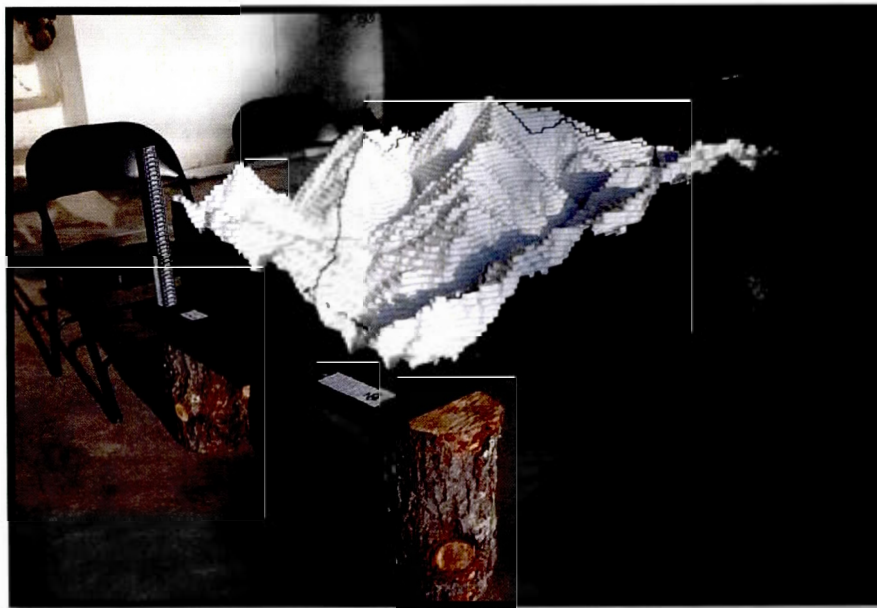


Figure 2.2 La maquette avant les ateliers participatifs

(Source : cliché de l'auteur, 2011)



Figure 2.3 Atelier avec des membres de la communauté utilisant la maquette pour identifier les points d'intérêt du territoire

(Source : cliché de l'auteur, 2011)

2.3.4 Traitement de l'information

Les entrevues effectuées sur le terrain ont par la suite été retranscrites sous forme de verbatim. Des recherches par mots clés nous ont ensuite permis de rassembler les sections d'entrevue qui traitaient des thèmes que nous désirions aborder. De la même façon, nous avons pu croiser les informations provenant de nos différentes sources (de nos entrevues, de notre documentation et des notes que nous avons prises à partir de nos observations directes) de manière à former des agrégats d'information.

CHAPITRE III

ENTRE RÉFORME AGRAIRE ET RÉFORME NÉOLIBÉRALE, CONTEXTUALISATION DE LA GESTION DU TERRITOIRE ET DES RESSOURCES NATURELLES AU MEXIQUE

Ce chapitre est constitué de deux parties. Une première partie expose l'origine du mode de gouvernance ayant cours à Capulálpam de Méndez ainsi que les impacts sur celui-ci des années de réformes néolibérales, autant du point de vue des responsabilités des différents échelons politiques que de celui de la gestion des ressources naturelles. La seconde partie dresse un portrait factuel du Mexique actuel et de la localité de Capulálpam de Méndez en identifiant certaines caractéristiques, en fonction des échelles, qui ont participé à la spécificité du développement de notre étude de cas.

3.1 Le système agraire mexicain, un héritage de la révolution

La Révolution mexicaine qui débuta en 1910 eut un impact majeur dans la mise en place du système politique mexicain et sur la gestion des ressources naturelles et des terres nationales. La constitution de 1917 mena à une réforme agraire et à la redistribution de la terre à la petite paysannerie et aux peuples indigènes du pays. Les revendications territoriales trouvèrent peu de résonance auprès du gouvernement dans la première décennie suivant la révolution, les campagnes mexicaines étant toujours alignées sur un modèle d'agro-exportation (Kingston, 2010). La redistribution débuta réellement dans les années 1930 (voir figure 3.1.), alors qu'un nouveau modèle de développement par substitution des importations vit le jour. Dans ces années, on voulait, par l'application de la réforme agraire, augmenter l'efficacité du secteur

agricole pour soutenir l'approvisionnement en nourriture d'une population croissante et pour dégager de la main-d'œuvre pouvant être utilisée dans le secteur industriel. Appuyé par des subventions étatiques, le secteur de l'agriculture connut une croissance de 325 % de 1934 à 1965, alors que la moitié des terres passait sous propriété sociale, de sorte que l'agriculture vint à subventionner elle-même la production industrielle (Kingston, 2010). L'accent fut ensuite mis sur le développement du secteur privé et les exportations avec l'appui d'une infrastructure d'irrigation importante, surtout dans le Nord. Cette orientation mena le secteur à un développement Nord-Sud très inégal, laissant le Sud dans une agriculture de subsistance. Au milieu des années 1960, le secteur stagnait (Kingston, 2010). La distribution de terre continua dans les décennies suivantes et au début des années 1990, plus de la moitié du territoire national tombait sous le régime social de propriété des terres (voir tableau 3.1.).

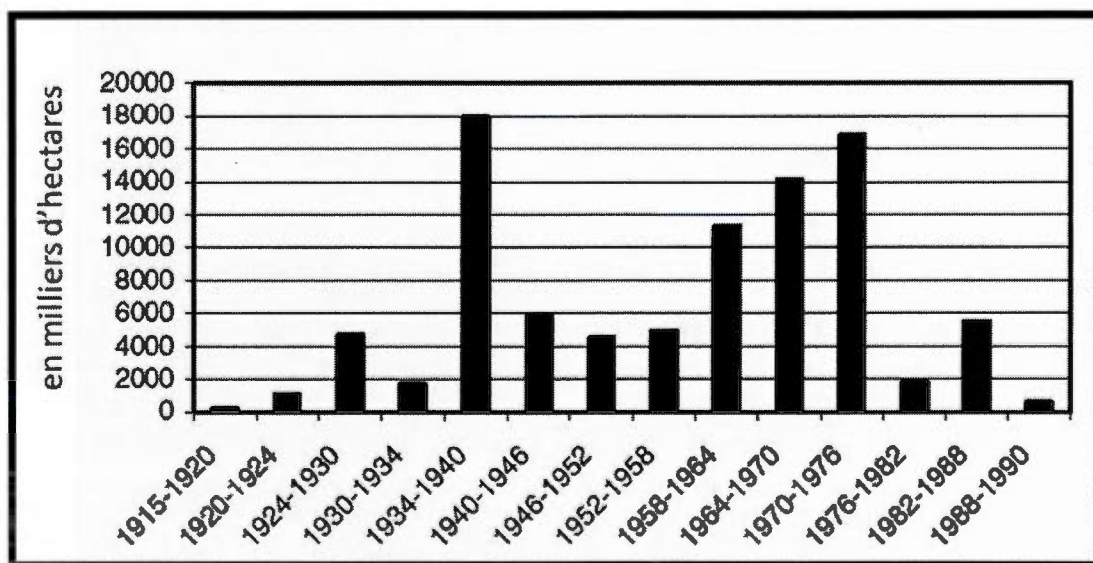


Figure 3.1 Distribution des terres en possession sociale au Mexique en fonction des présidences

(Source : Antinori, Bray et Torres-Rojó, 2006; traduction française de l'auteur.)

Tableau 3.1 Distribution des terres en fonction du régime de propriété

Régime de propriété	Núcleos	Hectares	%
1. SOCIALE	29 609	101 428 726	51,6
<i>1.a. Ejidos</i>	27 469	84 569 982	42,9
<i>1.b. Comunautés</i>	2 140	16 858 744	8,7
2. PRIVÉE		73 125 856	37,2
3. PUBLIQUE		12 163 718	11,3
<i>Total³⁷</i>	30 263	196 718 300	100,1

Source : López Bárcenas et Eslava Galicia (2011), adaptation de l'auteur.

3.1.1. La réforme agraire, base de la structure de gouvernance locale

L'article 27 de la constitution légifère sur la propriété des ressources naturelles; c'est l'article central de la réforme agraire. On y stipule que la Nation en est le premier propriétaire. Par rapport à la terre, trois types de tenure existent au Mexique : en plus de la propriété privée (régulé par le Code civil), la constitution reconnaît comme personne juridique le nucléo *ejidal* et communal (régulé par le droit social); les terres publiques que l'État a conservées sous sa propriété constituent le troisième type (régulé par le droit public) (López Bárcenas et Eslava Galicia, 2011). Le droit social ne rend pas les membres des communautés propriétaires du territoire, elle leur confère un droit d'usufruit (Kingston, 2010). Le propriétaire des ejidos reste donc le gouvernement fédéral mexicain, mais le territoire est administré par les *ejidatarios* qui peuvent le parceller pour usage interne. Les communautés réfèrent aussi à des

³⁷ López Bárcenas et Eslava Galicia (2011) précisent que ce chiffre ne coïncide pas avec la superficie totale du territoire mexicain, sûrement dû à l'inexactitude des mesures d'un des types de propriété (cette inexactitude est observable également dans la colonne des pourcentages)

territoires rendus à des groupes indigènes du pays qui les occupaient originellement et qui les réclamèrent durant la réforme agraire. Dans l'État de Oaxaca, c'est à partir des documents servant à la perception de taxes coloniales, les *titulos primordiales*, que les demandes de réappropriation territoriale furent faites (Chapela, 2005). Au milieu des années 1950, la plupart des communautés indigènes de la région avait retrouvé officiellement leurs territoires; à l'échelle du pays, la moitié du territoire mexicain est détenu aujourd'hui sous forme de propriété sociale.

La reconnaissance officielle des *nucleos ejidales* et communaux a établi une structure particulière de gestion des biens communaux. Ainsi, chaque communauté titularisée d'un territoire est dotée d'un commissariat des biens communs (*comisariado de bienes comunales*) et d'un conseil de vigilance (*consejo de vigilancia*). Les chefs de famille actifs politiquement lors de la titularisation se voient remettre le titre d'*ejidario* ou de *comunero* selon le type de propriété sociale. Le commissariat a comme charge la gestion des ressources naturelles et celle du territoire communal et représente légalement la communauté auprès des autres échelons administratifs. Le conseil de vigilance s'assure que les règles et lois sont respectées relativement aux activités du commissariat et à l'autorité au niveau local seulement.

La *ley agraria* (découlant de l'article 27 de la constitution) indique l'obligation pour les ejidos et les communautés de se doter d'un instrument régulant les bases de son organisation économique et sociale (articles 10, 14, 15, 23 [section I], 35, 36 [section I et IV], 55, 62, 70, 74 et 99) (Procuraduría Agraria, 2012). L'*estatuto comunal* est le nom donné dans les communautés indigènes à ce document contenant la réglementation interne³⁸. Il constitue la somme des règles approuvées par l'Assemblée, autorité maximale (*maxima autoridad*) des *nucleos agrarios*, seule entité ayant le droit d'approuver ou de modifier cette réglementation interne. Ce document, qui est inscrit au Registre agraire national (*Registro Agrario Nacional*), se veut un instrument de transparence et de reddition de compte pour les membres des

³⁸ Ce document doit contenir: les bases générales de l'organisation économique et sociale de la communauté; les exigences pour admettre ou expulser un membre; les règles pour l'utilisation des terres d'usage commun; les règles pour l'exploitation et l'approvisionnement des ressources naturelles; les droits, obligations des membres, ainsi que les sanctions en vigueur pour les contrevenants (Procuraduría Agraria, 2012).

communautés envers les organes de représentation donnés par la titularisation (à savoir le commissariat et le conseil de vigilance).

Conjointement à l'application de cette réforme agraire, le gouvernement fédéral a créé des institutions destinées spécifiquement à la gestion de la propriété sociale. C'est le cas du Registre Agraire National (*Registro Agrario Nacional*), du Procureur Agraire (*Procuraduría Agraria*) et du Tribunal Supérieur Agraire (*Tribunal Superior Agrario*), qui sont respectivement chargés de tenir un registre des propriétés sociales, de défendre les droits des sujets agraires et d'administrer les conflits relatifs au domaine de la propriété sociale (Edouard, 2010 : 10).

De la constitution de 1917 (article 115) dépend également la structure de gouvernance des municipalités. Les municipalités constituent selon l'article 115, la base de la division territoriale et de l'organisation politique et administrative des États. Ainsi, chacune des 2440 municipalités, qui se partagent le territoire des 31 États formant la fédération (auquel s'ajoute le district fédéral), possède un maire (*presidente municipal*), un conseil municipal constitué de conseillers (*regidores*) et un procureur général (*síndico*)³⁹. Une même municipalité peut avoir plus d'un noyau de population sur son territoire. On appelle « agence » les noyaux secondaires. Ces noyaux sont généralement issus de la population d'origine dont certaines branches ont peuplé des territoires environnants. Ces agences sont administrativement dépendantes du noyau de population principal.

Des réformes, appliquées en 1983, de l'article 115 (section II) de la constitution ont consenti aux municipalités la faculté de se doter de leurs propres réglementations internes au niveau de la municipalité. Cette réglementation est connue sous le nom de *bando de buen gobierno*.

³⁹Même si chaque État a la faculté de légiférer sur les règles de gouvernance municipale, la plupart des municipalités fonctionnent de la même manière : le maire est élu à la pluralité simple, les conseillers sont élus à partir de listes qui les associent à un parti et au maire dans un système complexe garantissant la majorité des conseillers au maire gagnant. Les candidats sont choisis par des partis politiques qui doivent être reconnus par l'*Instituto Federal Electoral* (IFE). Le vote secret est utilisé. Tout homme et femme de 18 ans et plus a le droit de vote. Les chercheurs en politique mexicaine parlent du système politique par partie (PP system) pour désigner ce système électoral basé sur les partis, au vote secret et universel (Benton, 2011).

3.1.1.1. Les conflits territoriaux, un enjeu toujours important

Les titularisations données aux communautés engendrèrent des conflits territoriaux. Comme les délimitations territoriales étaient souvent faites en fonction de traits du paysage, les contentieux entre les communautés furent nombreux: le lit des rivières peut bouger dans le temps, les repères visuels peuvent être interprétés de différentes manières par les communautés, une montagne peut posséder plus d'un sommet, les documents utilisés pour prouver l'appartenance ancestrale à la terre peuvent également ne pas tous être de la même époque ou provenir de la même source et ainsi venir se contredire... Sur le territoire mexicain, certains conflits durent depuis presque 100 ans. Les conflits de ce type se règlent devant le tribunal agraire. Lors des procès que gère ce tribunal, les communautés doivent fournir des preuves de leur occupation historique du territoire (analyse paléographique de documents, analyse topographique, etc.).

L'État de Oaxaca est l'État où ces conflits de délimitation sont les plus nombreux au Mexique. Plus de 7 % du territoire étatique est en litige devant les tribunaux agraires; pour les territoires forestiers, les zones en dispute couvriraient plus de 20 % (Barton Bray et Merino-Pérez, 2004 : 154). Dans ces zones en conflit, les activités d'extraction de ressources sont interdites. En juin 2012, il persistait selon le Secrétaire général de l'État de Oaxaca 470 conflits agraires, ces conflits ayant engendré la mort d'une vingtaine de personnes depuis l'automne 2010 (Notimex, 2012).

Notons que les territoires rendus en usufruit aux communautés ne concordent pas avec ceux délimités par les municipalités. Cette différence des délimitations peut générer des tensions entre les autorités municipales et les autorités communales, tout comme peut le faire le partage des compétences entre les deux entités. Notons que les municipalités n'ont pas légalement de droit sur la terre et les ressources naturelles. Elles constituent un palier de gouvernance et sont ainsi plutôt responsables de la prestation de services. Les autorités communales sont, quant à elles, légalement propriétaire d'un droit d'usufruit des ressources se trouvant sur leur territoire.

3.1.1.2. Les réformes néolibérales pour la gouvernance de la terre : *PROCEDE* et *Dominio Pleno*

Des politiques d'inspirations néolibérales furent appliquées au Mexique à partir des années 1980. Les autorités gouvernementales pensaient que l'application de ces nouvelles politiques allait se faire rapidement et facilement (Hiernaux, 1995). Mais les résistances furent multiples, notamment face à la contre-réforme agraire. L'application de celle-ci devait se faire en deux temps. Une première étape devait s'opérationnaliser à travers le *Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares*, mieux connu sous le nom de *PROCEDE*, de sorte de certifier les limites des territoires en possession sociale et d'en établir les différents usages (individuel, communal). Une des fonctions du *PROCEDE* était de régulariser la délimitation des différentes communautés par la cadastration précise des territoires. Cette première étape devait également confirmer les titres d'*ejidatario* et de *comunero* dans la communauté. Une fois cette étape complétée, les communautés pouvaient entreprendre la pleine privatisation des terres, à travers le processus de *Dominio Pleno*⁴⁰.

3.1.1.3. La réponse communautaire aux réformes néolibérales

La contre-réforme, pensée comme une *fast-policy*, devait s'appliquer de façon uniforme à tout le secteur social mexicain, sans égard aux différences régionales de patron d'usage de la terre et des différences de pratiques coutumières ou juridiques entre les *ejidos* et les *comunidades* (Smith *et. al.*, 2009). Ce manque d'ajustement aux réalités régionales eut un impact sur la pénétration du programme. Ainsi, l'application de la première étape *PROCEDE* s'est faite de façon inégale sur le territoire mexicain : les régions du Nord ayant largement accepté le

⁴⁰Pour privatiser les terres, les membres d'un ejido devaient tomber d'accord en assemblée. Chaque *ejidatario* peut à partir de ce point privatiser sa terre s'il le désire (il n'en a pas l'obligation). S'il prend cette décision, l'*ejidatario* peut vendre sa terre (Kingston, 2010 : 17). La conversion d'une communauté indigène à un ejido n'est possible que par l'accord de l'assemblée générale des *comuneros*. La vente de terrain n'est possible que pour les ejidos (suite au *PROCEDE*). Dans un *ejido*, un *ejidatario* peut cependant louer sa terre sans l'approbation de l'Assemblée. Ceci peut profiter aux grandes compagnies, car le coût est souvent moindre et les coûts moins chers et les démarches moins compliquées, d'autant plus que l'article 70 de la *Ley General para la Preservación y Gestión Integral de los Residos* rend responsable le propriétaire terrien dans le cas de contamination des sols (López Bárcenas et Eslava Galicia, 2011).

programme alors que celles du Sud l'ont majoritairement refusé. L'État de Oaxaca est l'État avec le taux d'application du programme le plus faible (20,5 %), suivi du Chiapas (27,6 %) et du Guerrero (35,7 %) (Kingston, 2010) (voir figure 3.2.).

Une différence notable existait également dans la réaction des *ejidos* et des *comunalidades*. En 2005, 25 % des communautés avait passé à travers le PROCEDE pour 71,2 % des ejidos (Kingston, 2010, 24). Les résultats pour l'application du *Dominio Pleno* ont été encore moins probants : en 2005, seulement 1 % des terres de propriétés sociales avait été privatisée (Kingston, 2010).

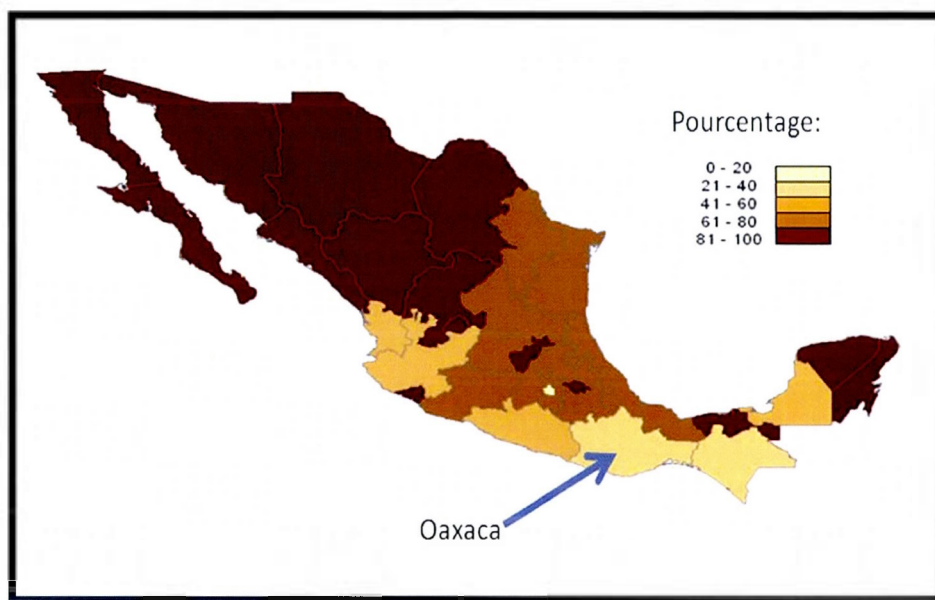


Figure 3.2 Carte des pourcentages des terres en propriété sociale certifiées à travers le PROCEDE en fonction des États

(Source : Barnes *et al.*, 2004, cité par Kingston, 2010 ; adaptation par l'auteur)

Le soulèvement zapatiste de 1994, en partie causé par l'application des politiques néolibérales (voir section 1.1.3.3), s'inscrit dans un mouvement de contestation sociale ayant des racines dans les années 1960. Dans les régions rurales, les groupes indigènes s'étaient

organisés dès les années 1970, notamment contre le contrôle étatique des ressources naturelles, pour la reconnaissance de leur droit sur la terre et le respect de leur culture, pour la reconnaissance des formes ancestrales de gouvernance, pour de meilleures conditions de travail dans le secteur de l'agriculture et pour de meilleurs services publics (Benton, 2011)⁴¹. Les réformes drastiques entreprises durant le septennat de Salinas de Gortari allaient provoquer des tensions encore plus grandes.

Le soulèvement zapatiste a trouvé des appuis dans les mouvements indigènes de Oaxaca et les gouverneurs de cet État ont craint que l'insurrection s'y diffuse. Ainsi, en 1997, l'État applique une réforme électorale municipale qui reconnaît les formes de gouvernance traditionnelle. Ce système est appelé *Usos y Costumbre* (UyC); 418 municipalités des 570 que comprend l'État de Oaxaca avaient décidé en 1997 de l'appliquer (Benton, 2011).

Le régime d'*Usos y Costumbres* (UyC) permet de déterminer le type de suffrage, les mécanismes de vote, l'éligibilité et le choix des candidats. Le régime de gouvernance UyC proscriit la présence des partis politiques.

Dans le régime UyC, un corps central de décision, soit un conseil des anciens ou une assemblée générale communale, est au centre de la prise de décision. C'est à l'intérieur de cette structure que la sélection des candidats et les votes se tiennent. La participation à cette structure dépend de règles qui varient d'une communauté à l'autre, portant souvent sur le sexe, l'âge, l'exigence de résidence, ou de participation à la vie communautaire. Les assemblées générales sont normalement dirigées par une table de discussion (*mesa de debates*), la plupart du temps constituée d'un président, d'un secrétaire et de scribes. Le système de *cargos* (où différentes positions de responsabilité dans la communauté distribuées

⁴¹Les groupes indigènes s'élevaient également contre l'intrusion de l'État, la cooptation de candidat du PRI ou l'enlèvement de candidat élu contre le PRI sous de fausses raisons, dans la politique municipale; le résultat est la permanence de conflits violents postélectorales dans bon nombre des municipalités (ceci touchait dans les années 1990, 10 % des municipalités) (Benton, 2011). À la fin des années 1980, dans l'État de Oaxaca, le ton s'adoucissait un peu sous le gouverneur Heladio Ramirez Lopez sans pour autant que l'ouverture sentie ne se transforme en réforme politique concrète. Mentionnons que malgré la fin du règne de 70 ans du Partido Revolucionario Institucional (PRI) au niveau fédéral en 2000 au profit du Partido Accion Nacional (PAN) de Vincente Fox, le PRI dirigeait toujours 19 des 31 États en 2010 et tout comme 62 % des municipalités. En 2010, le PRI n'avait toujours jamais perdu la direction de 13 des États de la fédération (Benton, 2011).

selon certains critères propres à chaque communauté) et l'emploi du *tequio* (travail communautaire) sont répandus (Benton, 2011).

3.1.2. Implication des réformes sur le cadre légal d'exploitation des ressources naturelles

Selon la constitution de 1917, l'exploitation des ressources naturelles devait participer au bénéfice de la société, garantir un environnement adéquat au bien-être et favoriser les activités économiques en milieu rural (López Bárcenas et Eslava Galicia, 2011). Les réformes néolibérales amenées dans les décennies 1980 et 1990, en privilégiant la logique de marché, ont changé la façon de gérer ces ressources. Les quatre sous-sections suivantes examinent les réformes touchant les secteurs des ressources naturelles développés par la communauté de Capulálpam dans les trois dernières décennies.

3.1.2.1. L'eau

Dans le secteur touchant à l'exploitation de l'eau, ceci s'est traduit par une décentralisation de la gestion de l'eau aux mains des municipalités et par l'ouverture à la privatisation de la ressource (selon la *Ley de aguas nacionales* de 1992): la valorisation économique des eaux nationales passant dorénavant par l'entreprise privée devient alors possible.

En territoire communal, deux lois régissent l'usage de l'eau : la *Ley Agraria* (article 52 et 55) et la *Ley de Aguas Nacionales* (art. 55 et 57). À travers ces lois, on reconnaît aux communautés indigènes le droit à l'utilisation préférentielle des ressources naturelles existantes dans les lieux qu'elles occupent à l'exception des zones contenant des ressources stratégiques (pétrole, hydrocarbures et minéraux radioactifs) (López Bárcenas, 2013).

3.1.2.2. Les ressources du sous-sol

La principale loi régulant les activités minières au Mexique est la *ley minera*. Elle date de 1996. Cette loi définit les activités d'exploration, d'exploitation et de bénéfices miniers comme une utilité publique et comme ayant préséance sur tout autre type d'exploitation du territoire. La loi peut être utilisée pour permettre aux concessions d'imposer des expropriations⁴². L'article 6 de la loi sur les mines stipule également que le palier fédéral est le seul à pouvoir légiférer sur ces activités, ce qui implique que les États ou municipalités ne peuvent pas imposer de contributions aux activités minières. Par un ensemble de modifications dérégulant les activités des concessionnaires, cette loi donne une place au marché dans la régulation des concessions minières (pour plus de détails, voir LópezBárceñas et Eslava Galicia [2011]).

Selon la loi sur les mines, les peuples indigènes peuvent être titulaires de concessions. La constitution avait donné préséance aux peuples et aux communautés indigènes à l'égard de l'usage des ressources naturelles se trouvant sur leur territoire. Mais la loi sur les mines affirme que les communautés sont sur le même pied que les autres personnes : l'article 13-BIS dit que les communautés doivent égaler la meilleure proposition économique des autres concurrents; à égalité, la communauté indigène gagne. (López Bárceñas et Eslava Galicia, 2011).

3.1.2.3. Le tourisme

La libéralisation de l'économie mexicaine a aussi eu des impacts sur l'industrie touristique. Alors qu'à partir des années 1960, le tourisme se développait dans de grands complexes hôteliers soutenus par l'État, après la crise de la dette de 1982, le développement touristique se privatise⁴³. L'ouverture du tourisme aux logiques de marché réoriente le développement de

⁴²Cette loi permet ainsi à l'État, en considérant le paragraphe 2 de l'article 27, d'exproprier les propriétaires des terres où se trouvent des minéraux si elle le juge nécessaire pour mener à bien les activités extractrices même si d'autres usages en sont faits (agriculture, sylviculture, lieux sacrés). Cette clause peut être utilisée dans les cas où aucun accord n'est trouvé entre les propriétaires d'une terre et l'entreprise concessionnaire.

⁴³Voir Hiernaux (2007) pour plus de détails sur les grandes étapes du développement du tourisme mexicain.

cette industrie vers de nouvelles pratiques touristiques (p. ex celles du « temps partagé » ou de « l'appart-hôtel ») et la construction de nouveaux imaginaires (curiosité pour la culture ou la nature) (Hiernaux, 2007).

C'est dans cette tendance que se comprendra la mise sur pied, en 2001, du programme *Pueblos Mágicos* dont Capulálpam a été titularisé en 2007. Ce programme vise à promouvoir le tourisme rural et développer une offre complémentaire aux programmes nationaux déjà existants (Velarde Valdez, Maldonado Alcudia et Maldonado Alcudia, 2009). Pour devenir candidat à la titularisation, les localités doivent avoir une attraction touristique différenciée (architecture historique, édifice emblématique, fêtes ou tradition, artisanat, cuisine typique) et doivent se situer dans un rayon d'une heure d'un site touristique important (Velarde Valdez, Maldonado Alcudia et Maldonado Alcudia, 2009). Le soutien financier qu'apporte la titularisation (le soutien s'effectue au niveau de la municipalité) est destiné à améliorer l'image urbaine (rénovation des résidences et des espaces publics) et à conserver le patrimoine historique et architectural⁴⁴.

3.1.2.4. Les forêts

La libéralisation des activités économiques mexicaine amène, dès les années 1980, la décentralisation de la gestion du domaine forestier⁴⁵. Si, jusque-là, on donnait l'exploitation des forêts en concession (de 25 à 60 ans) à de grandes entreprises privées, on concède alors aux communautés le droit d'embaucher leur propre gestionnaire de forêt, puis dans les années 1990, celui de se doter de leurs propres ressources techniques. Sous la direction du *Secretaría*

⁴⁴De façon plus précise, les objectifs du programme sont (Sectur, 2002, cité par Velarde Valdez, Maldonado Alcudia et Maldonado Alcudia, 2009) : 1) structurer une offre touristique complémentaire et diversifiée à l'intérieur du pays; 2) créer des produits touristiques au profit de l'expression de la culture locale; 3) générer des produits touristiques (l'aventure, la pêche, etc.) engendrant un haut niveau d'activité dans la localité; 4) promouvoir les flux touristiques engendrant des dépenses au bénéfice de la communauté et des commerces locaux; 5) que le tourisme devienne un outil de développement durable; 6) que les communautés bénéficient de l'activité touristique comme source de travail et mode de vie.

⁴⁵ Voir Merino-Peréz et Segura-Warnholtz (2005) pour un parcours historique des politiques forestières mexicaines, du 19^e siècle au milieu des années 2000.

del Medio Ambiente, Recursos Naturales, y Pesca (SEMARNAT), qui assume les responsabilités du secteur forestier, on crée la *Comisión Nacional Forestal* (CONAFOR) pour décentraliser les activités forestières aux mains des États. La CONAFOR s'occupe de la promotion et de la préservation des forêts; la régulation reste aux mains de la SEMARNAT.

Un certain nombre de programmes gouvernementaux sont créés pour appuyer les entreprises forestières de petites dimensions et pour donner suite aux pressions des communautés (voir section 3.1.3), tels le *Programa de Desarrollo Forestal* (PRODEFOR), le *Programa para la Conservación y el Manejo Forestal* (PROCYMAF) et le *Proyecto de Conservación de la Biodiversidad por Comunidades Indígenas de los Estados de Oaxaca Michoacan, y Guerrero, México* (COINBIO), programmes dont les budgets restent limités comparativement à ceux finançant les grandes exploitations.

3.1.3. Luites pour la gestion locale des ressources : le cas des forêts et de la Sierra Norte

Si les réformes touchant la modification du type de propriété de la terre ont généré de la résistance parmi les peuples indigènes, des mécontentements s'étaient déjà fait sentir envers le précédent modèle de gouvernance centralisateur. Dans le cas précis de l'accès aux ressources sylvicoles, l'application des réformes et les décentralisations subséquentes des modes de gouvernance ont été influencées en partie par la lutte d'organisations collectives⁴⁶.

Dans la Sierra Norte, l'exploitation des ressources ligneuses devient intensive dans les années 1950 avec l'arrivée de la papetière FAPATUX. La concession octroyée à FAPATUX par le gouvernement mexicain⁴⁷ devait respecter certaines conditions, entre autres celle de faire la promotion de l'emploi et de participer au développement des capacités techniques des communautés. La période des concessions souffre cependant de transparence à l'égard des communautés dans la gestion des ressources. Des doutes commencent à surgir quant aux avantages des concessions lorsque les communautés s'aperçoivent que les objectifs

⁴⁶ Pour un parcours historique de ces moments de luites, voir notamment Barton Bray (1991) et Alarorre Frenk (2000 : 56-68)

⁴⁷ La superficie donnée en concession à FAPATUX occupe alors une superficie de 251 823 hectares et regroupe les forêts de 25 municipalités.

d'exploitation ne sont pas atteints⁴⁸, qu'on exploite les arbres de meilleure qualité, que la qualité des forêts se dégrade, que la reforestation ne se fait pas de façon appropriée, qu'il n'y a pas de travail complémentaire dans les zones de coupe, et que plusieurs successions non désirées d'espèces se produisent.

La première protestation sérieuse contre ces pratiques a lieu en 1968. Quinze communautés de la Sierra Norte s'organisent alors, la municipalité de San Pablo Macuilianguis en tête, pour former l'Union de Pueblos Abastecedores. L'Union revendique des augmentations salariales, des augmentations des droits de coupe, des investissements dans les routes et dans l'éducation des populations indigènes.

Puis, les revendications des communautés se multiplient, en venant à demander une plus grande autonomie dans la gestion de leurs ressources. Alors que la concession à FAPATUX devait se renouveler en octobre 1981, plusieurs communautés de la Sierra Norte se regroupent pour empêcher la remise en vigueur de la concession. Le 9 mars 1980, 13 communautés, dont Capulálpam de Méndez, se rassemblent pour former la Organización para la Defensa de los Recursos Naturales y el Desarrollo Social de la Sierra Juárez (ODRENASIJ). Plusieurs actions sont alors entreprises pour mobiliser la population⁴⁹. Sous les pressions de l'ODRENASIJ, la concession à FAPATUX n'est pas renouvelée. Dans les suites de cette ouverture, plusieurs communautés de la région mettent sur pied leur propre unité d'exploitation forestière.

Malgré la fin du système de concessions promulguée par la loi forestière de 1986, les services techniques restent cependant toujours en concession. Dans la Sierra Norte, il n'y a alors qu'un seul prestataire de services techniques pour toutes les communautés. Cinq communautés de la région, insatisfaites du monopole des services techniques (conflits pour les demandes de révision de limites, pour le marquage, pour la supervision générale des activités), décident de joindre leur effort pour organiser leurs propres services techniques. Elles veulent aussi par là rendre plus efficace la gestion des services forestiers, les

⁴⁸ On ne forme pas bien les gens (pas de formation pour tirer les arbres, pas de formation pour utiliser une scie mécanique), l'entreprise employait des personnes venant d'autres États, on ne donne que des emplois de «pions» aux gens de la communauté de sorte qu'aucune progression au sein de l'entreprise ne semble possible.

⁴⁹ Parmi ces actions, notons la coordination de manifestations, l'impression d'un journal, la visite d'autres communautés forestières, l'organisation d'une conférence nationale sur l'organisation des communautés forestières et du lobbying auprès des représentants étatiques (Bray, 1991).

communautés gagnant à regrouper leurs services, car ne possédant chacune qu'un petit territoire et peu de volume de coupe. Une ONG, l'Estudios Rurales Asesoría (ERA), qui s'était déjà impliquée auprès des communautés du temps des luttes, joue alors un rôle important dans la mise en place de ces services. De ce regroupement naît, en 1989, l'UZACHI (*Union de comunidades productoras forestales zapotecas-chinantecas*)⁵⁰, dont l'administration se trouve aujourd'hui dans le village de Capulálpam de Méndez (voir section 4.3.3.1.).

3.2. Caractéristiques géographiques du Mexique, de Oaxaca et de Capulálpam de Méndez

Pour bien saisir la dynamique économique de Capulálpam de Méndez, il est nécessaire de comprendre les spécificités du contexte dans lequel la communauté évolue, ce que la présente sous-section s'efforce de faire, au niveau national, régional et local.

3.2.1 Un contexte national et régional marqué par les inégalités

Le Mexique a une superficie de 1,96 million de km² et partage 4 353 km de frontière avec ses voisins (3141 km avec les États-Unis, 962 km avec le Guatemala et 250 km avec le Belize) (voir figure 3.3). Cette situation particulière a fait du Mexique un point de contact et de transition entre l'Amérique latine et l'Amérique du Nord. Plusieurs vagues d'émigration à destination des États-Unis ont d'ailleurs ponctué l'histoire récente du Mexique. Si la situation semble s'être stabilisée dans les dernières années quant à ces vagues, on estime à plus de 11 millions les Mexicains vivant aux États-Unis (PewHispanic Center, 2011). Cette présence importante de travailleurs mexicains en territoire étatsunien fait que les envois d'argent aux familles restées au pays constituent une part importante des entrées de devises et participent

⁵⁰ L'UZACHI est aujourd'hui formé de 4 communautés, la communauté de Yatuni ayant quitté le regroupement rapidement après la formation de l'union.

aux forces qui viennent structurer les patrons d'occupation du territoire (Klooster, 2003 :233-234)

Le pays se caractérise par une grande diversité environnementale : des climats secs et des zones arides dans le nord contrastant avec des climats humides et chauds et des zones de jungles dans le Sud. Cette grande diversité environnementale, alliée à l'abondante présence des océans (le Mexique possède 9330 km de côte) et à une présence de civilisations anciennes qui, depuis la conquête – Cortés et ses alliés prennent Tenochtitlan, ancêtre de l'actuelle ville de Mexico, en 1521 –a fait du Mexique une destination soleil importante. Le Mexique est la 10^e destination touristique mondiale, la plus importante en Amérique latine. En 2010, le tourisme représente 8,6 % de son PIB (INEGI, 2012). En 2004, ce secteur était responsable de 1 740 000 emplois directs, soit 5,5 % de l'emploi national (Hiernaux, 2007).

Le Mexique est le 11^e pays le plus peuplé du globe avec une population totale de 112 millions d'habitants (recensement 2010), la région métropolitaine de la capitale (ville de México) comptant à elle seule environ 20 millions de personnes. Le rôle historique de cette région, déjà centrale à l'époque des Aztèques, semble être aujourd'hui le lieu d'un phénomène d'agglomération et de centralisation des activités qui participent au développement inégal de l'ensemble: le district fédéral de la ville de Mexico et les cinq États voisins rassemblent d'ailleurs à eux seuls le tiers de la population et du PIB même s'ils ne couvrent que 7 % du territoire national (Manzagol, 2011). La bande frontalière septentrionale où se situent les *maquiladoras*, manufactures situées en zone hors taxe s'étant développées surtout entre les années 1980 et 2000 à partir de capitaux étrangers, concentre également une partie significative de l'activité manufacturière. Les États du Sud (Guerrero, Oaxaca et Chiapas), situés de part et d'autre de l'isthme de Tehuantepec sont parmi les États au revenu par habitant le plus bas et à la concentration indigène la plus forte du pays. Sept pour cent des Mexicains parlent l'une des 89 langues indigènes nationales. Dans l'État de Oaxaca, cette proportion monte à 34 % en 2010(INEGI, 2012). Sur le plan économique, le pays est marqué par d'importantes inégalités régionales, laissant certaines régions moins bien desservies en services publics (INEGI, 2012).



Figure 3.3 Carte administrative du Mexique

(Source : Encyclopédie Universalis, 2008; Adaptation de l'auteur)

3.2.2. Oaxaca, une terre de multitudes

Capulálpam de Méndez est situé dans la Sierra Norte, dans le district de Ixtlán, communément appelé la Sierra Juárez⁵¹, région au Nord de l'État de Oaxaca. Cette région montagneuse est une des régions les plus complexes du pays du point de vue de son

⁵¹ Benito Juárez, seul président d'origine pleinement indigène mexicain, figure historique importante au Mexique, est natif d'un des villages de la Sierra, le village de Gelatao. Il donna son nom à la Sierra.

orographie, de sa biodiversité⁵² et de sa diversité culturelle. L'État de Oaxaca est celui où se trouvent le plus grand nombre de terres communales, le plus grand nombre de municipalités et la plus grande diversité linguistique et culturelle. L'État compte 15 différents groupes ethniques, les Zapotèques, à la base du peuplement de Capulálpam et de la Sierra Juárez, constituant le plus important d'entre eux avec 400 000 locuteurs. Cette forte présence indigène a des répercussions dans l'occupation du territoire du district d'Ixtlán où se situe Capulálpam : 95 % des terres y sont de tenure communale, ce qui comprend 90 % des forêts du district. L'État de Oaxaca est également un des États mexicains qui a le mieux préservé ses régions naturelles. Un fort potentiel énergétique rend également Oaxaca très attirant pour les intérêts privés.

3.2.2.1. La montagne, barrière physique au développement centralisateur

La chaîne de montagnes de la Sierra Madre Orientale traverse l'État de Oaxaca sur 300 km de long et 75 km de large avec une altitude moyenne de 2500 m et des sommets qui atteignent plus de 3000 m. La montagne est un trait physique incontournable de la région qui a structuré l'organisation humaine s'y déployant (voir figure 3.4). L'établissement des premiers peuplements dans les recourbures de la Sierra Madre Orientale remonte à l'époque de l'expansion de la civilisation zapotèque dans la région, au 12^e siècle. Dès lors, on peut penser que le mode d'organisation communautaire s'est déployé comme mode de fixation de l'homme au sol, car c'est par ce mode que traditionnellement les noyaux de population prenaient forme (Sicard, 2008). Ainsi, le caractère accidenté du territoire a joué un rôle dans l'émergence et la persistance d'un mode de vie communal, par la rareté de certaines ressources, par la difficulté des cultures en terrain accidenté et par l'isolement rendant le commerce plus difficile. Cette entrave à l'exploitation des ressources a fort probablement facilité la mise en commun du travail et de la terre, comme mode de survivance, et a également permis à Capulálpam de conserver ce mode d'organisation, les caractéristiques du

⁵² Une grande diversité de milieux est créée par la combinaison d'un climat chaud, de variations d'altitude abondantes et d'une pluviométrie généreuse. La région possède une des plus grandes biodiversités du Mexique. Selon l'organisation Conservation International (2013), la région des forêts pins-chênes de Madrean, qui inclut la Sierra Juárez, est même un des points chauds (*hotspots*) de la biodiversité sur la planète.

territoire ayant rendu moins intéressant son accaparement par les pouvoirs coloniaux ou capitalistes. Ceci est souligné par un de nos interviewés : « vous vous demandez pourquoi Oaxaca est communal? Regardez une carte du Mexique et voyez comment descendent les deux Sierra Madre. [...] Où se rassemblent-elles? À Oaxaca. [...] Oaxaca est un papier froissé. Qui fera du capitalisme ici? » (entrevue 7, anthropologue).

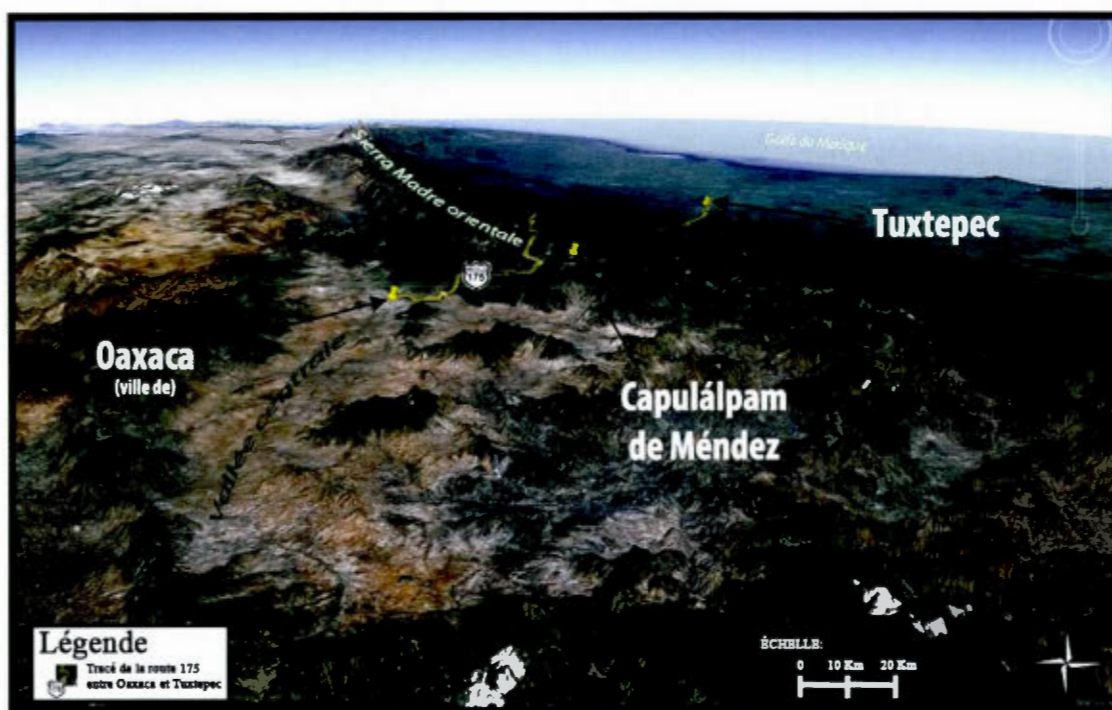


Figure 3.4 Carte 3D de la Vallée centrale de Oaxaca et des Sierra Madre localisant Oaxaca (ville), Capulálpam de Méndez et Tuxtepec

(Source : adaptation par l'auteur d'une image générée à partir de Google Earth, 2013)

Ainsi, dans l'État de Oaxaca, les conquérants s'installèrent principalement dans les endroits où l'irrigation et l'élevage intensif étaient possibles, repoussant les indigènes dans les montagnes. Cette situation n'est pas spécifique à Oaxaca. Dans plusieurs régions du monde, les minorités occupent les territoires les moins bien nantis en ressources et les plus

difficilement accessibles, laissant les plaines centrales aux mains des pouvoirs centralisateurs. La montagne isole, comme l'affirme Scott (2001), « " les montagnes " sont moins affaire de relief que de relative inaccessibilité, laquelle peut se réaliser aussi sous forme de marais, déserts ou forêts denses » (Scott, 2001). Anna Tsing appelle ces lieux des « espaces de non-État » (*non-state spaces*) (1993).

3.2.2.2. *La forêt, marge identitaire*

Les forêts possédant la plus haute valeur commerciale de la région sont les forêts de pins et de chênes qui poussent en altitude, notamment sur le territoire de Capulálpam de Méndez. La présence de la forêt est un autre trait physique marquant du territoire de Capulálpam et de la Sierra Juárez et qui joue aujourd'hui un rôle important dans le développement de la communauté. Même si déjà dans la toponymie zapotèque de Capulálpam on fait référence à l'arbre (*Lacha-Ga-Hui*, nom zapotèque donné à la communauté, signifie « plaine aux neuf goyaviers » [Cosmes Belmonte, 2003]), la présence de bois de valeur commerciale sur le territoire de Capulálpam est une contingence historique; elle n'explique probablement pas les premiers établissements humains en ces lieux. Cependant, la présence d'un couvert forestier important dans la Sierra a pu avoir joué un rôle du point de vue des représentations et de la survivance de mode de vie marginal.

En plus de son potentiel économique, la forêt peut ainsi, comme la montagne, être considérée comme un facteur de conservation d'un mode de vie alternatif. Comme le souligne Harrison (1992 : 87), les forêts « ont alimenté les diversités culturelles en procurant l'isolement nécessaire au surgissement d'une identité de langage, de coutumes, de divinités, de traditions, de styles, etc. ». De même que pour les montagnes, « les forêts étaient des obstacles à la conquête, à l'hégémonie, à l'homogénéisation » (Harrison, 1992: 87). Ainsi, la forêt a possiblement participé à la préservation des particularités culturelles de la région de la Sierra Norte.

Du point de vue des représentations culturelles de la forêt, l'importance du couvert forestier dans la Sierra Norte a aussi pu alimenter la distanciation entre les représentations ayant court

chez les populations installées dans la vallée centrale de Oaxaca, lieu d'installation du pouvoir, et celles des communautés indigènes isolées, « les forêts nourrissant le sentiment de la différence entre l'ici et l'ailleurs » (Harrison, 1997:87).

3.2.3. Géographie de Capulálpam de Méndez

Les particularités de la localité de Capulálpam, autant géographiques, culturels qu'historiques, ont rendu possible un développement communautaire basé sur l'exploitation collective des ressources naturelles. Un milieu au dénivelé important et à la pluviométrie variable, la proximité du chef-lieu du district d'Ixtlán, un passé aux activités économiques structurantes ainsi que la présence d'attrait touristiques sont parmi les éléments qui ont doté Capulálpam de caractéristiques spécifiques.

3.2.3.1. Histoire du peuplement

La fondation de la communauté remonte avant la conquête espagnole du Mexique. Une des interprétations les plus répandues avance que le peuplement de la Sierra Norte se serait opéré durant la période d'expansion et de la domination des Zapotèques dans la région de la Vallée centrale de Oaxaca⁵³.

Un document datant de 1521⁵⁴ relate la visite du cacique (nom donné aux chefferies locales) Yeaglubia, gouverneur de Capulálpam, accompagné par d'autres représentants de la région, à

⁵³ Originellement, le premier noyau de population se serait installé au lieu connu aujourd'hui sous le nom de *Los Sabinos* mais connu depuis l'antiquité comme *Dinalachigahui* (terme en langue zapotèque). Ont été trouvés en ce lieu des tombes, des restes humains et des objets de céramiques correspondant, selon l'INAH, à l'époque postclassique (200-1200 apr. J.-C.). Les analyses récentes laissent croire que le noyau de population daterait d'environ 1200 ap. J.-C. La présence de cyprès de marais mexicain (*Taxodium mucronatum* connu sous le nom d'origine nahuatl de *ahuehuete*, l'arbre national du Mexique) en ces lieux, arbre qui peut vivre plus d'un millénaire témoigne de ce premier peuplement.

⁵⁴ Le document original n'existe que sous sa forme traduite (du zapotèque à l'espagnol) et date lui de 1715. On y emploie alors le terme Capolalpa, d'origine nahuatl et qui signifie « rivière des cerisiers », à la place du terme *lacha-ga-hui* de la langue zapotèque, désignation qui devait primer alors dans l'usage des habitants. Voir Cordero

Tenochtitlan qui venait de tomber sous la main des Espagnols, se présentant devant Cortés pour signifier leur allégeance et solliciter son aide pour délimiter les territoires que les communautés se disputaient. C'est ainsi que le frère Bartolomé de Olmeo et le maire Juan de Salinas ont été désignés par Cortés pour faire le repérage du territoire de la Sierra Norte, notamment du village de Capulálpam de Méndez. Ainsi commença également l'évangélisation des Zapotèques de la région.

Le document *Titulo Primordial* datant de 1599, récemment découvert, donne la possession légale de la commune de San Mateo Capulálpam aux caciques locaux d'alors par ordre du Gouverneur capitaine générale de la Nouvelle-Espagne, Luis de Velasco II.

Une fois la capitale aztèque conquise par les Espagnols, ces derniers tentèrent d'étendre leur domination sur tout le pays et de soumettre les villages rebelles, avec à leur tête, pour la région de la Sierra Norte, Gonzalo de Sandoval. La réalisation de cette domination ne fut jamais facile dans les régions montagneuses de la Sierra Norte et les Espagnols durent composer avec des mouvements d'insurrection, comme celui mené par le cacique de Teococuico vers 1526, mouvement auquel participa Capulálpam. On raconte également une rébellion datant de 1600 des responsables de Capulálpam qui furent condamnés à mort par les autorités espagnoles pour leurs actes subversifs.

La présence espagnole a eu un impact important sur la population de Capulálpam qui a assimilé le castillan au 20^e siècle (le village ne compte plus en 2011 que quelques locuteurs du zapotèque), a adopté le catholicisme (la conversion au catholicisme s'effectua probablement au cours du XVII^e et XVIII^e siècle) en plus d'implanter la culture du blé sur le territoire, ce qui motiva la construction de moulins le long de la rivière connue aujourd'hui sous le nom de *Rio de los Molinos* (la rivière aux moulins). L'instauration de l'éducation publique formelle dans les années 1920-1930, où l'usage du zapotèque était interdit, a certainement participé à la disparition du zapotèque (Cosmes Belmonte, 2003; Secretaria de Salud, 2010; SEGARPA. 2009, Pérez Garcia, 1997).

(2004) pour plus de détails sur l'appellation d'origine des communautés de la région, l'auteur fait dans ce livre l'analyse d'une toile (*lienzo*) datant du 17^e siècle décrivant la Sierra.

3.2.3.2. Description physique du milieu

Le territoire de Capulálpam de Méndez compte deux rivières importantes. Plusieurs autres sources se rencontrent sur le territoire communal. Le district d'Ixtlán possède 12 sous-bassins formant le bassin versant du Rio Grande, s'écoulant par le Rio Papaloapam dans le district de Tuxtepec, avant d'aboutir dans le golfe du Mexique. La principale source d'approvisionnement d'eau de la communauté se trouve à un lieu dénommé « *la Y* » qui envoie par conduit (gravité) l'eau jusqu'à la ville. Le territoire communal compte 16 sources d'eau à petit débit.

Selon la classification de Köppen, Capulálpam jouit d'un climat tempéré subhumide. La température moyenne annuelle y est de 15,2 °C. Les précipitations annuelles de 1 115 mm tombent de façon inégale durant l'année : les mois à la pluviométrie la plus abondante sont ceux de juin à octobre; d'avril à mai, la température est sèche et chaude. Trois microclimats sont présents sur le territoire selon les conseillers municipaux : dans la partie en altitude, le climat est plus frais et c'est constamment venteux; en partie intermédiaire où se trouve le noyau de population, le climat est tempéré; en basse altitude, le climat est chaud et humide. Des précipitations neigeuses peuvent avoir lieu durant l'hiver dans les zones les plus élevées.

On compte six types de végétation sur le territoire, la forêt de pin et de chêne étant prédominante : la forêt *Pinus Ielsonii* (entre 2000 m 2300 m d'altitude, arbre de 10 à 40 m), *Pinus-Quercus* (zone des « terres chaudes » de la communauté, arbre mature de 6 à 20 m de hauteur), *Pinus* avec des éléments de forêt *mesófilo* de montagne (zone humide où les nuages sont souvent présents, arbre de 20 à 30 m), la forêt *Quercus* avec buisson secondaire (végétation de la zone de la « terre chaude », arbre de 5 à 15 m), la forêt riveraine et la forêt *Cupressus* (Secretaria de Salud, 2010; SEGARPA. 2009)

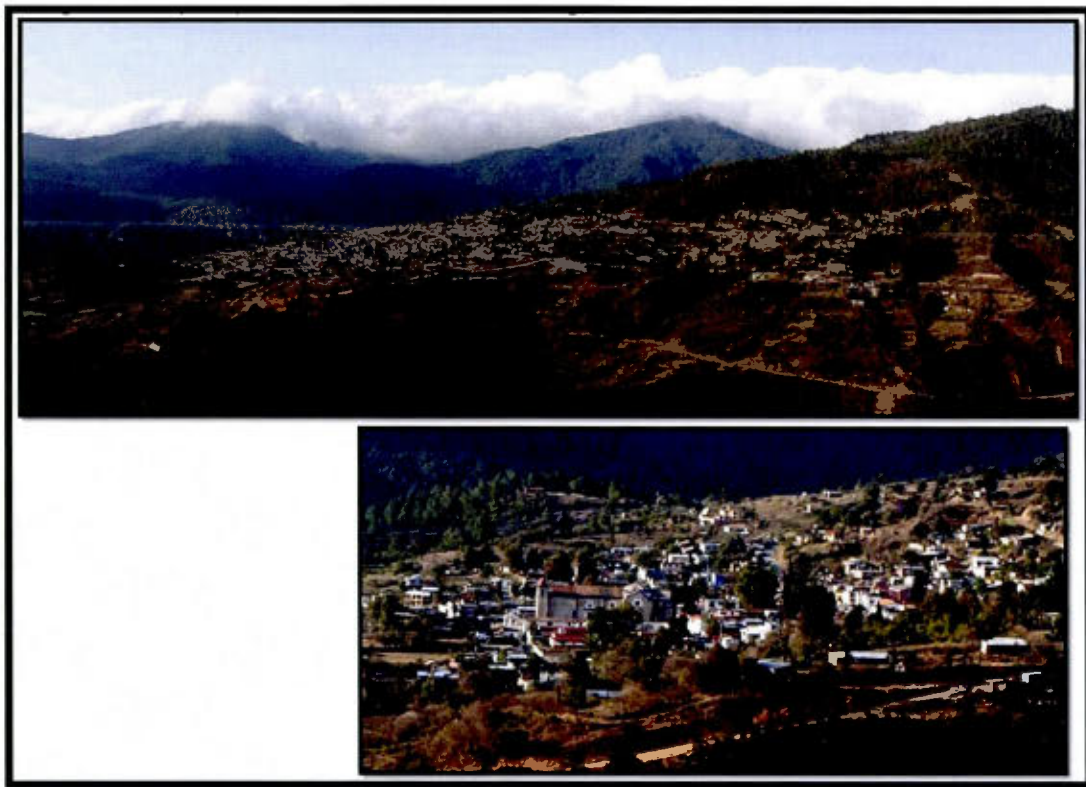


Figure 3.5 Photographies de Capulálpam de Méndez prises de Santiago Xiacuí; vue d'ensemble et zoom sur le centre du village.

(Source : clichés pris par auteur, 2011).

Durant la saison des pluies, des champignons comestibles apparaissent (*Thicholomamagnivelare*). Plusieurs fruits sont retrouvés sur le territoire : avocat, pêche, grenade, goyave, lime, pomme, orange, poire, coing.

3.2.3.3. Données démographiques et situation géographique

Le village de Capulálpam (voir figure 3.5) compte sur une population de 1501 habitants (662hommes et 839femmes) (voir figure 3.6) répartis dans 423 ménages selon les données de

2010. Le taux de natalité par 100 habitants est de 1,3 enfant en 2010. Tous les ménages utilisent l'électricité comme source d'énergie pour l'éclairage; 44 % utilise le bois comme source d'énergie pour la confection de la nourriture alors que 52 % utilise le gaz (Secretariat de Salud, 2010). La partie urbanisée du territoire de Capulálpam se situe à une altitude de 2100 m aux latitude 17° 18' nord et longitude 96° 27' ouest. Le point le plus élevé du territoire se nomme *Cerro Pelado* et culmine à 3100 m au-dessus du niveau de la mer; le plus bas se trouve proche de la confluence des rivières Los Molinos et du Rio Grande à 1670 m (dénivelé total de 1430 m entre le point le plus bas et le point le plus haut). La communauté s'est faite titularisée en 1995 3850 hectares de territoire, soit une portion seulement des 7450 qui lui avait d'abord été consenti en 1952. Au nord, Capulálpam a pour voisin les communautés de San Pedro Tepanzacualcos et Ixtlán de Juárez; au sud, San Juan Vijanos, Santiago Xiacuí, Santa Catarina Lachatao, San Miguel Amatlan et Santa María Yavesía; à l'est, San Miguel Yotao; à l'ouest, Santa María Yahuiche.

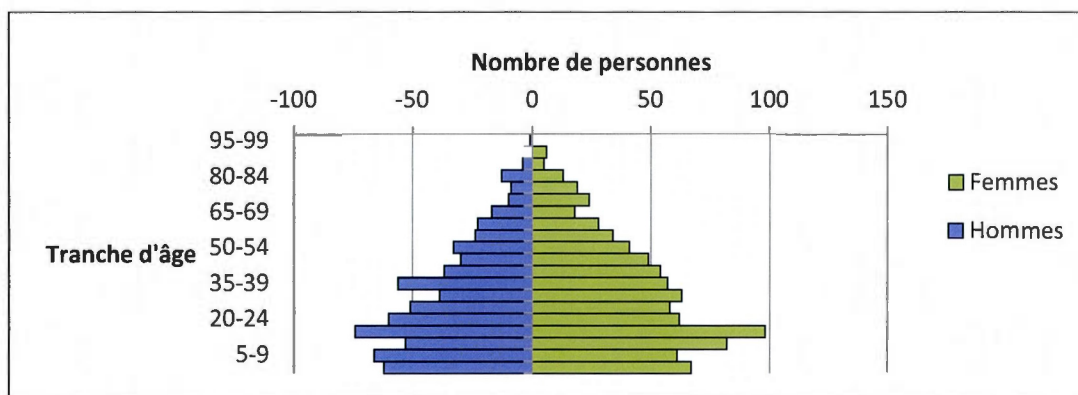


Figure 3.6 Pyramide des âges de Capulálpam de Méndez (2010)

(Source : réalisation par l'auteur à partir des données de Secretariat de Salud, 2010).

3.2.3.3. La proximité d'Ixtlán

La municipalité de Capulálpam de Méndez se situe à 10 km de la municipalité de Ixtlán de Juárez, chef-lieu du district de Ixtlán, district le plus à l'ouest de la région de la Sierra Norte.

Ixtlán se trouve le long de l'autoroute fédérale no 175 reliant Oaxaca, capitale de l'État du même nom se situant au cœur du plateau central, et Tuxtepec se situant aux bordures de l'État du Veracruz, de l'autre côté de la Sierra Madre orientale (voir figure 3.4). Les 62 km qui séparent la ville de Oaxaca de celle de Ixtlán sont parcourus en plus d'une heure trente dû au caractère fortement accidenté du tracé. Durant la saison des pluies, des affaissements de terrain peuvent survenir et suspendre les liens routiers pour des heures, voire des jours. La proximité de la route 175 facilite tout de même le transport des camions de bois vers les marchés de plus grande envergure.

En plus d'être le lieu de contact avec la route 175, Ixtlán concentre également, dû à ces qualités de chef-lieu, les services de plusieurs institutions gouvernementales. Cette ville est une source d'emploi non négligeable pour les habitants de Capulálpam qui peuvent s'y rendre en moins de 15 minutes par voiture (un système de taxi collectif relie les deux communautés). Un marché public se tient également chaque semaine dans la municipalité d'Ixtlán ce qui permet aux habitants de Capulálpam de s'approvisionner facilement en fruits, légumes et viande. Cette facilité d'accès à ces denrées fait en sorte que Capulálpam n'a plus besoin de les produire localement.

3.2.3.4. L'extraction minière; autrefois source d'emploi, maintenant de résistance

L'activité minière a une longue histoire à Capulálpam. La première mine fut fondée en 1775 par José Domingo Castracena. Ces activités d'exploitation minière amenèrent un flux important de population venue trouver du travail à Capulálpam. Les activités minières se sont concentrées dans la zone qui forme aujourd'hui la municipalité de La Natividad (voir section 4.1.3. pour plus de détail sur la formation de cette municipalité) et sont à l'origine de la venue de plusieurs travailleurs issus d'autres municipalités et qui se sont installés sur le territoire de Capulálpam. Dans les années où les activités minières étaient les plus importantes, elles employaient jusqu'à 800 travailleurs (Cosmes Belmonte, 2003 :37). Au début des années 1990, la mine n'en employait plus qu'une centaine. Lors de notre travail de recherche, aucune activité extractrice n'était en cours.

Le travail dans les mines a enseigné aux membres de la communauté à reconnaître les minerais d'or et d'argent. L'extraction de ces minerais de façon artisanale à même la rivière ou dans la montagne se serait diffusée parmi certains membres de la communauté. La fondation de l'entreprise Triple S (voir section 4.3.2.2) voulait à l'origine pallier cette réduction de l'activité minière par l'installation d'ateliers d'orfèvrerie pouvant valoriser le travail des collecteurs de métaux (Cosmes Belmonte, 2003 :37).

Le souvenir que gardent les habitants de la communauté du travail dans les mines est aujourd'hui plutôt négatif (voir section 4.5.3). L'exploitation minière a laissé des stigmates dans la communauté qui semblent alimenter aujourd'hui la résistance envers tout nouveau projet de développement minier. En même temps, le flux de travailleurs venu d'autres municipalités a mis les membres de la communauté en contact avec des mentalités extérieures à la communauté et a probablement favorisé l'utilisation de l'espagnol comme langue commune.

3.2.3.5. L'expérience en foresterie : bagage pour l'autonomie

Les habitants de Capulálpam ont pu développer des connaissances relatives aux activités extractrices de bois à travers deux expériences. La connaissance des activités d'exploitation des ressources ligneuses s'est d'abord développée dans la communauté en lien avec les activités minières; on coupait le bois pour la solidification des tunnels d'excavation. Ensuite, la période de la concession à la FAPATUX a vu se diffuser encore plus ces connaissances, même si les postes demandant les meilleures formations n'étaient pas donnés aux membres de la communauté de Capulálpam. Ces deux expériences ont doté la communauté d'un bagage de connaissances qu'elle a pu mettre à profit lors de l'organisation de sa propre entreprise forestière.

3.2.3.6. Des attraits pour le tourisme

L'écotourisme est à l'heure actuelle une activité économique phare pour Capulálpam. Le développement de l'écotourisme dans le village a été aidé par certaines caractéristiques présentes dans la communauté : un temple catholique datant du XVII⁵⁵, une vue saisissante à partir du centre du village⁵⁶, des origines zapotèques alimentant la curiosité des touristes pour les cultures précolombiennes⁵⁷, la présence de plusieurs groupes de musique dans la communauté (*bandas de música*) alimentant le caractère festif de plusieurs célébrations communautaires⁵⁸.

Conclusion

Le chapitre trois qui se conclut ici a montré que le modèle de gouvernance communautaire mexicain s'inscrit dans un temps long. Institutionnalisé dans l'article 27 de la constitution, ce dernier ne s'est pas désagrégé dans la région de Oaxaca suite à l'application de politiques nationales voulant privilégier les logiques de marché. Au contraire, il s'est renforcé d'une reconnaissance de l'échelon étatique à travers le régime des *Usos y Costumbres*. La porte était ouverte pour les communautés capables de saisir l'opportunité du développement. Le chapitre suivant identifiera les acteurs et les mécanismes qui furent actifs dans celui de Capulálpam.

⁵⁵ Ce temple est placé au centre du village et est orné en son intérieur de fresques d'époque et de statues grandeur nature représentant des saintetés.

⁵⁶ L'implantation de la ville sur le versant ouest des montagnes et son altitude supérieure vis-à-vis des autres sommets situés à l'ouest de la communauté font que la vue porte particulièrement loin en cette direction, à travers la chaîne de montagnes, et que les couchés de soleil sont majestueux.

⁵⁷ Inversement, le fait que la langue zapotèque se soit pratiquement perdue et que l'espagnol soit aujourd'hui la langue d'usage du village facilite les contacts avec les touristes nationaux.

⁵⁸ Notons que la culture musicale de la localité est intégrée à la vie communautaire comme instrument éducatif (comme pour le cas de la *Banda juvenil*) où comme élément de la vie sociale (lors de veillées pour les défunts par exemple).

CHAPITRE IV

LE CAS DE CAPULÁLPAM DE MÉNDEZ : TERRITOIRE, INSTITUTIONS LOCALES, CULTURE ET ACTEURS

Dans ce chapitre, nous voyons de façon descriptive la façon dont s'articulent les institutions et les organisations économiques et sociales de Capulálpam de Méndez. Une première section présente les enjeux et la réglementation entourant la gestion du territoire communale. Suit une description de la gouvernance locale à travers ses mécanismes et sa réglementation où sont distingués les héritages venant de la révolution de ceux plus spécifiques à la tradition locale. Dans un troisième temps, les acteurs du développement sont présentés en fonction de leur échelle d'ancrage et de leur type de rattachement au système de gouvernance locale. Le financement de ces acteurs est abordé dans une cinquième partie. Enfin, le chapitre se clôt avec une discussion de quelques faits marquants, d'origine extérieure, qui ont influencé la trajectoire de développement dans certains secteurs où la communauté est active.

4.1 Le territoire communal, base de la gouvernance locale

La réforme agraire a garanti aux communautés titularisées le droit d'occupation d'un territoire et le droit d'usufruit des ressources s'y trouvant. Cette réforme a ainsi délimité un espace physique où les dynamiques communautaires allaient pouvoir se reproduire. La redistribution des terres, principale conséquence de la réforme, n'a cependant pas réglé tous les différends touchant les droits territoriaux. Forte de sa mobilisation issue des luttes forestières des années 1980, et malgré l'application de politiques néolibérales qui ouvraient potentiellement le territoire à de nouveaux acteurs internationaux, ces différents conflits n'ont

pas empêché Capulálpam d'organiser et d'aménager les portions de territoire qui lui avaient été consenties.

4.1.1. Prélude au contrôle local des ressources sylvicoles : la lutte collective

Capulálpam de Méndez fut directement impliqué dans les moments de luttes forestières qui s'organisèrent dans la Sierra Juárez à partir de la fin des années 1960 (voir section 3.1.3). Malgré la reconnaissance de Capulálpam comme *núcleo agrario* en 1952 et à ses droits d'usufruit sur les ressources présentes sur son territoire, la communauté n'est ni véritablement consultée relativement aux décisions d'exploitation, ni informée des volumes de bois extraits de la forêt (Barton Bray et Merino-Pérez, 2004) pendant la période où ses forêts sont gérées par le concessionnaire FAPATUX. Capulálpam, de concert avec d'autres communautés de la région (Capulálpam est membre de l'ODRENASIJ, voir section 3.1.3), en vient à demander plus d'autonomie dans la gestion de ses ressources naturelles. Une initiative de gestion d'un moulin à scie inauguré en 1975 sous le nom de l'IXCAXIT (l'acronyme reprend les premières lettres du nom des communautés membres) réunissant la FAPATUX et quatre communautés voisines, soient Ixtlán, Capulálpam, Xiacuí et Trinidad, ne fait pas long feu et éclate rapidement, le niveau de contrôle dans la gestion des affaires ne répondant pas au désir des trois dernières communautés (Alatorre Frenk, 2000 : 61-63). Pour la communauté de Capulálpam, où la lutte s'organise toujours, cette période se caractérise par des actions directes envers les activités de la FAPATUX. Les femmes du village occupent alors les chemins forestiers de la compagnie. Puis, des comités d'action sont formés; on bloque les routes pour empêcher que le bois puisse sortir et on fait tomber des ponts pour détruire les voies d'accès aux ressources ligneuses. Cette période mouvementée mène à la fin de la concession sur le territoire de Capulálpam et à la mise en place d'une première entreprise communautaire en 1984, l'unité d'exploitation forestière San Mateo.

4.1. 2. Titularisation et conflits territoriaux

Avant que n'éclatent les luttes dans les forêts de la Sierra Juárez, beaucoup de communautés s'étaient déjà fait garantir leurs droits territoriaux par l'entremise de la réforme agraire. Capulálpam de Méndez fait titulariser, en 1952, 7450 hectares de territoire communal. La délimitation du territoire s'était alors faite à partir de traits du paysage, par la localisation de pics montagneux ou de rivières par exemple (« à cette époque, les limites étaient la *Meseta Chica*, [...] de *La Raya* jusqu'au *Llano Verde*, puis on suivait la rivière [la rivière Natividad] et de là, en passant par quelques points intermédiaires, on arrivait du côté de Ixtlán, en passant par quelques sites jusqu'à arriver à ce qui s'appelle *el Gavilán*, de là [...] on arrivait au sommet d'une montagne nommée *Malacate* ou *Malacote*, un des sommets les plus élevés qu'on voit ici derrière » [entrevue 12, ancien commissaire des biens communs]).

Certaines des communautés voisines, insatisfaites des aires alors reconnues à Capulálpam, contestent cette décision devant le tribunal agraire. Une succession de jugements sont ainsi rendus durant la deuxième moitié du 20^e siècle qui mène, entre autres, à la suspension du titre de *núcleo agrario* pour Capulálpam de Méndez en 1972 et à sa re-titularisation partielle en 1995. Ainsi, des 7450 hectares consentis à la communauté en 1952, ne restaient en 1995 que 3850 hectares⁵⁹. Une portion des 7450 hectares initiaux est toujours en dispute devant les tribunaux (voir figure 4.1). Le dernier jugement touchant ces litiges remonte à février 2007 et fut rendu à la faveur de Yatao. La découverte en 2002 d'un document datant de 1599, un *titulo primordial* octroyé par le vice-roi d'Espagne à la communauté de Capulálpam, alimentera assurément de nouvelles contestations, de la part de Capulálpam cette fois-ci. Ce titre n'a pas fait partie du jugement de 2007.

⁵⁹Cette situation s'explique selon un des interviewés par des erreurs commises lors de prises de certaines mesures utilisées pendant ces procès: « Malheureusement, lors de la mesure, il y eut une erreur et on a pris un point où il y avait de la visibilité comme un point limitrophe du territoire; pour ne pas marcher, ils prirent le *Cerro Pelado*. Avant, le territoire allait jusqu'aux *Cruces del Malacate*, jusque-là se trouvait la superficie de 7000 km » (entrevue 12, ancien commissaire des biens communs).

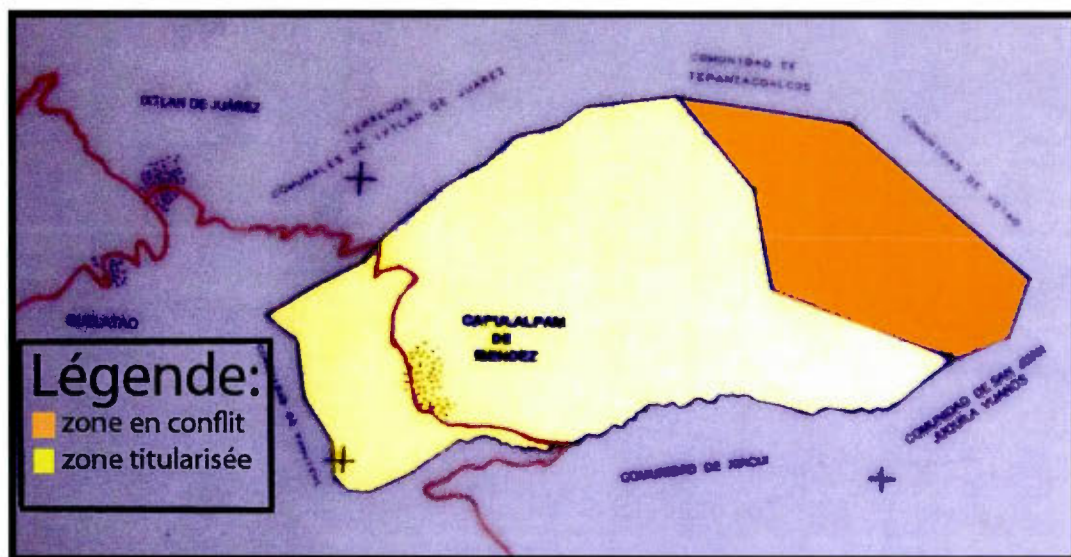


Figure 4.1 Cartes des zones titularisées et des zones en conflits du territoire communal de Capulálpam de Méndez

(Source : UZACHI, 2003; adaptation de l'auteur)

En 2011, deux conflits persistaient toujours (avec San Pedro Tepanzacualcos et avec San Miguel Yotao). Les acteurs de la communauté sont conscients que les conflits risquent de perdurer encore (« un autre jugement va peut-être tomber cette année. Un autre continuera... » [entretien 8, commissaire des biens communs]). Ces contentieux sont, à l'heure actuelle, exempts de violence; les communautés laissent le soin à la cour de trancher. Chaque année, des travaux de délimitation sont effectués sur le territoire, à l'aide de journées de corvée communautaire (le travail communautaire est appelé *tequio* dans la région; voir section 4.2.2.3), de concert avec les communautés voisines, de sorte que soient clairement reconnaissables les limites territoriales.

La contre-réforme agraire des années 1990, qui, par la privatisation des terres, voulait régler ces contentieux⁶⁰, a été presque complètement refusée par Capulálpam. La participation de

⁶⁰ Le PROCEDE avait en partie comme objectif de régler ces conflits en normalisant la possession des terres par leur délimitation précise et leur individualisation. En zone forestière, la contre-réforme avait le pouvoir de mettre

Capulálpam de Méndez se résume à la délimitation de son territoire communal; l'Assemblée communale a cependant rejeté les autres points du programme PROCEDE qui voulait certifier des droits particuliers à chaque *comunero*.

4.1.3. Deux particularités territoriales : San Pedro et la Natividad

La municipalité de Capulálpam de Méndez ne compte aucune agence⁶¹ sur son territoire. Cependant, deux autres noyaux de population occupent tout de même des portions de l'espace tombant sous la juridiction du commissaire des biens communs (sous le territoire communal). Ces deux cas sont distincts l'un de l'autre.

Le premier cas est celui du quartier San Pedro. Ce quartier est administrativement attaché à la municipalité voisine de Xiacuí (séparé de Capulálpam par la rivière Natividad), mais se situe sur le territoire communal de Capulálpam. Cette particularité s'explique par le fait que Xiacuí a été formé à partir du noyau de population de Capulálpam. L'historique de cette migration se perd dans le temps de telle sorte que la population de Xiacuí forme aujourd'hui une municipalité distincte (et non une agence). Cependant, un certain nombre d'habitants de Xiacuí ont ré-enjambé la rivière qui sépare les deux municipalités pour s'installer de nouveau sur la rive faisant partie du territoire de Capulálpam. Ce noyau de population forme le quartier de San Pedro.

Le deuxième cas concerne le noyau de population de la Natividad qui s'est développé grâce aux activités minières. D'abord rattaché administrativement à la municipalité de Capulálpam, puis à celle de Xiacuí, ce noyau de population acquiert le titre de municipalité en 1939. La municipalité possède, selon le gouvernement fédéral, une superficie de 2,8 km² se situant sur le territoire communal de Capulálpam⁶². Ainsi, officiellement, deux municipalités se trouvent

fin à certains de ces conflits par le fait que les ejidos qui prenaient la décision de se dissoudre complètement et d'opérer une privatisation complète de leurs parcelles perdaient également la propriété des forêts se trouvant sur leur territoire.

⁶¹ Une agence est un noyau de population administrativement dépendant du chef-lieu d'une municipalité (voir section 3.1.1).

⁶² Notons que la plupart des sources d'information de la littérature grise indiquent que la municipalité gère un territoire de 28km². Ceci est fort probablement une erreur qui a été recopiée à partir d'une même source puisque

sur le territoire communal de Capulálpam, chacune possédant leur propre autorité municipale. Les habitants de la Natividad n'ont cependant pas de titre de *comunero* qui leur permettrait de participer à la gestion des ressources naturelles de leur territoire. Cette situation particulière amène les autorités de Capulálpam à dire que « la nomination de la Natividad souffre d'un vice de procédure, à savoir celui de posséder un territoire » (entrevue 13, président municipal). Selon les autorités de Capulálpam, la relation entre les autorités des deux municipalités est respectueuse, sans plus...

4.1.4. Gestion interne du territoire communal

Selon la titularisation donnée par la loi agraire, le territoire de Capulálpam est communal, c'est-à-dire qu'aucun individu ne peut se réclamer propriétaire exclusif de parcelles de terrain. Le territoire de la communauté ne peut être acheté, ni par des étrangers, ni par des nationaux, ni par des membres de la communauté. Cependant, il existe, à l'interne, des droits individuels d'occupation du territoire. Ces droits s'acquièrent par les *comuneros* par l'achat d'un titre de possession (*titulo de posesion*).

Ainsi, les terrains restent communaux; ils sont distribués aux *comuneros* et n'ont pas officiellement de valeur marchande. Les maisons, qui, elles, sont privées, peuvent cependant être vendues à l'interne. Lorsqu'on vend la propriété, son prix est établi selon l'argent qui y a été investie. Certains *comuneros* ont plus de terrain que d'autres, car, par le passé, il était possible d'acheter des terrains à l'interne, entre les *comuneros* (les titres sont transmissibles par hérédité). Cependant, les écarts entre les individus par rapport à l'ampleur des titres de possession ne sont pas énormes. Généralement, les gens ont un demi-hectare pour leur

ceci rendrait le territoire de la Natividad plus grand que celui de Capulálpam alors que les représentations graphiques nous indiquent qu'il est définitivement plus petit et entouré par celui de Capulálpam. Il s'agit fort probablement d'une erreur de virgule, tout comme nous le laisse entendre une carte avec échelle présente dans le plan 2011-2013 de développement de la municipalité (SEGARPA, 2001 : 54).

maison, un autre pour cultiver⁶³. Cette appropriation personnelle de la terre ne représente que 6,55 % de la superficie du territoire communal (SEGARPA, 2009).

4.1.4.1. Plan d'aménagement du territoire

Si les droits d'occupation du territoire communal découlent en bonne partie du modèle de gouvernance imposé par la réforme agraire, la réglementation touchant la gestion interne du territoire à Capulálpam a également été fortement influencée par un exercice de planification territoriale qui fut organisé par l'UZACHI au début des années 1990⁶⁴. Cette initiative mena à un plan d'aménagement du territoire qui a créé quatre grandes catégories d'aire territoriale, à chacune d'elles étant associé certains types d'activités y étant permis: les aires de production (comprenant les activités d'exploitation sylvicole), les aires de protection (aire pour le récréotourisme, aire de réserve forestière et d'espèces animales), les aires de restauration (plantation, régénération de milieux) et les aires dédiées à l'agriculture et au milieu urbain. Le plan qui a d'abord été instauré en 1993, a été mis à jour en 2003 et devrait l'être de nouveau en 2013. Dans le plan d'aménagement de 2003, pour la communauté de Capulálpam de Méndez, 67 % du territoire est destiné à la production (36 % pour la production forestière de l'unité forestière et 31 % pour l'usage domestique), 20 % est consenti à la protection et 13 % est réservé aux activités agricoles et au milieu urbain (voir figure 4.2 et tableau 4.1). Les règles d'aménagement du territoire communal ont été intégrées dans la réglementation interne de la communauté, appelée *l'estatuto comunal*. Les articles 84 à 109 de *l'estatuto comunal* portent ainsi sur l'usage du territoire et sur la nature des activités qui sont permis

⁶³ Le commissaire des biens communs a l'obligation de fournir des parcelles de terre, situées dans la zone dédiée à l'agriculture, à tout *comunero* désirant en faire un usage agricole (art. 96, réglementation interne); si ce dernier ne travaille pas la terre pendant 3 ans, elle retourne sous le contrôle des autorités communales (art.98, réglementation interne).

⁶⁴ L'ONG ERA a été la principale instigatrice de cette initiative qui s'est organisée dans toutes les communautés faisant partie de l'UZACHI. La mise en place du plan d'aménagement s'est divisée en trois temps. Une étude stratégique a d'abord été menée, ayant comme objectif de définir un plan d'usage du sol en fonction des formes traditionnelles d'usage des terres et d'autres formes d'usage qui pourraient être avantageuses pour les communautés. Dans un deuxième temps, l'étude stratégique a été approuvée et amendée par les assemblées communales des communautés membres, avant de retourner, dans un troisième temps, au niveau de l'UZACHI, pour son uniformisation. Cette nouvelle façon de planifier l'utilisation du sol fut appelée *Planeación Comunitaria del Territorio* (PCT). Pour plus de détail sur l'initiative de planification, voir Lara Padilla (2004) et Chapela (2006).

pour chacune des aires territoriales identifiées par le plan d'aménagement. Ainsi, par exemple, les aires destinées à l'exploitation forestière sont régies par le programme de gestion forestière développé par l'UZACHI et approuvé par la SEMARNAT et l'assemblée générale des *comuneros* (art. 88, réglementation interne⁶⁵); dans la zone de protection, les activités d'approvisionnement de plantes, de champignons, d'animaux ou de micro-organismes ne sont permises que sous l'autorisation et la supervision du commissaire des biens communs et du conseil de vigilance (art. 91); dans les aires destinées à l'agriculture, la chasse est permise durant les périodes autorisées par les autorités communales (art. 101).

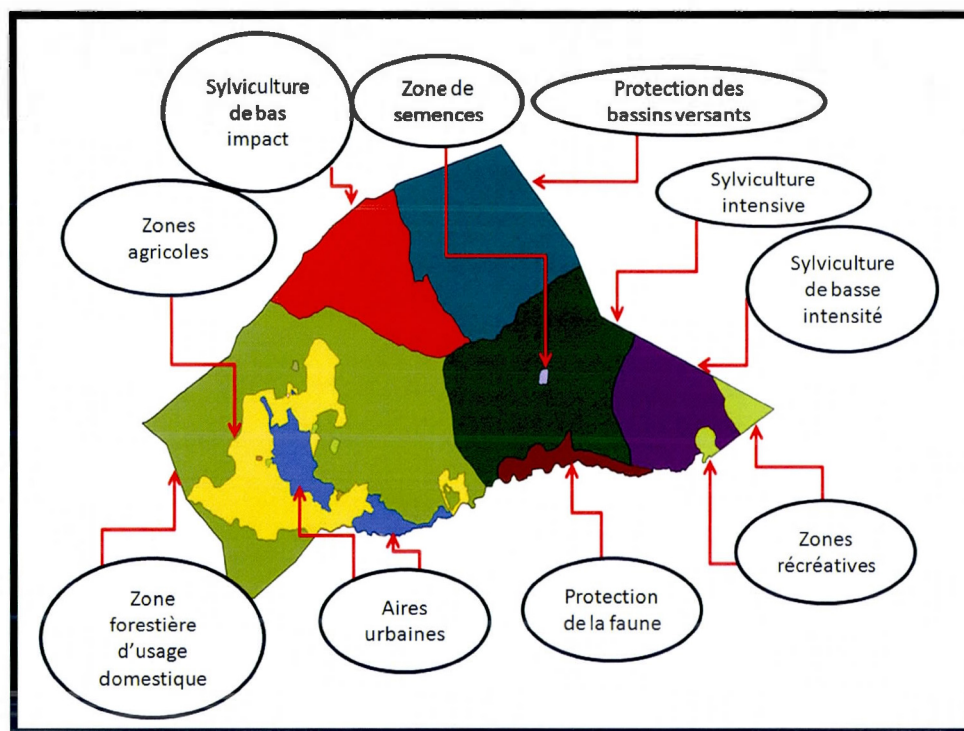


Figure 4.2 Carte⁶⁶ des zonages issus du plan d'aménagement du territoire de Capulálpam de Méndez

(Sources : Adaptation par l'auteur de cartes des Autorités communales de Capulálpam)

⁶⁵ Tous les articles cités de la section 4.1 sont ceux de la réglementation interne dite « *estatuto comuna* ». Nous ne spécifierons pas la source des articles lors de nos prochaines références.

⁶⁶ La carte n'est pas à l'échelle

Tableau 4.1 Superficie des différents types d'aires contenues dans le plan d'aménagement du territoire

	Superficie (ha) par année	
	2003-2013	1993-2003
I. Aires de production forestière		
Sylviculture intensive.	567,31	486,00
Sylviculture de basse intensité.	224,81	316,00
Sylviculture de faible impact.	556,87	527,00
Aires pour semences.	20,00	20,00
Usage domestique.	1 208,52	1 209,00
Sous-total	2 577,51	2 558,00
II. Aires de protection		
•Protection bassin versant.	633,22	676,00
•Protection de la vie sauvage.	93,45	93,00
•Reserve forestière.	0,00	0,00
•Recréation.	67,00	104,00
Sous-total	793,67	873,00
III. Aires de restauration forestière		
	0,00	99,00
Sous-total	0,00	99,00
IV. Aires agricoles, agro-silvicoles et d'usage urbain.		
	478,82	479,00
Sous-total	478,82	479,00
TOTAL	3 850,00	4 009,00

Source : Chapela (2006). Traduction de l'auteur.

4.2 La gouvernance locale, réglementation et mécanisme

La réforme agraire régule une partie des activités des communautés indigènes. Une autre partie reste à la discrétion des communautés, qui, à travers leur assemblée générale, autorité décisionnelle maximale, peuvent réglementer d'autres aspects de leur vivre ensemble. À Capulálpam, la communauté ayant adhéré au régime d'Usos y Costumbre, l'application de cette réglementation et le comblement des différents postes de la charge publique procède à partir de mécanismes issus de la tradition, notamment relativement à la sélection des responsables et au mode électif en vigueur.

4.2.1 La réglementation locale et les organes de représentation

L'estatuto comunal, document regroupant l'ensemble de la réglementation interne, contient toutes les règles de fonctionnement interne à la communauté votées en Assemblée. Comme cette réglementation doit être en phase avec la loi agraire, elle définit le rôle des organes de représentation ainsi que les droits et obligations des membres de la communauté prescrits par cette loi, mais contient également des règlements spécifiques à la communauté.

4.2.1.1. Les deux autorités

La constitution de 1917 a imposé un cadre de gouvernance pour les nucléos agrarios et les municipalités. Deux autorités (ou organes de représentation), présentes à Capulálpam, découlent de ce cadre.

La première de celles-ci est l'autorité municipale. L'article 5 de *l'estatuto comunal* précise qu'il est de l'obligation des autorités municipales de fournir les services d'eau potable, d'égout, d'éclairage public, d'entretien des routes, d'usage du cimetière, de marché, de santé, d'éducation et de gestion des déchets. La zone urbaine est clairement délimitée par le plan

d'aménagement du territoire; les services publics dispensés par la municipalité ne le sont qu'à l'intérieur de cette zone.

La seconde autorité est celle de l'instance communale qui est personnalisée par le commissaire des biens communaux (*el comisariado de bienes comunales*). En plus des fonctions de représentation découlant de la loi agraire, les articles 47 et 48 stipulent qu'il est de la responsabilité du commissaire, entre autres choses, de gérer et d'approuver l'approvisionnement des ressources naturelles du territoire communal, de résoudre par voie institutionnelle les conflits territoriaux existant, de favoriser les échanges de connaissance avec d'autres communautés ainsi que les liens avec les organisations de l'extérieur permettant la capacitation technique de la communauté, de s'assurer du maintien et de l'entretien des limites territoriales et de veiller à son intégrité, de délivrer les certificats de titre de possession et de réaliser les travaux de délimitation et d'arpentage des terres consenties aux *comuneros* pour bâtir leur maison.

Parallèle à l'autorité communale se trouve celle du conseil de vigilance, elle aussi prescrite par la loi agraire (on pourrait voir cet organe de représentation comme une troisième autorité; elle a, dans certaines circonstances, la capacité de convoquer des assemblées générales). L'article 54 de l'*estatuto comunal* précise les fonctions du conseil de vigilance découlant de la loi agraire, comme par exemple, la responsabilité de convoquer des assemblées s'il juge que le commissaire n'est pas en règle avec ses obligations.

4.2.1.1.1. Relation entre les autorités

À Capulálpam, les deux autorités, communale et municipale, travaillent parallèlement et de manière conjointe (« on peut dire que ce sont deux organismes parallèles, il n'y a pas un qui est au-dessus de l'autre » [entrevue 13, président municipal]). Il est par exemple de l'obligation de l'autorité municipale d'aider les autorités communales dans leurs travaux de délimitation territoriale (art. 5) ou de celle du *síndico* municipal (procureur municipal) d'appliquer les sanctions déterminées par l'Assemblée communale (art. 5).

4.2.1.1.2. Les différents titres consentis aux membres de la communauté

À ces deux autorités sont associés deux titres qui peuvent être octroyés aux habitants de la communauté. Le premier titre est celui de *comunero*. Il est octroyé à partir du patron de chefs de famille actifs lors de la titularisation de la communauté; ces chefs de famille sont considérés comme les usufruitiers du territoire. Le titre de *comunero* se transmet par filiation. La liste officielle compte en 2011 239 *comuneros*. Les *comuneros* ont les droits suivants: droit de vote à l'assemblée générale de *comuneros*, droit d'usufruit de la terre communale, droits de s'approvisionner en ressources naturelles pour usage personnel et en accord avec les autorités communales et les usages des différentes aires du plan d'aménagement du territoire; droit de désigner le transfert de son titre par succession (art. 7). Ses obligations sont les suivantes: assister aux assemblées générales, participer aux activités de conservation et de protection des ressources naturelles et autres travaux communautaires demandés par les autorités, remplir les charges que lui confère l'Assemblée (art. 8).

Le second titre est celui de citoyen et se rapporte aux autorités municipales. Selon la loi municipale, on peut demander le statut de citoyen après 6 mois. Mais, selon les coutumes locales, le titre de citoyen peut être demandé à Capulálpam après plus ou moins trois ans de résidence (entrevue 12, ancien commissaire des biens communs). Il y avait 350 personnes avec le titre de citoyen en décembre 2010.

La réglementation interne reconnaît deux autres titres consentant des droits et des obligations aux personnes les possédants. Celui d'*avecindado*, qui se donne aux personnes résidant dans la communauté depuis un an ou plus et qui fait preuve de bon comportement, permet aux personnes désignées de profiter des services publics, de profiter d'une terre pour la culture (sans avoir de titre de possession) et donne l'obligation pour se faire d'être accrédité par le commissaire des biens communs et de participer au système de charge local (art. 9 à 11).

Le quatrième statut est celui de *posesionario* (propriétaire) qui est consenti aux descendants de citoyens (jusqu'à la deuxième génération) qui ne possèdent pas le titre de *comunero* ou de *avecindado* et qui ont été reconnus comme tels par l'Assemblée. Ils peuvent profiter des

services publics et doivent participer aux travaux communautaires et aux activités de développement de la communauté (art. 12 et 13).

4.2.1.2. L'Assemblée : la *maxima autoridad*

L'Assemblée est l'autorité maximale (la *maxima autoridad*), des citoyens, des *comuneros* (« dans ce village, c'est [l'Assemblée] qui mène » [entrevue 6, président du conseil des aînés]) (voir figure 4.3). Elle a préséance sur les autorités municipales et communales ainsi que sur le conseil des *caracterizados*. C'est l'Assemblée qui nomme les responsables des différents postes d'administration publique, c'est l'Assemblée qui prend les décisions ultimes concernant les modifications de l'*estatuto communal* ou de tout sujet d'importance.

4.2.1.2.1. Les types d'assemblées

Selon l'*estatuto comunal* (art. 24 à 29), différents types d'assemblée générale peuvent se tenir dans la communauté. Les assemblées les plus courantes sont les assemblées normales. Ces assemblées sont des assemblées d'information. Les autres types d'assemblée stipulés dans l'*estatuto comunal* se tiennent plus rarement, à moins d'un problème particulier. C'est le cas des assemblées extraordinaires qui sont convoquées lorsqu'une question précise doit être abordée rapidement.

4.2.1.2.2. Les fréquences des assemblées communales

Les assemblées de *comuneros* doivent se tenir tous les 4 mois au minimum. Les entreprises communales et le commissaire y ont l'obligation d'y donner des rapports d'activité de façon trimestrielle (art. 26). Les dates des assemblées normales sont prescrites dans l'*estatuto comunal*. Ainsi, comme le rapporte un des interviewés, « il y a de 4 à 6 assemblées normales

de *comuneros* par an. Les assemblées extraordinaires sont moins fréquentes; certaines années, il n'y en a pas. Cela dépend des problèmes » (entrevue 8, commissaire des biens communs).

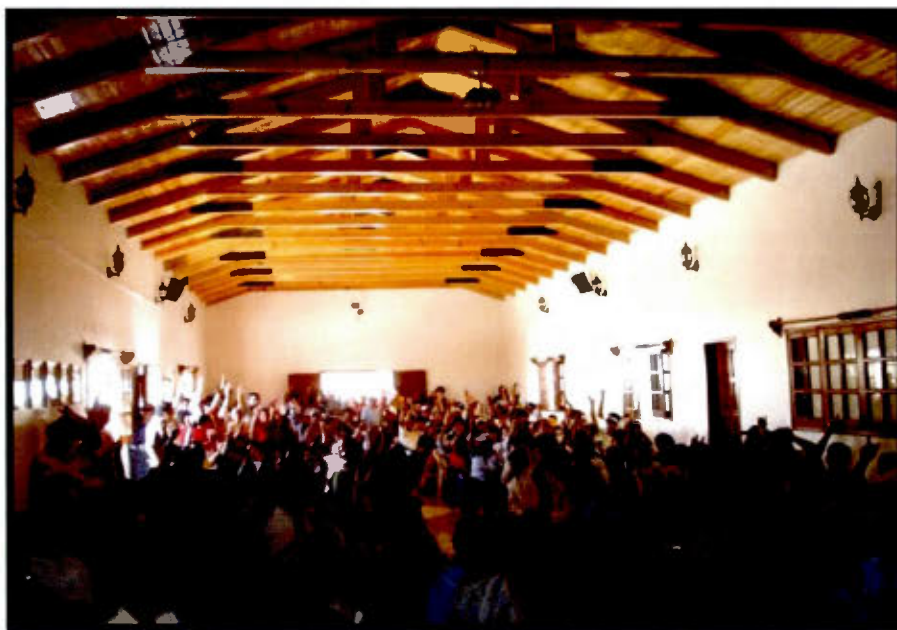


Figure 4.3 Assemblée générale à la salle communautaire de Capulálpam de Méndez

(Source : Autorités communales de Capulálpam de Méndez)

4.2.1.2.3. Les convocations

Les assemblées peuvent être convoquées par les autorités ou par les *comuneros* si 20% d'entre eux en formulent le souhait (art. 32). Les convocations doivent indiquer l'heure, la date et le lieu des assemblées ainsi que l'ordre du jour (art. 33). Les convocations sont affichées sur papier à plusieurs endroits de la communauté (voir figure 4.4) et sont également retransmises via les ondes sonores par des haut-parleurs qui sont situés au centre du village (voir figure 4.5)⁶⁷.

⁶⁷ Ces haut-parleurs sont utilisés fréquemment pour toute transmission d'informations d'intérêt public.

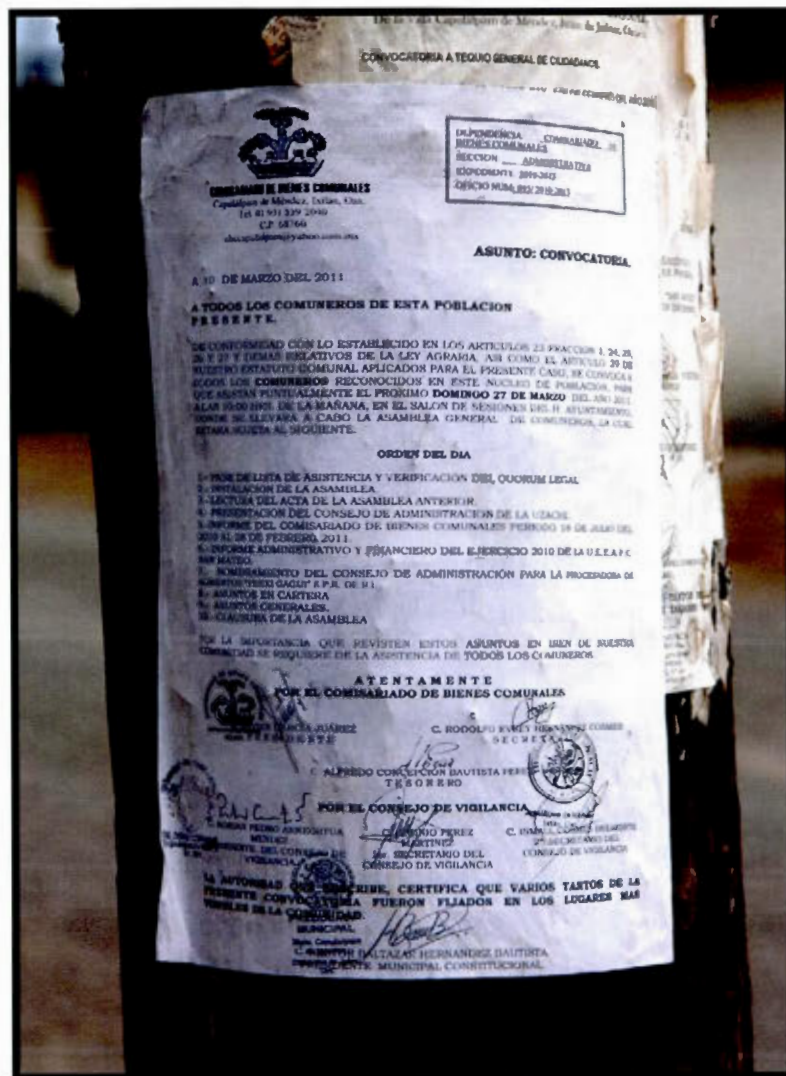


Figure 4.4 Convocation à une assemblée générale de comuneros tenue le 10 mars 2011 épinglée sur un poteau électrique au centre du village.

(Source : Cliché de l'auteur; 2011)



Figure 4.5 Haut-parleur juché sur le toit de l'hôtel de ville servant à la diffusion de messages d'intérêt public.

(Source : Cliché de l'auteur, 2011)

4.2.1.2.4. Les assemblées municipales

L'autorité municipale, pour sa part, compte annuellement trois assemblées normales: une assemblée de planification, une assemblée d'information à mi-année et une assemblée

d'information à la fin de l'année. En 2010, il y a eu trois assemblées extraordinaires de la municipalité portant donc le total d'assemblées municipales à six (entrevue 13, président municipal). Selon le président municipal, 70% des citoyens inscrit sur la liste participent aux assemblées.

4.2.1.3. Sanctions et gestion du passager clandestin

La réglementation interne identifie également des sanctions pour les individus ne respectant pas les règles. Selon l'article 165, il est de la faculté de l'assemblée générale de *comuneros* de déterminer les sanctions pour certaines situations, telles que l'absence aux assemblées ou aux *tequios*, la destruction d'outil de production ou l'approvisionnement non permis de ressources naturelles. Nos entrevues nous ont laissé comprendre que malgré la souplesse dans l'application des jugements, les sanctions normales dépendaient de la coutume locale et étaient connues de tous.

Dans le cas où un membre de la communauté ne remplit pas son *cargo* ou si elle ne veut pas y participer, la communauté essaie de lui donner un *cargo* avec moins de responsabilités. Il n'est pas banni ou renié comme c'est le cas dans certaines communautés. Si une personne vit dans une autre communauté, mais qu'elle est capable d'assumer les responsabilités de son *cargo*, elle peut conserver son titre de citoyen ou de *comunero*. Différents arrangements sont en ce sens possibles. Le secrétaire de la municipalité a par exemple conclu un accord avec sa sœur qui le couvre durant les journées où il doit se rendre à la capitale de l'État. Des amendes sont appliquées dans le cas d'une absence à un *tequio*. Elles s'élèvent à 200 pesos par *tequio*. On peut se faire remplacer (cette responsabilité incombe aux personnes qui veulent s'absenter) sans défrayer d'amende. Dans le cas d'une absence à une assemblée, l'amende est de 100 pesos si la personne en avertit préalablement les autorités concernées. L'amende est double lorsque l'absence n'est pas prévenue.

Le conseil de vigilance est la principale instance de contrôle du respect des règles dans la communauté. Les *comuneros* sont également responsabilisés. Ils ont par exemple l'obligation de dénoncer les actions de tiers partis pouvant mettre à risque les ressources naturelles ou le

territoire communal de la communauté ou de tout acte pouvant contrevenir à la loi agraire, à l'*estatuto comunal* ou qui abuse des organes de représentation de la communauté (art. 8). De façon générale, tout ce qui touche l'intérêt commun devient de la responsabilité autant des organes collectifs de représentation que des individus de la communauté.

Un bon exemple de cela est la responsabilité partagée de la prévention et du combat des feux de forêt. L'unité forestière est responsable du nettoyage des zones d'exploitation et du maintien de brèches coupe-feu. La population y participe également par la tenue de *tequio*. En cas d'incendie, le responsable de l'unité forestière assure la convocation des habitants de la communauté qui sont tous appelés à combattre le feu (l'article 8 stipule que le combat des incendies est une des obligations des *comuneros*).

4.2.2 Mode d'organisation local et le régime des Usos y Costumbre

Le régime des *Usos y Costumbres* consenti par l'État oaxaquénien a donné aux municipalités le désirant la liberté de choisir leurs propres mécanismes de désignation des charges publiques. Ces mécanismes sont intégrés à des formes d'organisation sociale qui débordent des processus électifs et qui articulent plus largement la relation des individus et des familles avec la communauté et ses biens communs. Ces formes d'organisation sont au nombre de deux : le système de *cargos*⁶⁸ et le *tequio*. Le régime des Usos y Costumbres consent ainsi à ce que certaines caractéristiques de la trajectoire culturelle des communautés s'expriment. C'est le cas de la présence d'un conseil de sages dans la communauté ainsi que du rôle que jouent les femmes et que revêt la célébration dans la communauté, trois éléments qui seront présentés en fin de section 4.2.2.

⁶⁸ Notons que le terme «*cargo*» signifie «charge» ou «poste» en français. Notons que la littérature, même anglaise, qui s'intéresse à la région de la Sierra Juárez, privilégie souvent le terme espagnol. Pour notre part, nous utiliserons préférentiellement le terme francisé de «système de charge» pour alléger la lecture du texte sans nous interdire l'emploi du terme espagnol lorsque nous désirerons souligner davantage les particularités du système de charge ayant cours dans la Sierra Norte.

4.2.2.1. Déroulement des assemblées : mode de sélection des candidats et processus décisionnels

Les coutumes locales s'appliquent dans plusieurs aspects de la vie politique de Capulálpam. Dans les assemblées générales, par exemple, la coutume veut que le président municipal inaugure et ferme les assemblées, même celles de *comuneros*, malgré que la loi agraire stipule que le *comisariado* devrait le faire. L'équipe du commissaire gère les assemblées de *comuneros*⁶⁹. Pour l'élection d'une charge, quelle que soit l'assemblée (de *comuneros* ou de citoyens), les membres de l'assemblée proposent trois candidats. La sélection du candidat se fait par vote et selon deux méthodes: la nominale, où chaque membre énonce à voix haute et à tour de rôle son choix; la globale, lorsque tous votent à main levée, en même temps. À Capulálpam, le vote est toujours nominal lorsqu'il s'agit de postes importants. De façon générale, les décisions dans les assemblées se prennent à majorité simple (50% +1).

Lors de l'élection des postes du commissariat, une table de débat (*mesa de debate*) est nommée, constituée d'un président, de deux secrétaires et de deux scrutateurs. Lorsque la table est nommée, c'est elle qui prend en charge le déroulement de l'assemblée. Les candidats peuvent à partir de là être présentés. Une même personne ne peut proposer plus d'un candidat et devra voter pour lui par la suite. Les proposeurs doivent défendre la validité de leur proposition. Dans le cas où les candidats veulent décliner la charge, ils doivent exposer leurs raisons.

Ainsi, à Capulálpam, les titres de *comunero* et de citoyen permettent la participation aux prises de décisions qui s'effectuent en assemblée générale, soit à l'assemblée des *comuneros* lorsque les décisions à prendre impliquent la gestion des ressources communes, soit en assemblée de citoyens dans le cas où les débats touchent les affaires de la ville. D'habitude, cependant, les assemblées ne sont pas strictement fermées aux autres personnes de la communauté, notamment, aux femmes (voir section 4.2.1.2), qui, en période de crise, peuvent y participer. Ces assemblées sont par contre fermées à toute personne venant de l'extérieur.

⁶⁹ Le *comisariado* préside l'Assemblée, le secrétaire note, passe les listes et rédige le verbatim, le trésorier agit à titre d'aide au *comisariado*.

4.2.2.2 Le système de charge

Par ce système, la participation aux charges communales et municipales est honorifique (il n'y a pas de salaire dispensé, seulement des viatiques ou des compensations symboliques pour quelques postes importants) et obligatoire pour tous les habitants de la communauté de Capulálpam de Méndez (entrevue 11, trésorière municipale). Le système de charge organise la répartition des responsabilités dans la communauté, autant pour l'autorité communale que municipale. Le nombre de postes à combler est de 142 dans toute l'organisation communautaire (ce nombre s'élève à 182 si on compte les 40 postes des comités scolaires, voir à ce sujet la section 4.3.1). L'obligation de participer au système de *cargos* est en vigueur pour tous les hommes de 16 à 60 ans. La période d'un *cargo* s'étend de un an à trois ans.

4.2.2.2.1. Apprentissage par l'expérience

Les charges ne sont pas toutes équivalentes en termes de responsabilité⁷⁰. La distribution des *cargos* pour une même personne se fait de façon progressive en fonction d'une classification (« une échelle [*escalafon*] » disent les habitants de Capulálpam) qui fait augmenter peu à peu les responsabilités (voir figure 4.6). Les charges basses servent ainsi à former les habitants de sorte qu'ils puissent par la suite occuper des postes plus importants; dans le système de *cargos*, l'apprentissage des tâches publiques s'acquiert dans l'expérience (« on apprend en marchant » [entrevue 1, président de la commission du 15 août]). Ainsi, un même individu sera appelé durant sa vie active à occuper différentes responsabilités.

⁷⁰ La charge de *comisariado* représente par exemple un investissement total et journalier par les différentes responsabilités qui y sont associées. Ce n'est pas le cas des assistants du comité responsable de la gestion du temple qui sont chargés principalement de faire sonner la cloche de l'Église selon les circonstances (qui peuvent quand même être nombreuses...).

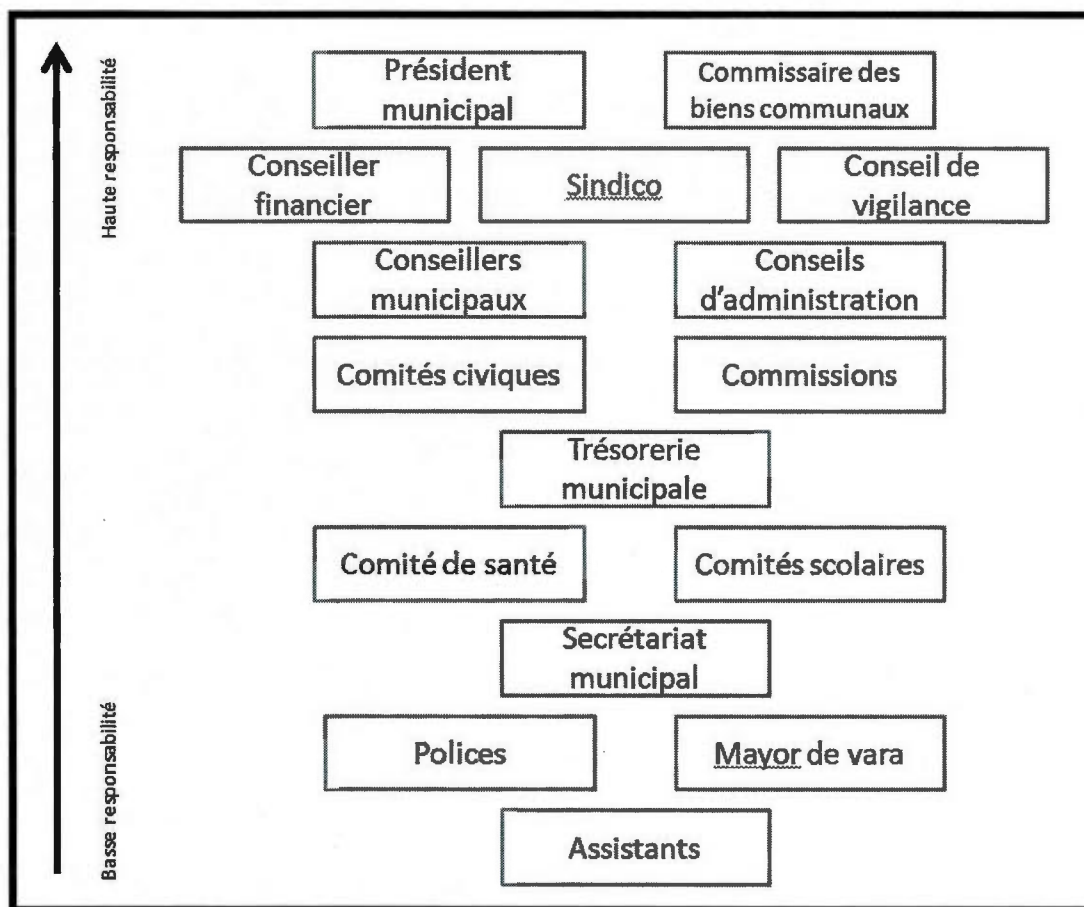


Figure 4.6 Échelle de responsabilité du système local de charge

(Source : Documents des Autorités communales de Capulálpam de Méndez)

4.2.2.2.2. Principes de distribution : rotation et évaluation des compétences

La distribution des *cargos* s'effectue en assemblée générale. Personne ne sait avec certitude, avant la tenue de l'assemblée, le type de *cargo* qu'il va être amené à faire⁷¹. La façon dont chaque personne effectue son mandat permet à l'Assemblée de juger des capacités de chacun

⁷¹ Le premier décembre de chaque année se tient une assemblée où les membres des commissions et de plusieurs autres comités sont nommés (notamment le comité de culture, le comité civique, la *junta vecinal*, le comité de *abasto*; voir la section 4.3.1 pour de plus amples détails sur chacun de ces comités).

et de procéder aux futures nominations. Si le mandat a été rempli avec brio, la prochaine charge risque d'être plus importante en responsabilité, et inversement (« Si une personne s'en est bien tirée, si elle a de l'initiative, on lui donne peu à peu des *cargos* de plus grandes responsabilités; au contraire, si elle ne réussit pas bien, on la maintient au même niveau, [une même personne] peut refaire le même *cargo* trois ou quatre fois, et ne pas monter les échelons... » [entrevue 13, président municipal]). Les forts liens sociaux présents entre les gens de la communauté font que les qualités de chacun sont connues et mises à profit. Ainsi, comme le dit un des interviewés, « si tu es né avec de la graine de leader [...], tu seras mis à l'avant-plan et si tu as une sensibilité particulière, la communauté aura de belles choses [pour toi] » (entrevue 6, président du conseil des aînés). La grande participation aux assemblées permet de poser de bons jugements (« elle est très intelligente l'Assemblée... [...] il y a beaucoup de têtes, non?!.. Celles qui pensent là... et nous nous connaissons... tel serait bon pour ça... » [entrevue 2, président du comité culturel]).

Le système de *cargos* fonctionne à partir du sentiment de devoir envers la communauté et de reconnaissance sociale associée aux responsabilités importantes. Les changements d'autorité municipale témoignent de cela: la communauté accompagne à cette occasion les autorités sortantes à leur domicile en signe de reconnaissance des services rendus; de la nourriture est dispensée, il y a fête (voir l'encadré 4.1).

Encadré 4.1 Le changement de pouvoir

« Le changement de pouvoir se fait le premier janvier. Dans la matinée, on va chercher celui qui a été sélectionné pour occuper la fonction de président municipal à sa maison. [...] Les autorités sortantes s'y présentent, tout comme le conseil électif, les gens se rendent à sa maison et demandent l'autorisation à la famille du nouveau président pour qu'il puisse faire son *cargo*. Ce dernier fait la fête selon ses moyens, il donne à déjeuner à sa maison à tous les gens qu'y s'y présente, je ne sais pas comment il le fait, mais il le fait, il donne à tous. Le nouveau président est ensuite amené, avec sa famille, au salon des présidents. Là se fait la cérémonie, dans l'auditorium, là se fait le changement de pouvoir. Ainsi se complète l'entrée en poste du nouveau président. Puis, le nouveau président, avec les gens de la communauté,

accompagne l'ancien président jusqu'à sa maison. Il est remercié par la foule. Le président sortant organise alors une autre fête, il prépare de la nourriture. Je crois que c'est beau, parce que ça reflète l'union, la façon de bien faire les choses: « je l'ai fait et je l'ai fait pour la volonté du village ». Le nouveau président mange alors vite, car déjà il est en fonction, il mange vite, car la municipalité l'attend déjà; le président sortant, lui, reste alors avec ses proches. Pas parce que c'est une grande fête, mais c'est beau, c'est beau parce qu'on le ressent, on le vit. Il y a des choses qui ne peuvent pas se comparer avec cette émotion; là, on voit exactement si le village est satisfait de nos accomplissements, alors beaucoup de gens viennent. Il n'y a presque pas eu de citoyens qui ont fait leur *cargo* à moitié, tous tentent de le mener jusqu'au bout, de tout faire sans rétribution ». (entrevue 6, président du conseil des aînés)

4.2.2.2.3. Période de repos et cumul des charges

Des périodes de repos sont accordées aux membres de la communauté. L'Assemblée tient compte du niveau de responsabilité du *cargo* antérieur pour accorder ces périodes de repos. Il n'y a pas de règles écrites qui encadrent les périodes de repos, l'Assemblée fonctionne par consensus.

Les membres de la communauté peuvent cumuler plus d'un *cargo* à la fois en ayant à la fois des responsabilités en tant que *comunero*, citoyen ou parent (voir section 4.3.1.2.3 pour les charges parentales). Deux *cargos* de la même catégorie (p. ex. deux *cargos* de *comunero*) ne peuvent cependant pas être effectués par la même personne.

4.2.2.3 Le travail communautaire (*tequio*)

Historiquement, presque tous les travaux d'intérêt public passaient par la tenue de *tequios*, ou de jours de corvées communautaires non rémunérés (le *tequio* est « un travail individuel de bénéfice collectif non rémunéré » [entrevue 13, président municipal]), seconde forme

d'organisation sociale que nous avons identifiée en introduction. Un des plus importants *tequio* à avoir été réalisé à Capulálpam est celui de la canalisation amenant l'eau de la « Y » à la zone urbaine, une excavation effectuée au pic et à la pelle entre 1967 et 1973 sur environ 5 kilomètres. Un grand *tequio* a aussi été organisé dans les années 1990 pour améliorer le système d'eau potable et le système de drainage (voir figure 4.7).



Figure 4.7. *Tequio* général de canalisation des eaux résiduelles

(Source : archive photographique de M. Aurelio Martínez Morales)

Seuls le président municipal et le *comisariado* ont le pouvoir de convoquer un *tequio*. Pour certains *tequios*, les autorités ne convoquent alors que les gens nécessaires à la tâche en question (en fonctionnant par ordre alphabétique). Pour les *tequios* généraux, comme le nettoyage de l'autoroute ou la gestion des brèches délimitant le territoire communal, tous doivent répondre. Les *tequios* sont limités aux œuvres qui ne demandent pas de qualification; autrement, la communauté défraie pour les services de gens spécialisés. Les hommes sont les seuls à devoir participer obligatoirement aux *tequios*. Tout comme dans le cas des *cargos*, les *comuneros* n'ont plus l'obligation de prendre part aux *tequios* à partir de 60 ans.

4.2.2.4 Le conseil des *caracterizados*

En plus des deux autorités communales, une troisième autorité, consultative, mais proactive pourrions-nous dire, est active à Capulálpam. Il s'agit d'une variante du Conseil des Anciens que l'on retrouve dans beaucoup de sociétés traditionnelles. À Capulálpam, on nomme ce conseil, le conseil des *caracterizados*. Une table de direction, nommée à travers le système de charge en cours dans la communauté, est responsable de son organisation.

Le conseil a déjà réuni jusqu'à 65 personnes. En mars 2011, 45 personnes en faisaient partie. Le conseil est formé de *comuneros* et de citoyens. Les personnes du conseil sont celles qui ont une certaine expérience de la vie politique, qui ont occupé des *cargos* de grande responsabilité. Certains jeunes font tout de même partie du conseil⁷².

La fonction principale du conseil est de trouver des solutions aux problèmes ou conflits internes et externes de la communauté. À l'externe, le conseil s'assure par exemple que les lois fédérales et étatiques, tout comme leurs différentes réformes, soient respectées dans le mode de fonctionnement communautaire. À l'interne, lorsque les autorités sont confrontées à un problème grave, elles peuvent faire appel à la table directive du conseil des *caracterizados*. Les conseils d'administration des entreprises communales (voir section 4.3.1.1.1) peuvent aussi faire appel au conseil. Si le conseil juge qu'il ne peut pas bien

⁷² Nous n'avons pas su identifier, lors de notre terrain de recherche, sous quel critère ces jeunes gens étaient choisis.

analyser ou comprendre le problème, il le soumet à l'Assemblée. Le conseil encadre aussi les jeunes dans leur responsabilité de *cargo*.

Le conseil des *caracterizados* se réunit avant chaque assemblée générale. La fréquence des réunions est habituellement d'une par mois. S'il y a un problème à régler, la fréquence peut augmenter de façon significative (« [la fréquence] peut être une tous les 8 jours » [entrevue 6, président du conseil des aînés]). Lorsque les décisions sont ardues, le conseil fonctionne par ateliers de réflexion. Des professionnels ou des représentants d'agences gouvernementales peuvent également être consultés sur des questions plus difficiles ou techniques afin d'avoir des avis de spécialistes. Si le conseil propose des changements dans le statut communal suite à ses réflexions, il doit en exposer les raisons à l'Assemblée. On mise sur le fait que le conseil possède plus de temps pour analyser un problème que ne l'a l'Assemblée lorsqu'elle se réunit. Lorsque le conseil a suffisamment délibéré, il se présente devant l'Assemblée et expose le fruit de sa réflexion (« messieurs, nous allons faire cette activité... ce règlement est rendu caduc, [...] si vous faites ceci, si l'autorité fait cela, il pourrait se passer ceci. Le meilleur chemin serait donc d'emprunter cette autre voie... » [entrevue 6, président du conseil des aînés]). Le conseil tente ainsi d'éviter les problèmes entre les *comuneros* et avec les autres communautés; s'il y a à trancher, c'est ultimement l'Assemblée qui le fera. Le conseil a un règlement interne de fonctionnement qui établit les façons de faire du conseil (art.57). Les actualisations aux règlements sont proposées par le conseil et sont ensuite présentées à l'Assemblée.

4.2.2.5. Place des femmes dans la vie politique

Peu de femmes participent directement à la politique active du village. Aucune femme ne possède officiellement le titre de *comunero*. Dans le recensement pour la titularisation de la communauté en 1995, aucune femme active politiquement n'y figure. Les femmes possèdent néanmoins le titre de citoyennes. À ce sujet, la loi touche tous les habitants de la même façon. Les femmes ne participent tout de même pas activement à la gestion de la municipalité. Même si leur implication n'est pas formellement interdite, elles sont par exemple actives dans certains comités, elles n'assument pas de charges de hautes responsabilités.

Historiquement, très peu de femmes ont occupé des charges d'importance dans l'organisation communautaire. La trésorière municipale actuelle, par exemple, est la deuxième femme à occuper un tel poste.

À Capulálpam, est effective une distribution des rôles sociaux selon le sexe. L'engagement que représente un poste public devient plus difficile pour les femmes qui sont toujours responsables des tâches ménagères (« c'est difficile pour une femme parce qu'en matinée ou en soirée, on doit faire les tâches ménagères » [entrevue 11, trésorière municipale]). Deux femmes ont déjà eu le titre de *comunero* par le passé, mais c'était par convenance⁷³, relativement au droit d'occupation du terrain. Elles ne participaient pas pour autant aux assemblées. Pourtant, les femmes ont joué un rôle significatif dans le mouvement social qui a contribué à l'annulation des concessions forestières dans la communauté (voir la section 4.1.1).

La participation des femmes à la vie politique constitue une revendication pour certaines d'entre elles (« pour le moment, on lutte pour notre espace, la culture dans la municipalité est difficile... [on] lutte pour qu'on accepte la femme » [entrevue 11, trésorière municipale]). En ce sens, la « prestation » de ces premières femmes impliquées est importante, car elle montre l'exemple au village qu'elles en sont capable, autant aux hommes qu'aux femmes (« la première femme au poste de trésorière s'assurait de faire un bon boulot pour laisser un bon précédent, pour prouver que la femme est capable [d'effectuer] ce *cargo* et [d'ainsi] ouvrir les *cargos* aux [autres] femmes » [entrevue 11, trésorière municipale]).

4.2.2.6. La célébration

Un autre trait culturel important dans l'organisation de la vie sociale de Capulálpam est l'importance accordée à la célébration. Les jours de festivités occupent une place significative dans la communauté, en plus de leurs grands nombres tout au long de l'année, plusieurs organisations se dévouant à leur organisation ont été créées dans la communauté. La célébration a plusieurs fonctions sociales. Les fêtes sont des moments d'expression de la

⁷³ Cela permettait à la famille de garder le titre de *comunero* dans la lignée (« ce sont plutôt les enfants qui les firent avoir le titre » [entrevue 14, citoyenne]).

culture locale (« [la célébration], c'est une partie de notre identité communautaire, une partie de nos traditions » [entrevue 13, président municipal]).

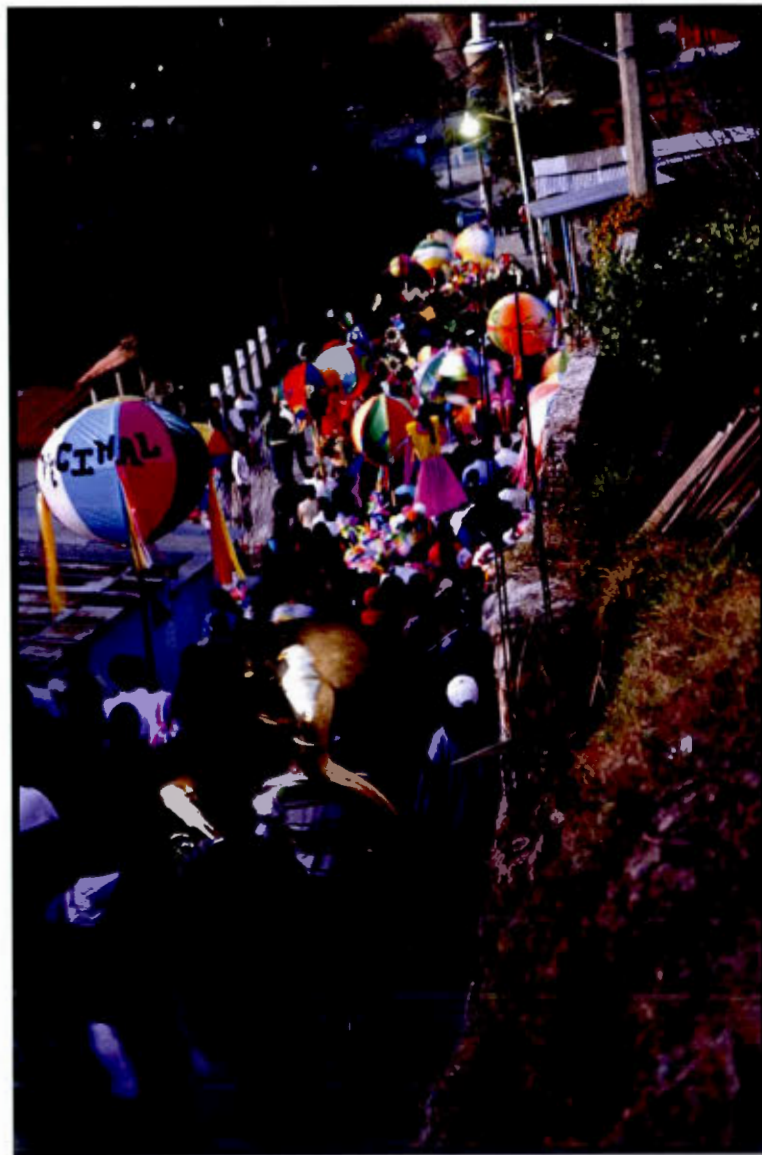


Figure 4.8 *Calenda* dans le cadre de la fête du Pueblo Magico (février 2011)

(Source : Cliché de l'auteur, 2011)

Aux jours de fête, certaines spécificités culturelles s'expriment concrètement (voir figure 4.8 et Appendice A). La célébration a son importance du point de vue de la cohésion sociale à l'interne et constitue en soi une façon de décliner le vivre ensemble (« les fêtes sont des formes de vie en commun, de cohabitation » [entrevue 2, président du comité culturel]; voir également l'encadré 4.1). La célébration est également un prétexte pour les retrouvailles, les jours de fête étant souvent des occasions pour les membres de la communauté exilés de revenir au village. Les jours de célébrations sont aussi des moments de contact avec d'autres communautés, la fête de San Matéo ayant par exemple un rayonnement régional. Les gens de l'extérieur qui participent à la fête, comme les membres des *bandas* (orchestre de musique), sont nourris, logés et transportés. La participation aux fêtes est importante, la grande majorité de la population prend part à la fête du patron San Mateo, par exemple.

4.3 Structure organisationnelle et acteurs collectifs

La section suivante identifie les acteurs collectifs à la base de l'organisation communautaire. Ces organisations sont classées selon trois catégories. Les organisations locales pour lesquelles les postes sont comblés par le système de charges en vigueur dans la communauté forment la première catégorie. Les organisations locales qui fonctionnent à partir de postes rémunérés, à savoir principalement les organisations à caractères économiques, constituent la seconde catégorie. Les organisations régionales et nationales jouant des rôles importants dans la communauté sont rassemblées dans la troisième catégorie.

4.3.1 Les organisations locales intégrées au système de charge communautaire

Aux autorités communale et municipale sont associés des postes (ou *cargos*), eux-mêmes appuyés par un ensemble de comités, de commissions (les commissions sont des comités exclusivement destinés à l'organisation des fêtes) et de conseils d'administration (destinés à la gestion des entreprises communales), tous gérés selon le même système de charge. Dans

certain cas, des postes rémunérés ne faisant pas partie du système de *cargos* s'ajoutent à la structure. La présente section expose de façon concrète l'ensemble des postes du système de charge en exposant la composition et la fonction de chacune des organisations sociales ainsi que leur imbrication les unes avec les autres. Ces organisations sont présentées en fonction des autorités auxquelles elles sont associées (voir figure 4.9). Mis à part les organes de représentation imposés par les échelons gouvernementaux supérieurs (commissariat des biens communs, conseil de vigilance et l'autorité municipale) et les conseils d'administration des entreprises collectives, la structure de ces organisations n'est pas consignée dans l'*estatuto comunal*. Cette structure dépend plutôt de l'usage.

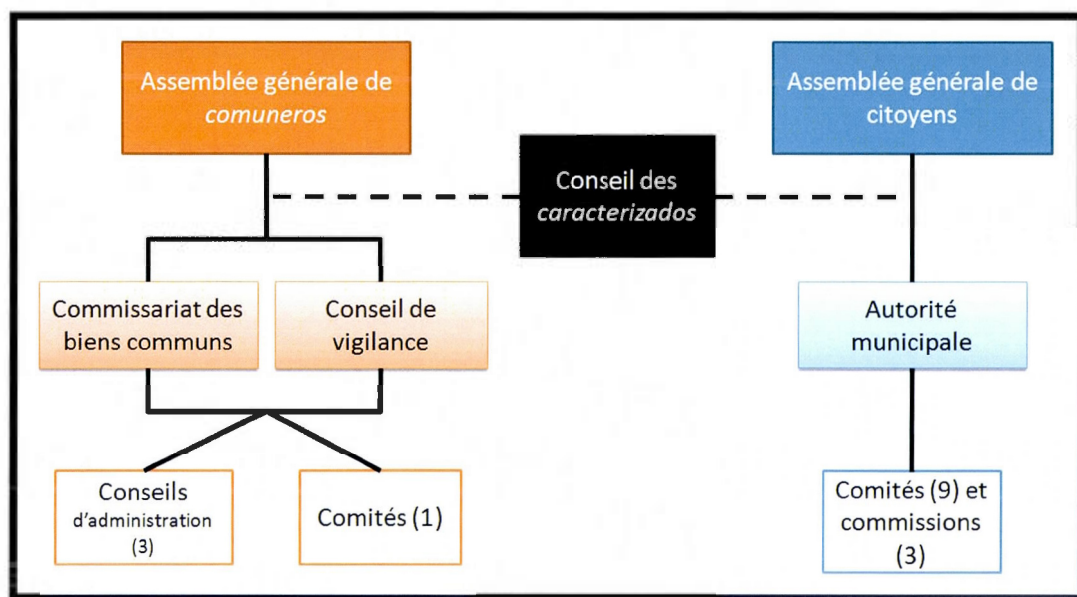


Figure 4.9 Organigramme de la communauté de Capulálpam de Méndez

(Sources : élaboration de l'auteur)

La structure générale de ces organisations est souvent la même. Elle comprend les charges suivantes : une présidence, un secrétariat, une trésorerie (tous occupé par une personne) en plus d'un certain nombre de conseillers qui peut varier d'une organisation à l'autre. Le

commissariat et le conseil de vigilance sont les seules organisations à posséder des remplaçants nommés officiellement. Le tableau 4.2 et 4.3 dressent une liste des organisations communales et municipales.

4.3.1.1. *L'organisation communale*

En plus du commissariat des biens communs et du conseil de vigilance déjà présentés dans la section précédente, l'assemblée des *comuneros* élit les conseils d'administration pour les entreprises communautaires ainsi que les responsables d'un comité d'aide au commissariat (voir tableau 4.2).

4.3.1.1.1. Les conseils d'administration des entreprises collectives

Depuis le début des années 1980, quatre entreprises communales ont été fondées à Capulálpam (voir la section 4.1.1 pour la fondation de l'entreprise forestière; pour des détails sur les autres entreprises, voir la section 4.3.2). Chacune des entreprises a son conseil d'administration, à l'exception de la dernière, l'entreprise d'embouteillage d'eau, qui était toujours en avril 2011 sous la charge directe du *comisariado* vu le caractère récent de l'initiative. Les conseils d'administration sont légalement les représentants des *comuneros*, réels propriétaires de ces entreprises. Les conseils d'administration dépendent donc de l'autorité du commissaire des biens communs, lui-même dépendant de l'assemblée des *comuneros*.

Les conseils d'administration sont chargés de l'administration courante des entreprises et des décisions opérationnelles de base. Ce sont eux qui engagent le personnel de l'entreprise. Pour l'achat de machinerie ou pour d'autres dépenses d'importance, le commissaire doit être consulté. Ainsi, pour une dépense de 100 000 pesos mexicains⁷⁴ ou plus, les conseils doivent

⁷⁴ En avril 2011, un dollar canadien équivalait à un peu plus de 11 pesos mexicains selon les taux de change en vigueur. 100 000 pesos mexicains équivalait alors à un peu plus de 9000\$ canadiens.

consulter les autorités; autrement, ils pourraient être tenus responsables si l'Assemblée tombait en désaccord avec les décisions. Les décisions d'investissement se prennent donc en l'assemblée. Dans ce cas, la signature de tous les *comuneros* présents à l'Assemblée est requise.

L'unité forestière et la Triple S possèdent des actes constitutifs et des manuels d'exploitation expliquant le rôle de chaque fonction dans l'entreprise ainsi que la mission de l'entreprise. Les trois conseils d'administration n'ont pas tous la même structure, ils emploient certaines personnes et dégagent, dans certain cas, des viatiques pour les postes clés⁷⁵.

4.3.1.1.2. Comité d'aide au commissariat (comite de apoyo al comisariado)

Ce comité été formé le 24 octobre 2004, en réaction à l'annonce de la réouverture de la mine de la Natividad. Il était nommé alors « le comité de défense des ressources naturelles » (Comité en Pro defensa de recursos naturales). Les activités principales du comité étaient alors la sensibilisation de la communauté à l'importance de la conservation des ressources naturelles, la dénonciation d'actions nuisant à l'environnement naturel, particulièrement en ce qui a trait à la protection des aquifères. Ce comité est parti de l'initiative de certains membres de la communauté et a été par la suite officiellement approuvé par l'Assemblée. Il a participé à la réalisation d'études sur la contamination et les effets de l'opération de la mine de la Natividad, a présenté le cas de cette mine devant des forums nationaux pour sensibiliser la population à l'ampleur du problème (voir la section 4.5.3 pour plus de détail sur la lutte contre l'exploitation minière). Ce comité a changé de nom en 2010 pour celui de comité d'aide au commissaire.

⁷⁵ Ainsi, le président et le trésorier de l'entreprise forestière touchent une compensation de 1000 pesos par mois. L'entreprise possède deux employés administratifs rémunérés. Le conseil d'administration de la Triple S emploie également deux personnes pour ses besoins administratifs. Le président reçoit un soutien financier de 1000 pesos par mois. Le conseil d'administration de l'entreprise possède quant à lui deux employés administratifs qui aident à la gestion de l'entreprise.

Tableau 4.2 Les postes communaux

Nom de l'organisation	Nombre de personnes	Durée de la charge (en année)
Commissariat des biens communs	6	3
Conseil de vigilance	6	3
Conseil d'administration UEEAFCSM	3	2
Conseil d'administration Triple S	6	2
Conseil d'administration écotourisme	6	3
Comité d'aide au commissariat	7	1,5
Total:	34	

Source : élaboration par l'auteur.

4.3.1.2. L'organisation municipale

Aux fonctions de l'organe de représentation municipale identifiées par la constitution correspondent 36 charges dans l'organisation de Capulálpam (voir tableau 4.3.). Le président est celui qui représente la municipalité, le trésorier s'occupe de l'administration générale, le secrétaire gère les appels et les affaires courantes, le procureur municipal (*síndico*) s'occupe de la sécurité publique et contrôle les activités de la municipalité. Les conseillers (*regidores*)

sont pour leurs parts responsables de dossiers spécifiques⁷⁶. Les assistants (*topiles*) aident le président et le *síndico* dans leur charge de travail. Ils fournissent une partie de la main-d'œuvre pour les œuvres publiques⁷⁷. Le corps policier municipal dépend du procureur et fait également partie du système de *cargo* (il n'y a pas de police professionnelle dans la communauté). On compte 15 policiers, dont 3 commandants et 12 éléments en rotation sur trois semaines.

Plusieurs organisations se sont greffées au fil du temps à cette structure municipale de base pour aider la municipalité à assumer l'ensemble des tâches qu'elle s'est donnée à accomplir. La municipalité compte neuf comités, trois commissions et quatre comités scolaires supplémentaires directement intégrés dans le système de charges⁷⁸.

4.3.1.2.1. Les comités municipaux

Neuf comités se partagent la gestion des services publics, d'institutions locales et de l'organisation de festivités.

Le comité de santé (*Comite de Salud*) coordonne le développement des programmes de santé. Il effectue ses activités en fonction des demandes des autorités municipales et du Secrétariat de la Santé (échelon fédéral). Il fait également de la sensibilisation dans les écoles de sorte à favoriser le tri des déchets; il s'assure du bon fonctionnement de la clinique de santé et des services d'égout.

⁷⁶ Ainsi, on retrouve un conseiller financier, un conseiller en développement rural, un conseiller en santé, un conseiller en éducation et sport et un conseiller en tourisme. Le poste de conseiller en tourisme est nouveau depuis 2009 suite à la nomination de Capulálpam comme Pueblo Mágico (voir section 4.5.1)

⁷⁷ Les 12 assistants sont répartis en deux groupes de six personnes qui alternent chaque semaine entre périodes de repos et de charge. Chacun des groupes compte un chef. Pour alléger encore plus la charge de travail, les groupes de six sont à leur tour séparés en sous-groupe de trois qui partagent la semaine sous leur responsabilité.

⁷⁸ Notons que pour deux comités et une commission faisant partie du système de charges, les nominations pour les postes se font à l'intérieur du quartier même où ils opèrent et sont par la suite entérinées par les autorités municipales. Il s'agit du comité de la chapelle El Calvario, du comité de l'eau potable du quartier Montserrat ainsi que de la commission du 15 août. Il en est de même pour les quatre comités scolaires. Les charges des autres organisations sont nommées par l'Assemblée. Pour la plupart de celles-ci, des rapports d'activité doivent être présentés à l'Assemblée à la fin des mandats. Les prochains titulaires de charges peuvent se baser sur ces rapports pour orienter leur travail.

Le comité du Temple (*Junta Vecinal*) est chargé de superviser le bon fonctionnement de l'église catholique de la communauté et d'organiser des activités religieuses en son sein (« la responsabilité des assistants est d'ouvrir le temple, de sonner les cloches, d'entretenir la propreté, de placer et de jeter les fleurs. La responsabilité des autres membres de la *junta* est de surveiller l'église et les biens qui sont dans l'église » (entrevue 9, président du comité clérical)). Le comité est également chargé de l'organisation des fêtes religieuses, entre autres de *las posadas de la navidad* (neuvaine avant la veille de Noël) et de l'organisation des célébrations entourant la semaine sainte (le comité est responsable de trouver le prêtre, d'organiser la collecte d'argent de maison en maison). Le comité diffuse également des messages d'inspiration religieuse à partir de haut-parleurs juchés sur l'église dans la période du carême.

Le comité du Village Magique (*Comite del Pueblo Mágico*) a été pour sa part formé suite à la nomination de Capulálpam comme *Pueblo Magico* (voir section 4.5.1). Ce comité a pour fonction de faire l'intermédiaire entre les paliers de gouvernement responsables du programme et la communauté. Le comité est une instance de consultation et d'analyse des projets touristiques, il supervise la mise en œuvre des programmes du Secrétariat au Tourisme (échelon fédéral) et contrôle la performance de la municipalité au sein du programme Pueblo Magico. Le comité organise également la fête du *Pueblo Magico* se tenant dans la communauté à la fin de chaque mois de février (voir figure 4.8.).

Le comité culturel (*Comite cultural*) a pour mission la conservation et la restauration des activités traditionnelles dans la communauté. À l'occasion de la fête du *Pueblo Magico*, il a par exemple organisé des tournois de jeux qui se pratiquaient par le passé : *el trompo y seco*, *el papalote*, *el balero*, *el aro*. Le comité est également responsable de l'organisation de la fête de *todos los santos* et d'activités qui ont lieu pendant la Semaine sainte.

Le comité civique (*Comite cívico*) organise les fêtes nationales des 15 et 16 septembre (date de l'indépendance) et soutient les activités civiques du 20 novembre (date de la révolution) et du 29 septembre (date de naissance de M. Miguel Hernández Méndez, personnage local illustre). Il a aussi la tâche d'organiser la danse des parrains tenue le 5 février.

Quatre autres comités sont intégrés au système de charges. Ils sont ici brièvement présentés : le comité de patronage pour la reconstruction du temple (*Comite patronato por la reconstrucción del templo*), responsable de la rénovation de l'église (il a été à l'origine de la restauration d'une galerie sur le terrain de l'Église lors de notre terrain de recherche); le comité d'approvisionnement communautaire (*Comite de abasto comunitario*), responsable de l'administration d'un magasin communautaire DICONSA où sont dispensés des aliments de base (ce commerce profite, en plus des ressources de la communauté, de la subvention du programme d'approvisionnement rural de la SEDESOL); le comité de la chapelle catholique *El Calvario* (*Comite de la Capilla Católica El Calvario*) ayant comme fonction de veiller au bon fonctionnement de la chapelle se situant dans le quartier de Montserrat; le comité d'eau potable quartier de Montserrat (*Comite de Agua Potable del barrio Montserrat*) ayant comme rôle de superviser le fonctionnement du service d'eau dans le quartier de Montserrat et de soutenir les activités de maintenance en collaboration avec l'autorité municipale.

4.3.1.2.2. Les commissions

Trois comités spécifiquement dédiés à l'organisation de festivités, que l'on nomme « commission » dans la communauté, sont également intégrés au système de charge communautaire.

La commission du 21 septembre est chargée de s'occuper de l'organisation de la fête du patron du village, *San Mateo*. C'est la fête la plus importante dans la communauté. Dix personnes font partie de ce comité désigné, ce qui en fait, avec la commission du 15 août, le plus important comité en termes de personne. En plus de ces dix personnes, des femmes travaillent de pair avec la commission pour préparer la nourriture qui est vendue lors des activités de financement. La commission a à sa disposition un local prêté par la municipalité pour la tenue de certaines de ses activités, un bar où on amasse aussi de l'argent. La participation des membres de la commission est presque quotidienne.

La commission du 15 août organise pour sa part la fête du quartier de l'Asunción. Les membres de cette commission sont nommés de façon informelle dans le quartier. La commission n'a pas à rendre de compte aux autorités municipales ou à l'Assemblée. Les autorités n'ont pas de droit de regard sur les nominations. Les rapports d'activités se font au quartier. C'est une organisation volontaire. Le comité se rencontre une fois par semaine et tient des activités de financement une autre journée par semaine. La fête de quartier qui avait cessé d'être organisée dans le passé est revenue depuis 2006⁷⁹.

Enfin, la commission de Montserrat est responsable de la fête de quartier⁸⁰ du même nom. Les membres de ce comité sont nommés lors d'une assemblée de quartier à laquelle est présente l'autorité municipale. Cette fête de quartier existe depuis que la chapelle du quartier a été terminée, en 2006.

4.3.1.2.3. Les comités scolaires

Les comités scolaires sont les dernières organisations associées au système de charge communautaire. Il y a quatre comités scolaires dans la communauté, soit un comité par institution d'enseignement (*jardín, primaria, secundaria, preparatoria*). Les postes de ces comités sont remplis par les parents ayant un enfant étudiant dans l'établissement (les parents ne peuvent pas être dans deux comités scolaires en même temps). C'est à l'assemblée de chaque institution, le conseil des parents (*consejo de padres*), que se nomment les responsables. La municipalité n'intervient pas dans ces nominations, mais les entérine. Ces comités constituent le lien entre l'institution scolaire et l'autorité municipale. Ils gèrent les institutions scolaires et trouvent les fonds pour les besoins des écoles. Ils organisent également des fêtes et des concours.

⁷⁹ La neuvaine de la vierge de l'Asunción se fait du 4 au 12 août, le 13 se tient une *calenda* (un défilé), le 14 s'organise une veille, et le 15 c'est la journée officielle.

⁸⁰ La fête de Montserrat se tient du 27 au 30 avril de chaque année.

Tableau 4.3 Les postes municipaux

Nom de l'organisation	Nombre de personne	Durée de la charge
Autorité municipale	36	de 1 à 1,5
Comité de santé	7	1
Comité du temple	7	1
Comité du village magique	3	2
Comité culturel	7	1
Comité civique	7	1
Comité de reconstruction du Temple	3	1
Comité d'approvisionnement communautaire	4	1
Comité de la chapelle El Calvario	5	1
Comité d'eau potable Montserrat	3	1
Commission du 21	10	1
Commission du 15	10	1
Commission Montserrat	6	1
total	108	

**Si on compte les comités scolaires, le nombre de charges municipales est de 148.*

Source : élaboration par l'auteur

4.3.2. Les organisations économiques locales

Capulálpam compte quatre entreprises communautaires, gérées par les conseils d'administration intégrés au système de charge communautaire, mais possédant une structure opérationnelle occupée par des salariés. Ces entreprises, qui ont été créées successivement au cours des trois dernières décennies, sont au cœur du développement économique récent de la

communauté de Capulálpam. Une cinquantaine d'emplois ont été créés dans la communauté à partir de ces entreprises. En plus de ces entreprises, un certain nombre d'autres organisations économiques collectives et individuelles de plus petites envergures, que nous présentons brièvement en fin de section, sont également à Capulálpam. En ayant des modes d'organisation qui sortent de l'organisation communautaire traditionnelle, ces organisations font appel à d'autres modes de coordination et d'échange, en autre au marché, pour l'écoulement de la production auquel elles se destinent.

4.3.2.1. L'entreprise de foresterie communautaire « Unidad Económica Especializada de Aprovechamiento Forestal Comunal San Mateo » (UEEAFCSA).

Cette entreprise a été créée le premier avril 1984⁸¹. La principale activité de cette organisation est l'exploitation et la commercialisation des ressources forestières du territoire de Capulálpam de Méndez. Environ 4000 mètres³ de bois sont coupés annuellement (voir figures 4.10 et 4.11 pour des illustrations des activités de coupe); 80 % de la production part à destination de Oaxaca, une petite partie reste dans la communauté pour les menuisiers locaux. À l'occasion, de grosses commandes peuvent venir de Tuxtepec ou de Mexico. L'entreprise possède un moulin à scie (voir figure 4.12)⁸² et un four de séchage qui lui permet de produire de la planche.

⁸¹ Voir section 3.1.3. et 4.1.1 pour la suite des événements ayant mené à la création de cette entreprise.

⁸² La scierie peut produire de 4 à 5 mille pieds-planche par jour part quart de 8 heures de travail.



Figure 4.10 Chargement de troncs d'arbre à destination du moulin à scie

(Source : cliché de l'auteur, 2011)



Figure 4.11 Déchargement de camion

(Source : cliché de l'auteur, 2011)



Figure 4.12 Employés travaillant au moulin à scie communautaire

(Source : cliché de l'auteur, 2011)

En 2011, l'entreprise employait 21 personnes se distribuant dans trois domaines d'activité: l'administration (2), la production (13) et l'approvisionnement (4). Deux personnes travaillaient comme surveillant du moulin à scie (2). Le salaire de ces travailleurs dépasse le salaire minimum régional (le salaire minimum était d'environ 80 pesos par jour en avril 2011). Un agent administratif est responsable de l'approvisionnement et du moulin à scie. Il remplace également le président du conseil lorsque celui-ci est absent relativement aux questions de gestion opérationnelle. Le moulin à scie et la division approvisionnement ont chacun leur gérant qui est responsable de s'assurer du bon fonctionnement des opérations,

autant du matériel que du personnel. L'entretien des chemins forestiers se fait par les employés de l'entreprise.

La direction technique des opérations forestières de l'unité forestière est effectuée par l'UZACHI (voir section 4.3.3.1.). L'UZACHI produit le plan d'exploitation de l'unité forestière, intégré au plan d'aménagement du territoire, et identifie les arbres à couper chaque année pour une période de 10 ans. La communauté doit respecter le plan d'exploitation de l'UZACHI au risque de se faire expulser de l'union forestière.

4.3.2.2. Entreprise communautaire de matériaux de construction « Sociedad de Solidaridad Social Capulálpam »

Cette entreprise, communément appelée la « Triple S », exploite une carrière (voir figure 4.14). Elle a officiellement débuté ses activités en octobre 1994. Elle produit différents types de granulats de pierre (pierre, gravier et sable) et des blocs de béton. Elle loue aussi de la machinerie lourde et des services de fret. L'entreprise fournit du matériel de construction bon marché à la municipalité. L'entreprise possède une machine concasseuse de pierre (voir figure 4.13), de l'équipement permettant la production de blocs de béton et de la machinerie lourde. La concasseuse fonctionne deux jours par semaine, le reste de la semaine sert à planifier les explosions et perforer la roche.

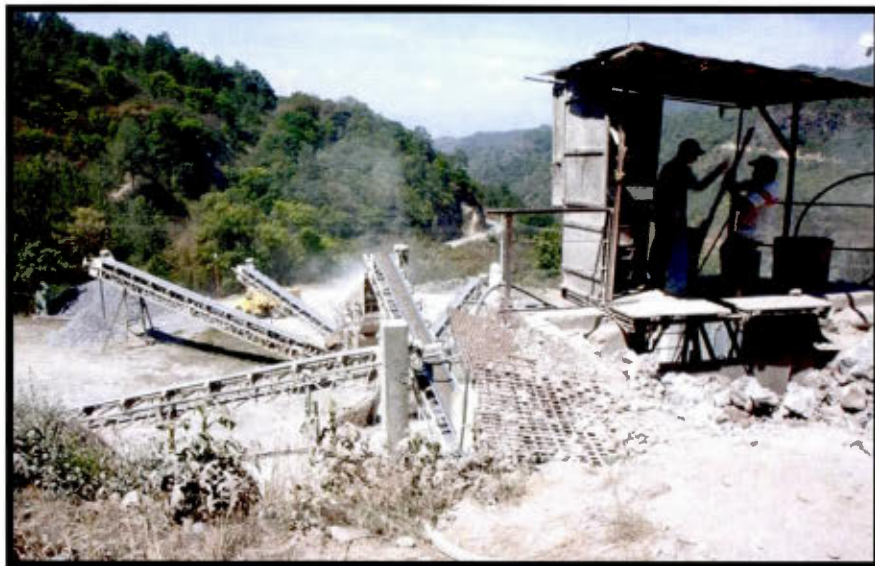


Figure 4.13. Concasseuse de pierre de la Triple S

(Source : cliché de l'auteur, 2011)



Figure 4.14. Carrière

(Source : cliché de l'auteur, 2011)

La société génère 10 emplois directs (temps plein). Il y a trois emplois administratifs (secrétaire, comptable et assistant). Les autres emplois sont ceux de chauffeurs, d'opérateurs de machine, de dynamiteurs et de gardiens. Le salaire est proche du salaire minimum. Une seule femme travaille dans l'entreprise, la secrétaire.

L'entreprise, qui exploite un seul site, a un permis d'exploitation de minière, du même type que n'importe quelle entité légale exploitant une mine. Le territoire où s'effectue l'exploitation est bien délimité. Si l'entreprise dépasse ce territoire, elle sera sanctionnée par l'autorité municipale qui lui a consenti un acte de possession.

4.3.2.3. Entreprise d'écotourisme communautaire « Turismo Ecológico Comunitario Capulálpam Mágico S.P.R. de R.I »

L'entreprise d'écotourisme communautaire a commencé ses opérations le 20 mars 2005, mais n'a été constituée légalement que le 9 juin 2008. Cette entreprise dispose des infrastructures suivantes: une zone d'hébergement comprenant huit *cabañas* (pour un total de 16 chambres) et une salle d'usage polyvalent (d'une capacité de 40 personnes); un centre récréatif où se situent un restaurant (*Los molinos*, capacité de 70-80 personnes), un élevage de truites qui sert pour le restaurant, une tyrolienne (100m de long), une paroi d'escalade (30 m de dénivelés) (voir figure 4.15), ainsi que des sentiers pour des randonnées à cheval, des sentiers pour la marche pédestre, le vélo, des sentiers interprétatifs et des surfaces pour le camping. L'entreprise offre des forfaits pouvant combiner différentes activités, dont certaines offertes par d'autres organisations de la communauté. Ainsi des tours guidés du village sont organisés, comprenant la visite de grottes, la visite de l'église et la visite d'autres lieux d'intérêt.



Figure 4.15 Le centre récréatif Los Molinos vu à partir du site de lancement de la tyrolienne

(Source : cliché de l'auteur, 2011)

L'entreprise emploie dix personnes, dont cinq femmes. Six de ces emplois sont permanents. En période de pointe (la semaine sainte, le mois de décembre, l'été, ou tous les congés collés sur les journées de fin de semaine), plus de gens peuvent être embauchés, jusqu'à 10 de plus, portant le total à 20. La structure opérationnelle est divisée en trois champs: le bureau (un employé), les *cabañas* (quatre employés) et le restaurant (trois employés), auxquels s'ajoutent deux guides.

Les activités de l'entreprise s'opèrent en fonction du plan d'aménagement du territoire. Les installations touristiques se situent dans les zones de récréation du dit plan. Pour les habitants de la communauté, l'entreprise organise aussi le concours de *Patios y jardines* où est récompensé le plus beau jardin du village.

4.3.2.4. Usine communautaire de filtration et d'embouteillage d'eau « Anda Gagüi »

L'entreprise communautaire d'embouteillage d'eau, la dernière venue des entreprises communautaires, a commencé ses opérations en août 2009 (le processus de gestion nécessaire à sa mise en place a débuté dès 2007). Ses activités se concentrent sur la filtration de l'eau et son embouteillage, à des fins commerciales, dans des contenants de 19 litres (appelé *garrafon*), de un litre et demi ou de un demi-litre.

L'entreprise a un total de cinq employés. Une partie de l'eau produite est donnée aux établissements d'enseignement ou est utilisée dans des événements de la municipalité et du commissaire des biens communaux. L'entreprise possède une station d'épuration d'eau (voir figure 4.16) où se trouvent une laveuse de bouteilles, une machine de remplissage et une autre de bouchonnage. L'entreprise dispose également d'une emballeuse, ainsi que de deux camions d'une capacité de transport de 152 *garrafones*.

Les autorités communales aimeraient voir se développer les activités de cette entreprise dans d'autres secteurs de l'alimentation. Ainsi, des cultures intensives de fruits et de légumes pourraient venir à voir le jour sur le terrain communal lorsque l'entreprise aura commencé à rentabiliser les activités de ses premières étapes de développement.



Figure 4.16 Usine de filtration et d'embouteillage d'eau

(Source : Autorité communale de Capulálpam de Méndez, 2010)

4.3.2.5. Autres organisations économiques locales

Un certain nombre d'autres organisations économiques de moindre envergure ont vu le jour sur le territoire de Capulálpam. Elles sont issues d'initiatives individuelles ou de petits groupes de gens qui ont réussi à trouver des appuis financiers des autorités villageoises ou de programmes gouvernementaux. On compte parmi ces initiatives celle du groupe *Masiel*, dédiée à la fabrication et à la vente de pain de blé, celle du groupe *Salud y Bienestar*, consacrée à la production de légumes et de tomates biologiques en serre et celle du *Grupo*

Nizarindani, vouée à l'élevage de poulet et de dindons. Des initiatives individuelles ou familiales sont aussi présentes sur le territoire. Complémentant l'offre de services des entreprises communales, des hôtels et des restaurants ont été développés par des habitants de la communauté dans la dernière décennie. Plusieurs autres commerces ont pignon sur rue à Capulálpam, dont plusieurs petites épiceries, des boulangeries, des ébénistes ainsi que, créés récemment, des établissements pour l'accès internet.

4.3.3. Les organisations d'échelle régionale, nationale et internationale

En plus des organisations d'échelle locale, d'autres organisations ayant des ramifications débordant le cadre de la communauté jouent des rôles clés à Capulálpam. Nous présentons ici quatre de celles-ci.

4.3.3.1. *Union de communautés forestières zapotèques et chinantèques (Union de comunidades productoras forestales zapotecas-chinantecas [UZACHI])*

L'UZACHI a été formée le 14 septembre 1989 (voir section 3.1.3.). Depuis 1992, elle est responsable de la gestion technique de l'exploitation forestière de ses communautés membres. Selon l'organigramme de l'UZACHI, les assemblées de *comuneros* des communautés membres sont celles qui ont le pouvoir de décision dans l'union. Chacune des quatre communautés membres délègue à l'UZACHI quatre personnes: le commissaire des biens communaux, le président du conseil de vigilance, ainsi que deux délégués nommés en assemblée générale. Une assemblée de délégués de 16 personnes est ainsi formée. L'assemblée nomme deux conseils: un conseil d'administration (trois postes: président, trésorier, secrétaire) et un conseil de vigilance (deux postes: président, secrétaire) (voir figure 4.17).

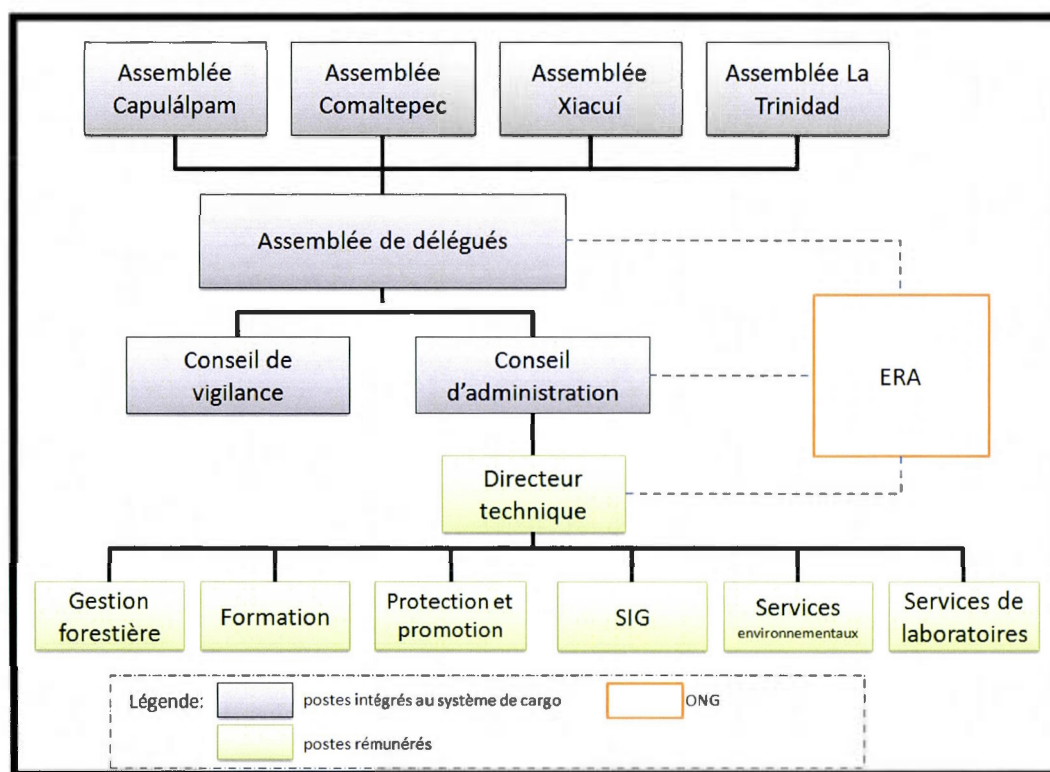


Figure 4.17 Organigramme de l'UZACHI

(Source : Chapela, 2005, p. 105; adaptation de l'auteur).

Selon les statuts de l'UZACHI, ce ne sont que les assemblées générales de chaque communauté qui peuvent modifier les règlements de l'organisation. Chaque communauté peut faire des propositions à l'organisation à travers ses délégués. Les propositions doivent faire le consensus entre les quatre communautés pour être appliquées. L'assemblée des délégués se réunit tous les deux mois, soit six fois par année. À cela s'ajoutent les assemblées extraordinaires qui s'organisent en fonction des besoins. Le suivi des règles s'effectue par le conseil d'administration et le conseil de vigilance.

À cette structure de gouvernance s'ajoute une structure technique. Douze personnes travaillent pour l'UZACHI. Tous les employés viennent de l'une ou l'autre des communautés membres de l'UZACHI. La direction technique est composée du directeur technique forestier et d'un agent administratif. L'UZACHI a deux sections importantes: le secteur ligneux et le secteur non ligneux. Ces deux sections regroupent six secteurs différents: la gestion forestière⁸³, la formation et l'organisation, la protection et la promotion, le système d'information géographique, les services environnementaux et le service de laboratoire écologique⁸⁴. Les activités de ces secteurs se déroulent tout au long de l'année⁸⁵.

Dans les activités non ligneuses présentes à Capulálpam et supportées par l'UZACHI se trouvent un programme d'approvisionnement en champignon (qui se terminait en 2009 et devait être renouvelé en 2011)⁸⁶, la gestion d'un programme pilote de service environnemental de capture de carbone en collaboration avec la SAO (voir la section 4.3.3.2), et, depuis 1999, la gestion d'un programme de formation de cadres techniques en foresterie destiné à des membres d'autres communautés⁸⁷.

L'UZACHI a également collaboré à la mise en place des entreprises communautaires sur le territoire de Capulálpam. Ainsi, à la demande de la communauté, l'UZACHI a mené des

⁸³ La gestion forestière de l'UZACHI (et donc celle de la communauté de Capulálpam) a reçu en 1996 la certification *Smart Wood*. Cette qualification a été décernée par le Conseil mexicain civil pour la foresterie durable (*Consejo Civil Mexicano para la Silvicultura Sostenible [CCMSS]*) en collaboration avec le programme *Smart Wood* de l'organisation environnementale étatsunienne *Rainforest Alliance*, affiliée au conseil international *Forest Stewardship Council (FSC)*.

⁸⁴ Lors de sa formation, l'UZACHI n'avait que trois secteurs de travail: la gestion forestière, la formation et la protection et promotion.

⁸⁵ Les activités d'extraction s'étendent du mois de novembre au mois de juin. Les activités de promotion et de sensibilisation auprès des autorités communales s'effectuent de février à mai (sensibilisation aux incendies et aux maladies forestières). Des formations se donnent également dans les institutions d'enseignement des communautés affiliées relativement aux incendies forestiers, à la biodiversité et à la gestion forestière. C'est également pendant cette période que s'élaborent les différents projets productifs, de recherche ou de formation, car c'est le moment dans l'année où sont ouverts les différents programmes gouvernementaux (voir la section 4.4 pour des détails sur le financement des organisations). Les activités de maintien des aires d'approvisionnement s'effectuent de juillet à septembre (nettoyage des chemins forestiers, nettoyage et élagage des zones de reforestation, reforestation). Puis, à partir de septembre, les communautés sont informées des plans de gestion pour l'année suivante. Le suivi des programmes en cours s'effectue tout au long de l'année.

⁸⁶ La cueillette se faisait de façon individuelle. Les *comuneros* qui l'effectuent payaient un *derecho de monte* aux autorités communales. La période de la cueillette s'étendait de juillet à septembre, durant la saison des pluies. Elle a été suspendue momentanément due à l'invasion d'insectes dendroctones du pin ponderosa (voir section 4.5.2.)

⁸⁷ Les gens formés viennent principalement de l'État du Chiapas, du Guerrero et de Oaxaca. La formation est offerte gratuitement aux élèves, tout comme l'hébergement, la nourriture et le matériel didactique.

études de faisabilité pour la création de l'entreprise d'écotourisme. Des études ont également été menées avec les autorités communales et avec l'UZACHI pour répertorier et situer certaines espèces naturelles d'intérêt. Une attention a été portée au respect des aires occupées par les espèces en danger. L'UZACHI mène également des études d'impact environnemental sur les activités de la Triple S.

En plus de ses liens avec les organisations productives locales et régionales, de même qu'avec les différentes agences gouvernementales s'occupant du financement d'initiatives d'ordre économique, l'UZACHI entretient des liens avec de nombreuses institutions académiques, tant aux niveaux étatique, national, qu'international.

4.3.3.2. *Services environnementaux de Oaxaca (Servicios Ambientales de Oaxaca [SAO])*

La SAO a été constituée légalement en 2000. Cette association civile sans but lucratif est formée de six organisations sociales (quatre organisations communautaires et deux organisations civiles): l'UZACHI⁸⁸, l'UCIRI (*Unión de Comunidades indígenas de la Región del Istmo*), la CEPACO (*Coordinadora Estatal de Productores de Café de Oaxaca, A.C.*), l'IXETO (*Unión de Comunidades Forestales de Ixtlán – Etla, Oaxaca*), l'ERA, A.C. (*Estudios Rurales y Asesoría Campesina*) et le *Grupo Autonomo para la Investigación Ambiental, A.C.* Ces organisations regroupent un total de 10 communautés et 6 410 personnes. L'organisme a pour objectif le développement de biens et services environnementaux.

Un des projets de la SAO qui touche Capulálpam est celui de la capture de carbone. Il a été développé comme projet pilote, de pair avec l'UZACHI et l'organisation PRO-NATURA. À travers ce projet, la SAO surveille la capture de carbone par la croissance des arbres dans 31 parcelles réparties dans les communautés membres et revend le carbone ainsi stocké à des compagnies émettrices de carbone. Des contrats sont signés entre les communautés et la SAO, entre les entreprises et la SAO et PRO-NATURA. Les communautés s'engagent ainsi à

⁸⁸ L'UZACHI participa à la fondation de la SAO.

des activités de reforestation ou au maintien de la régénérescence naturelle; en contrepartie, les entreprises s'engagent à acheter le carbone stocké. Les argents dégagés par le projet doivent être en partie réinvestis dans la forêt. De 2008 à 2010, la SAO a ainsi vendu 56 065 tonnes d'équivalents CO² pour près de 5 millions de pesos mexicains. Le carbone a été acheté principalement par trois compagnies (Gamesa, Fundacion Televisa et Chinoi). Pour la communauté de Capulálpam, 3 646 tonnes d'équivalents CO² ont été stockées pour une rétribution de 318 231 pesos mexicains de 2008 à 2010. Les activités qui tombent sous le programme de la SAO sont gérées à Capulálpam conjointement par la *comisariado* et l'UZACHI.

4.3.3.3. *Union des communautés de la Sierra Juárez (Union de comunidades de la Sierra Juárez A.C. (UCOSIJ))*

Cette union existe depuis 2005 et regroupe 38 *nucleos agrarios* et deux organisations. L'Union fait partie du regroupement de niveau étatique *Union estatal silvicultores comunitarios de Oaxaca A.C. (UESCO)*. L'objectif de l'union est d'améliorer la coordination, la négociation, l'implication et les liens avec les institutions gouvernementales et le secteur privé. L'Union veut aussi participer à la formulation des politiques et des réformes en lien avec les ressources naturelles de la région; elle veut prendre part à la surveillance des ressources naturelles et au développement forestier durable en générant des propositions pouvant résoudre les problèmes rencontrés dans la région. L'Union se réunit mensuellement. L'Union est gouvernée par une assemblée de *comuneros* des communautés associées. Un conseil directif est élu comprenant un président et un secrétaire.

4.3.3.4. *Communautés « extra-communautaires » et transnationales*

Trois regroupements d'*erradicados* (exilés) existent relativement à la communauté de Capulálpam: un à Oaxaca, un dans le district fédéral (la ville de Mexico) et une en formation aux États-Unis. Ces personnes forment leurs directions et gardent à travers elles des liens

avec leur communauté d'attache, Capulálpam. Elles participent à la vie communautaire à travers l'envoi d'argent (elles peuvent être sollicitées par les comités durant leurs campagnes de financement) et sont sujettes à revenir dans la communauté durant les grandes festivités (comme durant la fête patronale).

4.4. Financement des organisations, des sources plurielles

Si le système de charge local et la présence de travail communautaire non rémunéré sortent une partie des activités communautaires de la logique marchande, les organisations sociales et économiques de la communauté ont tout de même besoin de financement (achat de matériel, formation, expertise technique, etc.). Selon les sources, le financement est soit ponctuel, soit récurrent. Ce financement provient à la fois des bénéfices des entreprises communautaires, des ménages en tant que tels, des entreprises individuelles, des programmes gouvernementaux, de la vente de produit, à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté ou du prélèvement de certaines formes de taxe.

4.4.1. Financement des autorités

Le commissariat trouve des sources d'argent dans les droits de coupe (*derecho de monte*) qu'il perçoit auprès de l'entreprise forestière, par les actes de possessions émis aux *comuneros*, par différents programmes gouvernementaux qui financent certains projets précis, par des dons provenant des *erradicados*, par l'eau qu'il vend à la municipalité de la Natividad, par les paiements de la SAO. Depuis que la communauté a perdu son permis d'exploitation forestière due à l'invasion d'insectes (voir la section 4.5.2), c'est le commissariat qui perçoit les profits de la vente du bois malade. Le commissariat utilise ces argents principalement pour financer ses coûts administratifs et les dépenses encourues par les conflits territoriaux qui persistent avec ses voisins. Il finance également les activités entourant le conflit minier avec la mine de la Natividad (voir la section 4.5.3). Les revenus totaux pour le commissariat des biens

communs ont été en moyenne de 3,8 millions de pesos mexicains par année entre le 18 juillet 2007 et le 18 juillet 2010; en retirant les sommes obtenues de la vente du bois malade et des profits tirées de l'entreprise d'embouteillage d'eau (ce qui comprend les programmes de financement gouvernementaux) qui était sous la responsabilité directe du commissariat durant cette période, les revenus s'élevaient à 1,1 million de pesos mexicains. Durant cette période, les sommes consacrées aux conflits agraires et miniers ont été de 0,11 million de pesos par année, soit 10 % des revenus disponibles.

La municipalité, de son côté, se finance par une cotisation symbolique demandée aux résidents pour leur consommation d'eau, par la levée d'une petite taxe perçue sur les biens fonciers et par des argents du gouvernement étatique qui financent la municipalité à travers des revenus normaux qui sont assignés à des services précis en fonction de la population de la municipalité⁸⁹. La municipalité touche également des revenus extraordinaires, dispensés par le gouvernement, qui peuvent être consentis pour le développement de services particuliers⁹⁰. La municipalité touche également un montant fixe de 45 000 pesos venant de l'entreprise forestière. Le financement total provenant du gouvernement était de 1,38 million de pesos mexicains en 2010.

4.4.2. Financement des organisations sociales

La plupart des comités et commissions de la communauté doivent trouver elles-mêmes leur source de financement. C'est en fait une de leurs principales tâches. Pour ce faire, elles organisent des activités: vente d'aliments sur la place publique, organisation d'événements durant l'année, tirages, tombolas, soirées dansantes, soirées de lutte, etc. Les différentes organisations peuvent également faire des demandes (*solicitudes*) auprès des entreprises communales ou des autorités pour amasser une partie de leur fonds. Selon l'ensemble des demandes et des besoins de la communauté, ces entités décident alors d'accorder les sommes

⁸⁹ Chaque mois, la chambre des députés de l'État de Oaxaca distribue une assignation aux 570 municipalités de l'État.

⁹⁰ En contrepartie de ce double financement étatique (ordinaire et extraordinaire), la municipalité est tenue de rendre des comptes à l'agence gouvernementale *Auditorio superior del estado*. Cette agence révisé les dépenses des municipalités et sélectionne un échantillon de 10 à 20% des municipalités pour une analyse approfondie.

ou non. Il n'existe pas, à quelques exceptions près⁹¹, de normes qui viennent réguler le montant des sommes qui sont consenties aux organisations de cette façon. On fonctionne au cas par cas. Les entreprises privées peuvent également se faire solliciter pour financer les activités des différentes organisations. C'est le cas d'une entreprise familiale dont le patron nous expliquait dans une discussion informelle, la raison de sa contribution : « je vis du village, ici, j'ai mon commerce... ».

4.4.2.1 Financement des jours de célébration

Selon les fêtes, il y a plus ou moins de pression pour amasser de l'argent. Pour la fête patronale, les attentes sont grandes et certaines activités doivent être tenues chaque année. Pour les fêtes moins importantes, on organise les activités en fonction des sommes amassées. Les membres de la commission de la fête patronale travaillent de janvier à septembre presque quotidiennement; ceux de la fête du quartier de Montserrat, travaillent d'août à avril, à raison de quelques jours par semaines. Pour la fête de San Mateo, les entreprises communales contribuent en moyenne à raison de 50 000 pesos. La cotisation obligatoire de 300 pesos par famille amasse environ 90 000 pesos⁹². La municipalité fournit également un peu de ressources. La balance doit être ramassée par d'autres activités. Un bar est prêté par la municipalité à la commission pour lui permettre d'amasser des fonds. Le bar est ouvert les fins de semaine. Le budget total pour la fête de 2010 a été de 480 000 pesos mexicains.

Les ressources de la fête du quartier de l'Asunción sont plus réduites. Son budget, en 2010, était d'environ 100 000 pesos mexicains. L'organisation de cette fête est plus informelle que dans le cas de la fête patronale (« les choses se font plus de manières volontaires, pour les activités aussi: le taureau est prêté, le monteur se contente d'une gratification, la banda de l'extérieur d'une gratification également » [entrevue 5, président de la commission du 15 août]). Une famille du quartier qui possède une ferrailerie est à la base de la renaissance de la

⁹¹ La seule exception est une cotisation obligatoire de 300 pesos pour chaque famille de la communauté destinée à financer une partie des coûts de la fête de San Mateo, le patron du village.

⁹² La commission a la responsabilité de passer à chaque domicile pour ramasser la quote-part. On atteint plus souvent les 70 000 pesos.

fête par le financement qu'elle y a apporté. Elle finance toujours les « *derechos de padre* », soit les frais accordés au père qui vient présider la messe et qui provient de villes voisines.

Le financement de la fête de Montserrat est de son côté pratiquement autonome. Seule la Triple S avait accordé un petit don pour les festivités de 2011. La principale source de financement, qui reste minime, est la vente de tacos dans le quartier qui s'effectue chaque huit jours. Le budget total pour cette fête tourne aux alentours de 35 000 pesos mexicains.

La fête du Pueblo Magico, nouvellement organisée depuis la nomination du village en 2007, avait un budget de 85 000 pesos mexicains en 2011.

Les montants amassés pour l'organisation de ces quatre importantes fêtes s'élèvent donc à environ 700 000 pesos mexicains annuellement (voir tableau 4.4)⁹³.

Tableau 4.4 Budgets de différentes organisations sociales

Organisation	Budget annuel moyen (en million de pesos mexicain)
Commissariat des biens communs	1,1
Autorité municipale	1,4*
Fêtes communautaires (les quatre principales)	0,7
* il s'agit du financement de provenance gouvernementale.	

Source : élaboration par l'auteur

⁹³ Notons que l'année de référence n'est pas la même pour toutes les fêtes. Nous faisons l'approximation que les sommes sont sensiblement les mêmes d'année en année.

4.4.4 Financement de l'UZACHI

Le budget de l'UZACHI provient de chaque communauté membre. Le budget sert à payer les honoraires, la papeterie, l'équipement, le combustible, le transport, les viatiques, etc. Une cotisation égale est assurée mensuellement par chaque communauté. Les cotisations des communautés ne suffisent pas à défrayer l'ensemble des activités de l'UZACHI. Pour augmenter ses ressources, l'UZACHI finance donc également une partie de ses activités par différents programmes gouvernementaux⁹⁴: l'UZACHI élabore les projets; les communautés gèrent directement l'argent et laissent une portion de ce financement pour payer l'élaboration de l'assistance technique de l'UZACHI. La part de l'UZACHI reste cependant relativement faible. Alors que ces programmes réservent de 10 à 15 % des fonds pour les services techniques, l'UZACHI n'utilise régulièrement que de 3 à 5 % de ces fonds.

4.4.5 Financement des entreprises communautaires

Outre la contribution économique de la communauté, qui varie selon les projets⁹⁵, les entreprises communales ont profité de toute une gamme de soutiens provenant de différentes dépendances étatiques et fédérales. L'UZACHI a souvent joué un rôle d'intermédiaires dans

⁹⁴ Les programmes fédéraux viennent des organisations suivantes: CONAFOR, SEMARNAT, CONABIO; dans l'État de Oaxaca, la SEDAF finance certaines activités. Il y a aussi des programmes qui ne sont pas directement destinés aux activités forestières, mais qui peuvent s'appliquer pour certains projets: la CDI, la SAGARPA et la SEDESOL.

⁹⁵ La communauté contribua par exemple à plus 70% du coût de travaux de génie civil nécessaires à la construction de l'usine de purification de l'eau.

l'accès à ce mode de financement⁹⁶. Les initiatives des petits groupes ont aussi bénéficié des programmes de financement gouvernementaux⁹⁷.

4.5. Inflexions récentes du développement; quelques faits marquants.

Certains événements récents touchant les secteurs économiques où œuvrent les entreprises communautaires ont eu des répercussions sur les activités de Capulálpam. La section suivante s'attarde à trois de ceux-ci. Ces événements ont comme sources soit des éléments de l'environnement physique (invasion d'insectes) soit des acteurs venant de l'extérieur de la communauté (instances gouvernementales, entreprises multinationales).

4.5.1 Consolidation du secteur touristique : Capualalpam, un village magique

Capulálpam a reçu la dénomination de Pueblo Magico (littéralement, village magique) en 2007 (voir la section 3.1.2.3 pour plus de détails sur le programme). Une dizaine de villages étaient alors en compétition dans l'État de Oaxaca pour obtenir ce titre⁹⁸; Capulálpam devint le premier et unique village magique de l'État de Oaxaca (en 2011). La dénomination a eu des répercussions sur l'afflux de touristes dans la communauté. La dénomination a aussi attiré des investisseurs sur le territoire de Capulálpam. Selon plusieurs interviewés, le titre de Pueblo

⁹⁶ Dans le cas de l'entreprise forestière, l'aide de différents programmes a été touchée: la CONAFOR à travers le programme PROÁRBOL, a financé l'acquisition de machines servant à la production; le SEDER-SAGARPA-CONAFOR, a financé, en 2005, l'acquisition d'un four de séchage. Dans le cas de la Triple S, l'équipement principal nécessaire à la production de l'entreprise a été acheté grâce à un prêt du FONAES et du FIFOMI. L'entreprise d'écotourisme a, pour sa part, profité du financement des organismes gouvernementaux suivants: la SEDESOL, la SEDER, la SECTUR Estatal, le COIMBIO, la CONANP, la CDI. Le financement de l'entreprise d'embouteillage d'eau a été tiré de différentes sources de la PROCYMAF et de la CDI.

⁹⁷ Le groupe *Masiel* et le groupe *Salud y bienestar* touchèrent par exemple de l'aide de SEDER-SAGARPA pour l'achat d'équipement.

⁹⁸ Capulálpam est le 37^e village à avoir été nommé par les autorités fédérales. La sélection s'est opérée à travers des visites surprises des représentants du programme fédéral à Capulálpam, qui furent suivies de visites officielles s'étendant sur une semaine.

magico facilite l'accès au financement gouvernemental pour le développement de projets dans la communauté.

4.5.2 Épidémie de dendroctone, des ravages dans la forêt

De 2004 à 2009, dans l'État de Oaxaca, plus de 6 300 hectares de forêt de pin ont été attaqués par l'insecte dendroctones du pin ponderosa (*dendroctonus adjunctus*, nom latin) (voir figure 4.18). Les Pueblos Mancomunados, voisins de la communauté de Capulálpam, ont perdu, durant cette période, une moyenne de 36 000 arbres par année. La communauté de Capulálpam a également été touchée par l'épidémie. La propagation de cet insecte a eu comme résultat la suspension, en 2009, du permis d'exploitation forestière dispensé par la SEMARNAT à la communauté de Capulálpam, suspension en cours jusqu'à maîtrise de l'épidémie. Les coûts de la lutte contre cet insecte sont devenus importants pour la communauté (coût pour le plan d'opération de l'UZACHI, coût pour l'ouverture de nouvelles brèches forestières, coût pour la location de machinerie et le paiement d'opérateurs, etc.). La communauté peut vendre le bois contaminé coupé pour financer une partie de ses opérations, mais le prix au m³ de ce dernier reste bien inférieur à celui du bois en santé. La vente de bois malade couvre à peine les frais encourus par la lutte contre l'invasion. Les autorités projetaient en 2011 de récupérer le permis pour 2011-2012.

L'épidémie affecta également une autre activité économique de la communauté, la cueillette d'un champignon blanc, le *maxutaqui*, cueilli dans la forêt pour consommation locale et pour revente (principalement au Japon). Le programme de gestion de la cueillette, développé par l'UZACHI, n'a pas été renouvelé lorsqu'il est venu à échéance en 2009 de sorte à laisser au commissariat le temps de gérer le problème de l'épidémie⁹⁹.

⁹⁹ Comme le champignon grandit en symbiose avec le pin, à travers ses racines, et qu'une grande partie de la production de champignon vient des zones où le dendroctone était présent, on voulait étudier l'hypothèse voulant que la propagation de l'insecte fût reliée à la cueillette.



Figure 4.18 Effets du dendroctone sur la matière ligneuse

(Source : Cliché de l'auteur, 2011)

Les conflits territoriaux intercommunaux toujours actifs dans la région rendent encore plus complexe la gestion de l'épidémie. Une des zones de propagation de l'insecte jouxte une zone de conflit entre Capulálpam et Yatao. Comme cette zone est toujours en attente de jugement

du tribunal agraire, il n'est pas possible pour les autorités de Capulálpam d'intervenir physiquement dans la zone de conflit alors que la zone est infectée et contamine la forêt de la communauté; seules la CONAFOR et la SEMARNAT peuvent intervenir dans la zone si des accords entre les deux communautés sont conclus¹⁰⁰.

4.5.3 Nouveau cycle de lutte; la communauté confrontée à l'industrie minière

Depuis plus de 200 ans, une mine est en exploitation sur le territoire communal de Capulálpam à la Natividad. Dans la dernière décennie, les activités de la mine ont ralenti. Il ne s'effectue plus, en 2011, d'extraction de minéraux. Une pompe est toujours en action pour éviter l'inondation et l'effondrement des tunnels.

À l'échelle nationale, les politiques de libéralisation des concessions minières des dernières décennies ont favorisé la valorisation marchande du sous-sol mexicain¹⁰¹. Plusieurs entreprises nord-américaines détiennent ainsi en concessions le sous-sol de la Sierra Juárez (entre 2004 et 2006, la canadienne *Continuum Resources* a par exemple acquis 50 000 hectares de concession dans la région, la plupart de cette superficie couvrant des terres communales, dont celle de Capulálpam [Bacon, 2012a])). Les compagnies détentrices du sous-sol de la communauté de Capulálpam ont des projets de remise en activité de la mine de la Natividad et d'exploitation de nouveaux gisements dans la zone du bassin versant de la « Y » (voir figure 4.19). Ce bassin versant contiendrait des gisements d'or importants situés en surface. Selon les autorités communales, leur exploitation nécessiterait probablement l'abattage d'une partie du couvert forestier de la zone et comporterait de grands risques de contamination de cette source d'eau.

¹⁰⁰ En avril 2011, lors de notre étude de terrain, les deux communautés n'étaient pas arrivées à s'accorder sur la façon d'intervenir dans la zone « tampon ». Ceci s'explique en partie par le fait que Yotao n'a pas de plan de gestion forestière et ne juge probablement pas la question prioritaire. La situation a cependant évolué depuis cette date (voir section 5.3.4.2.)

¹⁰¹ L'activité minière représente pour le Mexique une source importante d'entrées de devises (Ministère des Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur du Québec, 2013).

De façon générale, la population de Capulálpam ne souhaite pas un développement minier de cette envergure. Elle garde un mauvais souvenir de l'exploitation passée et ne croit pas, sur cette base, que de futures exploitations apporteraient des bénéfices (« je sens qu'il n'y a pas eu d'amélioration pour les gens, non, au contraire. L'exploitation, ce qui les intéressait, c'était de sortir l'or [...] Après 200 ans, il n'y a aucun bénéfice économique ou social pour la communauté » [entrevue 4, directeur technique de l'UZACHI]; « la mine n'a rien laissé de bon, ils apportent tout avec eux » [entrevue 8, commissaire des biens communs]). Les mauvaises conditions de travail sont aussi pointées du doigt (« les gens qui peuvent aller travailler reviennent malades » [entrevue, 14, citoyenne]; « avant, les hommes mourraient bien jeunes... aplatis, rien ne les protégeait... » [entrevue 2, président du comité culturel]). À l'heure actuelle, la principale crainte de la population semble toucher la perte, ou l'altération, des ressources naturelles de la communauté (« la mine n'a pas cessé de contaminer [...] S'ils entrent par là [la « Y »], l'eau va s'en aller... » [entrevue 2, président du comité culturel]).

Ceci explique que le village se soit organisé dans la dernière décennie pour lutter contre les activités minières sur le territoire communal. Le comité de défense des ressources naturelles répondait à cette volonté de résistance. La communauté a ainsi, conjointement avec l'UZACHI, commandé des études documentant les impacts environnementaux de la mine. L'UZACHI se sert de sa participation à des réunions internationales pour présenter la problématique de la mine. Certaines études ont démontré que des sources d'eau de la communauté (jusqu'à 15 selon les études) auraient été asséchées des suites de l'exploitation minière. Ce ne serait cependant pas le cas de la zone du bassin versant de la « Y » où l'eau provient du ruissèlement des pluies et de la condensation des nuages (Martínez Murillo, Ibarra Olivares et Zárate Barradas, 2009) (voir figure 4.19). Cependant, l'exploitation de nouveaux gisements d'or dans ce micro-bassin pourrait venir à contaminer la prise d'eau de la communauté, car les gisements sont peu profonds.

Pour le moment, la présence des minières sur le territoire n'a pas d'impact direct sur les activités économiques et sociales de la communauté, à part l'investissement de ressources financières et humaines que nécessitèrent les premières étapes de la lutte. Mais cette situation reste délicate pour la communauté, consciente que la résistance ne fait que commencer (« les concessions sont de 50 ans, les luttes commencent à peine... » [entrevue 8, commissaire des

biens communs]), car certains intérêts miniers semblent prêts à encourager l'emploi de la violence pour arriver à leur fin¹⁰².

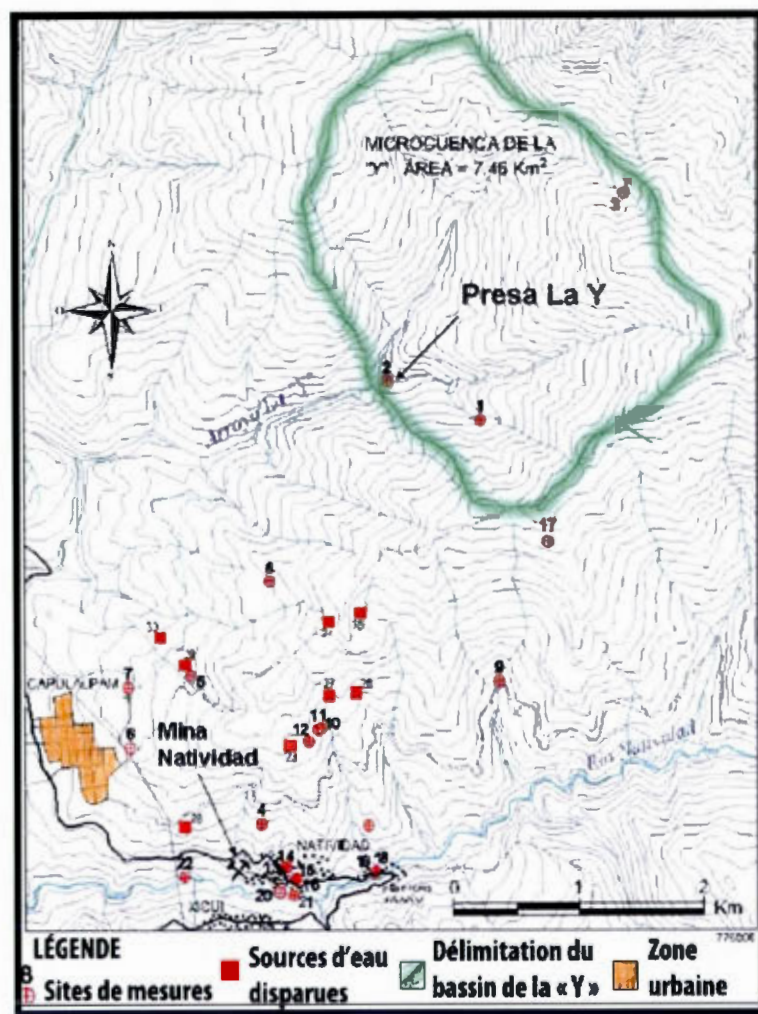


Figure 4.19 Bassin versant de la « Y » et sites de disparition de sources d'eau

(Source : Martínez Murillo *et al.*, 2009, adaptation par l'auteur)

¹⁰² Les intérêts miniers semblent tirer parti de différends locaux et des potentats locaux pour réussir à s'implanter dans les communautés. Plusieurs cas d'usage de la violence ont été répertoriés au Mexique relativement à des conflits miniers. Bacon (2012b) rapporte, par exemple, l'assassinat, en 2012, de Bernardo Vázquez Sánchez, activiste qui luttait contre le développement des activités minières dans la municipalité de San Jose del Progreso, située dans la vallée centrale de l'État de Oaxaca.

Conclusion

Pour conclure ce chapitre, il est intéressant de rappeler que le développement qui s'est opéré à Capulálpam depuis la création de l'unité forestière en 1984 a compté, dans une large mesure, sur la participation des habitants de la localité eux-mêmes, à travers l'élargissement de la réglementation interne vis-à-vis des différents usages du sol qui s'y sont développés, à travers la prise en charge de nouvelles responsabilités et la création de nouvelles organisations. Loin du vase clos du point de vue des ressources qu'elle a mobilisées, la communauté a su garder le contrôle des outils politiques permettant leur gestion. Le développement économique, par la mise à profit des formes d'organisation traditionnelle (le système local de charge et le travail communautaire), y est impensable en dehors de la dynamique sociale d'ensemble.

CHAPITRE V

LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CAPULÁPAM DE MÉNDEZ À TRAVERS LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Dans ce cinquième et dernier chapitre, nous analysons le cas de Capulálpam à la lumière de nos concepts opérationnels et de nos hypothèses de recherche présentés dans notre cadre théorique de sorte de dégager les principales conclusions de l'étude de notre cas. Le chapitre comporte cinq parties. Nous qualifions d'abord la nature du développement de Capulálpam à travers ce que nous avons appelé ses domaines existentiels, à savoir les domaines institutionnel et social, humain, économique et environnemental. Les deux sections suivantes s'intéressent à la façon dont la culture locale influence les objectifs de développement et la façon dont les différents acteurs du développement ont mis le cadre institutionnel et les mécanismes de reproduction sociale à profit durant les phases de développement. Enfin, les deux dernières parties identifient, d'abord, les limites des mécanismes de reproduction sociale, puis, les perturbations potentielles, générées par le développement, de ces mécanismes.

5.1 Nature du développement

Bon nombre des éléments marquants des processus de développement qui se sont opérés à Capulálpam dans les trois dernières décennies tirent leurs sources d'actions collectives concertées : exercice d'aménagement du territoire, mise sur pied d'entreprises communautaires, augmentation des services aux citoyens, etc. Quoique les actions individuelles relatives à l'économie se soient également développées, celles-ci semblent avoir

été profitables, si l'on considère l'ordre des choses d'un point de vue temporel, du développement de certains secteurs d'activité par les entreprises communautaires.

La prédominance des acteurs collectifs y étant sûrement pour quelque chose, les initiatives économiques se sont opérées sans qu'une perte de pouvoir politique ou une déstructuration sociale importante ne se produise à l'échelon local. Capulálpam a plutôt promu un type de développement qui garde à l'intérieur de la communauté les bénéfices issus de ses activités productives, activités axées en premier lieu sur l'exploitation des ressources naturelles.

Dans la présente section, nous brossons un tableau de ce développement des dernières décennies pour chacun des quatre domaines existentiels identifiés par le concept de développement communautaire, à savoir le domaine institutionnel et social, le domaine humain, le domaine environnemental et le domaine économique. En faisant ressortir les éléments de chacune de ces dimensions, nous serons plus à même de comprendre comment la dynamique communautaire propre à Capulálpam les anime et les met en relation les uns avec les autres.

5.1.1 Développement institutionnel et social

Notre analyse du développement institutionnel et social s'effectue en deux temps. Nous nous intéressons dans un premier temps aux acteurs collectifs ayant joué un rôle dans le développement de Capulálpam en identifiant, succinctement, la nature des plus importants d'entre eux, tout comme l'évolution de leurs revendications et de leurs rôles (analyse diachronique). Ensuite, nous nous attardons, de façon plus précise et selon l'échelle d'action, au mode d'organisation de ces acteurs collectifs ainsi qu'à l'institutionnalisation de certaines de leurs demandes (analyse scalaire).

5.1.1.1 Lutte, émergence des acteurs de développement et évolution de leurs rôles et demandes

Les acteurs du développement de Capulálpam se sont consolidés et construits à travers des moments de lutte. Ces acteurs collectifs sont surtout locaux et régionaux, mais pas exclusivement. Ils n'ont pas toujours entretenu les mêmes rapports entre eux et avec l'extérieur, notamment avec les différents organes de représentation de l'État et les entreprises privées exploitant le territoire de la Sierra Norte. La sous-section suivante identifie ces acteurs, ainsi que leurs demandes et rôles, de façon chronologique.

L'Union de Pueblos Abastecedores est la première organisation de lutte s'étant formée dans la région. Elle militait, vers la fin des années 1960, pour de meilleures conditions de travail et pour un respect des accords de collaboration signés avec les entreprises en concession. Elle ne visait pas à transformer le système économique, mais à s'assurer que le rôle qui était accordé aux communautés soit respecté (voir section 3.1.3).

Les revendications des communautés changent vers la fin des années 1970. Le mouvement revendicatif de la Sierra Norte s'inscrit alors dans un mouvement de contestation plus large enraciné dans les milieux urbains (voir section 3.1.3). Les revendications se radicalisent, elles ont des visées de transformation du modèle de développement paternaliste et centralisé alors en place; elles réclament la décentralisation de la gouvernance des ressources naturelles et l'obtention d'une plus grande autonomie locale. Il en est de même des moyens mis en œuvre qui vont à Capulálpam jusqu'à la confrontation et le sabotage des infrastructures privées par différents types d'action directe. L'ODRENASIJ est un vecteur de ces luttes au niveau régional; des comités de citoyens et de femmes en sont responsables au niveau local.

La fin de la concession à la FAPATUX en 1981 marque une nouvelle étape dans le rôle que se donnent les acteurs collectifs actifs dans la Sierra Norte. La communauté de Capulálpam devient alors elle-même productrice, avec la création de son unité communautaire de production forestière, et devient du fait même détentrice d'actifs qui sont depuis lors en expansion. Une nouvelle organisation collective voit le jour à l'échelon local avec la mise sur pied d'un conseil d'administration pour cette entreprise. De nouvelles fonctions sont

attribuées aux organisations déjà existantes (p. ex supervision des activités productrices par le conseil de vigilance et le commissariat des biens communs, fonction de conseiller par rapport à la production pour le conseil des *caracterizados*). Cette structure locale sera répétée pour les trois autres entreprises communautaires qui verront par la suite le jour. Jusqu'à la libéralisation complète des services techniques en foresterie à l'échelon national, les revendications des communautés à l'égard de l'échelon étatique et national visent toujours la transformation des modèles de gouvernances.

Cette insatisfaction envers la gouvernance des services techniques mène à la création de l'UZACHI en 1989. Cette organisation intercommunale devient alors un acteur clé du développement de Capulálpam. À travers elle, la relation avec les échelons étatique et national évolue. Dans certain cas, des expériences de co-construction de politiques et de programmes publics (p. ex. la mise sur pied de projets pilotes de développement qui fonctionnent en partie par le financement de programmes publics, comme c'est le cas avec le programme de séquestration du carbone de la SAO et avec l'exercice de planification territoriale communautaire) ou de partenariats ont lieu (p. ex. dans le cas de l'application du programme de Pueblo Magico où un comité civil a été mis sur pied à l'échelon local pour coordonner et mettre en application le programme émanant de l'échelon fédéral). Ceci ne met cependant pas fin aux revendications de la communauté et aux demandes de réforme, notamment en ce qui a trait à la gestion des ressources minérales où la confrontation avec les minières privées semble toujours possible. Pour le moment, la communauté semble tout de même vouloir tenter d'utiliser la négociation avec l'appareil gouvernemental ou d'utiliser l'appareil judiciaire pour faire valoir ses droits en ce qui a trait au conflit minier.

5.1.1.2 Nouveaux acteurs, fonctionnement et institutionnalisation

Au cours des trois dernières décennies, plusieurs organisations participant au développement ont vu le jour. À l'échelle locale, les organisations créées dans les trois dernières décennies sont nombreuses. Du point de vue de la gestion communale des ressources naturelles, trois conseils d'administration attachés à leur entreprise communautaire respective ont été créés

(l'entreprise d'embouteillage, la plus jeune des entreprises communautaires, n'avait toujours pas de conseil d'administration lors de notre enquête à l'hiver 2011; sa gestion dépendait directement du commissaire des biens communs). Les conseils d'administration sont toujours formés par un certain nombre de propriétaires de l'entreprise (à savoir les *comuneros*) qui, à tour de rôle et pour des périodes précises, sont chargés de représenter les entreprises.

Le comité de défense des ressources naturelles, aujourd'hui nommé « comité d'aide au commissariat », a vu le jour dans une nouvelle phase de lutte qu'a entreprise récemment la communauté à l'égard des compagnies minières détentrices de concessions dans la région. Aucune action directe n'a été pour le moment entreprise (ce qui différencie cette nouvelle phase de lutte d'avec la première). Ce comité jouit d'une reconnaissance officielle des autorités du village, mais n'a pas de rôle clairement institutionnalisé.

Du point de vue municipal, trois nouvelles organisations ont été créées dans la dernière décennie: la commission du 15 août, la commission de Montserrat et le comité du Pueblo Magico. Les deux commissions sont issues de l'initiative de quelques membres; elles ont émergé de l'échelle micro-locale avant d'être reconnues par les autorités locales et d'être intégrées au système local de charge. Le comité du Pueblo Magico, pour sa part, a été imposé par la titularisation octroyée au village par les autorités fédérales. La titularisation de Pueblo Magico a régulé de façon plus stricte le développement urbain de la communauté qui doit maintenant respecter les objectifs de l'Agenda 21¹⁰³ fixés par le gouvernement fédéral (limitation sur le type de matériel utilisé, production d'un plan de développement, etc.). En plus du comité du Pueblo Magico, un conseiller municipal se chargeant du tourisme dans la communauté a été rajouté à l'administration municipale.

Les conseils d'administration, les commissions et les comités mentionnés ci-haut ont été complètement intégrés au système local de répartition des rôles et répondent par le fait même aux mêmes règles (distribution, reddition de compte, etc.) que tous les autres postes.

À l'échelle intercommunale, pour la même période de temps, l'UZACHI est la principale organisation à avoir été créée. La reconnaissance de l'organisation a ajouté un échelon de

¹⁰³ Le respect de l'Agenda 21 a eu comme conséquence la mise à jour de la réglementation municipale interne (nommé *Banda de policia y buen gobierno*) de Capulápan.

gouvernance dans la gestion des ressources naturelles. L'UZACHI sert de pont entre les échelons local et gouvernementaux. L'UZACHI reste cependant une organisation de consultation technique, les communautés membres ont gardé leur capacité décisionnelle à travers la structure de gouvernance donnée à l'organisation. L'UZACHI a par contre été à la base de plusieurs initiatives qui se sont institutionnalisées sur le territoire de Capulálpam. Ainsi, l'exercice de planification territoriale du début des années 1990 a déterminé de façon précise quel type d'activité allait être permis pour chaque portion du territoire. Le plan d'aménagement en découlant a été intégré, sous forme de règles d'usage, à l'*estatuto comunal*. Cette initiative de planification territoriale a été à son tour intégrée dans certains programmes gouvernementaux de développement¹⁰⁴.

À l'échelle régionale, la création de l'UCOSIJ a amélioré la représentation des intérêts des producteurs forestiers communautaires régionaux envers les instances étatiques. Ses rapports avec les organes gouvernementaux sont ceux de la négociation. Elle dote les communautés d'un poids politique supplémentaire en plus de constituer une plateforme de discussion pour les communautés elles-mêmes.

Plusieurs autres acteurs ont participé au développement à l'échelle nationale. L'ONG ERA a joué un rôle directeur (mais informel puisque celui-ci ne s'est pas institutionnalisé dans les règles locales) dans la mise sur pied de l'UZACHI en mettant à profit ses capacités techniques et organisationnelles. La SAO, autre ONG au rayonnement national, participe également au développement de Capulálpam. La participation de Capulálpam au projet pilote de séquestration de carbone impose des règles strictes d'entretien pour les zones désignées par le programme. Les agences gouvernementales fédérale et étatique, autres acteurs clés au niveau national, ont mis sur pied, pendant la même période, des cadres réglementaires relatifs à l'exploitation des ressources naturelles communautaires ou ont créé des programmes d'aide

¹⁰⁴ L'expérience de la planification territoriale menée par l'UZACHI au début des années 1990 a effectivement eu un impact sur le développement des politiques étatiques. Le PROCYMAF, la CONAFOR et le COINBIO incorporèrent dans leurs propres structures les processus de l'initiative de Planification territoriale communautaire (PCT). Le PCT est appelé *Ordenamiento Territorial Comunitario* au sein de ces programmes. Selon Chapela (à partir de communications avec M. Chapela), un quart des communautés forestières profiteraient aujourd'hui de ces programmes. Une communauté active pourrait recevoir de l'aide jusqu'à concurrence de 10 projets, le financement associé à chacun d'entre eux se situant entre 15 000 et 500 000 pesos mexicain. Pour une analyse critique de l'*Ordenamiento Territorial Comunitario*, voir Anta Fonseca *et al.* (2006).

au développement imposant certaines conditions d'accès, programmes que Capulálpam utilisa dans les phases de démarrages de ses entreprises collectives (voir section 4.4 sur le financement).

5.1.2 Développement et évolution des tâches

Le développement connu par Capulálpam a eu un impact sur les types de tâches à accomplir dans la communauté. La création de nouvelles organisations d'échelle locale (comités, commissions et conseils d'administration) a ajouté 42 nouveaux postes au système de *cargos* (22 ne pouvant être comblés que par des *comuneros* car dépendants de l'autorité du commissariat des biens communs). En plus de ces organisations, à la majorité desquelles on a donné des fonctions précises, de nouvelles tâches ont également été ajoutées à des organisations qui existaient déjà. Le commissaire des biens communs est maintenant responsable de calculer les volumes de bois coupés par l'entreprise forestière et de représenter la communauté à l'UZACHI, le conseil de vigilance doit maintenant s'assurer que les conseils d'administration respectent les règles communales dans l'usage des dividendes, le conseil des *caracterizados* doit conseiller un plus grand nombre d'organisations et veiller à un éventail plus grand d'enjeux générés par les nouvelles activités de la communauté, etc. Ainsi, l'organisation sociale, en se complexifiant, demande l'acquisition de plus en plus de compétences aux *comuneros* qui, à tour de rôle, ont à assumer différentes responsabilités. Ce fait est rapporté par un des interviewés : « il y a de ça 50 ans, quelqu'un qui savait lire, écrire et signer pouvait être secrétaire; il y a de ça 40 ans, la personne devait pouvoir utiliser la machine à écrire; aujourd'hui, elle doit savoir utiliser l'ordinateur, internet, et ainsi les tâches se complexifient [et] requièrent une plus grande préparation et une plus grande disponibilité » (entrevue 13, président municipal).

La mise sur pied des entreprises communales a développé chez les *comuneros* des aptitudes dans la gestion des affaires courantes de divers domaines d'activité: le tourisme, la foresterie, les activités minières. En plus des postes intégrés au système de *cargos*, le développement du village a également amené de nouveaux types d'emplois rémunérés dans la communauté qui

ont pu profiter à certaines catégories d'habitant. Ainsi, le développement de l'entreprise en écotourisme a favorisé l'emploi chez les femmes et chez les jeunes, deux tranches de la société pour qui il était plus difficile de trouver des débouchés dans le village.

Les nouvelles possibilités d'emploi, entre autres générées par le développement des secteurs d'activités des entreprises communautaires, ont eu comme conséquence le déclin d'autres types d'activité dans la communauté. C'est le cas de l'agriculture et de l'élevage. Les savoir-faire relatifs à ces activités économiques traditionnelles sont de moins en moins répandus. Inversement, la nomination de Pueblo Magico a favorisé dans le village la valorisation d'autres activités traditionnelles. Dans le cadre des festivités annuelles du Pueblo Magico, le comité culturel a par exemple organisé un tournoi de *trompo y seco*¹⁰⁵, un jeu qui se jouait traditionnellement dans la communauté et dont la pratique s'était perdue.

5.1.3 Développement des activités productives

L'augmentation de la capacité de production de Capulálpam est principalement due à la création des quatre entreprises communautaires. Sur ces quatre entreprises, trois d'entre elles mènent des activités de type primaire ou secondaire reposant sur l'exploitation des ressources naturelles ; la quatrième, qui œuvre dans le domaine de l'écotourisme, dépend également des ressources naturelles, mais est plutôt à situer dans le domaine des activités de services. Nous voyons d'abord, dans cette sous-section, comment ce développement se caractérise en fonction des secteurs pour ensuite faire une description de l'augmentation des capacités productives en tant que telles.

¹⁰⁵ À l'aide d'une toupie que l'on lance à partir du relâchement d'une corde auparavant enroulée en son pourtour, deux équipes d'une dizaine de joueurs s'affrontent et tentent de faire progresser une bille de bois de la grosseur d'une balle de golf à une des deux extrémités du terrain [terrain de soccer] de sorte à marquer des points.

5.1.3.1 Le développement en fonction des secteurs

Les travaux s'intéressant aux communautés forestières classifient ces dernières en fonction du niveau d'intégration verticale et de transformation de la matière que leurs entreprises opèrent. Selon la classification proposée par Barton Bray, Merino-López et Barry (2005 : 12), il y aurait cinq types de communautés forestières : celles possédant un potentiel inexploité (type I); celles vendant les droits de coupe à des tiers partis (type II); celles exploitant leur matière ligneuse, mais sans aucune transformation (type III); celles possédant des capacités de transformation primaire (type IV); celles possédant des capacités de production diversifiées à valeur ajoutée (type V). Capulálpam, grâce à son moulin à scie, peut transformer les troncs d'arbre en planches. Ce type de produit classerait l'entreprise forestière dans le type IV. Son four de séchage, l'atelier de menuiserie communautaire, mais surtout, l'ensemble des ateliers de menuiserie individuelle, où la matière est encore plus transformée, permettent de classer la communauté dans le cinquième type. Ainsi, dans le secteur forestier, la communauté de Capulálpam combine le type de propriété à la base de la production ; il y a à la fois des entreprises de propriété individuelle (les ateliers de menuiserie) et communautaire. La gestion des activités de transformation à forte valeur ajoutée n'est donc pas complètement centralisée dans la communauté.

Si l'on applique la même classification pour les autres entreprises de la communauté, l'entreprise de la Triple S et l'entreprise d'embouteillage d'eau seraient toutes deux à classer dans le type IV des entreprises, toutes deux opèrent des transformations de la matière première brute soit en concassant la pierre, soit en filtrant et en embouteillant l'eau, et ce, sous différents formats pour les deux. À part peut-être la production de bloc de béton pour la Triple S, ces entreprises n'en arrivent pas à l'élaboration de produits de forte valeur ajoutée. Contrairement au cas de l'entreprise forestière, ces deux entreprises n'ont pas suscité le développement d'initiatives entrepreneuriales individuelles dans leur secteur respectif.

L'entreprise en écotourisme, pour sa part, participe à la tertiarisation des activités économiques de Capulálpam. Comme dans le cas du secteur forestier, l'entreprise en

écotourisme a favorisé le développement d'initiatives personnelles dans le même secteur. Des restaurants et des services d'hébergement ont ainsi été développés par les membres de la communauté. Notons que la nature des activités touristiques est différente des activités développées dans les autres secteurs où les entreprises communautaires sont actives : les activités touristiques amènent des personnes sur le territoire communal (alors que les trois autres consistent à expédier des produits à l'extérieur de la communauté par l'entremise d'un marché). Cette caractéristique du tourisme fait en sorte qu'il y a augmentation des contacts directs entre des gens venant de l'extérieur et les membres de la communauté en tant que telle.

5.1.3.2. Description des capacités productives nouvelles

La mise sur pied des entreprises communautaires a doté Capulálpam de nombreux nouveaux moyens de production. Les entreprises se sont pourvues de machineries (camion à benne pour le transport de la pierre concassée, véhicule de fonction pour la compagnie d'écotourisme, grue pour le chargement des troncs d'arbres, camion de transport de *garrafon*, etc.) et en installations physiques (constructions de *cabañas*, installation d'une scierie, mise en fonction d'une concasseuse de pierre, développement d'une usine de filtration et d'embouteillage d'eau, etc.) ce qui a augmenté de façon significative la valeur des actifs de la communauté. L'exploitation forestière a de plus favorisé l'ouverture de chemins forestiers qui ont désenclavé certaines portions du territoire.

Le développement communautaire également a doté Capulálpam de nouvelles capacités de financement. Le titre de *Pueblo Magico* a facilité l'accès au financement fédéral pour l'embellissement du village, comme en témoigne l'empierrement de plusieurs des rues centrales de la communauté. Les entreprises communautaires ont donné accès à du capital financier pour la communauté, en plus des compétences humaines qu'elles ont été capables de mettre en valeur. Ce capital financier dégagé est réinvesti dans le développement des services publics et les différentes activités sociales du village ou peut servir de base pour le lancement d'autres initiatives productives (p. ex. pour la construction de l'usine

d'embouteillage d'eau). Les profits générés par l'entreprise forestière, la première entreprise communautaire, ont ainsi servi pour le démarrage des autres entreprises communautaires. Les initiatives de la SAO participent également à la dotation en capital de Capulálpam; le programme de rétribution pour stockage de carbone fait en sorte que la régénérescence de couvert forestier devient une source de profit.

Dans certaines circonstances, les moyens de production appartenant aux entreprises communautaires sont utilisés directement par la communauté (utilisation de machinerie lourde pour l'entretien des voies publiques par exemple). L'accès à la production de ces entreprises peut également se faire à des prix avantageux. C'est le cas par exemple du gravier servant à la construction de route qui est vendu par la Triple S aux autorités municipales à la moitié du prix normal fixé; c'est le cas des bouteilles d'eau qui sont distribuées gratuitement durant les événements organisés dans la communauté. Les entreprises communautaires sont également une source d'emploi pour la population locale (une cinquantaine d'emplois ont ainsi été créés).

5.1.4 Développement et domaine environnemental

Si le développement de la communauté de Capulálpam s'est principalement effectué à partir de l'exploitation des ressources naturelles, il ne semble pas avoir créé de grandes perturbations du point de vue de la capacité des écosystèmes à régénérer leurs ressources. De 1995 à 2005, 95% du territoire a vu son usage du sol conservé (Marcial Juárez, 2011)¹⁰⁶; autrement dit, seulement 5% du territoire a subi des altérations.

La forêt de pins et de chênes, qui couvrait 59,6% du territoire communal en 1995, a perdu 2,5% de sa superficie durant la période de 1995 à 2005. Cette diminution s'explique principalement par la présence du dendroctone du pin ponderosa qui est à l'origine d'une perte de 3,4% de la superficie de la forêt pin-chêne de 1995. Cette perte a été partiellement

¹⁰⁶ Marcial Juárez a mené une étude de variation des usages du sol à partir de l'analyse de photographies satellitaires dans le cadre d'un projet de fin de BAC à l'Université de la Sierra Juárez. Cette étude s'est intéressée à la décennie 1995-2005 qui coïncide environ avec les années d'application du premier plan d'aménagement du territoire à Capulálpam (1993-2003).

compensée par la régénération des premières plantations forestières qui étaient arrivées à leur terme en 2005. La forêt mésophile (14,0% du territoire communal en 1995) a, pour la même période de temps, sensiblement augmenté sa superficie (+ 0,9%).

Les portions du territoire dédiées à l'agriculture sont celles qui ont le plus subi de changements durant la décennie étudiée par Macial Juárez (2011). La superficie dédiée à l'agriculture a diminué du tiers de 1995 à 2005. Ces superficies sont en processus de régénération naturelle¹⁰⁷.

Par contre, les excavations effectuées dans le sous-sol de Capulálpam dans le cadre des activités minières, on eut un impact sur le nombre de sources naturelles présentes sur le territoire. Selon nos sources, les tunnels souterrains auraient engouffré une portion des eaux qui jaillissaient en surface. Certaines études évoquent la disparition d'une quinzaine de sources d'eau sur le territoire communal (voir à ce sujet la section 4.5.3).

5.2. L'importance de la culture dans l'orientation du développement

Une des principales caractéristiques du développement à Capulálpam est son imbrication au système de reproduction sociale qui lui préexistait, ce qui témoigne de l'influence de la dépendance du sentier (*path dependency*) dont parlent, entre autres, Moulaert et Nussbaumer (2008). Cet enchaînement du développement des capacités productives dans la vie sociale du groupe implique que les valeurs s'y étant développées historiquement ont à la fois encadré et

¹⁰⁷ Dans un passé pas trop lointain, l'élevage se pratiquait toujours à Capulálpam (chèvres, ânes, moutons, vaches, chevaux). Depuis les années 1970, il a pratiquement disparu. Il en est de même avec l'agriculture. Les habitants ont délaissé les champs parce que les rendements, une tonne par hectare pour le maïs, ne sont pas élevés (l'agriculture est en perte de vitesse « parce que nos champs et notre condition agricole n'ont pas le rendement nécessaire pour vivre du champ... Ici, l'agriculture est de subsistance » [entrevue 13]). Le développement d'autres activités productives dans la communauté a participé au délaissement de ces activités (« comme nous avons la chance de nous impliquer dans d'autres activités, [...] le champ se délaisse... Le champ demande de la main-d'œuvre et nous ne la rencontrons pas... donc les champs sont abandonnés, l'autosuffisance se perd aussi » [entrevue 13]). Une partie des pâturages et des champs a été transformée en zone forestière avec la mise en place du plan d'aménagement du territoire. Au début des années 2000, même si une bonne moitié des familles continuait à cultiver le maïs pour autoconsommation, il n'y avait qu'environ 35 agriculteurs dans la communauté, dont 15 qui en vivaient principalement (Barton Bray et Merino-Pérez, 2004). La disponibilité de maïs subventionné, à partir des années 1980, à la boutique communautaire a également rendu moins compétitives les activités agricoles locales.

dirigé l'identification des besoins et les directions données au développement et ainsi les stratégies employées par les acteurs à l'égard du cadre institutionnel en place. Dans cette logique, les critères d'efficience managériale et de retour sur investissement ne sont pas les seuls à être considérés lorsqu'il est question de la création de nouveaux outils de production, bien au contraire. Notre recherche nous a permis d'identifier trois valeurs qui sont venues orienter les décisions de développement. Ces valeurs, largement diffusées, ont balisé le cadre de justifications devant être invoqué dans les discussions relatives au développement à l'intérieur de la communauté (Calvez, 2006). Elles participent en ce sens à l'élaboration d'un certain type de rationalité, ce qui fait partie de la dimension cognitive de l'institutionnalisation des pratiques dans une communauté. L'institutionnalisation est aussi la mise en place d'un « système de connaissances » (Klein et Harrison, 2007 : 7).

5.2.1 Le collectivisme

Une première valeur partagée par les habitants de Capulálpam est celle du collectivisme. Le mode d'organisation communautaire s'enracine dans une logique primitive d'occupation du sol ou la propriété privée du territoire est absente. La gestion des ressources naturelles est en ce sens partie intégrante de la dynamique communautaire et de la gestion commune du territoire. La mise en commun du territoire et de ses ressources devient dans cette vision un rempart contre les forces déstructurantes de la communauté. Ainsi, pour un des interviewés, la mise en commun des ressources et du territoire est un avantage, car il présuppose l'implication de tous : la propriété communale « est beaucoup mieux que la propriété privée parce qu'ici, comme tout est communal, le territoire ne sera pas défendu par une seule personne, mais par toute la communauté » (entrevue 6, président du conseil des aînés). De la même façon, malgré le fait que la question de l'efficacité et de la productivité des entreprises communautaires ait été discutée dans le village et pourrait commander d'autres types d'objectifs, les activités productives semblent difficilement pouvoir être conçues en dehors de la dynamique communautaire comme telle. Cette confrontation des visions est bien soulevée par un des interviewés : « je pense que si on voit [l'entreprise communautaire] comme un commerce, on va tout voir comme un commerce; et si on la voit comme une communauté,

[...] c'est un autre mode de pensée. Parce qu'on pense aux générations suivantes. Toujours, il s'est pensé cela aussi » (entrevue 2, président du comité culturel).

5.2.2. La résistance

Le mode d'organisation communautaire a été le rempart identitaire de beaucoup de groupes indigènes au Mexique (Guimont Marceau, 2003 : 69). Les moments de lutte qu'a connus Capulálpam dans les années 1980 ont probablement participé à la cristallisation de cette identité qui se définissait en opposition à la normativité néolibérale diffusée à travers les politiques de développement des échelons fédéral et étatique.

Cette situation s'est traduite par la valorisation d'une attitude générale de résistance au sein de la communauté. Cette résistance s'exprime dans certains cas par une méfiance généralisée à l'endroit des instances gouvernementales: un habitant de la communauté nous rapportait dans une discussion informelle que Capulálpam ne procédait pas au changement d'heure en usage dans le reste du pays (effectivement, Capulálpam ne procède pas au changement d'heure), car cette pratique n'était rien d'autre qu'une conspiration du gouvernement central (entretien informel). Sans que cette vision ne soit nécessairement généralisée dans la communauté à propos de ce sujet en particulier, elle témoigne de la manifestation d'un sentiment général de méfiance qui encadre les discours.

Des exemples de cette position générale de méfiance et de résistance, qui se traduit souvent par le désir de sauvegarde de l'autonomie politique, sont retraceables dans le développement récent de la communauté. Le refus de la communauté de la venue d'investisseurs sur le territoire communal suite à la nomination de Capulálpam comme *Pueblo Magico* illustre bien cette situation. Un des interviewés rapporte cette situation en ces mots : « beaucoup de gens ont voulu venir investir, mais le village ne l'a pas permis. Ce fut une décision de l'Assemblée de ne pas ouvrir le territoire aux investissements, aux initiatives privées » (entrevue 8, commissaire des biens communs). Le refus de la communauté de Capulálpam de privatiser et parcellariser son territoire, objectifs que visait le gouvernement fédéral à travers le

programme PROCEDE, illustre également cette résistance. La réaction de la communauté à l'égard des compagnies nord-américaines propriétaires de la concession de la Natividad et de la « Y » de mettre en exploitation les gisements d'or se trouvant dans le bassin versant de la « Y », est aussi éloquente. Le discours de la minière qui fait miroiter les retombées potentielles de l'implantation d'une nouvelle mine ne semble pas trouver d'appuis dans la communauté. Pour valoriser la zone où s'effectuerait l'exploitation du minerai, les acteurs de Capulálpam veulent plutôt transformer cette aire en zone protégée gérée de façon autonome. « Ça serait une zone protégée communautaire, pas approuvée ou gérée par le gouvernement. On ne cherche pas d'approbation par le gouvernement parce que le gouvernement pourrait décider d'enlever la zone ou quelque chose du genre donc ça serait comme une perte d'autonomie, une perte de pouvoir sur le territoire », nous dit un répondant (entrevue 8, commissaire des biens communs).

5.2.3. La célébration

La vision des objectifs partagée de développement n'influence pas seulement le mode d'organisation et de gouvernance des entreprises, elle a également un impact sur l'utilisation des bénéfices tirés des activités productive. À Capulálpam, les bénéfices sont principalement utilisés pour le financement de services publics. Si cela comprend les services en éclairage, le pavement des rues ou la fourniture de matériel scolaire pour les institutions d'enseignement présents sur le territoire, cela inclut également le financement de jours de festivité. La dernière décennie a d'ailleurs vu la mise sur pied de deux nouvelles commissions se dédiant à l'organisation de fêtes de quartier (voir section 5.1.1.2).

Cette observation coïncide avec l'identification, par le concept de la *comunalidad*, de la célébration comme élément de la reproduction sociale et comme un des objectifs de la production. L'analyse des ressources financières consacrées aux festivités nous donne une idée de l'importance de cet élément pour Capulálpam. Le budget total consacré aux fêtes est d'une importance significative comme le montrent les chiffres suivants : il équivaut à 50% du budget municipal et à 66% du budget du commissariat. Une partie non négligeable des

ressources financières disponibles dans la communauté est donc orientée vers la célébration. Cette situation amène le constat suivant : les activités de production servent à financer des activités qui ne cherchent pas uniquement l'accumulation du capital financier. Une partie de ce dernier est plutôt utilisé, à travers les fêtes, pour nourrir les liens sociaux dans la communauté. Selon un des interviewés, « si l'on donne un ton historique à l'origine de la fête, cette dernière a à voir avec l'émotivité quotidienne; nous vivons tous pour quelque chose » (entrevue 7, anthropologue); à Capulálpam, ce « quelque chose » est le plaisir d'habiter en semble. Ceci met cette communauté en syntonie avec le « *buen vivir* » recherché par Correa en Équateur ou par Morales en Bolivie (Houtart, 2011; Gudynas et Acosta, 2011).

Les derniers paragraphes ont tenté de démontrer l'imbrication des objectifs de développement avec certaines caractéristiques du vivre ensemble spécifiques à Capulálpam. Rajoutons que cette situation n'empêche pas la communauté de se doter d'objectifs qui cadrent avec une rationalité plus standard. Ainsi, la mise sur pied d'entreprises communautaires est également une façon de développer l'emploi local et de doter la communauté de capital (entrevue 6, président du conseil des aînés).

5.3. Dynamisme communautaire, entre règles et organisations

Selon Ostrom (1990), l'échelle locale est importante dans la compréhension des dynamiques de développement communautaire, car elle est le lieu où se fait la majorité des choix des individus impliqués dans ce développement. Selon Moulaert et Nussbaumer (2008) et Ostrom (1990), l'arrangement institutionnel local doit répondre à certaines caractéristiques minimales pour garantir sa robustesse, favoriser l'innovation sociale, la révélation des besoins des différents intérêts et la prise en compte de la logique collective. La section suivante analyse certaines caractéristiques institutionnelles ainsi que leur relation avec la façon dont l'organisation communale les a mises à profit dans le cadre de son développement.

5.3.1. Imbrication multiscalaire des institutions

L'imbrication des différents échelons institutionnels permet aux logiques spécifiques à chaque échelon d'être intégrées. Pour l'échelon local, l'imbrication permet une plus forte mobilisation de ressources par le réseautage de multiples acteurs, comme l'ont démontré Klein et Champagne (2011), dans le cas du Québec. À Capulálpam, plusieurs niveaux institutionnels interviennent dans la régulation des activités relatives à l'exploitation des ressources naturelles. Comme l'échelon fédéral est toujours le propriétaire des ressources naturelles, de par la loi agraire, il légifère sur les conditions générales d'exploitation des ressources. Toutefois, les dernières décennies de libéralisation de l'économie mexicaine ont remis entre les mains des États locaux et des municipalités de plus en plus de responsabilités (voir section 3.1.2). Ainsi, l'échelon local possède une certaine latitude dans l'adoption des règles qui réguleront l'usage des ressources; ceci est très bien exemplifié à Capulálpam par la mise en place du plan d'aménagement territorial.

Selon l'article 2 et l'article 115 de la Constitution mexicaine, aucun palier de pouvoir ne se situe entre l'échelon étatique et municipal (Guimont Marceau, 2003 : 68). Aucune reconnaissance légale n'est donnée à des structures régionales qui seraient plus à même de rendre compte des particularismes propres au Mexique; l'échelon municipal semble plutôt consister, dans bien des cas, en l'extension d'intérêts extérieurs à ceux des localités. Cette situation explique que des frictions existent souvent entre les organisations traditionnelles de la communauté, comme les organisations d'origine indigène par exemple, et les municipalités¹⁰⁸. À Capulálpam, cependant, aucune de nos entrevues ne nous a laissé voir l'existence d'une telle tension entre les autorités communales et les autorités municipales. Au contraire, les deux unités semblent très bien s'articuler (voir section 4.2.1.1.1).

Ceci pourrait s'expliquer en partie par la réforme des *Usos y Costumbre* qui est spécifique à l'État de Oaxaca et qui, pour les municipalités qui en ont exprimé le désir (dont Capulálpam), ont permis l'application des coutumes locales dans la gestion des affaires municipales ainsi

¹⁰⁸ Guimont Marceau (2003 : 68) fait état de la prise fréquente d'édifices publics par les communautés comme moyen de revendication.

que l'absence de parti politique (absence qui coupe potentiellement les réseaux d'influence de ces partis à l'échelle locale).

5.3.1.1. Développement et réseautage des acteurs

Le réseautage d'acteurs provenant de différentes échelles est une des caractéristiques du développement de Capulálpam. Si l'on analyse la situation dans une perspective historique, on peut affirmer que la mise en place des organisations collectives intercommunales (ODRENASIJ, IXCAXIT, UZACHI) durant les moments de la lutte forestière a contrecarré les « réorganisations territoriales de [l'] époque [coloniale qui] visaient [...] à soumettre les civilisations préhispaniques, en "fragmentant et en limitant leur solidarité sociale", à l'aide d'un vaste projet de "redéfinition des espaces" » (Guimont Marceau, 2003 : 70) où tous les échelons intermédiaires de gouvernance préhispanique ont été abolis au profit de ceux des colonisateurs. La confrontation avec la FAPATUX et le gouvernement fédéral furent des moments d'alliances et de collaboration à l'échelle régionale.

Le mouvement de revendication qu'a connu la Sierra Norte ne s'est pas produit en vase clos. Il s'est inscrit dans un mouvement de contestation plus large ayant démarré dans les milieux urbains (voir section 3.1.3). Les membres d'une société civile plus large furent impliqués dans les luttes de la Sierra Madre, comme c'est le cas des membres d'une ONG basée à Mexico, l'ERA, qui participèrent ainsi aux luttes forestières et continuèrent à s'impliquer dans les communautés après la fin des concessions. L'implication de cette ONG est d'ailleurs à la base de la mise sur pied de l'UZACHI.

Cette « filiation » n'est pas anodine puisque la création de cet organisme est une des initiatives les plus structurantes qu'ait connues la communauté de Capulálpam. Elle a doté la communauté d'une capacité de réseautage hors du commun dès l'époque de sa fondation, et ce jusqu'à aujourd'hui. L'UZACHI a d'abord réuni cinq communautés dans la gestion de leurs ressources forestières. Par sa structure de gouvernance (voir section 4.3.3.1), elle permet la circulation des initiatives développées dans chacune des communautés et le partage des coûts de maintien de cette expertise technique. L'UZACHI a également servi de courroie de

transmission entre les programmes fédéraux de financement et les initiatives locales. Ainsi, l'UZACHI a diversifié le type de partenaire mis en relation.

En plus des différents paliers de gouvernement et des liens entre les communautés membres, l'UZACHI est en lien avec plusieurs institutions de recherche et d'enseignement. Ce réseautage a probablement été facilité par le fait que les membres de l'ERA provenaient du milieu universitaire, mais aussi par l'effet attracteur des réussites des initiatives de la région.

Comme le montrent différents cas analysés dans la recherche sur les initiatives locales de lutte à la pauvreté publiée par Klein et Champagne (2011), la réussite d'initiatives passées construit un capital de sympathie qui facilite le réseautage des acteurs provenant de différentes échelles. À Capulálpam, le réseautage avec le monde de la recherche a permis de faire connaître ses problématiques aux niveaux national et international et de légitimer l'organisation d'événements rassemblant des intervenants de partout dans le monde et touchant des problématiques de la communauté (fait état de cela la tenue de réunions relatives à l'impact des grandes entreprises minières sur les communautés à travers les Amériques, la dernière rencontre intitulée *Tejiendo la resistencia por la defensa de nuestros territorios* s'est tenue du 17 au 20 janvier 2013).

La création de l'entreprise en écotourisme a permis une deuxième vague de réseautage. En plus d'une valorisation de son patrimoine historique et naturel, cette initiative a assurément joué un rôle central dans la sélection de Capulálpam comme Pueblo Magico. Le résultat est un réseautage de la communauté à une quantité toujours plus large et dense d'acteurs, et ce, autant à l'extérieur de la communauté, par la mobilisation de nouvelles agences gouvernementales et l'augmentation du flux de visiteurs, qu'à l'intérieur de la communauté, les initiatives d'écotourisme démultipliant les interactions entre les différentes organisations villageoises (par la vente de forfait incluant la visite du restaurant communautaire, de l'Église, et des services d'hébergement par exemple).

5.3.2. La capacitation institutionnelle

Le fait que l'arrangement institutionnel favorise ou non un développement qui puisse satisfaire les besoins essentiels des membres d'un groupe qu'il régle est une des caractéristiques centrales identifiées par Moulaert et Nussbaumer (2008). Cette capacité se divise en deux types: la capacité de l'arrangement à mettre en place un cadre de gouvernance où les différents intérêts du groupe peuvent être entendus et la possibilité pour ce même groupe d'ériger ses propres règles. À Capulálpam, l'enchâssement des conseils d'administration dans le système de *cargos* fait que les décisions relatives à la mise en place des normes les régulant, tout comme celles portant sur les investissements importants de ces mêmes entreprises, tombent sous l'autorité de l'assemblée générale des *comuneros*. Tous les membres de la communauté possédant le titre de *comunero* ont le même poids décisionnel en assemblée.

La capacité de l'assemblée de *comuneros* à ériger ses propres règles relativement à l'usage des ressources naturelles se trouvant sur son territoire est encadrée par des lois fédérales et étatiques. L'*estatuto comunal* et les règles concernant l'utilisation des ressources naturelles doivent prendre en considération la loi agraire et les différentes lois touchant l'exploitation des ressources naturelles. Ces lois forment de façon générale un cadre minimal régulant le type d'exploitation permis tout en laissant à l'échelon local le soin de déterminer l'organisation et les règles plus précises d'usage. Le type de tenure communal qui régit Capulálpam depuis sa titularisation en tant que communauté indigène lui permet une certaine autonomie du point de vue de l'accès aux ressources naturelles.

5.3.2.1. Mécanismes organisationnels de capacitation

La capacitation du cadre institutionnel ne devient effective que si la communauté est capable de se saisir des possibilités qu'elle ouvre. Plusieurs éléments culturels et organisationnels peuvent ici jouer un rôle à ce niveau. On pourrait qualifier ces facteurs de « facteurs d'autonomisation ».

5.3.2.1.1. Lutte et confiance

Un des facteurs non négligeables de la capacité de Capulálpam à s'autogérer s'explique par l'aboutissement des premières initiatives en foresterie communautaire. La concrétisation des moments de lutte par la mise en place de l'entreprise forestière et de l'UZACHI a participé à la construction d'un sentiment de confiance chez les membres de la communauté envers leur capacité collective à pouvoir orienter leur développement. La résignation et le défaitisme à l'égard de l'application des doctrines de l'économie de marché, commun dans les sociétés du Nord, n'ont pas percolé dans la communauté de Capulálpam¹⁰⁹.

5.3.2.1.2. Rotation des rôles et diffusion des compétences

Un autre facteur favorisant la capacitation de Capulálpam vient de son système de répartition des postes publics. Ce système impose une rotation des responsabilités publiques que doivent assumer les membres de la communauté. Au lieu de la spécialisation favorisée par l'organisation marchande (où les individus ont intérêt à se spécialiser dans un domaine particulier d'activité en créant de la rareté du point de vue de leur compétence de sorte à mieux valoriser leur force de travail sur le marché du travail), le système de *cargos* impose la généralisation des compétences nécessaires à l'accomplissement des postes dans la communauté. L'organisation communautaire étant de plus en plus complexe et les postes de

¹⁰⁹ Les initiatives de Capulálpam se sont développées dans un contexte de libéralisation générale des politiques économiques du pays. Cette libéralisation a valorisé une décentralisation des structures de gouvernance, autrefois contrôlées par un État national centralisateur, au profit d'un ensemble de nouveaux acteurs. Cette ouverture des structures de gouvernance à la prise en charge de responsabilités des localités ne peut devenir réalité que si l'échelon local a la capacité de s'en saisir et que s'il est capable également de résister aux pressions des nouveaux acteurs que la décentralisation et la mondialisation ont dégagées.

À Capulálpam, la mise en place d'organisation régionale s'est faite au moment où la normativité néolibérale commençait peu à peu à pénétrer au Mexique. Lors de la vague d'application drastique des politiques néolibérales au début des années 1990 par le gouvernement de Gortari, l'UZACHI avait vu le jour depuis quelques années et les entreprises communautaires forestières de la région avec déjà quelques années d'expérience. La confiance amenée dans la communauté par plusieurs moments de lutte victorieuse est un des éléments qui a permis à Capulálpam de se saisir des nouvelles possibilités ouvertes par la libéralisation économique.

plus en plus exigeants, les compétences partagées par l'ensemble des membres actifs politiquement dans communauté deviennent de plus en plus importantes. Les rotations obligatoires des postes permettent donc une diffusion des compétences et rendent un grand nombre d'individus capables de participer au développement.

En plus de la diffusion des compétences, la rotation des postes possède au moins un autre avantage. Elle évite qu'une personne tire continuellement profit de sa position. Rappelons également que le corps policier est intégré au système de *cargos* à Capulálpam. L'absence de parti politique est également un élément important en ce sens. Le système de *cargos*, sans pouvoir empêcher complètement les abus, réduit les risques qu'une personne s'accapare le pouvoir et fasse glisser les mécanismes de capacitation institutionnelle à son avantage sur une longue période de temps.

5.3.2.1.3. Coordination par la réciprocité et renforcement des liens internes

Une autre des spécificités du système de répartition des tâches en cours à Capulálpam a trait au mode de coordination des individus : ce système s'articule en fonction du principe de réciprocité. Le système de répartition des tâches n'est pas monétarisé à Capulálpam; l'échange de service ne s'effectue pas en fonction du principe d'équivalence stricte qui a cours dans le système marchand (fixation d'un prix sur l'objet d'échange par le mécanisme de l'offre et de la demande, à savoir, ici, la force de travail). L'affectation des postes est honorifique dans le système de *cargos*. Être sélectionné pour un *cargo* important est une fierté. C'est par exemple le cas pour le poste de président de la fête du patron du village, plus importante fête au village : « c'est très joli (*muy bonito*) d'avoir la responsabilité de ce *cargo* », nous dit un répondant (entrevue 1, président de la commission du 21 septembre). L'évaluation des compétences individuelles dépend de la connaissance qu'ont les membres de la communauté les uns envers les autres. C'est à partir de la façon dont les charges ont été remplies par les membres que se fixent les opinions : « on se fait regarder pour voir comment on est capable

de réaliser et d'assumer nos responsabilités pour les prochains *cargos* » explique un des interviewés (entrevue 1, président de la commission du 21 septembre). Dans ce système de répartition des rôles, on donne pour inciter l'autre à en faire autant, ce qui nourrit les liens sociaux, et on cherche la gratification par la reconnaissance d'autrui. Cette densité des liens sociaux entre les individus et la connotation morale associée à la qualité du travail rendu sont des protections contre les comportements de « passager clandestin » (« *free rider* » : Olstrom, 1990) qui voudrait profiter des activités collectives sans y participer.

La logique du don (Caillé, 2007), ici à l'œuvre, dépasse l'affectation des postes. Les gens qui assument un poste mettent également à profit leurs ressources personnelles pour amasser les sommes nécessaires à la tenue des activités dont ils ont la charge. Ils peuvent ainsi faire don de biens personnels au profit de l'action collective. Ainsi, parlant des activités de financement de sa commission, un interviewé explique qu'il « fait la vente de petits pois (*chicharo*), la famille [ayant] un terrain où elle fait pousser des petits pois; ils sont vendus par les hommes de la commission » (entrevue 5, président de la commission du 15 août). Par l'entremise du système de répartition des tâches, des activités économiques de nature individuelle peuvent facilement contribuer à financer des activités à caractère communautaire.

La non-rétribution des postes publics est rendue possible par l'incorporation d'autres aspects du vivre ensemble échappant à la logique de l'équivalence et de la mise en valeur marchande. Le système de charge ne constitue qu'un élément de l'organisation communautaire qui relie des obligations (comme l'obligation de participer aux charges publiques) à des droits (droit d'occupation d'un terrain, droit d'agriculture, etc.).

Le développement des entreprises collectives a pu profiter de cette situation, la communauté n'ayant pas eu l'obligation d'amasser le capital nécessaire à l'embauche des conseils d'administration avant d'initier les projets. La valeur du travail opéré dans le cadre des charges publiques, au lieu d'être rétribuée sous forme de salaire, est transférée vers les bénéfices des entreprises qui sont eux utilisés pour le financement d'œuvres collectives.

5.3.2.1.4. Disponibilité d'une force de travail

Le *tequio*, nom donné au travail communautaire non rémunéré dans la Sierra Norte, est un autre mécanisme d'apprentissage collectif pour la communauté participant aux systèmes d'obligations et de droits. À la différence du travail individuel, le *tequio* a comme visée la satisfaction des besoins collectifs. Il est obligatoire pour les membres de la communauté. De la même façon que pour les charges publiques, la disponibilité de main-d'œuvre non rémunérée pour des travaux généraux permet à la communauté d'avoir accès à une force de travail pour l'accomplissement de travaux d'intérêt public sans qu'une accumulation de capital ou l'obtention d'un prêt soit nécessaire. Dans plusieurs circonstances, le *tequio* a permis à la communauté de développer ses services sans pour autant que la communauté n'ait à faire appel à des acteurs économiques ou politiques venant de l'extérieur. Il enlève du poids au chantage opéré par les compagnies minières qui promettent des infrastructures aux communautés en échange du droit d'exploitation. La communauté qui a l'expérience du *tequio* sait qu'elle est capable de se développer en mobilisant ses propres ressources, même si le chemin peut être plus long. Ceci est très bien exprimé par un des interviewés : « ils peuvent bien dire : on va te construire une école, on va paver vos rues, mais nous, on peut le faire » (entrevue 14, citoyenne).

5.3.2.1.5. Incubateur d'idées

Les liens sociaux forts, favorisés par différents mécanismes (système de répartition des postes, valorisation de la célébration, collectivisme, etc.), facilitent la discussion entre les membres de la communauté, vu le grand nombre de repères communs partagés. Cette caractéristique a pu être mise à profit lors de la cogitation des différentes initiatives que le village a mises en place dans les dernières décennies. Le conseil des *caracterizados* semble avoir joué en ce sens un rôle important. Ce conseil, qui encadre et formalise les discussions entre les membres les plus expérimentés de la communauté, de sorte de faire ressortir des solutions aux problèmes qui se présentent au groupe, s'apparente au groupe le *Junto* de

Benjamin Franklin, petit groupe de discussion regroupant des gens qui partageaient les mêmes intérêts, sorte d'incubateur d'idées. Ce conseil participe ainsi aux observations qui suggèrent que « les innovations sociales puissent se produire quand les gens se dotent d'institutions structurées pour préserver des relations informelles qui adviennent naturellement » (Mumford, 2002).

5.3.3. Règles de délimitation

Pour que le cadre institutionnel local puisse résister à l'épreuve du temps, il est primordial que certains paramètres le concernant soient clairement délimités, à savoir son territoire physique d'application, les types d'usage qui y sont permis en fonction des différents groupes, la claire identification des membres touchés par les règles institutionnelles (Ostrom, 1990).

Deux titres hérités de la constitution de 1917 déterminent les membres de la communauté de Capulálpam devant participer au système local de droits et d'obligations: celui de citoyen, qui se rapporte aux services publics, et celui de *comunero*, relié au territoire et aux activités productives en lien avec les ressources naturelles. La titularisation de Capulálpam comme *comunidad indígena* a pour sa part circonscrit un territoire d'action bien précis à Capulálpam. Le plan d'aménagement territorial, mené par l'UZACHI, puis intégré à l'*estatuto comunal*, a, quant à lui, clairement défini les types d'usage permis pour chaque portion de territoire communal.

Ces types de délimitation ont pu servir le développement de différentes façons. L'identification claire des membres, des activités et du territoire permet à la collectivité d'avoir conscience des règles du jeu et du rôle attendu de chacun en fonction du temps et de l'espace. La claire délimitation peut être génératrice de confiance et de respect envers le cadre institutionnel ; les individus participant aux institutions savent à quoi s'attendre.

La délimitation des activités par le plan d'aménagement territorial, dans le cadre d'un développement qui ajoute de nouvelles activités et de nouveaux acteurs au même espace, a

minimisé les conflits et les recoupements potentiellement problématiques des usages des ressources et du sol et a permis une coordination plus facile des activités dans le temps.

D'autres types de délimitation sont en vigueur à Capulalpam. Selon l'usage, l'occupation même du territoire par des individus implique par exemple leur participation à la vie communautaire (obligation de participer au système de *cargos*), même si ces individus ne possèdent pas encore de titres particuliers (« les gens qui vivent dans le village et qui n'ont pas de titre ont l'obligation de faire des *cargos* tout de même » [entrevue 8, commissaire des biens communs]). C'est donc dire que dans ce type d'organisation sociale, la délimitation du territoire physique a une connotation forte qui a des implications directes sur les relations sociales ; le fait d'occuper une portion du territoire, qui est communal, implique une participation sociale (qui n'est pas uniquement régulé par un mécanisme de fixation de prix, tels, par exemple, des taxes en fonction de la valeur de la propriété).

D'une certaine façon, la délimitation de la communauté s'imbrique avec la délimitation du territoire physique. Ainsi, certains membres de la communauté, qui ont émigré dans d'autres lieux et qui continuent de participer à la vie communautaire (par la participation aux fêtes, par le financement des différentes organisations communautaires), ne sont plus directement impliqués dans les prises de décisions collectives et ont, par leur migration, perdu les droits qui leur étaient consentis. Comme les relations sociales ne sont pas marchandisées –rappelons que certaines communautés ont permis à leurs membres de rétribuer des personnes qui pourraient assumer leurs responsabilités à leur place, lorsque nécessaire, mais ce qui n'est pas le cas à Capulalpam–, plusieurs obligations, comme celle d'assumer certaines charges publiques, nécessitent une présence physique sur le territoire pour être remplies. Les différents types de délimitation sont fortement intégrés les uns avec les autres à travers la dynamique communautaire. La communauté se comprenant comme l'union entre les éléments culturels d'un groupe et ceux du territoire qu'il occupe.

5.3.3.1. Le territoire communal comme mode de reproduction social

L'intrication de l'aspect culturel et physique du territoire, tel que vécu à Capulálpam, a deux types d'implication pour le développement. Du point de vue économique, la propriété communale des ressources et des entreprises engage nécessairement l'appareil politique local dans l'organisation des activités productives. Même sur les lots individuels consentis aux *comuneros*, cette présence de l'appareil politique se fait sentir : les *comuneros* sont libres d'y faire commerce et de développer leur entreprise, mais ils ne peuvent pas louer leur lot à une entreprise extérieure qui viendrait s'établir dans le village. Un des interviewés nous expliquait qu'on voulait s'assurer ainsi que les activités économiques profitent aux membres de la communauté d'abord (entrevue 8, commissaire des biens communs). Ainsi, même pour les portions du territoire qui sont occupées et développées de façon individuelle, le territoire communal semble favoriser l'idée de mise en commun; l'occupation individuelle du territoire ne peut pas être comprise en dehors de l'implication des individus dans la dynamique du groupe.

La dimension communale du territoire développe aussi une écologie politique. Cette écologie politique prend ses racines dans la tradition indigène où la terre prend la figure de la Mère¹¹⁰. Pour ce mode de pensée, la communauté appartient à la terre qui l'a engendrée; l'idée de propriété privée a dans ce contexte moins d'emprise, elle ne s'applique ni au territoire, ni aux ressources s'y trouvant. La nature fait plutôt partie d'un tout auquel appartiennent les humains; les individus sont reliés à la terre pour leur subsistance physique et symbolique. Cette appartenance à la terre place sur un pied d'égalité la nature et l'homme et fait en sorte que la nature commande un type de respect similaire à celui valorisé entre les hommes.

Pour saisir l'aspect symbolique de la relation de la communauté au territoire, nous avons tenté, à travers un exercice participatif de construction d'une maquette, d'identifier des sites possédant des connotations symboliques particulières (voir section 2.3.3.2). Nous avons ainsi

¹¹⁰ Signe de cette filiation d'idée à Capulálpam, on retrouve sur le site de *Los Sabinos*, lieu d'implantation du premier noyau de population, un monument dédié à la Mère (*Monumento a la Madre*)

identifié un lieu nommé « *hiachi* » qui aurait eu des propriétés particulières¹¹¹. D'autres lieux ayant une « consistance » symbolique ont également été identifiés sur le territoire par des membres de la communauté, tel le lieu de l'apparition présumée de San Mateo, patron du village, qui aurait protégé le village des envahisseurs. Quoique plusieurs habitants nous aient évoqué ces lieux, les pratiques sociales les entourant semblent cependant s'être perdues.

L'appartenance au territoire communal comme lieu de reproduction de la communauté est cependant toujours active. Le territoire communal et les ressources qu'il porte sont des éléments qui participent à l'identité communautaire en formant un tout. En ce sens, le territoire est un élément de résistance à l'égard des acteurs voulant se l'approprier. Comme nous le dit un des interviewés, « il y a une forteresse héréditaire qui est le territoire [...]. C'est un cordon ombilical fort [...] qui s'est formalisé sous la tenure communale » (entrevue 7, anthropologue). Par cette appartenance, des liens forts sont tissés entre le domaine environnemental et le domaine institutionnel ou social.

5.3.4. Conflictualité et délimitation

Le développement des dernières décennies n'a pas eu d'impact sur les règles de délimitation. Cependant, l'augmentation du capital financier entre les mains des autorités communales permet à Capulálpam de financer des démarches judiciaires pour régler les conflits de délimitation que la communauté a avec deux communautés voisines (conflit de délimitation territoriale) et avec les minières possédant des concessions (conflit d'usage). D'un point de vue légal, les règles de délimitation ont un impact direct sur la façon dont les conflits peuvent être gérés dans la communauté. Différents mécanismes de résolution de conflit sont utilisés par la communauté pour tenter de les régler. Ceux-ci varient en fonction de l'échelle où le conflit a lieu, s'ils sont entre des membres de la communauté, s'ils sont entre la communauté et des acteurs externes à celle-ci.

¹¹¹ À cet endroit, à la limite nord-est du territoire, se trouverait un petit taureau en pierre. En période de sécheresse, des processions s'y dirigeaient, avec de l'eau, en chantant, selon un certain rituel, et allaient déposer des offrandes au taureau de sorte que la pluie tombe.

5.3.4.1. Les conflits locaux et l'arrangement institutionnel local

À l'échelle locale, les règles et valeurs partagées dans la communauté encadrent la résolution des conflits qui s'y produisent, à travers les assemblées générales, là où les points de vue différents peuvent se confronter et où les conflits peuvent être arbitrés, à travers un cadre de discussion commun déterminé par des valeurs largement partagées qui se sont historiquement développées dans la communauté, à travers des mécanismes de sanctions et de surveillance qui sont effectifs dans la communauté. Les responsabilités s'attachant à la gestion du conflit incombent à différents acteurs locaux. Le commissariat des biens communs est responsable de la surveillance des règles dans l'exploitation forestière tout comme du respect de la délimitation territoriale. Chaque année, le commissariat organise des activités de nettoyage des zones frontalières de sorte qu'elles soient clairement reconnaissables. Le conseil de vigilance s'assure pour sa part de l'utilisation adéquate des pouvoirs consentis au commissariat ainsi que du respect des règles communales, tel que stipulé dans l'*estatuto comunal*. Ce comité est également responsable de la surveillance des conseils d'administration qui gèrent les entreprises communautaires. Le comité de vigilance est en quelque sorte le chien de garde des règles communales. S'il juge que ces règles ne sont pas respectées, il a le pouvoir de convoquer les *comuneros* en assemblée générale pour exposer les problèmes qu'il a identifiés. Cette situation, quoique peu commune, s'est produite en 2011 alors que le commissariat d'alors s'est vu révoquer, par l'Assemblée, son mandat. De mémoire d'homme, cela ne s'était jamais produit auparavant à Capulálpam. Les *comuneros* eux-mêmes ont d'ailleurs, selon l'*estatuto comunal*, l'obligation de dénoncer quiconque contrevient aux règles de la communauté.

Du point de vue de la participation au système de charge et aux *tequios*, des amendes claires sont fixées lorsqu'il y a manquement. Les assemblées générales constituent un endroit où les points de vue différents peuvent se confronter et où les conflits peuvent être arbitrés. L'Assemblée semble faire preuve de discernement dans l'attribution des rôles et l'application des sanctions (voir section 4.2.1.3). Le rôle du conseil des *caracterizados* est également important puisqu'il joue un rôle actif dans l'élaboration de solutions à l'égard des conflits (voir section 4.2.2.4).

5.3.4.2. Les conflits externes; mobilisation de mécanismes dépassant la dynamique communale

Les conflits avec les acteurs externes sont traités par d'autres mécanismes institutionnels (jugements en court, médiation d'organisation régionale). Ces conflits font également entrer en jeu de nouveaux acteurs. Deux types de conflits de cette nature ont cours à Capulálpam. Le premier conflit avec des entités externes est un conflit de nature territoriale. La titularisation de la communauté de Capulapam en 1995 a défini les limites territoriales communautaires. Cette titularisation n'a cependant pas réglé tous les litiges territoriaux puisqu'une partie importante du territoire est toujours en attente de règlement. C'est au tribunal agraire, attaché à l'échelon fédéral, qu'incombe la responsabilité de régler ce différend entre Capulálpam et deux de ses voisins. La zone en conflit pose un autre type de problème à Capulálpam puisque le couvert forestier de la zone est atteint de l'insecte dendroctone du pin et que l'indétermination des droits d'usufruit empêche Capulálpam d'intervenir directement sur le territoire en question. Ainsi, un conflit de nature territoriale est devenu un conflit du point de vue de la gestion des ressources naturelles. Ce conflit mettait jusqu'à tout récemment la gestion d'une portion du territoire en suspens puisque dépendant d'accord entre les communautés concernées (Capulálpam et Yotao).

L'année 2012 a cependant vu un développement intéressant relativement à ce litige, par l'utilisation d'un autre mécanisme de gestion du conflit, notamment par l'intervention d'une organisation intercommunale, l'UCOSIJ. Ainsi, une table de travail a été mise sur pied pour ouvrir des discussions entre les communautés. À partir des discussions initiées à cette table de travail, les autorités de Capulálpam et de Yotao signèrent un accord avec la CONAFOR pour que celle-ci nettoie la zone infestée.

Le conflit de Capulálpam avec la minière est le second conflit externe que vit la communauté. Les mécanismes à la disposition de Capulálpam pour régler le conflit ne sont pas, dans ce cas-ci, clairement identifiables. Dans la décennie des années 2000, la communauté s'est organisée pour tenter de faire valoir ses intérêts. Le comité de défense des ressources naturelles s'est ainsi penché sur l'impact des activités minières de la mine de la Natividad sur le territoire de Capulálpam. Conjointement avec l'UZACHI et des universités

nationales, le comité a commandé plusieurs études voulant comprendre l'impact des tunnels d'excavation de la minière sur la disparition de sources d'eau sur le territoire de Capulálpam. Par ces études, Capulálpam a tenté de recueillir des données qui pourraient lui servir dans le règlement du conflit par les voies juridiques (« les traités internationaux et les lois nationales n'ont pas été respectés; on a ici un outil à utiliser contre la minière » [entrevue 4, directeur technique de l'UZACHI])¹¹². Voilà une des voies possibles de gestion du conflit. Certains interviewés ont également mentionné la possibilité de l'utilisation d'actions directes si les moyens légaux venaient à ne pas faire reculer la minière (s'il est nécessaire, « ne pas les laisser travailler, faire des barrages de routes » [entrevue 8, commissaire des biens communs]).

5.4 Mécanismes de croisement, apports et limites.

Capulálpam semble avoir réussi à mettre en place une forme de développement intégré qui ne favorise pas outrageusement certains domaines existentiels au détriment d'autres (intégration que réussit souvent bien mal le développement inspiré des politiques néolibérales et qui fait primer le rendement des actifs financiers au détriment d'autres aspect de la vie sociale). Cette intégration des différents domaines s'explique par l'action de certains mécanismes de reproduction sociale, présentés de façon progressive dans les sections précédentes, qui, par leur enchâssement à la dynamique sociale, permettent leurs croisements. Le tableau 5.1 reprend ces mécanismes, identifiés dans le concept de *comunalidad*, de façon synthétique. Ajoutés aux autres facteurs présentés plus tôt, comme le développement de la confiance, la mise en place d'un réseautage important, la présence de règles locales permettant le développement de capacités, la délimitation, le règlement des conflits, ces mécanismes ont permis à Capulálpam de reproduire sa dynamique sociale malgré la pression d'acteurs externes à la communauté.

¹¹² Elle pourrait ainsi prouver que l'exploitation de la mine lui porte préjudice dans l'usufruit de ses ressources. Les traités internationaux signés par le Mexique pourraient également être mobilisés (voir López Bácnas et Esclava Galicia [2011] à ce sujet).

Tableau 5.1 Interactions et limites des éléments de la *comunalidad*

Thèmes d'analyse	Caractéristiques	Interactions des domaines et apports	Limites
Territoire communal	Mise en commun des actifs	Nécessaire imbrication domaine économique dans domaine social et favorisation sentiment d'implication de tous	Limite à l'entreprise individuelle
	Relation homme nature horizontale	Incorporation valeur environnement dans décision (écologie politique)	
	Élément d'identité du groupe	Sentiment appartenance: cordon ombilical	
Système communautaire de charges	Rotation des postes	Diffusion des compétences; Difficulté à profiter abusivement de sa position	Manque de savoir spécialisé; Réapprentissage continu
	Rôle tenu des femmes		Exclusion des femmes des décisions politiques
	Absence partis politiques	Moins d'ingérence politique venant de l'extérieur; place pour les coutumes locales	
	Distribution des rôles par principe de réciprocité	-Favorise persistance lien social -Mise à profit des réseaux économiques personnels pour le bien commun	Lourdeur des tâches à assumer (en temps)
	Non-rétribution monétaire	Disponibilité de capital travail sans besoin amasser capital préalablement	
Tequio	Non-rétribution monétaire	Disponibilité de main-d'œuvre sans besoin amasser capital préalablement; Autonomie vs bailleurs de fonds	Lourdeur des tâches
Célébration	Service d'intérêt public	Favorise lien social; Renforce sentiment collectif	
	Accaparement important des ressources financières		Moins de ressources pour autres types de service

Source : élaboration par l'auteur

Ces mécanismes de liaison, tout comme les règles institutionnelles en vigueur, s'enracinent dans une trajectoire de développement propre à Capulálpam. S'ils dotent la communauté d'outils et de stratégies de développement, ils limitent également, dû notamment à leur encastrement culturel, les possibilités d'action dans certaines trajectoires.

5.4.1. Autonomie politique et ressources du sous-sol; une brèche dans la gouvernance locale des ressources naturelles

La libéralisation du cadre législatif mexicain qui s'est opérée depuis les années 1980 a voulu favoriser la logique de marché dans l'attribution et la valorisation des ressources du sous-sol mexicain. Dans le contexte des terres en propriété sociale, la loi sur les mines donne aux communautés la possibilité d'égaliser les meilleures offres du secteur privé pour les concessions minières; à offre égale, la communauté gagne la concession. Cependant, étant donné les conditions économiques souvent précaires des communautés indigènes (en comparaison avec les transnationales qui participent au marché des concessions minières), la compétition est inégale. Le cadre législatif actuel permet difficilement l'exploitation du sous-sol par les communautés là où les ressources ont une valeur marchande importante. De plus, comme la loi sur les mines donne préséance aux activités d'exploration et d'exploitation minière sur les autres activités de « surface », des intérêts forts différents peuvent venir à s'affronter: ceux des minières, souvent étrangères, qui, dans une logique d'investissement, cherchent les meilleurs taux de rendement (favorisant du coup une valeur d'échange); et ceux des communautés, qui veulent, dans une logique de milieu de vie et de valorisation de leurs ressources, s'assurer de la durabilité de leur environnement à la fois comme stock de valeur d'échange, mais aussi et surtout comme valeur d'usage.

Vu sous cette perspective, il semble y avoir un manque de cohérence entre la loi sur les mines et les usages locaux que veut favoriser la communauté. Cette loi ne permet pas une bonne évaluation des intérêts de la communauté locale, en partie parce que la loi sur les mines exclut les communautés de la gouvernance des ressources du sous-sol. L'exploitation minière dans le bassin versant de la « Y » à Capulálpam pourrait ainsi poser préjudice à la fois à la

capacité de la communauté de se pourvoir en eau potable, mais aurait également un impact sur l'usine d'embouteillage d'eau qui devrait, dans le cas de la présence de polluants dans l'eau, changer ses procédés de filtration ou tout simplement fermer son établissement. Ce manque de cohérence est dû à des visions différentes du développement qui s'affrontent : les intérêts miniers se basent sur la théorie du ruissellement économique; la communauté fait primer leur autonomie politique sur d'éventuelles retombées économiques et oriente son développement par d'autres types de valorisation que l'unique retour sur investissement.

5.4.2. Système de charge, classes et inégalités de représentation

Le système collectif de prise de décision actif à Capulálpam possède aussi ses limites qui se comprennent en termes de trajectoire. Si les processus de prise de décision dans la communauté s'apparentent à ceux de la démocratie directe, le titre de *comunero*, nécessaire pour la participation aux décisions entourant la gestion des ressources naturelles, n'est détenu que par une portion de la population. Il a été donné à tous les membres de la communauté actifs lors de la titularisation de la communauté indigène (traditionnellement, ce titre revenait à l'homme de chaque ménage). En 2011, on comptait 239 *comuneros* pour 423 ménages à Capulálpam, soit une représentation de 57% des ménages dans les assemblées de *comuneros*. Les nouveaux arrivants, qui se sont installés plutôt dans les quartiers périphériques du village, n'ont pas voix aux processus décisionnels touchant la gestion des ressources naturelles, à moins de demander le titre de *comunero*, demande qui ne peut être faite qu'après plusieurs années de résidence, et qui, selon l'usage local, semble être très rare. Cette distribution géographique des *comuneros* semble avoir un impact du point de vue de l'offre des services publics qui est financée en partie par les dividendes touchés par les entreprises communales. Par exemple, seule la Triple S aura consenti à financer la fête de quartier de Montserrat (quartier situé au nord-est du centre du village) en 2011 (le budget de la fête du quartier Montserrat est d'ailleurs beaucoup plus petit que celui de la fête du quartier Asunción, un quartier central).

La diffusion des compétences due à la rotation des postes publics ne profite pas non plus à tous les membres de la communauté. Les gens qui ne participent pas au système de charge ne profitent pas de ce mécanisme de diffusion des compétences. En ce qui a trait à la connaissance du territoire physique par exemple, les interactions avec la population durant les ateliers avec la maquette (voir section 2.3.3.2) ont indiqué que les femmes et les jeunes ne possédaient pas une bonne connaissance de l'étendue et des différents lieux d'intérêt du territoire communal. Les femmes, étant largement exclues du système de charge, ne peuvent généralement pas développer ces connaissances relatives au territoire; les jeunes à qui l'on n'a pas encore confié des postes d'importance sont dans la même situation.

5.5. En aval du développement

Dans la section suivante, nous analysons l'impact du développement sur les dynamiques sociales, ces dynamiques mêmes qui furent d'abord mobilisées lors du déploiement de ce développement. L'arrivée de nouveaux acteurs, la dotation de nouvelles capacités collectives affecteront-elles les mécanismes à la base de la reproduction sociale et activeront-elles d'autres types de valorisation à l'intérieur de la communauté? Les décisions prises durant les dernières décennies orientent nécessairement l'ensemble des stratégies et des ressources mobilisables par la communauté. Selon les sentiers de développement empruntés, la quantité de ces stratégies peuvent connaître des périodes d'inflation ou peuvent déboucher sur une réduction de leur nombre, une consolidation de certaines voies et parfois sur des conséquences non souhaitées.

5.5.1. Retour sur le système de charge

Le développement des entreprises communautaires a entraîné une augmentation du nombre de *cargos* à couvrir. Si le village continue à se développer en utilisant le système des *cargos*,

la question de la saturation de la main-d'œuvre disponible se pose¹¹³. Cette limite où les *comuneros* n'auraient plus l'énergie où le temps de prendre de plus nombreuses responsabilités est tout de même à considérer¹¹⁴. Un interviewé affirmait que cette limite est proche, que «ça se voit dans les assemblées lorsqu'on assigne les gens aux *cargos*. Combien de comités nous sommes... on est tous occupés... parce que quand se nomme un autre comité... l'eau... on va nommer des gens désoccupés... mais beaucoup de gens ont déjà des *cargos*... » (entrevue 2, président du comité culturel).

Certains villages, face à l'augmentation des responsabilités encourue par les *cargos* et grâce à l'augmentation des ressources financières rendues disponibles par les différentes activités de production ont commencé à rétribuer leurs membres pour assumer leurs *cargos*. À Ixtlán de Juárez, village voisin, on paye par exemple les responsables depuis 10 ans. Capulálpam a pour le moment refusé de prendre cette voie. Comme l'explique le commissaire, de tels débats ont eu lieu dans la communauté : « on en a discuté, mais on n'a pas voulu parce qu'on ne veut pas perdre l'idée de service à la communauté. Et si on donne à quelqu'un, il faudra donner à tous » (entrevue 8, commissaire des biens communs). Du point de vue interne, les nombreux conflits (minier, agraire) présents dans la communauté drainent une part importante des ressources financières de celle-ci (par les frais d'avocat et de déplacement qu'ils encourrent) et rendent impossible la rémunération de tous les *cargos*.

La complexification de l'organisation communale et l'augmentation du niveau de compétences demandées dans l'exercice des *cargos* ajoutent également une pression sur la capacité des villageois à remplir ses fonctions. La rotation constante des responsabilités demande aux membres de la communauté l'acquisition constante de nouvelles compétences. La courte période d'exercice des *cargos* (un an pour la majorité des postes) et le niveau de compétences augmentant, il peut être difficile pour un individu d'assurer les responsabilités inhérentes à leurs postes. Ceci s'explique par le fait que les compétences acquises dans un

¹¹³ À moins que l'augmentation des postes de cargos ne s'accompagne d'une augmentation des ressources communes qui fait diminuer le besoin individuel de pourvoir à ses besoins de bases.

¹¹⁴ Pérez Regidor (2010 :61) rapporte que la communauté voisine de San Andrés Yatuni (une localité faisant partie de la municipalité de Santiago Xiacuí, municipalité voisine de Capulálpam) est aux prises avec le même type de problématique où développement et surcharge de travail se côtoient.

poste ne sont pas nécessairement transférables d'un poste à l'autre. La communauté peut ainsi s'en ressentir à cause de l'incompétence de certains des membres. Cette situation a été rapportée dans certaines entrevues informelles, notamment en ce qui concerne la gestion, dans les décennies passées, de l'entreprise de la Triple S.

5.5.2. Retour sur le *tequio*

Le développement de la communauté dans les dernières décennies a changé le rapport au *tequio*. Si, par le passé, tous les ouvrages d'intérêt public se faisaient à la main et nécessitaient beaucoup de participants, la disponibilité de machines fait qu'aujourd'hui les travaux les plus lourds ne sont plus assurés par les citoyens et les *comuneros*. Le fait que la municipalité ait plus de ressources réduit ainsi l'usage systématique des *tequios*. Pour les travaux qui ne peuvent pas se faire avec la machinerie, les *tequios* sont cependant toujours convoqués (« on peut faire un *tequio* pour creuser ou pour poser le ciment pour une oeuvre... On va faire un *tequio* pour refaire le toit de la galerie en face du temple... Le *tequio* peut s'appliquer dans différentes modalités. L'an passé (2010), il y eut plus ou moins un *tequio* par mois. Ce sont des *tequios* de 5 ou 6 heures» [entrevue 13, président municipal]). La communauté veut conserver la coutume même si la nécessité n'est pas aussi pressante, car il est un élément de l'identité communautaire : « pour ne pas perdre le sentiment de communauté, on convoque toujours des *tequios* » (entrevue 8, commissaire des biens communs).

N'étant plus absolument nécessaire du point de vue pratique pour de la communauté¹¹⁵ ..., la pérennité du *tequio* repose aujourd'hui sur le maintien de sa valorisation culturelle, sur la valorisation, à travers les membres de la communauté, du *tequio*, non pas uniquement comme moyen de production, mais comme outil d'autonomie par exemple. Le maintien du *tequio* devient en ce sens dépendant de la conservation du collectivisme au sein de la communauté.

¹¹⁵ Le capital –possibilité de soumission- et les différents outils de production –accès à de la machinerie- qui sont à disposition de la communauté peuvent venir à remplacer les tâches effectuées par les *tequios*.

5.5.3. Collectivisme et montée des intérêts individuels

La mise en commun des moyens de production a été à la base du développement qu'a connu Capulálpam depuis les années 1980. Cette mise en commun n'est cependant pas la règle dans tous les secteurs d'activités. Ainsi, malgré l'achat, en 2009, de machineries pour la mise en place d'une fabrique communautaire de meubles de petite envergure, les menuisiers de Capulálpam, une quinzaine selon Cosmes Belmonte (2003 :42), ont désiré continuer à travailler individuellement. Un responsable explique que la fabrique communautaire ne trouve pas « les gens pour y travailler [...]. [que] ce n'est pas une question de ressources, mais plutôt de personnes parce que les outils, nous les avons déjà, dit-il. (entrevue 8, commissaire des biens communs). Cette réaction s'explique possiblement par le désir pour les menuisiers de conserver les investissements individuels dans leur matériel productif et la latitude que leur permet le travail individuel. Cette situation pourrait venir à se reproduire dans d'autres champs d'activité, dans l'écotourisme par exemple. Si les commerces individuels de ce secteur continuaient à se développer pour venir à créer une masse d'intérêts individuels toujours plus importante, cette masse pourrait venir à interférer avec le système de valorisation communautaire, formant ce que Douglas (Calvez, 2006) appelle une nouvelle « communauté de pensée », porteuse d'un autre cadre de justification du discours.

Pour le moment cependant, ces activités, même si elles sont menées individuellement, sont toujours régulées par une vision commune de sorte, par exemple, que toutes les entreprises du village doivent impliquer un *comunero* dans leur gestion et leur financement.

5.5.4. Tertiariation des activités

La diminution de la superficie de la terre consacrée à l'agriculture indique un changement dans les activités économiques de Capulálpam. La présence de maïs subventionné dans le commerce communautaire, la diversification des activités économiques et des débouchés d'emploi sur le territoire communal et dans la municipalité voisine d'Ixtlán de Juárez font que

l'agriculture et l'élevage ne sont plus aussi attrayants pour la majorité des habitants de Capulálpam. Une conséquence de cette situation est la perte de l'autonomie alimentaire. L'isolement causé par des glissements de terrain compromettant les liens routiers durant la période des pluies de 2010 a démontré que la communauté ne pouvait plus vivre sans échanges avec l'extérieur pour son apport en nourriture. La communauté, consciente de l'enjeu, a comme projet de créer des parcelles de terre en culture intensive. Ce projet fait cependant face à un problème de taille, un manque de main-d'œuvre qualifiée, les savoir-faire relatifs à ces activités sont plus difficiles à trouver, et un manque de désir de la population de travailler dans ce secteur. Comme le rapportait un des interviewés, « le problème est qu'il n'y a plus de gens qui se consacrent aux champs » (entrevue 13, président municipal).

5.5.4.1. Rôle des femmes

Si la tertiarisation des activités économiques a eu des impacts sur les activités économiques traditionnelles (agriculture, élevage), elle pourrait également avoir un impact sur la répartition des rôles dans la communauté. Les nouveaux débouchés d'emploi créés par le secteur des services, notamment par les activités d'écotourisme, sont en partie comblés par les femmes. Celles-ci sont ainsi amenées à exercer des activités qui leur donnent confiance et qui les font sortir de leur rôle social traditionnel. Un des interviewés dénotait le rôle joué par ces nouveaux emplois pour la gent féminine en ces termes: « Ça leur donne des responsabilités et elles s'aperçoivent que les responsabilités ne sont pas d'une telle grandeur qu'elles ne pourraient pas y arriver. Elles s'aperçoivent qu'elles peuvent tout faire » (entrevue 14, citoyenne). À grande échelle, l'insertion des femmes au marché de l'emploi pourrait avoir des répercussions aux niveaux autant de l'organisation de la cellule familiale que de leur participation politique dans la communauté.

5.5.5. Échange marchand et transformation de l'organisation communautaire

Une partie non négligeable des échanges sont coordonnés dans la communauté à travers le principe de la réciprocité. Cependant, l'échange marchand est également actif à Capulálpam. À l'intérieur de la communauté, les commerces individuels vendent par exemple leurs denrées en fixant un prix à leur marchandise et en entrant en compétition les uns avec les autres (c'est par exemple le cas de plusieurs denrées alimentaires qui ont été préalablement achetées à l'extérieur du village). Selon ce qui a été décidé par l'Assemblée, la propriété de ces commerces doit rester entre les mains de membre de la communauté. Un autre marché, un peu différent, est celui de la vente des maisons où l'offre n'est disponible que pour les membres de la communauté (cela découle directement des règles découlant de l'institutionnalisation du territoire communale). Pour ces deux marchés, l'offre est régulée par la communauté. L'écoulement de la marchandise produite par les entreprises communautaires et qui s'effectue principalement avec des acteurs externes à la communauté s'effectue aussi à travers l'échange de type marchand. Ces marchés sont plus difficilement « régulables » par la communauté, la compétition s'effectuant à l'extérieur de ses frontières. Cette situation amène son lot d'exigences à l'organisation interne des entreprises. La hauteur des bénéfices touchés par les entreprises dépend par exemple en partie des valeurs qu'ont ces produits sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux. Une forte concurrence existe par exemple dans la région en ce qui a trait à l'offre écotouristique. Le prix du bois dépend pour sa part, depuis l'ouverture des marchés mexicains, de l'offre mondiale où la compétition venant du Brésil tend notamment à faire baisser les prix. L'achat et l'entretien du matériel nécessaire à la production se font également à travers ces marchés. Ainsi, l'entretien de la machinerie peut représenter des coûts importants pour les entreprises. Dans le cas de la Triple S, ces coûts sont de l'ordre de 40% du chiffre d'affaires. La vétusté de la machinerie rend les pièces chères et disponibles uniquement sur le marché étasunien qui, dû au coût de la devise, ont un coût de revient important pour l'entreprise. Si les bénéfices de l'entreprise dépendent du prix de vente des marchandises, elle dépend également du coût de roulement et d'organisation de l'entreprise elle-même, ces deux éléments (prix/coût) entrant en tension.

Cette dépendance envers le marché impose une certaine efficience des structures organisationnelles des entreprises communautaires. Cette pression est en partie époncée par l'élasticité que permettent le système de charge et le travail communautaire, du point de vue de l'accès à la main-d'œuvre, tout comme par l'accès privilégié aux ressources naturelles qui est garanti par la tenure communale. Les rapports économiques grandissant avec l'extérieur constituent néanmoins un défi important pour la communauté. La dynamique communautaire, qui repose sur une autonomie de décision forte et sur un contrôle des principaux facteurs de développement (autonomie d'organisation, disponibilité d'une force de travail propre, accès privilégié aux ressources naturelles, etc.), pourrait venir à s'éroder au profit d'un mode d'organisation qui serait plus rentable sur le court terme.

Ce besoin d'efficacité explique que le conseil de *caracterizados* ait dû évaluer récemment la mise en place d'un conseil d'administration qui réunirait l'ensemble des entreprises communales pour rendre leur gestion plus efficiente. Si cette solution était appliquée, certains postes qui faisaient autrefois partie du système public de charge se professionnaliserait. Voilà une déviation qui pourrait affaiblir la communauté. Si cette professionnalisation devenait importante, elle court-circuiterait la distribution des compétences développées dans ces postes de gestion. Ceci pourrait avoir un impact également sur la capacité des membres de la communauté à saisir les enjeux liés à la gestion de ces entreprises. On s'en remettrait peut-être plus facilement au point de vue des spécialistes.

Le maintien des mécanismes sociaux à la base du développement des dernières décennies, mécanismes permettant la persistance d'une unité d'ensemble reliant les différentes organisations à travers des objectifs communs, dépendra pour Capulálpam de la capacité de ses acteurs de se protéger d'une tendance à l'isomorphisme institutionnel, soit l'incorporation de certaines règles dans leur structure qui tend à rendre similaires les organisations d'un même secteur, dans le cas des entreprises communautaires, ces règles seraient celles de l'entreprise privée avec qui elles entrent en compétition dans leur secteur respectif (Rousselière et Bouchard, 2010).

Conclusion

Malgré le développement des trois dernières décennies et l'augmentation significative de ses moyens de production et de sa dotation nouvelle en capital, la cohésion sociale de Capulálpam n'a pas été disloquée par des mécanismes de modernisation et d'individualisation qui ont affecté négativement plusieurs autres communautés. Au contraire, les modes d'organisations communaux ont plutôt servi de rempart identitaire et de mode de développement autonome et ont favorisé le développement conjoint des différents domaines existentiels communautaires. À travers les assemblées générales, à travers le travail et la gouvernance en commun, à travers les fêtes, les habitants de la communauté se sont donnés plusieurs occasions de nourrir ce lien, plusieurs espaces pour discuter des projets communs, plusieurs routines de travail partagées. Cette force du lien a légitimé, au fil des années, les structures locales qui ont pu par la suite être mises à profit dans les autres stades de développement.

La communauté de Capulálpam a su tirer profit d'un cadre institutionnel robuste par sa capacité à faire participer un large pan de la population, par une imbrication du système de gouvernance et un réseautage important des acteurs, par un système de règlement des conflits et une délimitation claire des éléments participant au développement¹¹⁶. Par contre, la trajectoire de développement de Capulálpam, enchâssée dans une culture et un environnement physique particulier, limite le rôle de certains habitants de la collectivité, comme c'est le cas des femmes ou des nouveaux venus, et impose des obligations qui peuvent devenir lourdes en terme de temps ou difficiles en terme d'acquisition de compétences.

De façon générale, l'expérience de Capulálpam en est une de réussite, ce qui n'est pas le cas de toutes les initiatives en foresterie communautaire au Mexique. Cependant, comme le rapporte Chapela (2006 :10), il ne faudrait pas prendre ce développement pour ce qu'il n'est pas, les revenus générés par les nouvelles activités économiques n'en sont pas venus à la création d'une classe moyenne. Ils ne sont pas non plus suffisants pour que l'acquisition de

¹¹⁶ Ces constatations convergent avec celles faites dans le livre publié par Klein et Champagne (2011) concernant les conditions de succès des initiatives locales de développement.

biens de consommation pourvus par le marché soit aisée pour tous les habitants de la communauté. Comme nous l'avons identifié dans la dernière partie de ce chapitre, le développement des dernières années met également en danger certains mécanismes sociaux à la base de la forte cohérence communautaire. Le défi pour la communauté de Capulálpam, si elle veut conserver sa spécificité, sera de savoir naviguer entre les nécessités d'une économie plus développée et celles du maintien d'objectifs collectifs partagés par les différents acteurs de la communauté.

CONCLUSION

L'objectif général de ce travail était de comprendre comment un espace en marge des pôles de croissance favorisés par la mondialisation économique actuelle pouvait réussir à se développer. Il en découlait un questionnement entourant le type de réponse à donner aux réformes d'inspiration néolibérale permettant à ces espaces de satisfaire les besoins de leur population locale. De façon plus précise, nous avons comme objectif de comprendre comment le développement des capacités productives d'une localité pouvait s'encaster dans ses modes de reproduction sociale, comment il était possible de développer un territoire sans que son tissu social soit pour autant sacrifié.

Pour ce faire, nous avons étudié le cas de la communauté de Capulálpam de Méndez. Dans le but de caractériser la spécificité du mode de développement ayant cours à Capulálpam de Méndez, nous nous sommes intéressés aux transformations ayant eu cours dans la communauté de Capulálpam dans les dernières décennies à travers l'émergence de nouveaux acteurs, surtout collectifs, et à travers la mobilisation de mécanismes culturels propres au mode d'organisation traditionnel de la région. L'intention était de vérifier nos hypothèses de bases voulant que ce développement reposait sur un cadre institutionnel permettant une gestion, principalement locale, des ressources naturelles pouvant, à travers des processus de décisions collectives, orienter ses bénéfices à la dispensation de services publics et à la reproduction des différents domaines d'existence de la communauté. Nous voulions également comprendre, de façon secondaire, comment des mécanismes de reproduction sociale propres à la région pouvaient avoir participé au développement, et comment, à rebours, le développement, une fois réalisé, pouvait venir transformer ces mêmes processus. Nous avons alors proposé que certaines valeurs largement partagées parmi les membres de la communauté allaient diriger la définition des objectifs de développement et que ceux-ci, par l'apparition de nouveaux mécanismes, comme celui de l'échange marchand, allaient entrer en tension.

Entre la réforme agraire et la réforme néolibérale

Pour caractériser le cadre institutionnel de Capulálpam, il nous a paru nécessaire d'exposer le contexte national dans lequel s'est déployé son développement. Nous nous sommes ainsi intéressés à l'application des réformes néolibérales au Mexique ainsi qu'à leurs impacts sur l'évolution des législations touchant les types de propriété de la terre et la gestion des ressources naturelles. Dans cette optique, une attention particulière a été portée à la description de la réforme agraire mexicaine, la première tentée en Amérique latine, ainsi qu'à ses conséquences sur le cadre de gouvernance pour les communautés paysannes et indigènes s'étant fait reconnaître des droits d'usufruit. C'est principalement à ce cadre que s'attaquaient les réformes néolibérales, par la décentralisation des structures de gouvernance combinée à une ouverture du territoire national à la venue d'acteurs étrangers. Nous avons également traité de certaines caractéristiques physiques du territoire ayant historiquement joué un rôle dans la construction des rapports entre les communautés de la région montagneuse et forestière de la Sierra Juárez et les pouvoirs centraux installés dans la plaine centrale. Ces caractéristiques ont participé au maintien d'une spécificité culturelle où le collectivisme et l'esprit de résistance ont pu se développer. Ce détour historique nous a paru essentiel pour comprendre la trajectoire de développement de Capulálpam, les institutions locales qui régulent ses activités s'inscrivant dans un temps long. Cette contextualisation a aussi démontré l'importance des moments de lutte et de résistance dans la création d'acteur collectif qui ont par la suite été porteurs d'initiatives et de développement.

Un développement intégré

Afin de vérifier notre hypothèse de recherche à propos de la reproduction et de l'intégration des différents domaines existentiels, nous avons d'abord identifié les éléments nouveaux apparus dans la communauté. Sous l'angle institutionnel et social, nous avons pu établir un lien entre les moments de lutte forestière et l'émergence de nombreux acteurs, surtout

collectifs. Les demandes et la nature des activités des ces derniers évoluèrent au fil du développement, passant de la confrontation, à la coproduction de politiques, de la simple revendication à la production destinée à la vente, les différentes demandes et activités s'enchevêtrant dans les dernières étapes de développement. Nous avons souligné le fait que les organisations dédiées à la production au niveau local ont été, à travers leurs conseils d'administration, intégrées au système de charge local articulé selon le principe de réciprocité.

Sous l'angle humain, nous avons montré que le développement a démultiplié les tâches à combler dans le village en plus d'augmenter les responsabilités de certains postes déjà existants, ce qui a fait augmenter le niveau de compétence requis pour plusieurs postes publics. Le développement de nouveaux secteurs d'activité a impliqué le développement subséquent de nouveaux types de compétence qui en ont dévalorisé d'autres, de type traditionnel.

Sous l'angle économique, nous avons déterminé que l'augmentation des capacités productives était principalement due à la création des quatre entreprises communautaires. Nous avons caractérisé chacun des quatre secteurs d'activité en démontrant que les entreprises forestière et écotouristique étaient les seules à avoir créé, par l'ouverture de leur secteur, des initiatives d'origine individuelle qui sont venues compléter l'offre des entreprises collectives. Dans le secteur sylvicole, ces entreprises individuelles se sont même accaparées la production à valeurs ajoutées. L'entreprise en écotourisme, dernière des quatre à avoir été créée, participe pour sa part à la tertiarisation des activités. Elle a la particularité d'augmenter les contacts de la communauté avec l'extérieur par le fait qu'elle amène des étrangers sur le territoire communal. Nous avons également remarqué que le développement des entreprises communautaires a doté la communauté de capital financier inédit qui a pu être utilisé pour le développement de nouvelles initiatives ou pour le financement de services publics.

Du point de vue environnemental, une analyse d'usage du sol a démontré que les implications du développement n'ont pas créé de perturbation importante. L'invasion d'insectes est la cause d'une faible perte du couvert forestier, alors que l'abandon de plusieurs terres agricoles compensait la perte par la création de plusieurs aires de régénération naturelle. En ce qui a

trait au sous-sol, la disparition de sources d'eau sur le territoire serait attribuable aux activités minières.

L'importance de la culture

Dans une deuxième section d'analyse, nous avons insisté sur l'importance de la culture dans la définition des objectifs de développement, soit la dimension cognitive de l'institutionnalisation, de sorte à pouvoir répondre à notre première hypothèse secondaire. Nous avons montré comment le collectivisme était une des dimensions incontournables de la discussion entourant le développement, et surtout, comment l'esprit de résistance et de méfiance est venu influencer certaines décisions clés, notamment par la fermeture du territoire aux investisseurs étrangers et par le refus d'appliquer le programme du PROCEDA dans son entièreté. Nous avons également souligné l'importance que revêt la célébration dans la communauté, comme finalité même du développement et du travail, ce qui semble rapprocher le développement de Capulálpam de l'idée du *buen vivir* développé en Amérique du Sud. Au contraire d'un développement par le temps court qui est l'apanage d'investissements qui veulent rapidement se rentabiliser, le développement à Capulálpam de Méndez en est un patient, pourrions-nous dire, qui privilégie le mieux vivre à celui du pouvoir d'achat.

Dynamiques institutionnelle et organisationnelle

Les caractéristiques de l'arrangement institutionnel et la façon dont les acteurs ont pu en tirer profit ont été examinées. Nous avons souligné que la gestion des ressources naturelles était le fait d'une régulation multiscaire au Mexique et précisé qu'il n'y avait pas, à Capulálpam, contrairement à d'autres lieux au Mexique, de tension entre les échelons municipal et communal. Un constat important de cette section est celui de la reconstitution, à travers la

lutte et les collaborations de développement, d'instances régionales de représentation, échelon qui, au niveau du pays, ne possède officiellement aucune reconnaissance légale. Cet échelon régional de gouvernance pourrait être à la base de la constitution de pouvoirs plus à même de représenter les particularismes indigènes mexicains. En ce sens, nous avons démontré que le rôle de l'UZACHI a été central dans le développement de Capulálpam, par son réseautage au monde universitaire, par sa capacité à transférer les initiatives entre les communautés membres et à mobiliser des ressources. Il nous apparaît également important de constater que cette organisation doit beaucoup au support qu'elle a reçu de l'ONG ERA, surtout du point de vue de la capacitation technique. Par ailleurs, nous n'avons pas manqué de souligner le fait que le succès des activités de l'UZACHI a créé, à son endroit, un capital de sympathie qui a facilité encore plus son réseautage. Le développement des activités d'écotourisme a pour sa part démultiplié le réseautage, à l'externe, par la venue de nouveaux acteurs, à l'interne, par la densification des liens interorganisationnels.

Le thème de la capacitation a par la suite été abordé. Nous avons souligné l'ouverture de l'arrangement institutionnel à l'établissement de règles locales touchant l'usage des ressources naturelles. Par l'enchâssement des conseils d'administration des entreprises communautaires dans le système de charge local, lui-même dépendant des décisions prises en assemblée générale, nous avons démontré que l'ouverture institutionnelle était présente pour que les usagers des ressources puissent eux-mêmes participer à l'érection des règles locales. Cette ouverture a été saisie par différents mécanismes de capacitation des acteurs. Parmi les membres de la communauté, nous avons d'abord identifié la création d'un sentiment de confiance en ce qui a trait à leur capacité à l'autogestion, confiance créée par l'heureux dénouement des moments de luttes. La rotation des rôles caractérisant le système local de charge a permis de diffuser les compétences parmi les membres de la communauté tout en limitant les déviations de mécanismes institutionnels à l'avantage de certains individus. Nous avons ensuite exposé le fait que le principe de réciprocité, actif dans l'affectation des postes, avait rendu plus difficiles les comportements de passager clandestin et qu'il permettait un emboîtement des activités économiques individuelles et collectives. Nous avons également démontré que la disponibilité d'une force de travail non rémunérée permettait à Capulálpam de résister au chant des sirènes des grandes minières et facilitait le maintien de son autonomie politique. Enfin, nous avons mis en évidence l'importance du conseil des caracterizados

comme une des institutions locales permettant une préservation des relations informelles existant entre les membres plus expérimentés de la communauté et facilitant l'incubation de solutions envers les problèmes locaux.

Nous avons ensuite souligné dans cette section la présence de règles de délimitation claires, autant au niveau de l'espace physique qu'elles circonscrivent, des membres qu'elles régulent, que des usages qu'elles permettent. Nous avons également analysé l'imbrication des ces différents niveaux de délimitation, notamment à travers la façon dont est valorisé le territoire communal et l'intime lien existant entre l'identité communautaire et son espace physique de reproduction, deux éléments qui sont perçus comme en symbiose. Nous avons alors remarqué que la tenure communale participait également à cette imbrication puisqu'elle reliait tous les types d'activité à l'appareil politique collectif, autant les activités de productions communautaires, que l'usage des parcelles de terre destinées à l'occupation individuelle.

Pour clore cette section, nous avons souligné que Capulálpam possédait différentes plateformes pour gérer le conflit. Vis-à-vis des conflits internes à la communauté, nous avons montré comment le système local, en plus de profiter de valeurs largement partagées qui en diminue la fréquence, a bien régulé les comportements déviants en favorisant une juste mesure entre la détermination des sanctions et la liberté dans leur application. Dans le cas des sanctions, c'est plutôt l'usage local qui semble établir la règle, sans que celui-ci ne soit officiellement intégré à la réglementation locale. Selon Ostrom (1990), cette situation semble concorder avec la nécessité d'établir des sanctions progressives à l'égard des contrevenants. Nous avons enfin identifié deux types de conflits externes, un en rapport avec les délimitations territoriales, qui fait appel aux tribunaux fédéraux pour son règlement, un en rapport avec l'usage des ressources (l'exploitation des minerais), qui fait appel également aux tribunaux, mais qui a impliqué la communauté dans un nouveau cycle de mobilisation.

La trajectoire et ses limites

Deux principales limites ont été identifiées vis-à-vis de la trajectoire de développement de Capulálpam. Ainsi, nous avons d'abord reconnu que le conflit d'usage du sous-sol constituait une brèche dans la gouvernance locale où s'affrontaient deux visions du développement; une véhiculée par les multinationales voulant favoriser une valeur d'échange, une véhiculée par la communauté et privilégiant une valeur d'usage. Nous avons exposé le fait que le cadre institutionnel actuel permettait difficilement à la communauté de faire valoir ses intérêts et que le gouvernement fédéral semblait vouloir valoriser un développement par le marché. Nous avons remarqué que l'activité minière constituait d'ailleurs pour le Mexique une entrée non négligeable de devises étrangères et que la suspension définitive de celle-ci sur le territoire de Capulálpam allait constituer pour la communauté un défi de taille.

Une seconde limite que nous avons identifiée touche le rôle des femmes qui restent généralement cantonnées à des rôles traditionnels. Elles ne sont pas politiquement impliquées dans le village, et de ce fait, ne possède pas un niveau de compétence semblable à celui des hommes leur permettant de prendre part activement au développement. Nous avons également remarqué que les quartiers excentrés ne sont pas aussi bien pourvus en service, et ce, possiblement en partie parce qu'ils sont peuplés par les nouveaux arrivants qui ne participent pas autant au débat public.

Les effets du développement sur les dynamiques sociales

Une dernière partie d'analyse s'est penchée sur les effets transformants du développement. Nous avons mis en évidence certaines limites du système de charge local: celle de la lourdeur des tâches, qui, par le développement, demande aux individus toujours plus de temps; celle du réapprentissage continu que le principe de rotation nécessite et de l'incompétence qu'il peut entraîner. De plus, nous avons établi que l'augmentation du capital financier mis à la

disposition de la communauté ne rendait plus la tenue de *tequios* absolument nécessaire et que le maintien de ceux-ci dépendait maintenant de la valorisation que la communauté voulait lui donner. Nous avons également souligné le fait que le développement des initiatives individuelles dans le domaine de la sylviculture et du tourisme pourrait venir à changer le cadre de justification à l'œuvre à Capulálpam par la création d'une nouvelle classe d'intérêt et d'une nouvelle « communauté de pensée » à l'intérieur du groupe. Nous avons ensuite signalé la perte de l'autonomie alimentaire et la difficulté de trouver de la main-d'œuvre dans le domaine agricole dû au recul des activités traditionnelles d'agriculture et d'élevage causé par la tertiarisation des activités économiques. Cette tertiarisation a aussi eu comme conséquence de créer de nouveaux débouchés d'emploi pour les femmes ce qui les dote de nouvelles compétences et qui leur démontre qu'elles ont elles aussi la capacité d'occuper des postes de responsabilité. Ceci pourrait constituer un tournant dans l'implication des femmes dans la « vie active » de la communauté. Enfin, nous avons démontré que le développement des dernières années avait augmenté le rôle de l'échange marchand dans le village, échange qui pouvait difficilement être régulé par la communauté. Ce type d'échange impose aux organisations vouées à la production d'entrer en compétition avec des acteurs venant de l'extérieur, ce qui pourrait mener ces organisations à reproduire les modes de coordination de l'entreprise individuelle, et ce, dans l'ensemble de sa structure, par un mécanisme d'isomorphisme institutionnel. Cette situation viendrait gommer la spécificité organisationnelle de Capulálpam. Ainsi, la professionnalisation d'un grand nombre de postes, qui sortiraient ceux-ci du système de charge local, court-circuiterait la diffusion des compétences et potentiellement la compréhension des enjeux organisationnels dans la communauté. Cette réalité entre-ouvre ainsi une deuxième brèche dans la gouvernance locale du développement, autant sinon plus grande que la première, puisqu'elle vient à questionner les limites du mode de développement actuel. Tout dépendra de la capacité de Capulálpam, dans la limite où tel est le désir de ses habitants, de conserver dans l'ensemble de ses organisations des objectifs communs qui transcendent les intérêts sectoriels.

Le développement récent de Capulálpam et sa nouvelle dotation en capital financier l'a fait sortir de la nécessité d'une mise en commun de ses actifs comme du seul moyen de survivance. La communauté a maintenant la possibilité de payer pour se développer. En ce

sens, la pérennité de son modèle de développement reposera encore sur le maintien d'objectifs communs de développement, mais à une différence près, celle que ces objectifs communs devront maintenant être capables de se définir à l'égard des nouvelles options apparues, porteuses d'autres mécanismes de valorisation.

Limite de la recherche et ouverture

Notre recherche a le défaut de sa qualité : ayant voulu couvrir une longue période et un large éventail d'initiatives dans l'optique de faire ressortir les tendances générales de la trajectoire de développement de Capulálpam, elle a par le fait même passé rapidement sur les initiatives lorsque prises individuellement. Ce niveau d'analyse a pu par moment manquer de raffinement et laisser de côté certains éléments importants dans l'enchaînement des événements.

L'évolution de nos points d'intérêt durant notre investigation a aussi limité la profondeur d'analyse de certains aspects traités, comme celui de l'impact du collectivisme et de la résistance dans la communauté. En ce sens, des techniques d'analyse du discours plus poussées pourraient venir renforcer les observations dont la généralisation reste limitée.

Notre entreprise a également été restreinte par le temps de notre séjour, ce qui a amoindri notre compréhension de certains phénomènes. C'est le cas par exemple de la compréhension plus subtile qu'aurait demandé la joute politique sur place. Y a-t-il des clans qui se sont historiquement formés dans la communauté? Quelle différence y a-t-il entre la façon dont la communauté veut se voir représentée auprès des étrangers et la dynamique réelle qui a cours? En ce sens, un des défis que nous avons rencontré lors de notre recherche de terrain fut celui de l'accès à l'information, c'est-à-dire la tendance à la désinformation. À plusieurs reprises, on a semblé vouloir contrôler l'accès à certaines informations ou on nous a tout simplement menti sur la disponibilité et la source de différents documents. Nous espérons que ce contrôle de l'information, opéré par certains membres de la communauté, contrôle tout à fait légitime sous certains angles, n'aura pas trop eu d'impacts sur la validité de nos résultats.

Notre recherche possède aussi les limites de toute étude de cas, elle permet difficilement la généralisation en dehors du cas étudié. En ce sens, il pourrait être fort intéressant d'investiguer sur d'autres communautés de la Sierra Juárez de sorte de pouvoir, par la suite, établir des comparaisons dans les trajectoires de développement empruntées par celles-ci. Ainsi, la communauté de Xiacuí, qui a privatisé une partie de ses terres communales, tout comme la communauté de Yotao, qui n'a pas de plan d'exploitation forestière, pourraient constituer des études de cas intéressantes pouvant mener à des comparaisons fructueuses.

Pour terminer, nous aimerions souligner que ce mémoire constitue une des premières contributions en langue française, sinon la première, portant sur une communauté forestière mexicaine. Dans cette optique, nous espérons qu'elle puisse ouvrir la recherche sur les communautés productrices à de nouveaux auditoires en constituant une source intéressante de documentation pour les chercheurs explorant les modèles de développement où l'autodétermination est une clé.

APPENDICE A

LES FESTIVITÉS DE SAN MATEO

Cette appendice reproduit un extrait d'entrevue faite avec le président de la Commission du 21 septembre. Cet extrait décrit en détail les célébrations entourant la fête du patron local, San Mateo. Cette description donne idée de l'envergure de l'organisation qu'elle nécessite en plus de nous mettre les deux « pieds » dans un des événements traditionnels les plus emblématiques de la communauté.

L'EXTRAIT:

« Tout commence avec la réception des *bandas* [groupe de musique] à l'entrée du village. Les *bandas* se présentent avec une offrande au patron, des rameaux de fleurs. Elles passent à l'église pour saluer le patron et vont se rapporter aux autorités du village. Elles sont par la suite invitées à manger. Un minimum de 3 *bandas* sont invitées, lesquelles s'ajoutent aux deux *bandas* venant de Capulálpam même: un total de 5 *bandas* participent à la fête. La commission s'occupe de l'alimentation et de l'hébergement des ces *bandas* qui restent dans le village durant les quatre jours de festivité.

Le 19 septembre se tient la *calenda floral* [défilé floral] qui commence à 5h PM. Ce défilé parcourt les principales rues de la communauté. Un concours est organisé par la commission pour récompenser les plus belles figures (ce sont des figures de personnages qu'on peut retrouver dans le village, elles sont de taille réelle) qui ont été fabriquées par les gens du village pour les *calendas*. Un juré récompense les trois plus belles figures (selon des critères de créativité, selon le matériel utilisé, etc.); ainsi commence la fête...

La *calenda floral* s'étend de 5h PM à 8h PM, puis il y a une pause. Une messe suit cette *calenda*. Puis une autre pause. À environ 10h PM débute la *calenda nocturna* [défilé nocturne] très caractéristique de la communauté de Capulálpam (les communautés voisines n'étant pas très habituées à faire cela). Cette *calenda* est connue sous le nom de *calenda de los burrachos* [défilé des éméchés] dans la région. Cette *calenda*, qui fait le tour du village, dure toute la nuit pour se terminer à 6h ou 7h du matin. Des gens sur le parcours de la *calenda* offrent de la nourriture volontairement aux participants: des *bocadillos* (tamales, ponche, café, posole, etc.) [collations]. Les gens qui veulent participer de la sorte avertissent la commission à l'avance de sorte que la commission sache qui offrira de la nourriture le long du parcours.

Durant la *calenda*, les bandas se donnent le relais de sorte qu'elles puissent se reposer. Des *marmotas* [ballons géants fixés au bout de longs bâtons de bois] sont utilisées durant la *calenda*. Les gens signifient leur appréciation en criant « vive le patron, vive San Mateo, vive Capulálpam! ». Il y a beaucoup d'ambiance, il y a beaucoup à boire. La commission est responsable de distribuer du mescal [alcool fait à partir de l'agave] à tous ceux qui en désirent. Il y a aussi des gens qui offrent de l'alcool (bière, mescal) à leur domicile. Ainsi se termine la journée du 19 septembre: tôt le 20 septembre...

La fête de San Mateo est précédée d'une neuvaine: il y a ainsi une messe quotidienne pendant neuf jours et des volontaires qui payent ces messes.

Le 20 septembre se tient des activités sportives qui donnent son rayonnement à la fête. Un tournoi de basketball, le sport le plus pratiqué dans la région, est organisé. Ce tournoi débute le 20 en avant-midi. Les communautés voisines sont invitées à y participer (Ixtlán, la Natividad, etc.). De sorte à inciter à la participation, des prix sont remis aux gagnants du tournoi. Puis, sont remis au patron des prix fabriqués par les gens de la région ayant la foi.

La fête implique beaucoup de foi; certains viennent participer à la fête de San Mateo seulement par déférence au patron.

Dans la nuit du 20 septembre, il y a aussi des jeux pyrotechniques (taureau, puma, singe, dinde) et un *castillo de fuego* [château de feu] et toute la pétarade: Cela se termine devant

l'atrio de l'église. La journée se termine avec une *baile popular* [danse populaire] sur un terrain prêté à la commission où il y a de la musique «en vivo», on y joue de la musique tropicale, de la *cumbia colombiana*. Dès l'aube, 5h-6h AM, des bandas sont prêtes à venir jouer pour le patron. Une messe (6h AM) et une procession (image de San Mateo avec procession au centre du village) ont lieu le matin du 21 septembre.

Le tournoi de basket se poursuit le 21. Il y a aussi des courses d'athlétisme: une course de résistance. Une autre activité culturelle à lieu le 21 également: la audition de bandas où des orchestres de la ville de Oaxaca, engagés, viennent jouer. Là se joignent toutes les cinq bandas et elles jouent toutes ensemble. Ils jouent environ 5 mélodies. Cet évènement rassemble beaucoup de gens, certains se déplacent seulement pour cette activité.

Beaucoup de gens de l'extérieur viennent participer à la fête: des gens de la ville Oaxaca, de Mexico, des États-Unis. Il y a beaucoup de touristes aussi. C'est la plus grande fête du village.

Plusieurs volontaires aident la commission: certaines personnes font des dons d'argent; certaines autres nourrissent les bandas en spécifiant à la commission les repas qu'ils souhaitent dispenser; des "anciens" se chargent de guider les bandas durant leur séjour (un calendrier est établi spécifiant les activités des bandas, les guides sont en chargeant d'accompagner et de diriger les bandas à leurs activités).

Les gens dans leur maison préparent aussi du mole [plat typique de l'État, le mole est une sauce confectionnée à base de piments fort et de cacao qui se mange normalement avec du poulet]; si des étrangers demandent de la nourriture, ils s'en font servir. Des gens de beaucoup de foi viennent de loin dans la Sierra (Talea, Carasco, Catalotepec, etc.) pour la fête, à pied, certains viennent sans le sou, ils cherchent une maison. La coutume veut qu'on leur donne à manger.

Le 21, à 12h, s'organise la "misa grande", une messe spéciale en l'honneur de San Mateo. Lorsque se termine la messe, commence l'*audicion de bandas*. Puis, suivent des évènements culturels: des danses (certains danseurs viennent des communautés voisines); ces danses

s'effectuent devant le temple ou l'hôtel de ville (le parc central). Le 21 se termine avec un autre *baile* au même lieu que la veille.

Le 22, il y a des évènements religieux, les activités sont moins nombreuses. Il y a une messe. Le 22 dans l'après-midi, commence les remerciements et les adieux adressés aux *bandas*; ont leur donne des cadeaux.

Vers 4-5h PM se tient un rodéo avec des monteurs de taureaux de Oaxaca; cet évènement est payant et se tient sur le même terrain où se sont organisés les deux autres *bailes populares* des veilles précédentes.

Le 23 septembre se tient une compétition de bâton à escalader où des prix sont également distribués; il y a des compétitions pour les hommes et pour les femmes. »

APPENDICE B

QUESTIONNAIRES DE RECHERCHE¹¹⁷

Histoire (partie réservée aux entreprises communales et aux organisations externes)

1. Pouvez-vous décrire brièvement l'institution que vous représentez?
- 2.1 Depuis combien de temps votre organisation possède-t-elle sa structure actuelle?
- 2.2 Si des changements ont eu cours, pouvez-vous nous expliquer en quoi ils ont consisté?
À quel besoin ces changements répondaient-ils?
3. Quelles sont vos relations avec les représentants municipaux/communaux?

Les règles institutionnelles « garantissant » la robustesse (partie réservée aux entreprises communales et aux organisations externes) :

- 1.1 Les limites territoriales au sein desquelles votre institution peut agir sont-elles bien définies?
- 1.2 Y a-t-il des conflits d'utilisation/d'accaparement des ressources avec les autres institutions de production de la communauté?
- 1.3. Les différents types d'utilisation de la terre déterminés par les autorités sont-ils respectés dans la pratique?
- 1.4. La portion de territoire où s'exercent vos activités a-t-elle évolué au cours des deux dernières décennies?

¹¹⁷ Pour une version en castillan du questionnaire, contactez l'auteur : roy.matthieu@courrier.uqam.ca

- 1.2.1 Le nombre de personnes pouvant participer à vos activités est-il bien défini?
- 1.2.2 Combien de personnes font partie de votre organisation?
- 1.2.3 Quelles sont les fonctions occupées par chacune d'entre elles?
- 1.2.4 Quel est leur statut (*comunero*/employé)?

- 2.1 Quel type d'activité votre institution mène-t-elle?
- 2.2 Comment votre institution s'approprie-t-elle les ressources naturelles dont elle a la charge?
- 2.3 Pensez-vous que l'utilisation de ces ressources respecte les cycles locaux de reproduction?
- 2.4 Les règles institutionnelles statuent-elles sur la quantité de ressource pouvant être exploitée, sur le moment de cette appropriation et sur la manière à employer lors de l'extraction?

- 3.1 Les utilisateurs des ressources gérées par votre institution participent-ils à la mise en place des règles opérationnelles de votre institution?
- 3.2 Quel est le niveau de participation des populations locales dans l'élaboration des règles institutionnelles?

4. Y a-t-il un mécanisme de suivi systématique des règles institutionnelles s'assurant que les règles sont bien appliquées? Si oui, comment fonctionne ce suivi?

- 5.1 Y a-t-il un système de sanctions pour les contrevenants à ces règles?
- 5.2 Les sanctions sont-elles appliquées de façon graduelle, c'est-à-dire y a-t-il une gradation dans la gravité des sanctions selon le nombre d'actes illicites commis?
- 5.3 Pensez-vous que les sanctions sont bien adaptées au degré de violation?

- 6. Y a-t-il des mécanismes de résolution de conflits à l'intérieur de votre institution? Si oui, quels sont-ils?

- 7.1 Comment se sont conçues les règles de votre institution?
- 7.2 Selon vous, de quelle marge de manœuvre de la communauté de Capulálpam dispose-t-elle pour concevoir ses propres institutions? Cette marge de manœuvre est-elle suffisante pour assurer un bon fonctionnement des institutions?

- 8.1 Les activités de gestion des ressources naturelles de votre institution se font-elles de concert avec d'autres institutions ou organismes? Si oui, lesquels? Comment pourriez-vous caractériser ces collaborations?

- 9. Y a-t-il eu, dans l'histoire de votre institution, une personne dont l'apport fut particulièrement important pour sa mise en place et son maintien?

Les activités forestières (partie réservée à l'entreprise forestière)

- 1. La communauté possède-t-elle un plan d'exploitation forestière approuvé par la SEMARNAT? Si oui, depuis combien de temps la communauté a-t-elle ce plan? Pour combien de temps le plan est-il encore actif? Quelle est votre perception sur le partage des responsabilités avec la SEMARNAT?

2. Quel est le volume de bois maximum qui peut être extrait? Quel est le volume de bois qui fut extrait lors des dernières années?
3. La communauté possède-t-elle son propre moulin à scie? Quel est son volume de bois par saison?
4. Combien d'emplois génèrent les activités forestières? Pour combien de temps?
5. La communauté effectue-t-elle du reboisement? Si oui, la communauté fait-elle croître ses propres arbres? La communauté possède-t-elle à cet effet sa propre serre ? Ou achète-t-elle ses arbres de l'extérieur?
6. Comment sont gérés les profits tirés des activités forestières (achat de machinerie, entretien des routes, salaires, construction de bâtiment d'intérêt public, formation, etc.) ? Y a-t-il eu une évolution dans l'utilisation des profits dans les deux dernières décennies?
7. Quelle est la période de l'année où s'effectuent les activités forestières?
8. La communauté possède-t-elle sa propre machinerie? Sinon, la loue-t-elle à une autre entité?
9. Quelles sont les origines des membres de votre institution (de la communauté, mexicaine, étrangère)?
10. Y a-t-il des brigades de pompiers? Comment fonctionnent ces brigades? Les membres de ces brigades sont-ils payés?
11. Les membres de la communauté peuvent-ils utiliser les produits de la forêt pour leur consommation personnelle?
12. Quel est le rôle des organisations de deuxième niveau regroupant les communautés dans la gestion forestière? Aident-elles à l'obtention de financement venant de programmes gouvernementaux?

13. À part le bois d'œuvre, quels autres produits sont tirés de la forêt? Quelle est l'importance économique relative de chacun de ces autres produits?
14. Selon vous, quelle est l'importance de l'énergie bois pour les besoins domestiques de la communauté?

Autorité, gouvernement et citoyenneté (partie réservée aux autorités communales)

1. En quelle année a été fondée la communauté (titre de *comunidad indigena*, occupation du sol par des populations)?
2. Combien de communautés compte la municipalité?
3. Quelle est la population totale de la communauté/municipalité?
- 4.1 Comment se répartissent les responsabilités entre la municipalité et la communauté?
- 4.2 Comment pourriez-vous qualifier vos relations avec les autorités communales/municipales?
- 5.1 Quels sont les différents statuts présents dans la communauté?
- 5.2 Combien y a-t-il de *comunero*/citoyens dans la communauté?
- 5.3 Combien de *comunero*/citoyens sont sous la charge d'un *cargo*/combien sont en période de repos?
- 5.4 Comment peut-on devenir *comunero*/citoyen? Y a-t-il eu un changement de ces critères dans les dernières années?
- 6.1 Quels sont les *cargos* qu'on retrouve dans l'organisation communautaire/municipale? Pourriez-vous décrire brièvement les responsabilités de chaque *cargo*?

- 6.2 Y a-t-il des catégories de *cargo* (ou alors tous les cargos peuvent-ils être remplis par n'importe quel *comunero*/citoyen)?
 - 6.3 Pour combien de temps sont assumés les *cargos*? Est-ce la même durée pour chacun de ceux-ci?
 - 6.4 Comment sont distribuées les charges des *cargos*?
 - 6.5 Le nombre de *cargos* a-t-il augmenté lors des deux dernières décennies?
 - 6.6 Un *comunero* profite-t-il de périodes de repos où il n'a pas la charge d'un *cargo* à assumer? Si oui, ces périodes de repos ont-elles diminué ou augmenté dans les deux dernières décennies?
 - 6.7 Que se passe-t-il si un *comunero* ou un citoyen n'assume pas ses charges?
-
- 7 Quels sont les différents comités que l'on retrouve dans l'organisation de la communauté/municipalité? Pourriez-vous décrire brièvement les activités de chacun de ceux-ci?
 8. Y a-t-il des postes de responsabilité au sein de votre structure organisationnelle qui sont rémunérés? Sans être rémunérés, certains responsables ont-ils accès à du financement pour leur activité (déplacements et hébergements payés dans certaines circonstances par exemple)?
 9. Quel est le niveau d'autonomie des responsables lorsqu'ils sont face à la nécessité de prendre une décision? À partir de quand prend-t-on les décisions en assemblée générale?
-
- 10.1 Quelle est la fréquence des assemblées générales?
 - 10.2 Quel est le taux de participation à ces assemblées?

- 10.3 Pourriez-vous nous décrire les différentes étapes lors d'une assemblée?
- 10.4 Selon quel principe se prennent les décisions dans l'assemblée (majorité simple, unanimité, etc.)? Le même principe s'applique-t-il pour toutes les décisions? Y a-t-il eu des changements à l'égard de ces modalités lors des dernières années?
- 10.5 Généralement, quels en sont les points importants?
- 10.6 Y discute-t-on souvent d'enjeux relatifs aux ressources naturelles, à la forêt?

- 11.1 Quelle est la fréquence des assemblées extraordinaires?
- 11.2 Quel est le taux de participation?
- 11.3 Généralement, quels en sont les points importants?
- 11.4 Y discute-t-on souvent d'enjeux relatifs aux ressources naturelles, aux forêts?

- 12.1 Quelles sont les différentes entreprises communautaires de production? Pouvez-vous nous décrire brièvement les activités de chacune d'entre elles?
- 12.2 Quel est le niveau d'indépendance de chacune de ces entreprises?
- 12.3 Comment sont utilisés/répartis les profits de ces entreprises?
- 12.4 Percevez-vous des taxes auprès des résidents de votre communauté? Si oui, selon quels critères?

- 13 Quelles sont vos autres sources de revenus?

- 14.1 Quelles sont les installations publiques de la municipalité?

- 14.2 Y a-t-il des emplois générés par les installations dont s'occupent les autorités municipales? Y a-t-il des emplois rémunérés? Si oui, depuis combien de temps?

Réseaux (partie réservée aux autorités communales)

- 1.1 Votre communauté fait-elle partie d'une union de communautés? Depuis combien de temps existe-t-elle?
- 1.2 À quoi se résument ses activités? Cette union est-elle efficace?
- 1.3 Votre communauté a-t-elle déjà fait partie d'une union de communautés dans le passé qui n'est plus active aujourd'hui? Si oui, pourquoi cette coopération a-t-elle cessé?
2. La communauté bénéficie-t-elle de programmes gouvernementaux? Si oui, de quels programmes s'agit-il (liste des programmes : PROGAN, PROCAMPO, OPORTUNIDADES, PRODEFOR, PROCYMAF, COINBIO) ? Que peut-on dire de l'efficacité de ces programmes?

Le territoire (partie réservée aux autorités communales)

- 1.1 Quels sont les différents types de tenure de sol présents sur le territoire de la communauté? Quelle est la proportion de chacun de ces types de tenure par rapport au territoire total?
- 1.2 Peut-on vendre des parcelles de terrain sur votre territoire?
- 1.3 Quelle a été la position de la communauté face à la réforme PROCEDE? Où en êtes-vous rendu dans la réforme?

- 2.1 Existe-t-il un plan d'aménagement du territoire pour votre communauté? Si oui, depuis quand?
- 2.2 Quels sont les types de zonage qu'on y retrouve? Y a-t-il eu une évolution dans la répartition de ces zonages depuis le début de l'existence du plan d'aménagement?
- 2.3 Pourriez-vous nous décrire brièvement les fonctions et types d'activité rattachés à chacune de ces zones?
- 2.4 Les différents types d'utilisation de la terre déterminés par les autorités sont-ils respectés dans la pratique?
- 3.1 Y a-t-il des conflits territoriaux (mésentente sur la délimitation) avec les communautés voisines?
- 3.2 Quels sont les principaux enjeux relatifs au territoire communal?
- 4.1 Y a-t-il des moments dans l'année où la communauté n'est pas accessible? Si oui, à quel moment (saison des pluies)?
- 4.2 Quelles sont les conséquences de cet isolement pour la communauté?
5. Y a-t-il des activités éducatives/fêtes organisées par la communauté pour permettre aux habitants de la communauté de mieux connaître le territoire qu'ils habitent?

Le travail (tous)

1. Y a-t-il du travail communautaire qui s'effectue au sein de la communauté? Si oui, en quoi consiste-t-il?

2. Quelle en est sa fréquence? Combien d'heures?
3. Selon vous, quelle est l'importance du travail volontaire dans la structure économique de votre communauté?
4. Que se passe-t-il si un *comuneros* ou un citoyen refuse de participer ou est absent? Comment les personnes en sont-elles averties?
5. Comment les personnes sont-elles informées de la tenue d'une journée de travaux?

La fête communale (tous)

1. Comment pourriez-vous caractériser l'importance des fêtes dans votre communauté?
2. Quelles sont les principales festivités de la communauté? Pourriez-vous me décrire le déroulement de ces célébrations? Quel est le taux de participation pour chacune de celle-ci?
3. Comment se financent ces fêtes? Les autorités communales/municipales participent-elles à ce financement?

Développement et perspectives (partie en réserve)

- 1.1 Quel est selon vous l'impact pour la communauté d'avoir été nommée *Pueblo Magico* en 2007?
- 1.2 Cet impact est-il positif ou négatif? L'arrivée d'un plus grand nombre d'étrangers perturbe-t-elle la cohésion sociale?
- 1.3 Cette nomination venait-elle avec une aide pécuniaire du gouvernement fédéral ? Pouvez-vous utiliser cette somme d'argent comme bon vous semble ou devez-vous l'utiliser à des fins particulières?

2. Y a-t-il eu des changements dans la structure de gouvernement de la communauté dans les deux dernières décennies?
- 3.1 Peut-on perdre son statut de citoyen ou de *comunero*? Comment? Peut-on être expulsé de la communauté?
- 3.2 Dans les derniers 20 ans, y a-t-il eu une augmentation du nombre d'expulsions?
4. Selon vous, le développement des différentes institutions communales a-t-il eu un impact sur la cohésion sociale?
5. Y a-t-il eu une évolution dans le niveau de revenu de la municipalité? Des citoyens? Des *comuneros*?
6. Commence-t-on à rétribuer les charges citoyennes (*cargo*) et le travail communautaire?
7. Y a-t-il une évolution dans ce qui peut être monnayé (ex. : peut-on payer quelqu'un pour assumer ses obligations de citoyen (*cargo*) tout en conservant ses droits)?
8. Y a-t-il au sein de la communauté des conflits générationnels? En quoi consistent-ils?

Les activités économiques (partie en réserve)

- 1.1 Quels types de culture retrouve-t-on sur le territoire?
- 1.2 Les cultures sont-elles destinées à l'autoconsommation ou à la revente?
- 1.3 Depuis que des activités forestières communautaires ont cours sur votre territoire, quelle est leur importance?
- 2.1 Quels types d'élevage retrouve-t-on sur le territoire communal?
- 2.2 Les produits de l'élevage sont-ils destinés à l'autoconsommation ou à la revente?

- 2.3 Depuis que des activités forestières communautaires ont cours sur votre territoire, sont-elles plus importantes?
- 3.1 La chasse est-elle permise sur le territoire communal?
- 3.2 Les produits de la chasse sont-ils destinés à l'autoconsommation ou à la vente
- 3.3 Quelles espèces chasse-t-on? Y a-t-il des espèces animales que l'on retrouvait avant et qui sont disparues dans un passé récent?

Migration (partie en réserve)

1. Quel est le taux d'émigration/immigration dans la communauté?
2. Quelles en sont les principales destinations ?
3. Quelles sont les tranches de population qui migrent? Y a-t-il une différence dans le taux de migration entre les comuneros et les autres habitants de la communauté?
4. Y a-t-il eu une évolution dans cette migration au cours des deux dernières décennies?
5. Quelle est l'importance des *remittances* d'un point de vue économique pour la communauté?
6. Quels sont les liens entre les migrants et les *comuneros*?

APPENDICE C

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT¹¹⁸

«Gouvernance locale et gestion des ressources naturelles; la gestion communale des forêts au Mexique»

Responsable du projet : Matthieu Roy

Département: géographie

Université du Québec à Montréal

BUT GÉNÉRAL DU PROJET

Vous êtes invité à prendre part à un projet de recherche ayant les trois objectifs suivants :

1. caractériser les institutions gérant l'exploitation des ressources naturelles présentes sur le territoire de la communauté de Capulálpam de Méndez et déterminer leur niveau de durabilité
2. comprendre la part des caractéristiques sociales locales, dites caractéristiques exprimées à travers le concept de *comunalidad*, dans la mise en place des ces institutions
3. caractériser l'impact du développement des dernières décennies sur le milieu social

¹¹⁸ Pour une version espagnole du formulaire, contactez l'auteur : roy.matthieu@courrier.uqam.ca

PROCÉDURE

Votre participation consiste à donner une entrevue individuelle au cours de laquelle il vous sera demandé de décrire, entre autres choses :

- les règles d'usage et d'accès des ressources naturelles
- les structures d'organisation sociale et de gouvernance en place
- l'évolution des structures sociales dans les dernières années
- les principales fonctions reliées à l'institution à laquelle vous êtes affilié
- les différents schèmes de collaborations existants entre votre communauté et les organisations venant de l'extérieur
- le type de valorisation du territoire, de l'autorité, du travail et de la fête au sein de la communauté

Cette entrevue sera enregistrée sur support audio avec votre permission et s'étendra sur environ une heure. Le lieu et l'heure de l'entrevue sont à convenir avec l'interviewé. La transcription sur support informatique qui en suivra permettra de vous identifier sauf si vous faites une demande spécifique de confidentialité (voir plus bas).

AVANTAGES et RISQUES

Votre participation contribuera à l'avancement des connaissances par une meilleure compréhension de la création et de la dynamique des institutions locales gérant les ressources naturelles et des répercussions possibles du développement sur le tissu social. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Il est entendu que l'intervieweur peut décider de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue s'il estime que votre bien-être est menacé.

PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas et à votre demande, les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que l'équipe de recherche puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles et communications scientifiques) et à des fins pédagogiques.

COMPENSATION FINANCIÈRE

Aucune compensation financière ne vous est accordée pour votre contribution au projet.

DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter le chercheur principal au (514) 274-8828 ou à l'adresse courriel <matthieuroyalroy@gmail.com> pour des questions additionnelles sur le projet ou sur vos droits en tant que sujet de recherche. Ce travail de recherche s'effectue sous la direction du professeur Juan-Luis Klein (klein.juan-luis@uqam.ca) de l'Université du Québec à Montréal.

La réalisation de cette recherche de maîtrise a reçu l'approbation du Comité d'éthique de la recherche du département de géographie de l'UQAM. Si vous désirez obtenir des informations additionnelles sur ce comité ou pour formuler une plainte, vous pouvez contacter le directeur du département, Monsieur Benoit St-Onge, au numéro téléphonique (514) 987 3000 poste 0280 ou par courriel: <st-onge.benoit@uqam.ca>. Vous pouvez également lui écrire à l'adresse postale suivante :

Université du Québec à Montréal
Département de géographie
Case postale 8888, succursale Centre-ville

Montréal (Québec)

Canada H3C 3P8

CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu que les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seuls les membres de l'équipe de recherche, soit le chercheur principal et son directeur de recherche, auront accès à votre enregistrement et au contenu de sa transcription. Cependant, vous pourriez, lors de la phase de divulgation des résultats, être nominalement identifié à vos propos. Si vous désirez garder l'anonymat lors de la divulgation des résultats, prière de cocher la case ci-dessous et d'apposer votre signature. Le matériel de recherche (cassette codée, transcription et questionnaire) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé au laboratoire du chercheur responsable pour la durée totale du projet. Les cassettes, questionnaires et formulaires de consentement seront détruits 4 ans après les dernières publications.

☐ JE DÉSIRE GARDER L'ANONYMAT LORS DE LA DIVULGATION DES RÉSULTATS

Signature du répondant :

Date :

Signature du chercheur responsable :

Date :

SIGNATURES :

Je, _____ reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que l'intervieweur a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé de suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout

temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la responsable du projet.

Signature du sujet :

Date :

Nom (lettres moulées) et coordonnées :

Signature du chercheur responsable:

Date :

***Veuillez conserver le premier exemplaire de ce formulaire de consentement pour communication éventuelle avec l'équipe de recherche et remettre le second à l'intervieweur.

REMERCIEMENTS

Votre collaboration est essentielle pour la réalisation de notre projet et l'équipe de recherche tient à vous en remercier. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des principaux résultats de cette recherche, veuillez ajouter vos coordonnées ci-dessous :

LEXIQUE DES TERMES EN ESPAGNOL ET ZAPOTÈQUE

<i>Avecindado</i>	littéralement « domicilié », titre donné aux résidents vivant dans la communauté de Capulálpam depuis au moins un an et participant au système de charge
<i>Bandas</i>	orchestre de musique
<i>Buen vivir</i>	littéralement « bien vivre »; notion, intégrée à la constitution équatorienne, qui, tenant compte des visions du monde indigène, adopte une position critique à l'égard de la modernité et du développement à « l'occidental ».
<i>Cabañas</i>	petite habitation destinée à la location
<i>Calenda</i>	défilé villageois festif caractéristique de l'État de Oaxaca
<i>Comisariado de bienes comunales</i>	Commissaire des biens communs, président du principal organe de représentation locale découlant de la réforme agraire
<i>Comunalidad</i>	Concept développé par deux anthropologues mexicains caractérisant le mode de reproduction sociale propre à la Sierra Norte
<i>Comunero</i>	nom donné aux usagers des <i>núcleo agrario</i> reconnus comme <i>comunidad indígena</i>
<i>Comunidad indígena</i>	« communauté indigène », type de propriété sociale découlant de la réforme agraire mexicaine et donné aux communautés capables de prouver leur occupation territoriale historique
<i>Consejo de los caracterizados</i>	littéralement « conseil des caractérisés », nom donné au conseil des anciens ou des sages dans la communauté de Capulálpam
<i>Consejo de vigilancia</i>	conseil de vigilance, un des organes de représentation de niveau local imposé par la réforme agraire
<i>Derecho de monte</i>	droit de coupe de bois

<i>Derecho de padre</i>	salaire dispensé au prêtre employé pour certaines fêtes
<i>Dominio Pleno</i>	nom donné au processus de privatisation complète des terres amené par la contre-réforme agraire
<i>Ejidos</i>	l' <i>ejido</i> est un des types de propriété sociale consenti à la petite paysannerie suite à la réforme agraire mexicaine.
<i>Ejidatario</i>	usufruitier d'un ejido
<i>Erradicado</i>	exilé
<i>Escalafon de cargo</i>	échelle de responsabilité du système de charge
<i>Estatuto comunal</i>	nom donné à la réglementation interne dans les communautés indigènes titularisées
<i>Jardin</i>	garderie
<i>Ley agraria</i>	loi agraire
<i>Ley de Aguas Nacionales</i>	loi sur les eaux nationales
<i>Ley minera</i>	loi minière
<i>Marmota</i>	Nom donné aux ballons géants juchés sur des bâtons de bois utilisés dans les défilés villageois
<i>Mayor de vara</i>	chef d'équipe des assistants (<i>topiles</i>) de l'autorité municipale
<i>Mesa de debate</i>	table de débat
<i>Municipio</i>	municipalité
<i>Núcleo agrario</i>	littéralement « noyau agraire », terme utilisé pour désigner les communautés s'étant fait titulariser une terre suite à la réforme agraire
<i>Posesionario</i>	propriétaire
<i>Preparatoria</i>	institution d'enseignement précédant les études universitaires
<i>Presidente municipal</i>	maire
<i>Pueblo Magico</i>	littéralement « village magique », nom donné à un programme de développement touristique du gouvernement fédéral mexicain
<i>Regidore</i>	conseiller municipal

<i>Síndico</i>	procureur municipal
<i>Sistema de cargo</i>	système de charge non-rémunérée et obligatoire en cours dans la Sierra Norte
<i>Titulo de posesion</i>	titre de possession (de droit d'occupation d'un terrain à Capulálpam)
<i>Tequio</i>	nom donné au travail communautaire (souvent obligatoire) dans la Sierra Norte.
<i>Titulos primordiales</i>	documents servant à la perception des taxes coloniales et utilisés au XX ^e siècle par les communautés pour leur revendication territoriale
<i>Topil</i>	nom donné aux postes d'assistant dans les comités communautaires
<i>Usos y Costumbre</i>	littéralement « usages et coutumes », régime électif en cours dans certaines municipalités oaxaquéniennes

BIBLIOGRAPHIE

- Agrawal, Arun. 2007. « Forests, Governance, and Sustainability : Common Property Theory and its Contributions », *International Journal of the Commons*, vol. 1, n° 1. p. 111-136.
- Agrawal, Arun., Ashwini Chhatre et Rebecca Hardin. 2008. « Changing Governance of the World's Forests », *Science*. vol 320, n° 5882, p.1460-1462.
- Anta Fonseca, Salvador, Arturo V. Arreola Muñoz, Marco A. González Ortiz et Jorge Acosta González (dir.). 2006. *Ordenamiento Territorial Comunitario: un debate de la sociedad civil hacia la construcción de políticas públicas*, Mexico, San Cristóbal de las Casas, Oaxaca, Pátzcuaro, Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, Instituto Nacional de Ecología, Instituto para el Desarrollo Sustentable en Mesoamérica, Grupo Autónomo para la Investigación Ambiental, Grupo de Estudios Ambientales, Methodus Consultora, Servicios Alternativos para la Educación y el Desarrollo. Disponible en ligne, <http://geaac.org/images/stories/OTC_INE_2006.pdf>, consulté le 23 août 2013.
- Antinori, Camille., David Barton Bray et Juan Manuel Torres-Rojo. 2006. « The Mexican model of community forest management: The role of agrarian policy, forest policy and entrepreneurial organization », *Forest Policy and Economic*, vol 8, n° 4, p. 470-484.
- Asselain, Jean-Charles, Anne Demartini, Pascal Gauchon et Patrick Verley. « Crises économiques ». In *Encyclopædia Universalis* [en ligne]. <<http://www.universalis-edu.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/encyclopedie/crises-economiques/>>. Page consultée le 12 décembre 2012.
- Alatorre Frenk, Gerardo. 2000. *La construcción de una cultura gerencial democrática en las empresas forestales comunitarias*. Mexico, Casa Juan Pablos, Procuraduría Agraria.
- Albo, Gregory. 2007. « Neoliberalism and the discontented », in *Global Flashpoints*, sous la dir. de L. Panitch et C. Leys, Londres, Merlin Press.
- Bacon, David. 2012a. « Mexican Farmers Up Against Canadian Mining Goliaths », article publié sur le forum *Americas Program*, < <http://www.cipamericas.org/archives/7647>>, consulté le 23 août 2013.
- Bacon, David. 2012b. « Blood on the Silver: The High Cost of Mining Concessions in Oaxaca », article publié sur le site de la *North American Congress Latin America* (NACLA), <<http://nacla.org/news/2012/11/9/blood-silver-high-cost-mining-concessions-oaxaca>>, consulté le 23 août 2013.

- Barton Bray, David. 1991. « The struggle for the forest. Conservation and Development in the Sierra Juárez ». *Grassroot Development*, vol. 15, no 3, p. 13-25.
- Barton Bray, David et Leticia Merino-Pérez. 2004. *La experiencia de las comunidades forestales en México. Veinticinco años de silvicultura y construcción de empresas forestales comunitarias*. SEMARNAT, Instituto Nacional de Ecología, Consejo Civil Mexicano para la Silvicultura Sostenible A.C., Fondation Ford.
- Barton Bray, David, Leticia Merino-Pérez et Deborah Barry. 2005. « Community Managed in the Strong Sense of the Phrase : The Community Forest Enterprise of Mexico », dans *The Community Forests of Mexico; Managing for Sustainable Landscapes*, sous la dir. de David Barton Bray, Leticia Merino-Pérez et Deborah Barry, p.3-26. Austin, University of Texas Press.
- Benko, Georges et Alain Lipietz. 1992. *Les régions qui gagnent*. Paris, PUF.
- Benton, Allyson. 2011. *The Origins of Mexico's Munivpal Usos y Costumbres Regimes : Supporting Local Political Participation or Local Authoritarian Control*. Mexico, document de travail du Centro de investigación y docencia económicas (CIDE)
- Berr, Éric et François Combarnous. 2004. « L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : une évaluation empirique ». Documents de travail 100, Groupe d'Économie du Développement de l'Université Montesquieu Bordeaux IV, 24p.
- Boisvert, François. 2010. « Le développement touristique à Utila au Honduras: une île dans l'économie d'archipel ». Mémoire de maîtrise en géographie, Montréal, UQAM, 154 p.
- Caillé, Alain. 2007. *Anthropologie du don : le tiers paradigme*. Paris, La Découverte.
- Calvez, Marcel. 2006. « L'analyse culturelle de Mary Douglas : une contribution à la sociologie des institutions », *SociologieS* [En ligne], <<http://sociologies.revues.org/522>>, consulté le 16 août 2013, 16 p.
- Carroué, Laurent. 2002. *Géographie de la mondialisation*, Paris, Armand Colin.
- Castillo, Manuel Ángel et Jorge Santibanez Romellon. 2007. « Des observatoires frontaliers de flux migratoires au Mexique », dans *Les migrations internationales. Observation, analyse et perspectives*, sous la dir. de l'Institut national d'étude démographique (INED), p. 23-38. Paris, INED.
- Chapela, Francisco. 2005. « Indigenous Community Forest Management in the Sierra Juárez, Oaxaca », dans *The Community Forests of Mexico. Managing for sustainable landscapes*, sous la dir. de David Barton Bray, Leticia Merino-Pérez et Deborah Barry, p. 91-110. Austin, University of Texas Press.

- Chapela, Francisco. 2006. *Planeación comunitaria del territorio en la unión zapoteca-chinanteca*. Mexico, ERA.
- Chhatre, Ashwini et Arun Agrawal. 2008. « Forest commons and local enforcement », *PNAS*, vol. 105, n° 36, p.13286-13291.
- Clerval, Anne. 2011. « David Harvey et le matérialisme historico-géographique », *Espaces et sociétés*, 2011/4 no 147, p.173-185.
- Coissard, Steven. 2007. « Perspectives. La nouvelle économie géographique de Paul Krugman. Apports et limites ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2007/1 - mai, p. 111-125.
- Conservation International. 2013. « Madrean Pine-Oak Woodlands », *Conservation International* [en ligne],
http://www.conservation.org/where/priority_areas/hotspots/north_central_america/Madrean-Pine-Oak-Woodlands/Pages/default.aspx, page consulté le 26 août 2013.
- Cordero Avendaño de Duran, Carmen. 2004. Interpretación y estudio del lienzo de San Juan Chicomezúchil, Oaxaca, Instituto Oaxaqueño de las Culturas, 244 p.
- Cosmes Belmonte, Mario. 2003. *Monografía de Capulálpam de Méndez*. Oaxaca, (édition indépendante).
- Côté, S., Juan-Luis Klein et M.-U. Proulx (dir. publ.). 1995. *Et les régions qui perdent...?* Actes du colloque de la section développement régional du 63^e congrès de l'ACFAS. Rimouski, GRIDEQ, 382p.
- Dardot, Pierre et Christian Laval. 2010. « Néolibéralisme et subjectivation capitaliste ». *Cités*, vol. 1, n° 41, p. 35-50.
- Déry, Steve. 1996. « Expansion agricole et déforestation: le modèle sud-est asiatique ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 40, no 109, p. 29-48.
- Desbons, David. « Libéralisme ». In *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, éd. 2003.
- Díaz, Floriberto. 2007. *Escrito. Comunalidad, energía viva del pensamiento mixe*. México, UNAM.
- Douglas, Mary. 1986. *Risk Acceptability According to the Social Sciences*, London, Routledge and Kegan Paul
- Edouard, Fabrice. 2010. *Gobernanza en la tenencia de la tierra y recursos naturales en America central*. Document de travail n° 18 de la FAO sur la tenance de la terre,

- disponible en ligne, <www.fao.org/docrep/013/al934s/al934s00.pdf>, consulté le 21 août 2013.
- EZLN. 1993. *Primera Declaración de la Selva Lacandona. Hoy decimos ¡Basta!*, disponible en ligne, <http://es.wikisource.org/wiki/Primera_Declaración_de_la_Selva_Lacandona>, consulté le 26 août 2013.
- EZLN. 1996. *Cuarta Declaración de la Selva Lacandona*, disponible en ligne (version original espagnole), <http://es.wikisource.org/wiki/Cuarta_Declaración_de_la_Selva_Lacandona>, consulté le 15 août 2013.
- FMI. 2013. *Third Review Under the Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility*, rapport no 13/153 du FMI, juin, FMI.
- Fontan, Jean-Marc., Juan Luis Klein et Benoît Lévesque. 2003. *Reconversion économique et développement territorial*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Fontanel, Jacques. 2001. Compte-rendu de *Le néolibéralisme à travers la pensée économique. Apologie et critique*, d'André Joyal (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2000). *Études internationales*, vol. 32, n° 4, p. 799-801.
- Fuente Carrasco, Mario E. 2009. « Nueva ruralidad comunitaria y sustentabilidad : contribuciones al campo emergente de la economía ecológica », *Revista de la red iberoamericana de economía ecológica*, vol. 13, p. 41-55.
- Garibay, Claudio. 2007. « El dilema corporativo del comunalismo forestal », *Desacatos*, n° 23, p. 251-274.
- Ganda, Noémi et Denis Pommier. 2008. *Herramientas para la gestión social del territorio y de los recursos naturales: metodología participativa para construir una maqueta de su territorio*. Managua, Fundación Caja Navarra. 57 p. Disponible en ligne, <http://www.landcoalition.org/sites/default/files/publication/721/08_AVSF_maqueta_3D_baja-resolucion.pdf>, consulté le 23 août 2013.
- Gibson, Clark. C., John T. Williams et Elinor Ostrom. 2005. « Local Enforcement and better Forests », *World Development*, vol. 33, n° 2, p. 273-284.
- Godbout, Jacques T. 2005. « Homo donator versus homo oeconomicus ». *Finance & Bien Commun*, vol.22, no 2, p. 38-46.
- Gudynas, Eduardo et Alberto Acosta. 2011. « La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa », *Utopía y Praxis Latinoamericana*, vol. 16, n° 53, p. 71-83.

- Guerrien, Bernard. 2004. *La théorie économique néoclassique. 1. Microéconomie*. Paris, La Découverte.
- Guimont-Marceau, Stéphane. 2006. « Autonomie et développement territorial au Mexique zapatiste: la part des organisations sociales ». Mémoire de maîtrise en géographie, Montréal, UQAM, 170 p.
- Hamdouch, Abdelillah. 2003. « Institutions, coordination économique et nature de la rationalité des agents », article soumis à la revue *Actualité Économique*, 26p, disponible en ligne, < - >, consulté le 15 août 2013.
- Hardin, Garrett. 2009 [1968]. « The Tragedy of the Commons », *Journal of Natural Resources Policy Research*, vol. 1, n° 3, p. 243-253.
- Harribey, Jean-Marie. 2002. « Capitalisme, libéralisme : quelles différences entre ces deux notions? », émission de radio du 15 novembre 2002 sur AligreFM, retranscrite en ligne, <<http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article2282>>, consulté le 15 août 2013.
- Harrison, Robert. 1992. *Forêt. Essai sur l'imaginaire occidental*, Paris, Flammarion.
- Harvey, David. 2010. *Géographie et capital: vers un matérialisme historico-géographique*. Paris, Syllepse.
- Hiernaux, Daniel. 1995. « Reestructuración económica y cambios territoriales en México. Un balance 1982'1995 », *Estudios regionales*, n° 43, p. 151-176.
- Hiernaux, Daniel. 2001. « La mondialisation et le territoire », dans *Géographie et société*, sous la dir. de Suzanne Laurin, Juan-Luis Klein et Carole Tardif, p.43-60. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Hiernaux, Daniel. 2007. « Le tourisme de masse au Mexique. Un virage? », *Téoros : revue de recherche en tourisme*, vol. 26, n° 1, p. 15-20.
- Hindley, Jane. 2002. Compte-rendu de *The transformation of Rural Mexico : Reforming the ejido Sector*, sous le dir. de Wayne A. Cornelius et David Myhre (La Jolla: Center for U.S.-Mexican Studies, 1998) et de *The Future Role of the Ejido*, sous la dir. de Richard Snyder et Gabriel Torres (La Jolla: Center for U.S.-Mexican Studies, 1998). *Journal of Latin America Studies*, vol. 34, n° 3, p. 762-764.
- Houtart, François. 2011. « El concepto de Sumak Kawsay (buen vivir) y su correspondencia con el bien común de la humanidad », *Revista de Filosofía*, n° 69, p.7-33.
- INEGI. 2012. *Conociendo México*. Aguascalientes, INEGI. Disponible en ligne, <http://www.inegi.org.mx/prod_serv/contenidos/espanol/bvinegi/productos/integracion/pais/mexcon/folleto_nacional_pliegos_baja.pdf>, consulté le 17 août 2013.

- Kingston, Charlotte. 2010. Ending the ejidos. *Understanding the Divergent Responses of Mexico's Social Sector Communities to the 1992 Agrarian Reform Package*, Undergraduate Honours Thesis, département de Science politique.
- Klein, Juan-Luis. 1978. « Du matérialisme historique aux inégalités régionales ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 22, n°56, p. 173-187
- Klein, Juan-Luis. 1999. « Mondialisation et État-nation. La restructuration territoriale du système-monde », dans *L'Éducation géographique. Conscience territoriale et formation du citoyen*, sous la dir. De Juan-Luis Klein et Suzanne Laurin, p. 55-92. Québec, Presses de l'Université du Québec, deuxième édition.
- Klein, Juan-Luis. 2008. « Territoire et régulation ». *Cahiers de recherche sociologique* n° 45, p 41-58.
- Klein, Juan-Luis, 2010. *Géographie économique: du local au mondial*. Recueil de texte pour le cours GEO 2100, Montréal, UQAM, 192 p.
- Klein, Juan-Luis. 2011a. « La mondialisation: de l'État-nation à l'espace-monde ». dans *Le monde dans tous ses États. Une approche géographique*, sous la dir. de Juan-Luis Klein et Frédéric Lasserre, p. 49-72. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Klein, Juan-Luis. 2011b. « Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation : le développement par l'initiative locale », dans *Innovation sociale et territoire. Convergence théoriques et pratiques*, sous la dir. de Guy Bellemare et Juan-Luis Klein, p.175-194. Québec, PUQ.
- Klein, Juan-Luis et Christine Champagne (sous la dir. de). 2011. *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*. Québec, PUQ.
- Klein, Juan-Luis et Denis Harrisson (sous la dir. de). 2007. *L'innovation sociale. Émergence et effets sur la transformation des sociétés*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Klein, Juan-Luis, et Matthieu Roy. 2013 (à paraître). « Le renouvellement de la géographie économique : vers une approche socioéconomique », dans *Vers une nouvelle géographie économique*, sous la dir. de Juan-Luis Klein et Régis Guillaume , Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Klein, Juan-Luis, et Matthieu Roy (sous la dir de). 2013. *Pour une nouvelle mondialisation : le défi d'innover*. Québec, Presses de l'Université du Québec
- Klooster, Dan. 2003. « Forest Transitions in Mexico: Institutions and Forests in a Globalized Countryside », *The Professional Geographer*, vol. 55, no 2, p. 227-237.
- Kropotkine, Pierre. 2001. *L'entraide. Un facteur de l'évolution*. Montréal, Écosociété.

- Langlois, Philippe. 2010. « Les crises structurelles du système capitaliste comme l'écroulement d'un régime d'accumulation: une approche régulationniste ». Mémoire de maîtrise en science politique, Montréal, UQAM, 134 p.
- Lara Padilla, Y. 2004. « La planeación comunitaria para el manejo del suelo: una opción para el mantenimiento de la biodiversidad », *Revista Escuela Nacional de Trabajo Social UNAM*, août, p.126-134
- Laval, Christian. 2011. La nouvelle économie politique des communs : apports et limites, séance du séminaire « Du public au commun » tenue le 9 mars 2011, disponible en ligne, < <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article787>>, consulté le 15 août 2013.
- Lévesque, Benoît. 1991. « La "théorie" de la régulation, du rapport salarial au rapport de consommation. Un point de vue sociologique », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 17, p.17-51.
- Lévesque, Benoît. 2011. « Un monde qui se défait, un monde à reconstruire », *L'Action nationale*, vol. 101, no 9-10, p. 157-184.
- López Bárcenas, Francisco et Mayra Montserrat Eslava Galicia. 2011. *El mineral o la vida. La legislación minera en México*. Oaxaca, Centro de orientación y asesoría a pueblos indígenas (COAPI), disponible en ligne, <<http://www.lopezbarcenas.org/doc/mineral-o-vida-legislacion-minera-mexico/>>, consulté le 17 août 2013.
- López Bárcenas, Francisco. 2013. *Beber o vender: La legislación sobre Aguas en México*. Disponible en ligne, < <http://www.lopezbarcenas.org/doc/beber-o-vender-legislacion-sobre-aguas-mexico>>, consulté le 17 août 2013.
- Lussault, Michel. « Institution ». In *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, éd. 2003.
- Mamadouh, Virginie. 1999. « Grid-group cultural theory an introduction », *GeoJournal*, vol. 47, n° 3, p. 395-409.
- Manzagol, Claude. 2011. « L'Amérique du nord: espace puissant centre sur les États-Unis », dans *Le monde dans tous ses États*, sous la dir. de Juan-Luis Klein et Frédéric Lasserre, p. 157-182. Québec, PUQ.
- Marcial Juárez, Ricardo. 2011. *Implicaciones del cambio de cobertura vegetal y uso de suelo en los servicios ambientales hidrológicos de la comunidad de Capulálpam de Méndez*, mémoire de fin de BAC en science de l'environnement, Université de la Sierra Juárez, Ixtlán de Juárez.
- Martin, Patricia. 2006. « Mexico's Neoliberal Transition: Authoritarian Shadows in an Era of Neoliberalism », dans *Contesting Neoliberalism*, sous la dir. de Helga Leitner, Jamie Peck et Eric S. Sheppard, p. 51-70. New York, Londres, The Guilford Press.

- Martin, Ron. 2000a. « Institutional Approaches in Economic Geography », dans *A Companion to Economic Geography*, sous la dir. de Eric Sheppard et Trevor J. Barnes, p. 77-94. Oxford, Blackwell.
- Martin, Ron. 2000b. « Rethinking Regional Path Dependence: Beyond Lock-in to Evolution », *Economic geography*, vol. 86, n° 1, p. 1-27.
- Martínez Murillo, Pedro, Guadalupe Ibarra Olivares et Ricardo Zárate Barradas. 2009. « Estudio Hidrogeológico. Mina Natividad, Oaxaca », *Revista del servicio geológico mexicano*, vol. 3, n° 5, p. 5-20.
- Martínez Luna, Jaime. 2003. *Comunalidad y desarrollo*, México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, Dirección General de Culturas Populares e Indígenas. 83p.
- Martínez Luna, Jaime. 2010a. *Eso que se llaman comunalidad*. Oaxaca, Culturas Populares, CONACULTA/Secretaría de Cultura, Gobierno de Oaxaca/Fundación Alfredo Harp Helú Oaxaca.
- Martínez Luna, Jaime. 2010b. « The Fourth Principle », dans *New World of Indigenous Resistance. Noam Chomsky and Voices from North, South, and Central America*, sous la dir. de Lois Meyer et Benjamín Maldonado Alvarado, p. 85-100. San Francisco, City Lights Books. Disponible en ligne, <
http://www.realitysandwich.com/the_fourth_principle_comunalidad>, consulté le 15 août 2013.
- Merino-Peréz, Leticia. et Gerardo Segura-Warnholtz. 2005. « Forest and Conservation Policies and Their Impact on Forest Communities in Mexico », dans *The Community Forests of Mexico. Managing for sustainable landscapes*, sous la dir. de David Barton Bray, Leticia Merino-Pérez et Deborah Barry (dir.), p. 49-70. Austin, University of Texas Press.
- Ministère des Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur du Québec. 2013. « Le marché des mines au Mexique », [en ligne], <
http://www.export.gouv.qc.ca/fr/pays/mexique/autres-information-sur-le-marche/marche_mines_mexique>, consulté le 26 août 2013.
- Mouaert, Frank et Jacques Nussbaumer. 2013 (à paraître). « La Région Sociale : au-delà de la dynamique territoriale de l'économie de l'apprentissage? ». Québec : PUQ.
- Moulaert, Frank et Jacques Nussbaumer. 2008. *La logique sociale du développement territorial*. Québec, PUQ.
- Mumford, Michael D. 2010. « Social Innovation: Ten Cases From Benjamin Franklin », *Creativity Research Journal*, vol. 42, no 2, p. 253-266.
- Nagendra, Harini et Elinor Ostrom. 2006. « Insights on linking forests, trees, and people from the air, on the ground, and in the laboratory », *PNSA*, vol. 103, no. 51, p. 19225-19231.

- Nepstad, D., S. Schwartzman, B. Bamberger, M. Santilli, D. Ray, P. Schlesinger, P. Lefebvre, A. Alencar, E. Prinz, G. Fiske et A. Rolla. 2006. « Inhibition of Amazon Deforestation and Fire by Parks and Indigenous Lands », *Conservation Biology*, vol. 20, no. 1, p.65-73.
- Notimex. 2012. « Revelan existencia de más de 470 conflictos agrarios en Oaxaca », article publié dans le quotidien *24 Horas, el diario sin límites*, édition du 10 juin 2012, disponible en ligne, <<http://www.24-horas.mx/revelan-existencia-de-mas-de-470-conflictos-agrarios-en-oaxaca/>>, consulté le 24 août 2013.
- OCDE. 2011. « Chapitre 4. L'économie informelle », *Études économiques de l'OCDE*, n° 8, p. 165-190.
- Ostrom, Elinor. 1990. *Governing the commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge, Cambridge University Press. (traduit en français en 2010 sous le titre de *Gouvernance des communs: pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck.)
- Ostrom, Elinor. 2009. « Design Principles of Robust Property Rights Institutions: What Have We Learned? », in *Property Rights and Land Policies*, sous la dir. de Gregory K. Ingram et Yu-Hung Hong, p.25–51. Cambridge, Lincoln Institute of Land Policy.
- Ostrom, Elinor. 2009a. « A General Framework for Analysing Sustainability of Social-Ecological Systems », *Science*, vol. 325. n° 5939, p. 419–422
- Ostrom, Elinor., Marco A. Janssen et John .M. Anderies. 2007. « Going beyond panacea », *PNAS*, vol. 4, n°. 39, p. 15176-15178.
- Peck, Jamie. 2013. « Social Innovation... at the Limits of Neoliberalism », dans *Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover*, sous la dir. de Juan-Luis Klein et Matthieu Roy, p. 11-30, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Pecqueur, Bernard. 2006. « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espaces et sociétés*, vol. 2, n° 124-125, p.17-32.
- Pérez García, Rosendo. 1997 (1956). *La Sierra Juárez. Tomo II*. Oaxaca, Instituto Oaxaqueño de las Culturas.
- Pérez Regidor, Mario Fernando. 2010. *Las instituciones comunitarias en el manejo de los recursos forestales en la comunidad de San Andrés Yatuni, Oaxaca (México)*, mémoire de fin de BAC, Université polytechnique de Madrid, École technique supérieure d'ingénieurs de Montes, Université de la Sierra Juárez.
- Petit Larousse (Le)*, ed. 2010. Sous « capitalisme ». Paris, Larousse.
- Pew Hispanic Center. 2011. *Statistical Portrait of Hispanics in the United States, 2011*. Washigton, Pew Hispanic Centre Disponible . Disponible en ligne, <

<http://www.pewhispanic.org/2013/02/15/statistical-portrait-of-hispanics-in-the-united-states-2011/>>, consulté le 17 août 2013.

Poteete, Amy et Elinor Ostrom. 2004. « In pursuit of comparable concepts and data about collective action », *Agricultural Systems*, vol. 82, n° 3, p.215-232.

Procuraduría Agraria. 2012. *Reglamento Interno o Estatuto Comunal*, présentation power point, disponible en ligne, <
[http://www.pa.gob.mx/paweb/conoce_la_pa/capacitacion/Archivos%20Word%20&%20Excel/Reglamento%20Interno/Reglamento%20Interno%20\(Capacitacion_SA\).ppt](http://www.pa.gob.mx/paweb/conoce_la_pa/capacitacion/Archivos%20Word%20&%20Excel/Reglamento%20Interno/Reglamento%20Interno%20(Capacitacion_SA).ppt)>, consulté le 21 août 2013.

Rendón Monzón, Juan José. 2003. *La comunalidad. Modo de vida en los pueblos indios*, tome 1. México, CONACULTA, Dirección Generale de Culturas Populares e Indígenas.

Robichaud, David et Patrick Turmel. 2012. *La juste part. Repenser les inégalités, la richesse et la fabrication des grille-pains*. Montréal, Atelier 10.

Rousselière, Damien et Marie J. Bouchard. 2010. *À propos de l'hétérogénéité des formes organisationnelles de l'économie sociale : isomorphisme vs écologie des organisations en économie sociale*, cahier de recherche n° R-2010-01 de la Chaire du Canada en économie sociale, collection recherche, disponible en ligne, <
<http://www.chaire.ecosoc.uqam.ca/LinkClick.aspx?link=docs%2Fpdf%2Fcahiers%2FR-2010-01.pdf&tabid=112&mid=426>>, consulté le 26 août 2013.

Scott, James C. 2001. « La montagne et la liberté », *Critique internationale*, vol. 2, no 11, p. 85-104.

Secretariat de Salud. 2010. *Diagnostico de Salud 2010, Capulálpam de Méndez*, documentation émise par le centre médical de Capulálpam.

SECTUR. 2002. *Pueblos Mágicos*, Mexico, Secretaría de Turismo (SECTUR). Disponible en ligne, <
www.sectur.gob.mx/wb2/sectur/sect_Pueblos_Magicos>, consulté le 17 août 2013.

Segarra, Pool. 2007. *Mapeo participativo involucrando a la comunidad en el manejo del páramo*. Quito, EC. Disponible en ligne: <
<http://www.iapad.org/publications/ppgis/pool.segara.pdf>>, consulté le 23 août 2013.

SEGARPA. 2001. Plan municipal de Desarrollo de Natividad, disponible en ligne, <
http://www.finanzasoxaca.gob.mx/pdf/inversion_publica/pmds/11_13/062.pdf>, consulté le 24 août 2013.

SEGARPA. 2009. *Plan de Desarrollo Municipal Capulálpam de Méndez*, disponible en ligne, <

https://www.finanzasoaxaca.gob.mx/pdf/inversion_publica/pmds/08_10/247.pdf, consulté le 17 août 2013.

- Sicard, Éric. 2008. Communautés villageoises. Encyclopédia Universalis [en ligne], <<http://universalis-edu.com/article2.php?napp=&nref=S182721>>, consulté le 18 mars 2010.
- Smith, Adam. 1999 [1776]. *The Wealth of Nations. Books IV-V*. London, Penguin.
- Smith, Derek A., Perer H. Herlihy, John H. Kelly et Aida Ramos Viera. 2009. « The Certification and Privatization of Indigenous Lands in Mexico », *Journal of Latin American Geography*, vol. 8, n° 2, p. 175-207.
- Standford, Jim. 2011. *Petit cours d'autodéfense en économie: L'abc du capitalisme*. Montréal, Lux Éditeur.
- Stiglitz, Joseph E. 2003. *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- Thibodeau, Marc. « Échec du plan de sauvetage en Grèce : le meo-culpa du FMI », La Presse, article du 7 juin 2013, disponible en ligne, <<http://www.lapresse.ca/international/europe/201306/07/01-4658704-echec-du-plan-de-sauvetage-en-grece-le-mea-culpa-du-fmi.php>>, consulté le 26 août 2013.
- Thiébaud, Virginie. 2009. « La libéralisation économique et la restructuration des territoires ruraux au Mexique : l'exemple de la culture de l'avocat dans l'État de Michoacán », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 53, n° 148, p. 63-81.
- Tsing, Anna. 1993. *In the Realm of the Diamond Queen: Marginality in an Out-of-the-way Place*, Princeton, Princeton University Press.
- UZACHI. 2003. *Programa de manejo forestal persistente para el aprovechamiento maderable de la comunidad de Capulálpam de Méndez, Ixtlán, Oaxaca*, vol. 2, Capulálpam de Méndez, UZACHI.
- Velarde Valdez, Mónica, Ana Virginia del Carmen sMaldonado Alcudia et Minerva Candelaria Maldonado Alcudia. 2009. « Pueblos Mágicos. Estrategia para el desarrollo turístico : caso Sinaloa », *Teoría y Praxis*, n° 6, p. 79-93.
- Vendryes, Thomas. 2009. Compte rendu de *Nations et mondialisation*, de Dani Rodrik (Paris, La découverte, 2008). *La Vie des idées*: Les échecs du « consensus de Washington » [en ligne]. <<http://www.laviedesidees.fr/Les-echecs-du-consensus-de.html>>. Page consultée le 12 décembre 2012.
- Vetz, Pierre. 2005. *Mondialisation, villes et territoires: l'économie d'archipel*. Paris, PUF.